هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION INTERNATIONALE

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 13903 — 4,50 F

MARDI 10 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY — DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

THE UNIVERSITY OF JO... SERIALS DIVISION

Amnistie aventureuse en Argentine

ANNONCÉE à plusieurs reprises depuis des semaines, la « réconciliation nationale » voulue par le président argentin Carlos Saul Menem a finalement été engagée samedi 7 octobre. Trois mois après son arrivée au pouvoir, le chef de l'Etat a amnistié la majorité des militaires et des civils poursuivis pour violations des droits de l'homme pendant les années de la dictature ainsi que les trois commandants en chef en fonctions lors de la guerre des Malouines.

Au total, trente-neuf militaires, soixante-quatre guérilleros et cent soixante-quatorze responsables des mutineries de 1987 et de 1988 vont « retrouver immédiatement leur liberté », selon les termes du communiqué. Seuls sont exclus de cette mesure de clémence les généraux en chef déjà condamnés et le dirigeant des guérilleros Montoneros, Mario Firmenich. Un deuxième décret les concernant n'est cependant pas à exclure.

CETTE nouvelle étape destinée à mettre un terme aux années noires n'est pas la plus honorable, même si elle intervient après une longue série de revirements. Ouverte avec le fameux rapport sur les disparitions intitulé « Nunca mas » (jamais plus) et le « procès du siècle » d'avril 1985, la mise en accusation des autorités militaires avait été suivie par la promulgation de plusieurs textes parfaitement ambigus, en 1986 et en 1987, permettant déjà des amnisties partielles et déguisées. La pression de l'armée n'avait, dans le même temps, pas cessé de s'exercer sur le gouvernement de M. Alfonsin, qui a dû faire face à quatre rébellions militaires. C'est dire si son successeur a hérité un dossier brûlant et mal refermé.

C'EST dans son discours d'investiture, le 18 juillet dernier, que le président, resté évasif pendant sa campagne, avait évoqué « une solution définitive aux blessures qui doivent encore être cicatrisées ». Les principaux groupes de défense des droits de l'homme et plusieurs partis d'opposition avaient alors lancé une campagne en faveur d'un plébiscite sur cette question. Ils critiquent aujourd'hui sévèrement la grâce accordée aux acteurs de la « sale guerre », au cours de laquelle, entre 1976 et 1983, plus de vingt mille personnes ont disparu.

Prenant les devants, le président péroniste a répété qu'il est prêt à « payer le prix politique de la réconciliation nationale » ; il a aussi rappelé que, ayant été lui-même détenu et torturé par les militaires, il avait le droit moral de prendre une telle décision. Reste à savoir si en voulant à tout prix « réconcilier les Argentins » avec leur passé, M. Carlos Menem n'a pas pris le risque de le raviver, ouvrant ainsi la première brèche dans le soutien unanime dont il jouissait depuis trois mois.

M 0147 - 1010 0- 4,50 F

3790147004500 10100

Les bouleversements dans deux pays de l'Est

• RDA : l'agitation s'étend, la répression s'aggrave
• Hongrie : un parti socialiste émerge des ruines du PC

L'agitation s'étend en Allemagne de l'Est. Les forces de l'ordre sont intervenues brutalement samedi 7 et dimanche 8 octobre pour disperser des manifestants dans les plus grandes villes du pays. Plusieurs centaines d'opposants ont été interpellés.

En Hongrie, le nouveau Parti socialiste hongrois (PSH), qui émerge des ruines de l'ancien Parti communiste (PSOH), a éliminé de son programme les références au marxisme-léninisme, au rôle dirigeant du parti ainsi qu'à la dictature du prolétariat et adopté, lundi matin à main levée, de nouveaux statuts.

L'écrasante majorité qui s'est dégagée en faveur de la mutation vers un régime de type social-démocrate ne met toutefois pas un terme aux affrontements entre conservateurs et réformateurs, entre radicaux et modérés, au sein d'une formation qui tente d'éviter la scission.

Anniversaire gâché pour M. Honecker

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Le bilan du quarantième anniversaire de la RDA est catastrophique pour M. Honecker. Les milliers de manifestants qui ont défié son régime, samedi 7 et dimanche 8 octobre dans les principales villes d'Allemagne de l'Est, ont rendu dérisoire l'autocélébration par les autorités de leur maintien au pouvoir depuis quarante ans.

Au moment où les communistes hongrois abandonnent officiellement toute référence à la doctrine communiste, ces autorités sont apparues beaucop plus vunérables qu'on ne les imaginait. M. Mikhaïl Gorbatchev, qui avait eu deux heures d'entretiens en tête à tête, samedi, avec M. Honecker, en a apparemment pris bonne note.

Le chef de l'Etat soviétique, dans ses rares déclarations à Berlin-Est, est allé aussi loin qu'il le pouvait pour conseiller à ses hôtes de prendre à leur tour le chemin des réformes.

Un choix pour les dirigeants est-allemands s'impose dans les semaines, voire les jours à venir : frapper, frapper encore, ou accepter d'ouvrir le dialogue avec ceux qui, à l'intérieur et à l'extérieur du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), estiment le moment venu de changements en profondeur.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 6

Circulation à Paris
M. Chirac veut décourager l'usage de l'automobile dans la capitale
page 14 - section B

Conférence sur l'Antarctique
Trente neuf pays réunis à Paris pour discuter de l'avenir du sixième continent
page 5 - section A

Les oubliés de la Bourse
Des dizaines d'actions françaises n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant le krach
page 27 - section C

La grève au ministère des finances
L'amer constat d'un agent de constatation
page 25 - section C

ÉCONOMIE

Est : à la recherche du paysan perdu ● Pérou : hyperinflation et récession ● La chronique de Paul Fabra : « Justice fiscale et lutte contre les inégalités » ● Notes de lecture, par Alfred Sauvy
Pages 41 à 44 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48

Les fausses factures à livre ouvert

« Présidentielle financement : du plus à monnayer », « évolution : être prudent au téléphone »... Ces citations sont extraites des cahiers tenus par M. Joseph Delcroix, militant socialiste, dirigeant du bureau d'études Urba-Technic, inculpé dans l'affaire des fausses factures de la SORMAE, dont nous publions les principaux extraits pour les années 1987 et 1988, durant la préparation de l'élection présidentielle.

Utilisant des méthodes plus diversifiées, les autres partis — du PCF à la droite — n'en sont pas moins concernés par les instructions en cours.

Lire l'enquête de GEORGES MARION et EDWY PLENEL pages 13 et 14

La difficulté d'être de la gauche

Les socialistes ont tout pour être heureux : le pouvoir et de bons sondages
Mais ils se demandent si leurs valeurs sont toujours les mêmes

par Jérôme Jaffré

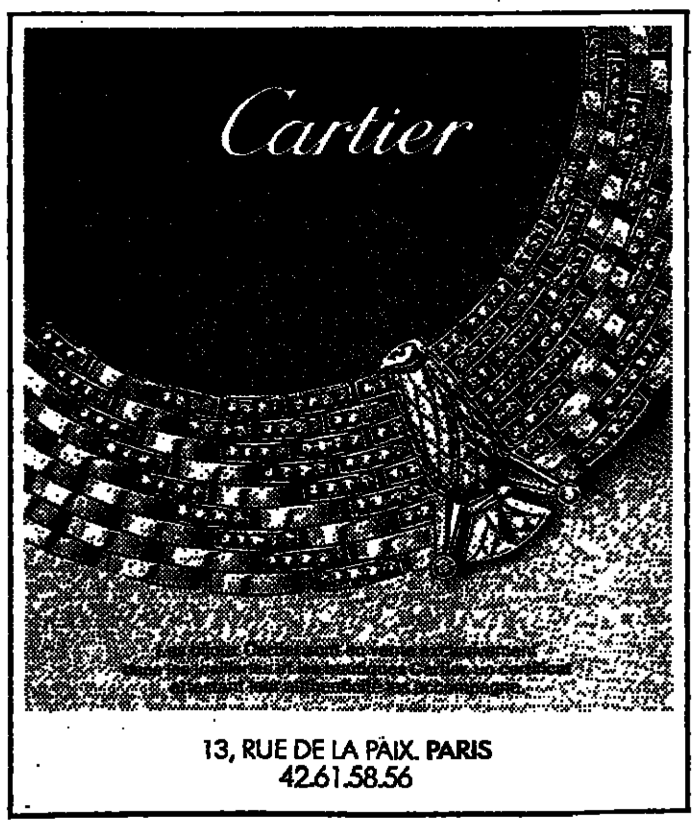
Il est à première vue surprenant que les socialistes donnent un sentiment de mal-être, alors même qu'ils ont reconquis la totalité du pouvoir en 1988, qu'ils bénéficient d'une popularité jamais démentie depuis et qu'ils peuvent jouir du spectacle d'une droite profondément divisée et incertaine sur la stratégie à mener. A eux seuls, le jeu des courants et la proximité d'un congrès ne sauraient suffire à expliquer cette morosité. La gauche au pouvoir paraît désormais légitime aux Français, ce qui lui avait cruellement manqué entre 1981 et 1986, mais dans le même temps elle paie cet avantage d'une véritable crise d'identité.

La légitimation de la gauche au pouvoir est un fait nouveau, si l'on songe à la contestation radicale dont elle avait fait l'objet durant sa première législature. La popularité des gouvernants est très forte : 57 % de confiance pour le président de la République au baromètre *Figaro-Magazine*/SOFRES d'octobre 1989, alors que sa moyenne entre 1981 et 1986 était de 47,5 % ; 62 % de confiance pour le premier ministre, alors que Pierre Mauroy obtint à Matignon une moyenne de 45 % et Laurent Fabius 49 %. Le Parti socialiste, quant à lui, recueille 56 % d'opinions positives, devancé, il est vrai, par le mouvement écologiste, mais loin devant le RPR (39 %) et l'UDF (38 %). La politique menée par le gouvernement est approuvée par 56 % des Français contre 30 % d'opinions contraires et les réponses favorables l'emportent quelle que soit la tranche d'âge des interviewés et la profession du chef de ménage, à l'exception des commerçants et artisans.

En deuxième lieu, la gauche bénéficie d'un climat d'apaisement après les tensions si fortes de ses premières années au pouvoir. L'humeur des Français s'améliore : selon le sondage trimestriel de l'IFOP, la situation économique n'est jugée mauvaise que par 26 % des interviewés alors que ce chiffre culminait à 57 % en 1984. Si l'opinion publique s'attend à un grand nombre de conflits sociaux dans les prochains mois, elle pense aussi massivement qu'ils pourront être résolus par la négociation et le compromis.

Plus largement, le climat de « guerre civile froide » qui prévalait autrefois a disparu.

Lire la suite page 9



« Cent mille immigrés de plus chaque année »

Un entretien avec M. Jean-Claude Barreau
président de l'Office des migrations et de l'Institut d'études démographiques

« Officiellement, la France n'accueille plus de nouveaux travailleurs immigrés — sauf exceptions — depuis 1974. Il semble pourtant que les arrivées augmentent...

— Nous assistons en effet depuis trois ou quatre ans à une forte poussée migratoire, due aussi bien à des causes externes (événements de Pologne, d'Algérie, du Liban...) qu'à la reprise économique.

— Peut-on évaluer le nombre de ces arrivants ?

— La France accueille environ 120 000 immigrants officiels chaque année. Je pense notamment aux familles qui viennent rejoindre un travailleur déjà installé (le « regroupement familial » est un droit et une excellente chose).

Par ailleurs, il faut savoir que les entreprises peuvent recruter des cadres étrangers (ayant un salaire égal ou supérieur à 20 000 F par mois), que l'éducation nationale établit des contrats à durée déterminée pour des professeurs immigrés dans les matières où les enseignants français ne sont pas assez nombreux et qu'une législation libérale permet aux étrangers d'acheter des PME, des restaurants, des épiceries, etc. Cela fait environ 50 000 à 60 000 personnes. Mais il y a aussi des détournements de procédure.

— Par exemple ?

— Des étudiants qui ne repartent pas chez eux à la fin de leurs études ou des demandeurs d'asile qui s'établissent en France.

— Vous voulez dire qu'une partie des étudiants et des demandeurs d'asile sont des immigrants de fait ?

— Oui. Les demandes d'asile politique ont pris une extension préoccupante : près de 50 000 cette année contre 20 000 en 1983. Il est clair que les trois quarts de ces demandeurs viennent chez nous pour des raisons économiques et non pas politiques. Ils choisissent cette procédure parce que c'est une voie facile, réglementée par la convention internationale de Genève. Le dépôt d'une demande auprès de l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) donne automatiquement droit au séjour et au travail.

Propos recueillis par ROBERT SOLÉ

Lire la suite page 15

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,60 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

DÉBATS

Social

Le phare Peugeot

par Henri Vacquin

CELA fait très longtemps que les formes de pouvoir du management français se trouvent interpellées tant par les conflits sociaux que par notre compétitivité relative à l'égard de nos concurrents. Ce questionnement latent couve depuis les années 60. Il a été masqué par l'expansion d'abord, par la crise ensuite. Il éclate aujourd'hui au grand jour avec Peugeot. C'est la légitimité du pouvoir paternaliste qui est en cause. Davantage que la supposée quadrature du cercle à laquelle se trouveraient confrontées les politiques de rémunération lorsque les entreprises retrouvent des marges bénéficiaires, c'est là l'apport essentiel du conflit Peugeot.

Sur les rémunérations, les outils existent depuis longtemps, y compris dans les parties aléatoires du salaire, pour les ajuster aux variations des résultats. Ni l'enveloppe à répartir ni les techniques utilisées ne font défaut. Ce qui est en cause, c'est la manière de les légitimer aux yeux des salariés. Cela nous renvoie au type de pouvoir pratiqué. La conception du pouvoir la plus largement répandue en France est celle où l'octroi du prince se suffit à lui-même pour être légitime. C'est cela qui aujourd'hui défaille.

Il va falloir enfin oser parler du contenu du pouvoir, sujet tabou par excellence, maintenant que les patrons français ont épuisé les moyens de contourner cette question brûlante pour eux. Durant l'expansion, l'argument était qu'on ne changeait pas un cheval qui gagne. Pendant la crise, le moment n'était pas aux cogitations intellectuelles. Maintenant, il n'y a pas le choix. Ni à l'intérieur de l'Hexagone ni en Europe, on ne peut éluder un tel débat.

Une telle révélation ne pouvait être apportée que par un conflit en un lieu significatif. C'est fait. Le conflit est, en effet, toujours le fruit d'un échec de la parole et un moment de libération de la parole.

La grève de Peugeot nomme ce qui était jusqu'alors innommable : une parole du pouvoir en butte au pouvoir de la parole des dirigés qui lui dénient sa légitimité. Comment expliquer autrement le regain de combativité qu'a suscité la phrase du président de Peugeot : *« mes »* cadres, *« mon »* personnel, sans comprendre que cette utilisation du possessif dit tout de la conception du pouvoir et donc du management de cette entreprise ? Ce conflit est autant le refus d'être possédé que de se faire avoir.

La négation des antagonistes

Les tensions créées par une certaine relation de pouvoir ne se réduisent pas à la seule relation hiérarchique, au petit ou au grand chef. Le type de pouvoir tisse ses nuisances de milliers d'autres traductions concrètes : le contenu du travail, l'organisation, les structures, les grilles de salaires, le type de formation, les gammes d'usinage, le schéma directeur informatique, les critères de gestion, les systèmes d'évaluation de la performance, la relation direction générale-cadre, etc.

La revendication salariale est toujours, pour l'essentiel, la contrepartie inconsciente de la nuisance vécue dans la relation de pouvoir. L'affaire Peugeot ne serait qu'à demi grave si elle n'était pas significative de toute l'entreprise privée française, à l'exclusion de quelques rares firmes, grosses ou petites, que l'on croit beaucoup plus nombreuses qu'elles ne sont. Peugeot dit et pratique tout haut ce que l'écrasante majorité des patrons français pensent et font en catimini, tant en matière de gestion des conflits que d'innovation managériale.

La culture patronale, telle qu'elle est, a besoin du silence et du secret. Le phare Peugeot perce le halo de modernité derrière lequel les patronats français pouvaient continuer d'être identiques à eux-mêmes depuis quatre générations. Ce coup d'éclairage intense va être d'autant plus déstabilisant qu'il atteint les patrons au pinacle de la gloire où quinze ans de crise les ont placés. D'autant plus forte sera la chute.

Le « paternalisme », qui assimile l'entreprise à une famille imaginaire sans conflits individuels, plastronne encore. Dans cette conception de l'harmonie *a priori*, il ne peut y avoir de désir d'un individu qui soit en contradiction avec le désir du maître, lui-même incarnant l'entreprise. Cette négation des antagonismes, en partie obligatoire entre les salariés et les dirigeants, fait vivre le management dans un monde imaginaire bien éloigné de l'appréciation des réalités. Comme toujours, quel que soit le temps de latence, les faits se vengent, d'autant plus forts qu'ils ont été niés.

Enseigner les rapports sociaux

Depuis quinze ans, les patrons français ont réellement amélioré l'efficacité des entreprises. Les techniques de changement, de modes en modes, ont fait croire à la mode du changement. Mais en définitive rien ne change dans la conception du pouvoir des patrons français. Les innovations organisationnelles de tous ordres dont Peugeot se vante – des cercles de qualité aux groupes de progrès, de l'excellence à l'entreprise du troisième type – ont été pratiquées pour l'essentiel selon la conception paternaliste du pouvoir.

On en a fait des outils de marginalisation du contre-pouvoir syndical, qui naïvement est tombé trop souvent dans le panneau en refusant de s'y investir. Ainsi, après quinze ans d'innovations organisationnelles qui se sont faites sans eux ou contre eux, les syndicats apparaissent un peu plus encore aux yeux des patrons français comme des empêcheurs de tourner en rond. A ceci près que Peugeot démontre que la manière d'innover, telle qu'elle est pratiquée dans un état d'esprit paternaliste, ne peut à elle seule réguler les rapports sociaux.

Peugeot nous apprend, en même temps qu'à tous les patrons français, qu'on ne peut pas faire du Gorbatchev à la manière de Staline, que les ersatz de changement pratiqués dans le vieux management ont atteint leur limite. Personne ne peut dire que rien n'a été fait. Mais force est de constater que le rythme de changement, freiné par le paternalisme, creuse tous les jours un peu plus la différence avec la RFA. Or c'est dans cet écart que se trouve la clé principale de notre compétitivité.

On peut espérer que, dans vingt ans, lorsqu'on enseignera enfin les rapports sociaux à l'X, aux Mines ou à l'ENA, ce conflit Peugeot sera considéré comme un moment historique où l'on aura basculé d'un certain type de management à un autre. A moins que... la stratégie du pourrissement chez Peugeot ne l'emporte, que le responsable social de cette société réussisse à appliquer sa théorie du conflit qui consiste à mettre à genoux les grévistes.

Dès lors, la majorité du patronat, aujourd'hui très silencieuse devant les écarts de Peugeot, se trouverait confortée dans son paternalisme pour longtemps. Dans cette hypothèse, les voitures japonaises qui inquiètent tant le patron de Peugeot auraient trouvé avec lui le meilleur allié possible pour la pénétration du marché français.

► **Henri Vacquin est consultant d'entreprise.**

TRAIT LIBRE

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Corédacteur en chef : Claude Sales
Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Telex MONDPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Prisons

Triste victoire, monsieur le garde !

par Jean-Luc Sauron

LES déclarations de M. Vialettes (FO) demandant de reprendre le travail dans les maisons d'arrêt ont mis fin au deuxième conflit des prisons de 1989.

La pénitentiaire a été « pacifiée ». Mais le rétablissement de rapports normaux entre les directeurs des prisons qui ont envoyé à la chancellerie les noms de grévistes et les collègues des révoqués se fera difficilement. Tout cela laissera, entre les personnels chargés d'assurer le quotidien de la détention, des blessures longues à refermer.

L'épreuve de force commencée il y a deux semaines risque d'affaiblir considérablement la syndicalisation ou de conduire à un émiettement syndical encore plus important. Avec qui les prochains gardes des sceaux négocieront-ils lors des futurs conflits ? Le désespoir verra peut-être naître des « coordinations » dont les actions ne seront certainement pas empreintes de modération.

L'idée du rattachement des prisons au ministère de l'intérieur ne va-t-elle pas être à nouveau évoquée ? En effet, la façon dont M. Joxe a stoppé le conflit naissant dans la police et la manière dont il a su écouter et négocier avec les syndicats de policiers tranchent avec le dialogue de sourds auquel on a assisté pour les prisons. Certains syndicalistes n'ont pas hésité à parler de la haine qu'ils avaient pour leur ministre. Les bonnes paroles ne suffiront pas à adoucir le ressentiment. On ne termine pas un conflit social comme on siffle la fin d'une récréation.

Le garde des sceaux a gagné, mais la justice dans son ensemble s'enfonce dans la crise. Les fonctionnaires de justice, eux non plus, ne supportent pas les conditions de travail et les rémunérations qui leur sont octroyées. Que devient le protocole signé en catastrophe la veille de la venue du président de la République à la Cour de cassation ? Amertume et désillusions. Cette façon, de la part de la chancellerie, d'ergoter sur le sens de tel ou tel mot de l'accord passé entre les syndicats et Matignon devient indécente. Les magistrats se demandent, de leur côté, pourquoi soutenir une politique de modernisation de la justice qui n'aboutirait qu'à pérenniser place Vendôme un cabinet ne favorisant qu'une faction du corps. Cette politisation par lassitude n'est pas la moindre des conséquences du train de nominations partisanes qui ont eu lieu depuis un an et demi.

Beaucoup se demandent aujourd'hui ce qui les forcerait à rester dans la fonction publique le jour, promis comme proche, du redémarrage complet de l'économie. Ce qui se prépare, c'est une fonction publique de « laissés-pour-compte » s'occupant de ceux qui n'ont pas les moyens d'éviter d'avoir recours à la justice. La démocratie sera alors en danger.

► **Jean-Luc Sauron est juge d'instruction au tribunal de Pontoise et secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats.**

AU COURRIER DU Monde

Réplique à Emile Malet

Je ne connais que vaguement la revue *Passages*, mais, après la lecture de l'article de M. Emile Malet dans *le Monde* du 23 septembre, je constate qu'elle fait partie de cette presse que, bien que maurrassien, je ne me permettrai pas de qualifier de pourrie mais comme de nature à donner l'impression qu'il existe une question juive en France.

Je suis parfaitement indifférent aux irrévérences du film de Scorsese, mais je ne doute pas qu'il soit de nature à choquer les catholiques pratiquants. Je ne vois pas pourquoi il n'y aurait aucun inconvénient à choquer la majorité de ce pays alors qu'il serait criminel d'en faire autant avec les minorités. Je voudrais bien savoir ce que vous penseriez d'un ouvrage où l'on ressusciterait les commentaires anti-hébraïques du *Protocole des sages de Sion*.

Quant à l'obsédante affaire du carmel d'Oswiecim, que l'on pourrait espérer classée après la prise de position du Vatican, j'admire l'extrême réserve du gouvernement et des responsables israéliens à cet égard.

Je n'en dirai pas autant des médias et de l'intelligentsia français pour lesquels on finirait par croire que la présence de carmélites en prière est un outrage assimilable à l'installation d'un point de rassemblement d'anciens SS mal repentis.

Ce faisant, je ne mets pas particulièrement en cause les juifs français, car on retrouve la même attitude dans nombre de milieux – y compris dans l'épiscopat, qui semble difficilement admettre qu'Oswiecim est en Pologne et non dans la banlieue lyonnaise.

Ayant vécu trois ans en Pologne, je perçois l'exaspération de ce peuple nationaliste et anticommuniste de se voir donner des leçons à propos d'une période qu'il a des raisons de ne pas oublier, par des gens – les Français – qu'il croyait être ses amis les plus constants.

PHILIPPE MALAUD
ancien ministre

Tocqueville et Peugeot

Quels que soient les événements actuels, on peut trouver dans Tocqueville des textes qui les éclairent : *« Les privilèges les plus dangereux pour ceux qui en jouissent sont les privilèges d'argent. Chacun en apprécie l'étendue du premier coup d'œil et, les voyant clairement, s'en trouve offensé ; les sommes qu'ils produisent sont comme autant de mesures exactes à l'aide desquelles on évalue aisément la haine qu'ils doivent faire naître. Il n'y a qu'un certain nombre d'hommes qui désirent les honneurs et qui visent à diriger l'Etat ; mais il en est bien peu qui ne veuillent être riches. Beaucoup d'hommes s'occupent peu de savoir qui les gouverne ; mais il n'y en a point qui restent indifférents à ce qui se passe dans leur fortune privée. » (Etat social et politique de la France avant et depuis 1789,* Œuvres complètes, Gallimard, *l'Ancien Régime et la Révolution*, vol. I, 3e éd., p. 40.)

ALBERT MEEUS
(Bruxelles.)

L'assassinat de la République

Je vous écris au sujet de l'article consacré à Vincent Badie et publié à la page 12 du *Monde* du 15 septembre. Avec étonnement et stupeur, on peut lire, au début de cet article, que la République fut *« assassinée le 10 juillet 1940 à Bordeaux »*. Le fait est bien connu et Jean-Pierre Azéma l'a encore raconté récemment dans votre numéro du 12 août : c'est à Vichy, dans le théâtre du grand casino, que se déroula, l'après-midi du 10 juillet 1940, la séance de l'Assemblée nationale où les députés et les sénateurs donnèrent, par leur vote, les pleins pouvoirs au maréchal Pétain et où Vincent Badie ne put prendre la parole afin de défendre, par une motion, l'existence de la République.

JULIEN GAY
(Cruseilles – Haute-Savoie.)

Pourquoi l'Occident a décollé

Personne n'a jamais planifié le capitalisme. Et pourtant ça marche. Deux essayistes américains expliquent...

386 pages
130 F

Les auteurs me paraissent avoir mis le doigt sur le facteur le plus important lorsqu'ils écrivent : "L'Occident avait, pratiquement sans réflexion ni discussion, délégué aux entreprises un pouvoir de décision capital dans l'économie d'innovation : c'étaient elles qui diraient désormais quels projets valaient qu'on en fît l'expérience, quels autres seraient écartés."

Jean-François Revel, *Le Point*

FAYARD

ÉTRANGER

Le voyage du pape en Corée du Sud

Jean-Paul II a exprimé son « ardent désir » de rencontrer les catholiques chinois

Le pape Jean-Paul II était attendu lundi 9 octobre en début de matinée, heure de Paris, à Djakarta, première étape de sa visite en Indonésie. Le pape venait de Corée du Sud, où il avait exprimé son désir de se rendre en Chine.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis le « printemps de Pékin », le pape a réaffirmé, dimanche 8 octobre, à Séoul, son *« ardent désir, toujours présent, de rencontrer ces frères et sœurs qui vivent en Chine »*. Profitant de sa présence chez les Coréens, *« liés par la proximité géographique et des liens de foi et de culture »* aux catholiques chinois, Jean-Paul II, à l'issue d'une homélie prononcée face à plus de sept cent mille fidèles massés sur la grand-place de Yoido, s'est déclaré *« profondément ému lorsqu'*[il] *pense aux signes héroïques de fidélité au Christ et à son message que beaucoup d'entre eux ont manifestés ces années passées »*.

Faisant allusion aux deux Eglises qui cohabitent en Chine, l'une « officielle », regroupée sous le vocable d'Association patriotique et l'autre plus proche – au moins dans l'esprit – de Rome et clandestine, le pape a souhaité que *« le Seigneur suscite en eux* [les catholiques chinois en général] *un ferme engagement dans la tâche délicate de provouvoir la réconciliation au sein de la communauté ecclésiale, en communion de foi avec le successeur de Pierre »*. C'est-à-dire lui-même.

Les chances de voir réaliser ce dessein paraissent évidemment bien minces en ces temps de repli chinois. Pékin avait rompu avec le Saint-Siège en 1957 parce que le régime maoïste n'admettait pas qu'une *« puissance étrangère »* ait un pouvoir quelconque sur une part – ne serait-ce qu'infime – de ses populations et reprochait au Vatican d'entretenir des relations diplomatiques – pourtant maintenues au plus bas niveau possible, précisément pour favoriser le dialogue – avec l'« autre » Chine, celle de Taïwan.

Plus grave, en 1981, Mgr Dominic Tang, aujourd'hui âgé de plus de quatre-vingts ans, avait été nommé archevêque de Canton par Jean-Paul II, alors que prélat, qui n'avait jamais rejoint l'Association patriotique, était en visite – autorisée pour raisons de santé – à l'étranger. Depuis, il vit à Hongkong, Pékin lui ayant refusé la permission de rentrer auprès de ses ouailles... Malgré les persécutions dont beaucoup de catholiques chinois ont été l'objet, notamment pendant la révolution culturelle, on évalue leur nombre à 3,5 millions pour les *« officiels »*, c'est-à-dire déclarés comme tels, et à un nombre à peu près équivalent les clandestins, regroupés dans *« l'Eglise du silence »*.

Plusieurs églises, toutes sous le contrôle de l'Association, sont ouvertes au culte, tout comme les deux cathédrales de Pékin, enregistrant des records d'affluence lors des fêtes religieuses. Compte tenu *« des conditions particulières »*, le Vatican, malgré son absence de contrôle sur les évêques de l'Association patriotique n'a jamais souhaité les déclarer « schismatiques », et aucun n'a été excommunié.

Le pape tente désormais de rétablir le contact interrompu. Est-ce possible ? Dimanche à Séoul, en dépit de l'interdiction faite la semaine dernière à l'avion du pape de survoler le territoire chinois, l'atmosphère, dans l'entourage de Jean-Paul II, était moins pessimiste qu'à l'accoutumée.

M. Joachim Navarro-Valls, le porte-parole officiel du Vatican, pour qui *« c'est la première fois que le pape fait publiquement part de son désir de se rendre en Chine »*, a notamment voulu voir *« un signe encourageant »* dans l'autorisation qui a été accordée par Pékin à treize catholiques, certes d'origine coréenne, mais résidant en Mandchourie – où vivent quelques centaines de milliers de leurs compatriotes, – de venir à Séoul rencontrer leurs coreligionnaires ainsi que le pape lui-même.

La division de la Corée

La Birmanie et le Vietnam se sont également mieux comportés que Pyongyang, puisque ces deux pays ont apparemment permis à des prélats de venir à l'étranger rencontrer Jean-Paul II. L'archevêque de Ho-Chi-Minh-Ville, l'évêque auxiliaire de Hanoï ainsi que deux évêques de Rangoun (Birmanie) se sont ainsi longuement entretenus, dimanche soir, avec un pape qu'ils voyaient pour la première fois. L'archevêque, en exil, de Canton a eu également droit à un bref entretien particulier.

A ces présences se sont ajoutées celles des responsables hiérarques religieux de Taïwan, du Japon, d'Indonésie, des Philippines et d'Inde, venus assister au quarante-quatrième Congrès eucharistique international qui s'est clôturé dimanche soir Jean-Paul II, à l'issue de cette première étape de sa cinquième tournée pastorale dans la région, aura pu se livrer à un quasi-*agiornamento* de l'Eglise d'Asie, celle qu'on nomme au Vatican, *« l'Eglise du troisième millénaire »*.

Pour ce qui concerne la Corée, ce sont les difficiles efforts de réconciliation entre le Sud et le Nord, séparés depuis 1945, qui ont dominé les discours du pape. Au cours d'un entretien, dimanche, avec le président Roh Tae-woo, le chef de l'Eglise catholique n'a pas fait la moindre allusion aux nombreux prisonniers politiques actuellement détenus en Corée du Sud.

Déplorant *« les blessures causées par la division et les conflits qui marquent encore la vie publique »* (dans ce pays), le pape a encouragé le chef de l'Etat à poursuivre dans la voie qu'il s'est choisie. *« Vous êtes,* a-t-il dit, *confronté à la recherche de voies justes et pacifiques pour la vie de la nation et pour une réunification fondée sur une justice authentique, la liberté et les droits humains inaliénables. Je souhaite que vos efforts pour atteindre cet objectif soient bénis par Dieu et portent leurs fruits. »*

La veille, une messe *« pour la réunification et la paix »*, avait été célébrée au mont Tora, situé en pleine zone démilitarisée, face à la Corée du Nord. Le pape n'y participait pas. Le Père abbé Placidus Lee Dong-Ho, président du comité pour l'évangélisation du Nord, a demandé à Pyongyang de *« donner des garanties concernent la liberté de religion »*. *« Le Nord et le Sud,* a-t-il ajouté, *doivent s'accepter comme ils sont et poursuivre un vrai dialogue afin que s'établisse une véritable confiance réciproque. » « Le Sud,* a-t-il enfin conclu, *doit humblement accepter le caractère historique de la société nord-coréenne »*. Dimanche, accueillant Jean-Paul II pour une grand-messe solennelle et très colorée devant une assistance record, le cardinal Stephen Kim Sou-kwan, primat de Corée, avait regretté l'absence des *« frères et sœurs du Nord »*, invités à Séoul.

PATRICE CLAUDE

Indonésie : le premier pays musulman du monde

Superficie : archipel de plusieurs milliers d'îles dans l'océan Indien et la mer de Chine (Java, Sumatra, Bornéo, les Moluques, etc.) : 2 087 000 kilomètres carrés.

Population : 18 millions d'habitants, dont 63 % sur l'île de Java. Capitale : Djakarta (7 millions d'habitants).

Situation religieuse : avec près de 90 % de sa population musulmane, l'Indonésie serait le premier pays islamique dans le monde, mais cet islam sunnite, relativement peu pratiqué, reste fortement imprégné par les religions traditionnelles (animisme, bouddhisme, etc.).

Les autres religions reconnues par la Constitution sont l'hindouisme, le bouddhisme, le protestantisme et le catholicisme. Les chrétiens représentent environ 8 % de la population : les fidèles catholiques (3 %) seraient environ 4 300 000, répartis de manière très inégale (nombreux à Florès, Timor, etc.). L'Indonésie compte 36 évêques (dont le tiers d'étrangers), 5 000 religieux et 1 800 prêtres.

CHINE : la normalisation avec Vientiane

M. Deng Xiaoping a reçu le « numéro un » laotien

PÉKIN

de notre correspondant

M. Deng Xiaoping n'a pas pour habitude de mâcher ses mots quand il parle du Vietnam. Recevant samedi 7 octobre l'homme fort du Laos, M. Kaysone Phomvihane, pendant une heure et quart – bien plus longtemps que ne le laissaient prévoir ses dernières déclarations *(le Monde* du 7 octobre), – il s'est montré aussi direct qu'à son habitude en évoquant l'allié de son interlocuteur.

« Je ne comprends pas pourquoi le Vietnam est contre la Chine », a déclaré le vieux dirigeant chinois. *« Nous sommes disposés à améliorer nos relations avec le Vietnam, mais nous ne pourrons dire que* « le passé est le passé » *seulement après qu'il aura complètement retiré ses troupes du Cambodge. Voilà quelque chose d'élémentaire à quoi un pays socialiste doit se plier. »* M. Deng a poursuivi en précisant que la Chine n'avait pas *« d'autre exigence »* pour normaliser avec Hanoï que ce retrait, problème *« facile à régler »*. Il a mis en garde le Vietnam contre le recours à *« de petites ruses »* et, de ce ton paternaliste qu'il a toujours employé à l'égard du petit frère méridional, conclu par une leçon de relations publiques : *« La pratique consistant à camoufler la vérité par du langage diplomatique est dépassée. Nous sommes à l'âge de l'information, les peuples savent distinguer ce qui est vrai de ce qui est faux. »* Allusion sans doute au retrait des forces vietnamiennes du Cambodge que la Chine refuse de considérer comme authentique.

M. Kaysone s'attendait vraisemblablement à une déclaration de ce genre. La presse officielle chinoise n'a cependant pas fait état de sa réponse. Sa visite s'est achevée dimanche avec la signature de quatre accord dont un de coopération culturelle marquant la reprise formelle des liens entre les deux pays. A l'intention du premier ministre, M. Li Peng, le chef du régime laotien avait eu des mots de félicitations pour l'écrasement du soulèvement du printemps par l'armée chinoise, une remarque dûment reproduite, sans guillemets de citation, par l'agence Chine nouvelle.

Est-ce à dire que Pékin a marqué un point sur le Vietnam avec cette normalisation qui apparaît comme un sous-produit de celle des rapports sino-soviétiques ? En tout cas, la Chine avait réitéré il y a quelques jours son soutien sans condition à la résistance cambodgienne menée par le prince Norodom Sihanouk et exclu toute cessation de son aide militaire aux Khmers rouges avant qu'une solution politique ne soit apportée au conflit.

FRANCIS DERON

□ **Jeunesse et politique en Chine.** – L'Association Asie Extrême Sciences-Po organise avec la revue *Esprit*, le samedi 21 octobre, à 14 h 30, une conférence-débat sur le thème *« Jeunesse et politique en Chine au XX^e siècle »*, avec la participation de plusieurs sinologues, d'étudiants et de dissidents chinois. La conférence aura lieu dans les locaux de l'Institut d'études politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Le gouvernement a-t-il tenté de négocier avec les barons de la drogue ?

Bogota. – Le secrétaire général de la présidence colombienne, M. German Montoya Velez, a démenti, samedi 7 octobre, les informations parues dans le quotidien d'opposition *la Prensa*, selon lesquelles les autorités colombiennes auraient dialogué pendant près d'un an avec les trafiquants de drogue. Le quotidien avait annoncé que le gouvernement libéral du président Virgilio Barco était entré en contact avec les membres du cartel de Medellin en septembre 1988 et aurait poursuivi des négociations jusqu'à l'assassinat du sénateur Galan, le 18 août dernier.

Le journal publiait à l'appui de sa thèse un document rédigé par l'ancien ministre de l'intérieur, M. Joaquin Vallejo Arbelaez, qui présentait les conditions posées par les trafiquants à un tel accord et qui avait été remis à l'actuel secrétaire général de la présidence.

Plus de 120 attentats à la bombe

Le dialogue aurait échoué en raison de l'intransigeance des Etats-Unis, dont l'aval était nécessaire pour annuler le traité d'extradition, principale revendication des barons de la drogue.

L'ancien ministre de l'intérieur a confirmé l'ensemble de ces informations, tout comme un juriste qui aurait servi d'intermédiaire pour les trafiquants.

Cette polémique s'est développée alors que les attentats à la bombe se multiplient dans le pays ; il y en a déjà eu plus de cent vingt depuis le début de la « guerre de la drogue ».

Dimanche, l'explosion d'une bombe dans un bus de Bogota a fait sept morts et huit blessés graves parmi les passagers, environ une heure après la prestation de serment des nouveaux ministres de la justice, des communications et de l'intérieur. – *(AFP, Reuter.)*

PANAMA : après le coup d'Etat manqué

Les familles des militaires rebelles dénoncent les exécutions sommaires

PANAMA

de notre correspondant en Amérique centrale

Près d'une semaine après l'échec du putsch militaire contre le général Manuel Antonio Noriega, les exécutions sommaires se poursuivraient à l'intérieur des casernes de la capitale panaméenne. Selon les familles des militaires arrêtés mardi 3 octobre, au moins une quinzaine de mutins auraient été exécutés sur-le-champ et d'autres auraient été soumis à de longues séances de torture, avant d'être passés par les armes au cours des jours suivants.

« Je n'ai pas de nouvelles de mon mari depuis les événements, affirme une jeune femme, *et il ne figure pas sur la liste officielle des prisonniers. Je crains le pire car c'était un proche de Giraldi. Je connais au moins une dizaine d'épouses qui vivent la même situation que moi. »* Le commandant Moises Giraldi, chef de la compagnie « Urraca », dirigeait la rébellion contre le général Noriega. Des versions contradictoires circulent sur les circonstances de sa mort : a-t-il été tué par un tir d'artillerie au cours du combat, a-t-il été abattu personnellement par le général Noriega après s'être rendu, ou bien s'est-il suicidé ?

Comme d'habitude au Panama, il est difficile de faire la part des choses dans la véritable avalanche de rumeurs, mais tout indique que la purge continue au sein de l'armée. Des proches du général Noriega reconnaissent eux-mêmes en privé que *« les exécutions sommaires sont nécessaires, car nous n'avons pas de code de justice militaire qui permette de punir les traîtres et de dissuader d'autres candidats au complot »*.

Le lendemain de la tentative de coup d'Etat, les autorités avaient publié un bilan : dix morts du côté des rebelles et trente-sept prisonniers. Mais des sources proches du régime parlent de soixante-dix morts et ce chiffre pourrait être encore plus élevé si les exécutions continuent. La sécurité de ceux qui figurent sur la liste officielle des prisonniers ne semble pas pour autant assurée puisqu'au moins deux d'entre eux auraient déjà été tués : le commandant Agustin de Gracia et le capitaine Nicasio Lorenzo.

Le sort de plusieurs dizaines de déserteurs reste également incertain. Les Etats-Unis ne semblent pas en effet disposés à les recevoir dans leur base le long du canal interocéanique (un des dirigeants du complot, le capitaine Javier Licona, y a déjà trouvé refuge avec sa famille et celle du commandant Giroldi). Après l'échec du putsch, des mutins affolés se sont réfugiés chez des particuliers, abandonnant leurs armes et empruntant des vêtements civils, avant de disparaître.

BERTRAND DE LA GRANGE

ETATS-UNIS

Manifestation de masse en faveur des sans-logis

Deux cent mille manifestants venus de tous les Etats ont défilé, samedi 7 octobre, dans le centre de Washington pour protester contre le scandale que représentent les deux millions de sans-logis recensés aux Etats-Unis. Cette manifestation, qui rassemblait aussi bien des sans-abri que des personnalités politiques – telle M^me Gretta King, la veuve du pasteur noir assassiné – ou du show-business – comme Richie Havens ou Susan Sarandon, – a été organisée à l'initiative de plus de deux cents associations. Le gouverneur démocrate de l'Ohio, M. Richard Celeste devait, entre autres orateurs, mettre en cause les coupes sévères opérées par l'ex-président Reagan dans les programmes sociaux : *« Le gouvernement,* a-t-il dit, *a trouvé en une semaine 1 milliard de dollars pour les victimes de l'ouragan Hugo, il nous faut des milliards pour les gens sinistrés par l'ouragan Ronnie (Ronald Reagan) »*. – *(AFP.)*

A la suite des révélations du « Washington Post »

La Maison Blanche confirme que les forces américaines étaient autorisées à capturer le général Noriega

A la condition expresse d'éviter un bain de sang, le commandant des forces américaines à Panama avait été autorisé à s'emparer du général Noriega lors de la tentative de putsch avortée du 3 octobre dernier : c'est ce qu'ont confirmé, dimanche 8 octobre, à Washington, le secrétaire d'Etat James Baker et le secrétaire à la défense Richard Cheney.

Les deux hauts responsables américains ont fourni ces précisions dans des interviews à la télévision, quelques heures après la publication, par le *Washington Post*, d'un article selon lequel les forces américaines avaient reçu l'autorisation d'emmener le dictateur dans une de leurs bases. Le journal ajoutait que le putsh avait été maîtrisé pratiquement au moment où le feu vert était arrivé. Confirmant ces informations, M. Baker a précisé qu'un message avait été envoyé au général Thurman lui permettant de capturer le général Noriega à la condition qu'il puisse éviter *« une intervention ouverte des forces américaines »*, des effusions de sang et *« des pertes significatives de vies américaines »*...

De son côté, M. Cheney a affirmé avoir *« clairement dit »* aux mutins qui disaient détenir le général Noriega que le général Thurman *« était autorisé à s'en emparer à condition de ne pas recourir à la force militaire »*. Il devait toutefois préciser que jamais les Etats-Unis n'avaient pris la décision d'employer la force : *« Je n'ai jamais été favorable à cette idée,* devait-il conclure, *mais nous avons dit à Thurman d'être prêt au cas où il recevrait l'ordre d'agir. Puis peu près, le coup d'Etat a échoué... »* Enfin, toujours selon M. Cheney, le général Thurman ne pouvait en aucun cas utiliser ses troupes pour contraindre les mutins à lui remettre le général Noriega sans l'approbation du président Bush lui-même. Ce que devait confirmer dans une autre interview M. Brent Scowcroft, le conseiller de la Maison Blanche pour la sécurité nationale : *« Toutes les instructions envoyées à Thurman émanaient directement du président Bush. »*

Par ailleurs, défendant la position du gouvernement américain dont *« l'inaction »* et le manque d'initiative ont été sévèrement mis en cause par le Congrès, le secrétaire d'Etat Baker n'a pas écarté, dimanche, la possibilité que les Etats-Unis appuient une autre tentative de coup d'Etat au Panama. Il existe, a-t-il dit, *« une bonne possibilité que Noriega soit plus faible qu'il ne l'était avant la tentative de coup »*. Quant au secrétaire général de la Maison Blanche, M. John Sununu, il a estimé qu'il y avait *« cinq chances sur huit »* pour que M. Noriega ne soit plus au pouvoir d'ici six mois.

L'opinion publique reste, elle, toujours très partagée. Dans un sondage publié lundi par l'hebdomadaire *Newsweek*, 45 % des personnes interrogées approuvent l'attitude du gouvernement américain dans cette affaire, contre 30 % qui l'estiment *« trop timorée »* et 9 % au contraire *« trop active »*. – *(Reuter, AFP.)*

REVEILLON AU PAYS DU PERE NOEL

Un programme extraordinaire en LAPONIE FINLANDAISE pour vous et vos enfants.

Un vrai Noël, magique et authentique, dans un cadre exceptionnel.

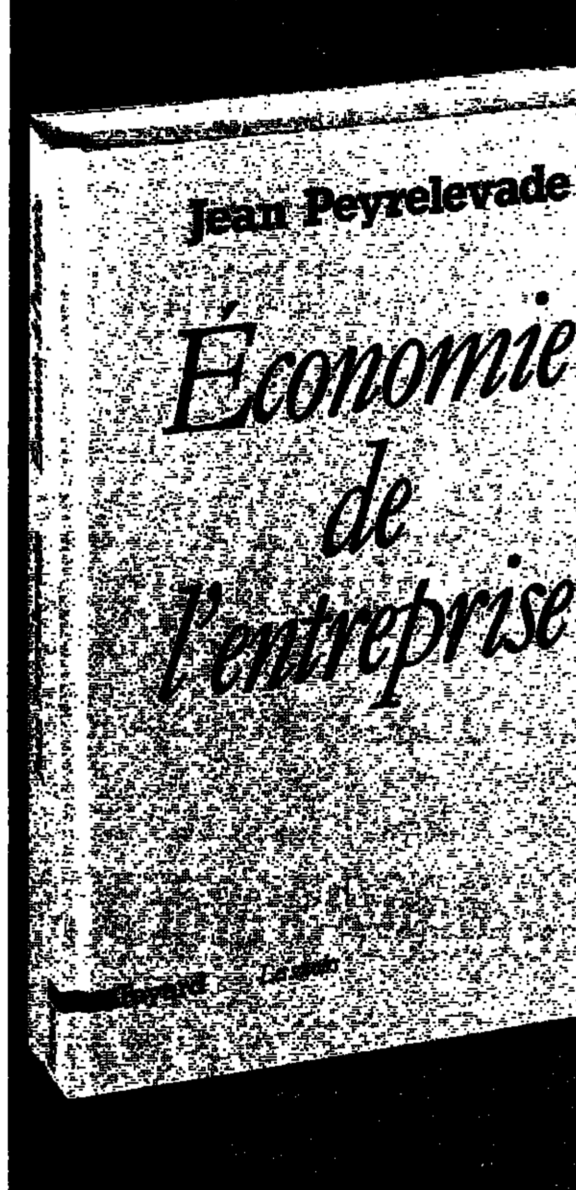
Des activités d'hiver joyeuses et étonnantes: traîneau à rennes, ski de fond, randonnées, promenades à moto-neige...

Demandez la documentation détaillée à :

LA MAISON DE LA SCANDINAVIE
ET DES PAYS NORDIQUES
36, rue Tronchet
75009 PARIS
Tél. : (1) 47.42.38.65

ATTENTION : NOMBRE DE PLACES LIMITE

UN MANUEL DE RÉFÉRENCE



366 p.
240 F

Ce manuel de référence peut être lu avec profit par tous ceux qui veulent savoir, avec précision, ce qu'est un bilan, un coût, un financement ou l'effet de levier..

Le Monde

FAYARD

PROCHE-ORIENT

En Arabie saoudite

Les travaux des députés libanais s'enlisent

TAËF

de notre envoyée spéciale

Au dixième jour de leurs débats, lundi 9 octobre, les soixante-deux députés libanais réunis en Arabie saoudite n'ont toujours pas réussi à se mettre d'accord sur un texte définitif à propos des réformes du système politique libanais, sans parler de l'épineux problème de la présence syrienne, qui les divise toujours, mais dont l'issue ne dépend pas réellement d'eux.

Depuis vendredi, l'essentiel du travail se déroule en coulisse, entre députés, pour la rédaction du texte sur les réformes et en dehors même de Taëf pour la question du retrait syrien. Les efforts diplomatiques demandés par le comité tripartite aux Occidentaux consistent avant tout à convaincre le général Aoun du bien-fondé du document présenté, et donc de lever en quelque sorte la menace de *« trahison »* qu'il a fait peser sur les élus de son camp au cas où ils accepteraient la simple mention du redéploiement syrien.

Le triumvirat arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc) veut, parallèlement, s'assurer de la collaboration des forces sur le terrain. Le chef du Front libanais (coalition des partis chrétiens conservateurs et de la milice des forces libanaises), M. Georges Saade, qui s'est entretenu par téléphone samedi avec tous les leaders du camp chrétien, a d'ailleurs affirmé, dans une conférence de presse : *« Nous coordonnons notre position avec celle du général Aoun, car aucune solution ne peut intervenir au Liban si elle ne tient pas compte de toutes les parties en présence sur le terrain. »*

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a, pour sa part, envoyé des messages aux chefs des deux gouvernements rivaux libanais, le général Aoun et M. Selim Hoss, pour les appeler à unifier leurs positions afin de résoudre la crise, alors que, de leur côté, Washington et les Douze publiaient des communiqués de soutien aux efforts du triumvirat, appelant toutes les parties à aider les députés à aboutir à un accord qui, rappellent les Etats-Unis, *« a le plein appui de la communauté internationale »*.

C'est toutefois sur le général Aoun que se concentre l'essentiel des pressions. Sans être officiellement discuté, son sort fait l'objet de nombreuses consultations dans la mesure où lui permettre de sauver la face libérerait bien des réticences de certains députés chrétiens. Non consultés, certes, sur son entreprise de *« guerre de libération »*, ils se sentent plus ou moins liés par elle et veulent éviter qu'un éventuel accord à Taëf n'apparaisse comme une défaite du camp chrétien.

Mais, comme nous le disait un élu modéré de ce camp, *« nous devons avoir le courage politique de tirer les conséquences d'une guerre qui ne nous laisse d'autres choix que nous soumettre au texte proposé ou aller au suicide. Nous ne sommes pas en position de pouvoir exiger beaucoup et de nous permettre de négliger l'attention internationale dont bénéficie le Liban »*.

Ce courage politique exigé aujourd'hui d'élus dont l'opinion a été si souvent bafouée par les seigneurs de la guerre, *« beaucoup*, avoue l'un d'eux, *en ont perdu le sens »*. Chaque élu, en particulier dans le dernier carré des durs du camp chrétien, s'abrite derrière l'intransigeance de l'autre ou celle politiques restés à Beyrouth pour ne pas porter la responsabilité du « oui » à un texte qui entraîne des sacrifices. La prolongation des assises informelles de Taëf risque, toutefois, de ranimer les surenchères de part et d'autre et de détériorer un climat jusque-là serein parmi les parlementaires, sans compter les risques de dérapage sur le terrain.

FRANÇOISE CHIPAUX

L'attentat contre le DC-10 d'UTA

L'OLP affirme collaborer à l'enquête

L'OLP collabore, avec les services secrets français, à l'enquête sur l'attentat contre le DC-10 d'UTA qui a explosé au-dessus du Niger le 19 septembre, faisant 171 morts, affirme Abou Iyad (Salah Khalaf), l'un des principaux dirigeants palestiniens, lui-même chargé des services de renseignement au sein de l'organisation, dans un entretien publié le 8 octobre par le *Journal du dimanche*. *« Dès les premières heures du drame, nous avons commencé à réunir des informations et à les communiquer à nos amis français »*, déclare-t-il.

Abou Iyad assure qu'il n'y a, à l'heure actuelle, aucune preuve, aux mains des Français, des Américains ou de l'OLP, permettant d'incriminer Ahmed Jibril, chef du Front populaire de libération de la Palestine - commandement général (FPLP-CG). *« Certains éléments permettent cependant de soupçonner des éléments iraniens qui coopèrent techniquement avec Jibril »*, ajoute-t-il, précisant que le terroriste palestinien, déjà soupçonné d'être à l'origine de l'attentat de Lockerbie, en décembre 1988, contre un avion de la Pan Am, se trouvait à Téhéran.

ÉGYPTE : malgré le rejet israélien

Le Caire et Washington continuent de discuter du plan Moubarak

LE CAIRE

de notre correspondant

Quarante-huit heures après le rejet par Jérusalem des propositions égyptiennes de dialogue palestino-israélien en vue de préparer des élections dans les territoires occupés (*le Monde* daté 8-9 octobre), Le Caire n'avait toujours pas officiellement réagi, dimanche 8 octobre. En réponse à un journaliste qui lui demandait s'il considérait le rejet israélien comme définitif, le président Moubarak a simplement déclaré que *« la question faisait toujours l'objet de discussions avec les Etats-Unis »*, ajoutant : *« Nous ne sommes encore parvenus à rien. »* Il a cependant indiqué que des concertations avec les Etats-Unis et l'OLP se poursuivaient au sujet de la composition d'une délégation palestinienne qui engagerait le dialogue avec les Israéliens.

M. Moubarak a, d'autre part, refusé de répondre lorsqu'il lui a été demandé s'il estimait que le refus opposé à son plan relevait de la simple tactique. On indique toutefois de bonne source au Caire que les responsables égyptiens considèrent que ce refus a pour principal objectif de faire pression sur M. Moubarak, afin qu'il accepte de rencontrer le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir.

En tout état de cause, un émissaire du département d'Etat, M. Denis Ross, est attendu dans les prochains jours en Israël, puis en Egypte, dans le cadre des tentatives que poursuit Washington pour sortir de l'impasse. A Tunis, un proche de M. Yasser Arafat, M. Bassam Abou Charif, a, pour sa part, demandé que M. Ross passe d'abord par Tunis pour s'y entretenir avec la direction de l'OLP.

A. B.

□ **Des Allemands participeraient à la construction d'un missile en Libye.** – *« Les Allemands de l'Ouest aident Kadhafi à construire un missile »*, a affirmé, dimanche 8 octobre, le nouvel hebdomadaire britannique *The Sunday Correspondent* en citant comme sources l'armée et les services de renseignement américains. Selon le journal, des ingénieurs ouest-allemands travaillent dans un camp situé dans le désert, à 96 km de l'oasis Sabha, à la mise au point d'un missile de moyenne portée (480 à 720 km), susceptible d'atteindre le Tchad ou l'Egypte. Ce missile, au nom de code *Ittisalt*, en serait au stade de la recherche. – *(AFP.)*

A l'occasion du Yom Kippour

La Cisjordanie et Gaza totalement isolés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Comme ce fut le cas l'an passé, les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza avaient été bouclés lundi 9 octobre, jour ou les Israéliens célébraient le Yom Kippour. Les Palestiniens, eux, entamaient trois jours de grève générale pour marquer à la fois le vingt-quatrième mois de leur soulèvement et l'importance qu'ils attachent au mouvement en faveur d'une campagne de désobéissance civile dans les territoires.

Il faut croire que cette dernière perspective inquiète davantage les autorités que les jets de pierres et de coktails Molotov. C'est l'impression qui ressort de la persistance avec laquelle le gouvernement s'attache à venir à bout de la révolte des impôts à Beit-Sahour (*le Monde* daté 1er-2 octobre). Dans cette petite ville du sud de la Cisjordanie, voisine de Bethléem, les résidents ne versent plus rien au fisc israélien depuis bientôt deux ans – pour des raisons économiques et parce que c'est une des consignes de la direction du soulèvement.

Le gouvernement en a fait un test. Il veut montrer qui est le « patron ». Beit-Sahour (onze mille habitants) a été isolée physiquement et politiquement : blocus de l'armée, couvre-feu partiel et succession de raids du fisc. L'armée a interdit, vendredi 6 octobre, à plusieurs diplomates de se rendre dans la localité. A l'invitation du maire, les consuls de Belgique, d'Espagne, de France, de Grande-Bretagne, de Grèce, d'Italie et de Suède devaient entreprendre une mission d'information à Beit-Sahour. Ils ont été bloqués à un barrage de l'armée.

Beit-Sahour a été décrétée *« zone militaire pour des raisons opérationnelles »*, leur a-t-on dit. Curieusement, la mesure ne paraissait s'appliquer qu'aux consuls, non aux autres automobilistes circulant ce jour-là dans la région. Elle représente une décision sans précédent. Depuis le début de l'Intifada, les consuls occidentaux en poste à Jérusalem ont toujours été libres de se rendre à peu près partout en Cisjordanie et à Gaza.

AL. Fr.

AFRIQUE

NIGÉRIA

Multipartisme sous tutelle

Lagos *(AFP)*. – Le gouvernement fédéral militaire du Nigéria a prononcé la dissolution de toutes les formations politiques, dont il avait levé le 3 mai l'interdiction vieille de six ans, et créé de toutes pièces les deux nouveaux partis qui animeront la transition vers un régime civil, dont l'avènement reste fixé au 1er octobre 1992.

Baptisés, l'un Parti social démocrate et l'autre Convention républicaine nationale, ces partis seront tous deux financés exclusivement et à la même hauteur par le gouvernement fédéral. Leurs débuts seront guidés par des agents du gouvernement, et ils auront la même charte, dont les grandes lignes seront définies par la Commission électorale nationale, ainsi que des structures et des comptabilités identiques, a précisé, samedi 7 octobre, le général Babangida dans une allocution radio-télévisée.

Le Conseil de gouvernement des forces armées a dû se résoudre à cette décision *« radicale »*, car aucune des treize formations qui avaient fait acte de candidature n'a satisfait à l'examen de la NEC, a expliqué le chef de l'Etat. *« Listes d'adhérents falsifiées, résurgence des vieux clivages ethniques, géopolitiques, religieux, stratégie d'associations de malfaiteurs »* caractérisent la plupart d'entre elles, a-t-il remarqué. En outre, *« des personnalités bannies de la vie politique par la loi continuaient de jouer des rôles significatifs dans leur formation, leur financement et leur organisation »*, a-t-il ajouté.

Enfin, la représentativité de ces formations était minime, a souligné le général Babangida : quatre cent soixante-sept mille cent trente-deux adhérents au total, sur un corps électoral estimé à un peu plus de soixante millions de votants. L'échéance de 1992 pour le retour au régime civil reste inchangée, mais les étapes intermédiaires de la transition devront sans doute subir des modifications, a dit le chef de l'Etat.

(Publicité)

ALGÉRIE : LA MULTIPARTITE AIGUË

Pour la première fois dans leur histoire, les Algériens vont participer à un scrutin sous le signe du multipartisme. Abdelkader Djeghloul passe au crible tous les partis qui vont solliciter les suffrages des électeurs.

Dans le numéro d'Octobre d'*Arabies*
en kiosques et en librairies
78, rue Jouffroy 75017 Paris
Tél. : 46.22.34.14.

Le conflit au Sahara occidental

Attaque du Polisario près de Guelta-Zemmour

Quelques heures après la publication d'un communiqué sahraoui à Alger, le Maroc a confirmé officiellement, samedi 7 octobre, qu'une attaque menée à l'aube par le Front Polisario dans la région de Gueita-Zemmour, au Sahara occidental, avait fait de nombreux morts, dont le colonel qui commandait le secteur.

Cependant, les communiqués des deux camps font état de bilans différents. Le Polisario parle de *« plus de deux cents morts dont des officiers et un très grand nombre de blessés parmi les soldats marocains »*. Il affirme que ses troupes ont *« pourchassé sur vingt-cinq kilomètres à l'intérieur du mur défensif »* plusieurs unités de l'armée royale. Selon Rabat, l'attaque des *« mercenaires »* a été lancée depuis la Mauritanie et a permis à l'armée marocaine d'infliger de lourdes pertes aux assaillants : *« Quatre-vingts morts et blessés, dont dix cadavres laissés sur le terrain, quatre prisonniers, et une importante quantité d'armes et de matériel saisis »*.

L'Agence officielle marocaine MAP indique par ailleurs qu'à la suite de cette attaque le roi Hassan II a décidé de surseoir à une audience qu'il devait accorder à des membres du Front Polisario, dont il avait reçu trois dirigeants en janvier à Marrakech.

La MAP précise, en effet, que le 1er septembre, à Tripoli, à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la révolution libyenne, le président Chadli Bendjédid avait demandé au souverain de recevoir une seconde délégation du Polisario et qu'une requête analogue avait été adressée à Rabat parle secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar.

« Afin de répondre aux souhaits de ces deux respectables personnalités (...) des contacts ont eu lieu la semaine dernière entre Rabat et Alger, dit la MAP (...) A la suite de cette agression, Sa Majesté ne peut admettre qu'une telle audience ait lieu dans ces circonstances et dans un contexte marqué par ce genre de conduite inadmissible ». – *(AFP.)*

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36.15 LEMONDE

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

La conférence de Paris sur l'Antarctique

Le mythe des ressources minérales

La quinzième réunion ordinaire des parties consultatives du traité sur l'Antarctique se tient du 9 au 19 octobre à Paris. Y prendront part les vingt-deux parties consultatives (c'est-à-dire membres à part entière du traité) (1), auxquelles s'ajouteront la Corée du Sud, l'Equateur, la Finlande, les Pays-Bas et le Pérou, si la candidature de ces cinq pays est acceptée. Assisteront aussi à la conférence, mais sans droit de vote, les dix-sept Etats qui ont simplement adhéré au traité (2).

Pour devenir partie consultative, les candidats doivent avoir *« une activité scientifique substantielle »* dans la zone couverte par le traité, c'est-à-dire tout ce qui est au sud du soixantième parallèle sud. Mais, quand on voit l'entassement grotesque de huit bases argentine, brésilienne, chilienne, chinoise, coréenne du sud, polonaise, soviétique et urugayenne sur les côtes de l'île King George (1 350 kilomètres carrés recouverts presque complètement de glace), proche de l'extrémité nord de la péninsule Antarctique, on peut se demander sur quoi peuvent porter et à quoi servent les « recherches » qui y sont faites. En plus, le Pérou, candidat, veut s'installer, lui aussi, sur l'île King George...

Quoi qu'il en soit, le traité sur l'Antarctique, qui est entré en vigueur le 23 juin 1961, est un système extraordinairement efficace et unique en son genre. Il démilitarise et « dénucléarise » le sixième continent. Il garantit à tous les pays, adhérents ou non, la totale liberté de la recherche scientifique, chacun pouvant installer une base où il le veut.

La coopération scientifique internationale « marche » d'ailleurs parfaitement. Le traité « gèle », sans les reconnaître ou les dénier, les revendications territoriales, qui se recouvrent parfois partiellement, de l'Argentine, de l'Australie, du Chili, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Norvège et de la Nouvelle-Zélande. Enfin, il protège strictement l'environnement de la faune et de la flore. Il a été complété, en 1972, par une convention sur la protection des phoques et, en 1980, par une autre convention sur la protection de la faune et de la flore marine.

Un véritable Eldorado

Les vingt-deux parties consultatives et les dix-sept autres adhérents sont d'ailleurs unanimes pour que ce statut très particulier soit maintenu, en dépit de l'insistance de pays du tiers-monde qui voudraient que l'Antarctique soit proclamé, comme les grands fonds marins, *« patrimoine commun de l'humanité »*, et relève donc du système général des Nations unies. Depuis des années, en effet, il y a un mythe de l'Antarctique. Ce continent, dont 98 % des 14 millions de kilomètres carrés sont recouverts d'une carapace de glace épaisse en moyenne de 2 000 mètres, serait un véritable Eldorado renfermant d'énormes ressources minérales.

Certes, le continent antarctique contient sûrement des ressources minérales. Mais nul ne sait ce qu'il y a et nul ne sait actuellement comment on pourrait le savoir. En outre, le climat glacial et venteux, la banquise et les icebergs, l'éloignement de toute zone peuplée et industrialisée, font que les conditions d'exploration et d'exploitation sont complètement rédhibitoires pour très longtemps, si ce n'est pour toujours.

Le traité est muet sur les ressources minérales et, à l'initiative de la Nouvelle-Zélande, les parties consultatives ont élaboré, en quelque dix ans, la convention dite de Wellington, de façon à combler le vide juridique par un texte destiné essentiellement à assurer la sauvegarde de l'environnement fragile de l'Antarctique. Conclue le 2 juin 1988, la convention de Wellington a été ouverte à la signature le 25 novembre 1988.

Un mauvais titre

Comme le souligne avec humour M. Jean-Yves Le Déaut, député PS de Meurthe-et-Moselle, vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, qui a mené récemment toute une série d'auditions sur l'Antarctique, la convention a le malheur d'avoir un mauvais titre : « convention sur la réglementation des activités relatives aux ressources minérales de l'Antarctique » ; alors que son contenu dresse, en fait, toute une série de barrières très strictes et très contraignantes pour empêcher que n'importe qui fasse n'importe quoi, n'importe où. Le tout assorti d'un moratoire interdisant toute activité concernant les ressources minérales tant que la convention ne sera pas entrée en vigueur.

Ce titre malencontreux, des campagnes de presse très agressives, de prochaines élections en Australie, sans doute le désir du gouvernement socialiste français de se concilier les Verts, à quoi s'est ajoutée la récente prise de conscience de l'importance de l'Antarctique pour l'équilibre de la planète et de l'utilité du continent blanc pour la connaissance des climats du passé : tous ces motifs ont fait que l'Australie et la France ont annoncé leur refus de signer la convention de Wellington. Or le consensus est la règle de fonctionnement du traité sur l'Antarctique...

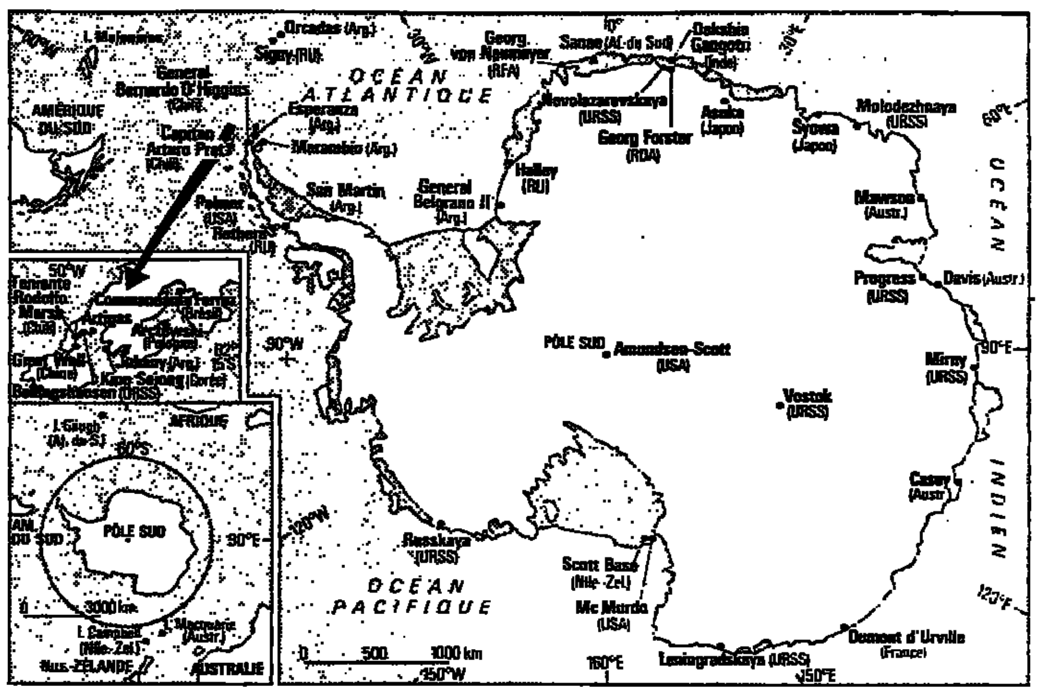
Selon ce qu'a expliqué, le 5 octobre, M. Jean-Pierre Puissochet, directeur des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères, la France pourrait proposer que les Etats parties au traité se concertent dès 1990 pour commencer à élaborer une convention globale protégeant l'environnement de l'Antarctique de toutes les menaces qui pèsent sur lui. Celles venant des ressources minérales, bien sûr, même si le rapport, préparé par M. Le Déaut, ne classe pas celles-ci dans la catégorie des problèmes urgents. En revanche, des menaces très sérieuses et très actuelles pèsent sur l'Antarctique du fait du tourisme croissant, des déchets des bases et des transports maritimes ou aériens.

Pour M. Le Déaut, la France doit montrer la voie : il voudrait déposer, très prochainement, une proposition de loi *« tendant à interdire aux ressortissants français, ainsi qu'aux sociétés qu'ils possèdent ou qu'ils contrôlent, de procéder à toute activité d'exploration ou d'exploitation des ressources minières de l'Antarctique, tant qu'une convention ne sera pas ratifiée sur ce sujet, ou, à défaut, pendant une durée de trente ans »*. Une voie que pourraient suivre nos partenaires du traité et qui laisserait le temps d'élaborer la convention globale, que la France devrait proposer.

YVONNE REBEYROL

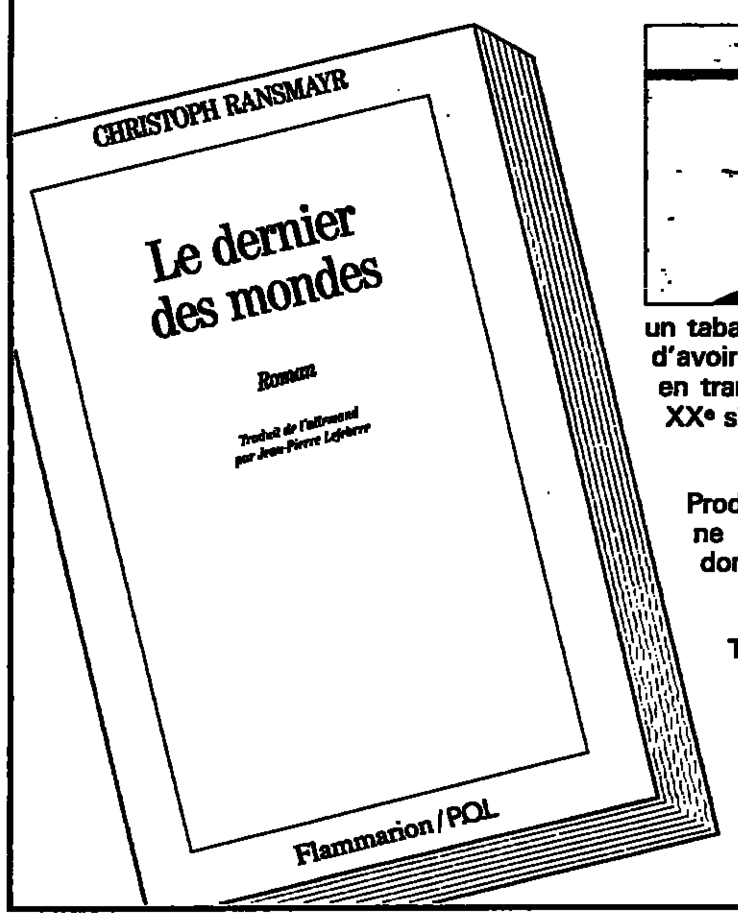
(1) Les douze membres fondateurs qui ont élaboré et signé le 1er décembre 1959 le traité de Washington sur l'Antarctique : Afrique du Sud, Argentine, Australie, Belgique, Chili, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande et URSS. Plus les dix pays qui, au fil des années, sont devenus, eux aussi, parties consultatives : RDA, RFA, Brésil, Chine, Espagne, Inde, Italie, Pologne, Suède, Uruguay.

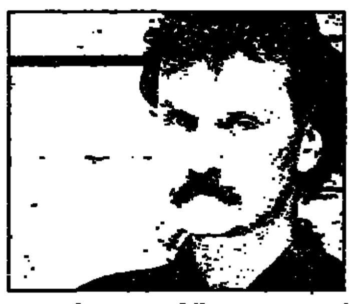
(2) Autriche, Bulgarie, Canada, Colombie, Corée du Nord, Corée du Sud, Cuba, Danemark, Equateur, Finlande, Grèce, Hongrie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pérou, Roumanie, Tchécoslovaquie.



Cette carte montre que les bases sont trop nombreuses dans la péninsule Antarctique – sans parler de l'île King George où elles s'entassent littéralement. En revanche, elles sont beaucoup trop rares dans l'intérieur du continent, mais leur logistique est difficile et coûteuse à assurer.

Chef-d'œuvre.





Deuxième roman d'un auteur de trente-cinq ans, *Le Dernier des Mondes* est un véritable joyau de l'écriture, un livre riche de toutes sortes de lectures.
Jean-Louis de Rambures
Le Monde

Acclamé par la presse, il a fait un tabac en Allemagne... La réussite de Ransmayr est d'avoir écrit un livre qui est fidèle au texte d'Ovide tout en transposant dans l'univers mental d'un lecteur du XXe siècle les implications de sa mythologie.
Gérard Meudal - Libération

Prodigieux... la traduction rigoureuse et vigoureuse ne contribue pas peu au plaisir complexe et fort donné par ce grand livre.
Bernard Lortholary - L'Express

Traduit de l'allemand par Jean-Pierre Lefebvre.

264 pages - 89 F

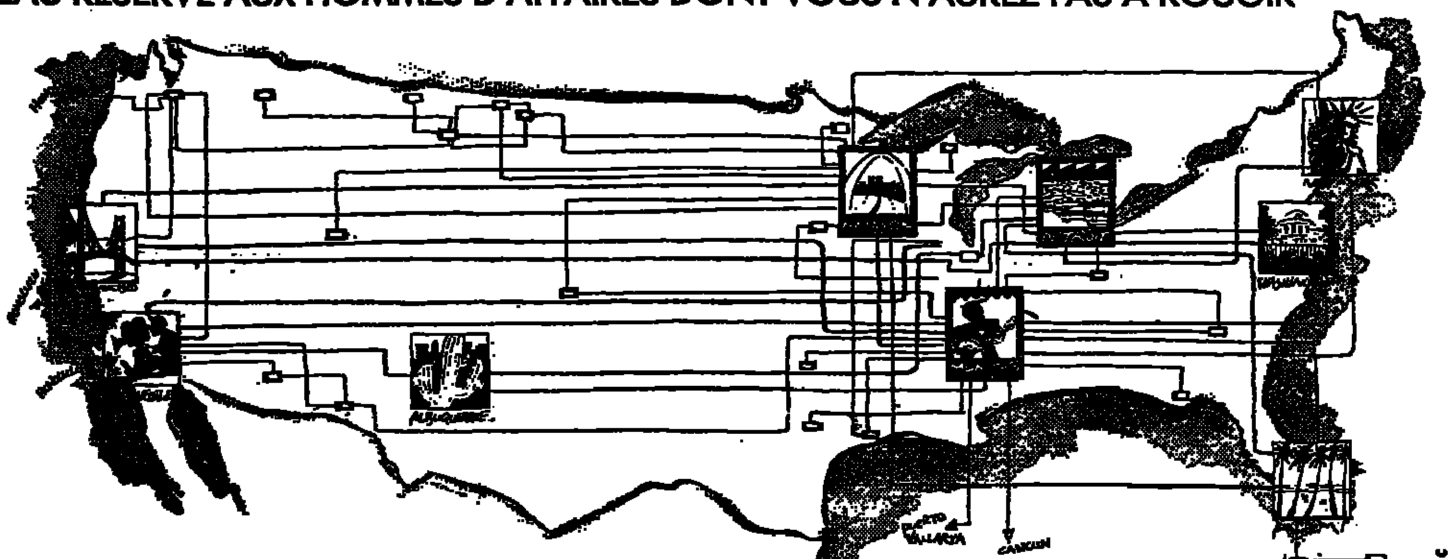
Flammarion / P.O.L

NORTHWEST

ENFIN, UN RÉSEAU RÉSERVÉ AUX HOMMES D'AFFAIRES DONT VOUS N'AUREZ PAS A ROUGIR DEVANT VOTRE FEMME.

PARIS-DÉTROIT NON STOP.

Si on vous dit que Détroit est l'escale la plus logique pour rejoindre facilement la Californie, la Floride, le Texas ou même le Wyoming, vous n'allez pas nous croire. Et pourtant... grâce au réseau Northwest Airlines, à partir de Détroit, Minnéapolis ou Memphis, vous avez à votre disposition près de 200 villes américaines, des formalités de douane et d'immigration faciles, donc un gain de temps important. Et tout ça, à partir de Détroit et en exclusivité Northwest Airlines. Quand on vous dit que vous n'aurez pas à rougir du réseau Northwest Airlines... Pour tout renseignement, contactez votre agence de voyage ou appelez-nous au (1) 42 66 90 00.



L'ESPRIT DE CONQUÊTE NORTHWEST AIRLINES

EUROPE

RDA : l'agitation s'étend, la répression s'aggrave

Si la condamnation de la répression des manifestations en Allemagne de l'Est a été unanime en République fédérale, les médias soviétiques ont jusqu'à présent totalement passé sous silence l'agitation dans ce pays. Le gouvernement de Bonn a fait part de sa *« vive inquiétude et de sa consternation »* et a lancé un appel aux responsables est-allemands pour qu'ils *« répliquent aux manifestations pacifiques réclament plus de liberté non avec des forces de police mais avec compréhension et en acceptant le dialogue ». « La RDA doit changer sa politique si elle veut arrêter l'exode de ses jeunes »*, a déclaré pour sa part M. Rudolf Seiters, ministre à la chancellerie.

L'exode des citoyens est-allemands se poursuit. Près de mille deux cents réfugiés sont ainsi entrés en Allemagne de l'Ouest, venant de Hongrie, dans la seule journée du samedi 7 octobre, contre six cents par jour en moyenne depuis le début de la semaine. Plus de quatre cents personnes se sont fait enregistrer à l'ambassade de RFA à Varsovie et ont été, pour la plupart, dirigées vers des hôtels ou des centres de villégiatures appartenant à des entreprises polonaises.

Anniversaire gâché pour M. Honecker

(Suite de la première page.)

Les manifestations dans les principales villes du pays – Leipzig, Dresde, Magdebourg, Iena, Potsdam, Berlin-Est – tout autant par le choc suscité dans la population par les départs massifs à l'Ouest de ces dernières semaines, rendent une répression brutale délicate à mener.

Face à un régime aux capacités déclinantes, à l'image de ses dirigeants vieillissants, l'Allemagne de l'Est secréte à son tour des anticorps à une vitesse stupéfiante. Sans attendre le congrès du Parti, prévu au mois de mai prochain, il n'est pas impossible qu'un important plénum se réunisse d'ici à la fin de l'année pour tenter de faire le point de la situation.

Une perestroïka à l'allemande n'aurait sans doute pas les mêmes caractéristiques qu'en Hongrie ou en Pologne. Elle n'en signifierait pas moins, en RDA aussi, une transformation en profondeur que M. Honecker s'est refusé jusqu'à présent à envisager.

Fidèle à la logique du régime, une dépêche laconique de l'agence officielle ADN dénonçait, dimanche, l'action concertée de hooligans et de la presse occidentale pour *« troubler à Berlin la fête populaire »*, et affirmait que les meneurs avaient été arrêtés.

Cette réaction s'explique en partie par le rôle important joué en RDA par les medias occidentaux et plus précisément par ceux d'Allemagne de l'Ouest dont les émissions de télévision et de radio ont un impact non négligeable sur la formation de l'opinion publique. Les forces de sécurité ont traduit, samedi soir, par des actes violents la rage impuissante des autorités.

Plusieurs équipes de télévision, dont celle de la Cinq, ont eu leur matériel endommagé par des hommes de la Stasi, la police politique en civil. Un journaliste britannique, M. Peter Millar, du *Sunday Times*, a été expulsé après avoir été gardé à vue toute la nuit.

Entre eux

Dimanche soir, à quelques rares exceptions près, tous les journalistes non accrédités en permanence, venus couvrir la visite de M. Gorbatchev et les cérémonies du quarantième anniversaire, ont dû repasser le mur de Berlin, où l'on continue par ailleurs à filtrer les passages.

Les Allemands de l'Est sont maintenant entre eux. Dimanche soir, les forces de l'ordre sont à nouveau intervenues pour disperser des rassemblements à Berlin-Est et à Dresde. Cette dernière ville est devenue depuis une semaine l'un des hauts lieux de l'opposition. Des manifestations s'y déroulent tous les jours depuis les bagarres qui ont opposé, mardi dernier, la police à des milliers de jeunes qui cherchaient à monter à bord des trains transportant de Prague en RFA les réfugiés de l'ambassade d'Allemagne fédérale en Tchécoslovaquie.

C'est là aussi, selon les chiffres rendus publics par des proches de l'Eglise évangélique, que les manifestants ont été de loin les plus nombreux samedi et dimanche. On parle de près de trente mille personnes pour samedi soir.

A Leipzig, où des manifestations ont eu lieu ces dernières semaines après l'office du lundi à l'église Saint-Nicolas, plusieurs milliers de personnes sont, elles aussi, descendues dans la rue samedi.

« Gorbatchev, Gorbatchev », *« Nous restons ici »*, *« Démocratie »*, *« Neues Forum »*. Les slogans sont partout les mêmes. A Berlin-Est, devant des dizaines de correspondants venus du monde entier, tout avait commencé à 15 heures sur Alexanderplatz, au cœur du Berlin historique, à l'endroit même où une grande fête *« populaire »* avait été prévue par les autorités pour célébrer le 40e anniversaire. Dérisoires, les orchestres ont joué toute la soirée sans public, tandis qu'à deux pas de là, au palais de la République, une réception grandiose réunissait les dignitaires du régime, comme si de rien n'était.

Quelques dizaines de personnes, rejointes bientôt par des centaines d'autres, ont tout d'abord tenté d'approcher du palais d'où M. Gorbatchev s'apprêtait à repartir pour Moscou. Elles ont été rapidement refoulées dans les avenues avoisinantes par des cordons de vopos et d'agents de la Stasi. Un moment de flottement est alors apparu chez les manifestants qui manquaient visiblement à la fois de leaders et d'idées précises sur ce qu'ils allaient faire.

A l'intérieur du palais de la République, les responsables du Politburo et du parti se concertaient nerveusement sur la marche à suivre. Les manifestants, pendant ce temps, rejoignaient l'église protestante de Gethsamane qui abrite depuis plusieurs jours une veillée permanente en faveur des personnes arrêtées ces dernières semaines à Leipzig et à Berlin-Est.

Jusqu'à l'aube

Le face-à-face avec la police devant l'église s'est transformé rapidement en course-poursuite dans les rues de Prenzlauer Berg, le Quartier latin de Berlin-Est. Jusqu'à l'aube, les forces de la Stasi, des vopos, des milices ouvrières, appuyés par des canons à eau, n'ont cessé de charger pour dégager le terrain et ont procédé à plusieurs centaines d'arrestations, cinq cents selon des porte-parole des manifestants. A minuit, la place aux alentours de l'église a été elle-même nettoyée avec violence. Les chefs de l'Église évangélique de Berlin, précédés par leur évêque, Mgr Fork, en civil, s'étaient rendus sur place, visiblement inquiets, pour tenter d'éviter que la situation ne dégénère. Les responsables protestants avaient été rendus particulièrement nerveux ces derniers jours par des allusions de la presse du régime aux événements de la place Tiananmen, allusions manifestement destinées à dissuader les gens de descendre dans la rue.

Dimanche soir, lors de l'office quotidien célébré en l'église de Gethsamane, des centaines de personnes se pressaient encore à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment. A ce moment, la police encercla le quartier, adressant ainsi un sérieux avertissement aux dirigeants religieux. Des petits groupes se sont alors à nouveau rassemblés dans les rues, défiant les policiers, plaçant à même la chaussée des bougies et des cierges. Par solidarité, dans les immeubles avoisinants, des dizaines de bougies étaient à leur tour allumées aux fenêtres.

HENRI DE BRESSON

M. Roland Dumas au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

Les conditions ne sont pas réunies pour mettre fin à la division de l'Allemagne

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé, dimanche 8 octobre, que les récents changements intervenus en Europe de l'Est constituent *« l'événement le plus important depuis la fin de la deuxième guerre mondiale »*.

« Si les choses continuent comme elles ont commencé, a-t-il ajouté au cours du « Grand Jury RTL-*le Monde* », *nous pouvons assister à une grande réconciliation de l'Europe, et ce sera le grand événement du début du siècle prochain. »*

Le ministre a fait observer que la situation de la RDA était très différente de celles de la Hongrie et de la Pologne, en raison, d'une part, du facteur stratégique – la RDA étant *« une pièce avancée de la stratégie de l'Europe de l'Est »* – et, d'autre part, du *« phénomène profond et irrésistible »* qu'est l'aspiration à la réunification de l'Allemagne.

« Cette aspiration à l'unité ou au rapprochement de l'Allemagne, a souligné M. Dumas, *est une aspiration légitime, mais elle ne peut pas se faire en contournant la réalité. » « La division de l'Allemagne*, a-t-il précisé, *résulte de traités internationaux. Bousculer tout cela actuellement serait prématuré. (...) Il faut que les conditions internes et internationales soient réunies, et ce n'est pas demain la veille. »*

Le voyage de M. Mitterrand retardé

Le ministre a aussi déclaré souhaiter la *« réussite »* de M. Mikhaïl Gorbatchev, dont les idées sont bien loin de la *« doctrine Brejnev »* et qui paraît prêt à accepter le démantèlement de l'empire soviétique, à la seule condition, selon M. Dumas, que l'on ne remette pas en cause le dispositif stratégique du pacte de Varsovie.

M. Dumas a estimé, d'autre part, que M. Gorbatchev, dans son propre pays, *« gère bien son affaire, mesure très exactement les enjeux et sait où sont les difficultés (...). C'est un homme habile, un homme neuf, qui a de la volonté, qui incarne dans son pays la grande novation qui s'y opère, et qui a l'opinion publique pour lui, il a su du reste se la fabriquer. Je lui fais confiance »*, a-t-il dit.

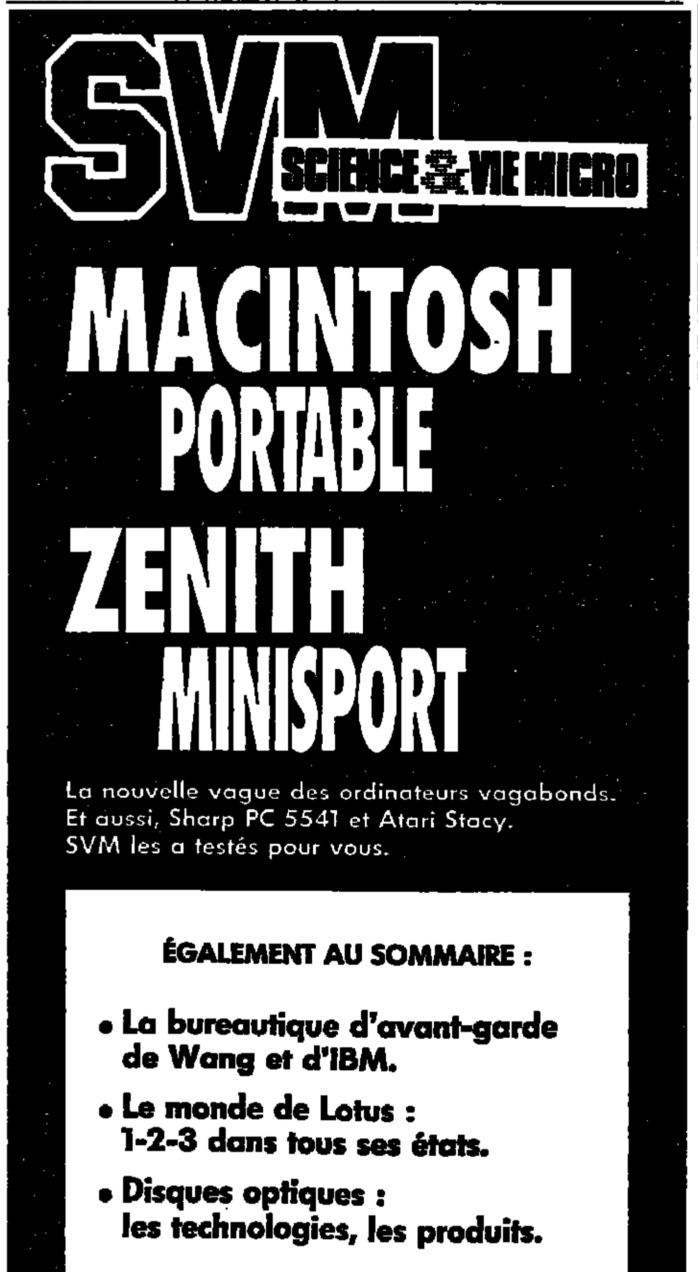
Il a enfin indiqué que le projet de visite officielle du président François Mitterrand en RDA était maintenu, mais que la date en serait fixée d'ici à la fin octobre. Un « créneau » du 12 au 20 décembre avait été initialement retenu mais, selon l'entourage de M. Dumas, le voyage présidentiel sera repoussé à 1990 en attendant que la situation se décante en RDA.

La rumeur épinglée

M. Dumas est un homme calme, et ses propos sont toujours en retrait par rapport à ses pensées. C'est donc tout à fait délibérément qu'il s'en est pris, dimanche, à la rumeur qui agite le tout-Paris depuis plus d'une semaine : fatigué, il serait démissionnaire au profit du ministre de l'intérieur, M. Joxe.

Bruit *« intéressant »*, a fait remarquer le ministre des affaires étrangères, *« mais peut-être aussi très intéressé (...). Tant que je bénéficierai de la confiance du président de la République et du premier ministre, je resterai à ce poste (...). Mes projets sont pour plusieurs années et puis (...) il faut que les autres fassent leur apprentissage »*. Cette dernière flèche visait M. Joxe, qui accompagne cette semaine M. Mitterrand en Equateur et au Venezuela et qu'on soupçonne, ouvertement, dans l'entourage de M. Dumas, d'être à l'origine de la rumeur.

J. A.



IRLANDE DU NORD : l'affaire des fuites de dossiers de police

Nouvelle menace contre l'accord de 1985 entre Londres et Dublin

Quatre des vingt-huit membres de l'Ulster Defence Regiment (UDR), un régiment auxiliaire de l'armée britannique composé à plus de 90 % de protestants nord-irlandais, interpellés dimanche 8 octobre à Belfast, ont été inculpés et devaient comparaître lundi. Le commissaire chargé de l'enquête par le gouvernement britannique a indiqué que des photomontages et des munitions avaient été saisis lors de perquisitions au domicile des personnes arrêtées. Le 5 octobre, la Grande-Bretagne et l'Irlande n'étaient pas parvenuess à s'entendre sur ce dossier qui pèse sur les relations entre les deux pays : des membres de l'UDR ont-ils collaboré avec des groupes paramilitaires protestants interdits, dans la lutte contre l'IRA ? En août, deux réservistes de l'UDR avaient été inculpés pour le meurtre d'un catholique.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Les extrémistes protestants d'Irlande du Nord continuent de rendre publiques des listes de membres supposés de l'IRA, des deux côtés de la frontière, avec leur adresse et leur photographie. Ces documents proviennent de l'armée britannique, en particulier de l'UDR et de la police provinciale d'Irlande du Nord. Certains ont été volés, mais la plupart ont fait l'objet de « fuites » organisées. *« Le paradoxe veut que nous soyons actuellement obligés de protéger des gens qui sont peut-être coupables de crimes affreux »*, commente l'ancien premier ministre, M. Garret FitzGerald.

Plus de deux cents personnes, dont une trentaine vivant en République d'Irlande, ont été ainsi mises en cause. On estime ici que les organisations paramilitaires protestantes cherchent de cette façon à envenimer les relations entre le gouvernement de Dublin et celui de Londres. Leur but est avant tout de saboter l'accord anglo-irlandais de novembre 1985 qui a instauré une coopération entre les polices des deux côtés de la frontière dans la lutte antiterroriste, tout en donnant pour la première fois à Dublin un certain droit de regard sur les affaires intérieures d'Irlande du Nord.

Les activistes protestants ont fait en sorte de révéler que certaines de leurs informations provenaient des services de sécurité du Sud. *« L'accord a résisté à bien des péripéties, et il survivra à celle-là »*, affirme-t-on ici. Dublin considère cependant qu'il s'agit d'une brèche sérieuse dans la confiance qui commençait à s'instaurer et que les auteurs des « fuites » doivent être retrouvés et punis.

On estime dans la capitale irlandaise que l'événement rend d'actualité les demandes répétées de Dublin d'un réexamen des conditions de recrutement et de fonctionnement de l'UDR. Il s'agit d'un corps de 6 500 hommes, recrutés dans des familles protestantes d'Ulster ayant une longue tradition de méfiance envers les catholiques; 73 membres de ce régiment ont été condamnés, depuis 1985, pour des délits divers. *« Il s'agit en réalité d'une milice protestante. Est-ce que l'armée régulière britannique et la police provinciale ne suffisent-pas ? »*, s'interroge un responsable irlandais. Dublin demande sinon la dissolution de ce régiment, du moins qu'il cesse de patrouiller dans les quartiers catholiques.

Une forme de racket

Le contenu des *« fuites »* pose d'autres questions. Il semble qu'il suffise parfois d'avoir quelqu'un de sa famille qui ait appartenu un jour à l'IRA pour être catalogué comme suspect. Être membre de l'équipe locale de football gaélique (un sport, uniquement pratiqué par les catholiques, qui est un mélange de football et de rugby) est aussi apparemment considéré comme un indice inquiétant de la part des services de sécurité nord-irlandais.

D'autres motifs peuvent avoir incité les organisations paramilitaires protestantes à diffuser ces listes. Le racket tend à devenir la principale source de financement des activistes des deux camps en Irlande du Nord. Publier le nom, la photographie et l'adresse d'un entrepreneur en bâtiment, en affirmant qu'il est considéré comme un membre de l'IRA, même s'il n'en est rien, peut être un moyen de lui faire comprendre qu'il doit donner de l'argent aux loyalistes, s'il veut éviter un attentat contre lui-même, sa famille, ou ses chantiers.

Dublin souhaite cependant préserver ce qui est, à ses yeux, l'acquis essentiel de l'accord anglo-irlandais : la coopération entre fonctionnaires britanniques et irlandais pour améliorer les conditions de vie de la minorité catholique du Nord. Cette *« ingérence »* est jugée intolérable par les loyalistes. Mais elle a permis la construction de milliers de logements, répartis de façon équitable entre les deux communautés. C'est précisément un incident dû à la discrimination traditionnelle dans ce domaine (une famille nombreuse catholique s'était vu refuser un appartement attribué à une jeune femme célibataire protestante) qui avait déclenché en 1968 le mouvement pour les droits civiques, lequel a précédé la renaissance de l'IRA sous sa forme actuelle.

Il y a 1,5 million d'habitants en Irlande du Nord, dont environ 600000 catholiques. Depuis la séparation de l'île en 1921 jusqu'au début des années 70, ces derniers n'avaient aucune prise sur le gouvernement provincial, totalement dominé par les protestants. Le droit de vote n'était accordé qu'aux propriétaires, ce qui excluait l'immense majorité des catholiques. L'administration directe de la province par Londres, et surtout l'accord anglo-irlandais ont constitué un progrès pour cette minorité. Le droit de regard accordé à Dublin a permis à cette dernière de ne plus être totalement démunie face à une majorité qui, pendant toutes ces années, lui avait refusé tout partage du pouvoir.

L'accord de 1985 a été surtout dû aux efforts du premier ministre irlandais de l'époque, M. Garret FitzGerald, du parti Fine Gael. M. Charles Haughey, leader du Fianna Fail, qui lui a succédé, a poursuivi bon gré mal gré dans la même direction. La différence entre les deux principaux partis qui se partagent la scène politique irlandaise n'est pas d'ordre économique ou social mais touche à la question nationale et a ses origines dans la guerre civile de 1921. Le Fine Gael est l'héritier de ceux qui ont accepté le compromis avec les Britanniques, alors que le Fianna Fail provient de l'autre camp, dirigé par De Valera, qui voulait poursuivre la lutte pour l'indépendance de toute l'île.

Modéré de ton et d'allure, M. FitzGerald avait réussi à convaincre Mme Thatcher que rien ne serait réglé au Nord tant que persisterait le sentiment d'aliénation de la minorité catholique. Plus fougueux, à la fois populiste et nationaliste, M. Haughey n'est pas parvenu à établir le même dialogue avec la « Dame de fer ». Mais malgré les attentats de l'IRA et les tentatives de sabotage des extrémistes protestants, l'accord anglo-irlandais semble destiné à durer.

DOMINIQUE DHOMBRES

□ **ULSTER : un commissaire de police tué dans un attentat.** – Un commissaire de police a été tué, dimanche 8 octobre, à Lisburn (20 km au sud de Belfast), par l'explosion de sa voiture, qui avait été piégée, a annoncé le Royal Ulster Constabulary. Son épouse a également été blessée. L'attentat n'avait toujours pas été revendiqué lundi, mais les observateurs estimaient qu'il était, selon toute probabilité, l'œuvre de l'IRA. – *(AFP., UPI.)*

هكذا من الأصل

EUROPE

HONGRIE : la transformation du PSOH

Le nouveau Parti socialiste s'efforce d'éviter la rupture entre réformateurs et conservateurs

Aussi longue, aussi âpre et aussi complexe que certains le redoutaient, la bataille entre réformateurs et conservateurs s'est intensifiée ce week-end autour de la succession du PC hongrois, le Parti socialiste ouvrier (PSOH), dont le quatorzième congrès a décidé, samedi 7 octobre, par une majorité de 80 %, de fonder un nouveau parti, le Parti socialiste hongrois (PSH).

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Ce nouveau parti, que les réformateurs appelaient de leurs vœux, ce parti qui, disent-ils, doit les rapprocher de l'eurocommunisme, de la social-démocratie et de la gauche européenne, existe donc désormais. Mais le vieux parti est-il mort pour autant ? Qui en assume l'héritage ? Et qui sont les membres du PSH, les anciens membres du PSOH ou seulement une partie d'entre eux ? Trois jours de congrès n'ont pas permis de répondre à ces question cruciales. On espérait y voir un peu plus clair, lundi, lorsque les quelque *mille deux cents délégués* devaient procéder à l'élection des nouveaux organes dirigeants. Leur composition et en particulier celle du présidium, de dix-sept à vingt membres, devrait permettre de voir si les réformateurs dominent actuellement le PSH, ce qui entraînerait logiquement une scission avec l'aile orthodoxe, ou bien si un compromis a réussi à préserver un semblant d'unité entre ces deux grands courants que depuis ce week-end on n'appelle plus à Budapest *« réformateur »* et *« conservateur »* ou *« centriste »*, mais *« socialiste »* et *« communiste »*, étant entendu que les deux se proclament réformateurs.

Le problème est de faire cohabiter des réformateurs aussi différents que MM. Grosz et Berecz, adeptes d'un Parti communiste *« renouvelé »* dans la continuité du PSOH, et M. Pozsgay, qui souhaite, lui, un Parti socialiste totalement nouveau. C'est ce à quoi s'est employé avec une ténacité exemplaire M. Rezsö Nyers, président du PSOH, qui devrait également devenir président du PSH et qui est apparu comme le « vieux sage » du parti, le seul capable d'en intégrer les différents courants. Pour sauver le fragile compromis qu'il a élaboré, M. Nyers, qui, à soixante-cinq ans, connaît enfin la consécration après de longues traversées du désert dues à ses idées réformatrices sous Kadar, intervient chaque fois que cela est nécessaire et emporte l'adhésion de la salle.

Cela a encore été le cas dimanche soir tard lorsque, dans l'examen des statuts du nouveau parti, les délégués en sont arrivés à la question de la présence des organisations du parti sur les lieux de travail.

Cette question divise profondément *« socialistes »* et *« communistes »*, les premiers souhaitant interdire le parti sur les lieux de travail, les seconds tenant absolument à maintenir cette possibilité. *« Sous le régime fasiste de Horthy,* s'est écrié M. Nyers, ancien typographe, *je militais au Parti social-démocrate dans l'entreprise ; la social-démocratie ne peut pas être plus réactionnaire que Horthy ! Je demande aux communistes présents – pardon, aux futurs socialistes – de laisser l'assemblée décider de cette question. »* Chaudement applaudi, M. Nyers a fait adopter l'amendement à une majorité écrasante.

De manière très symptomatique, ce vote ne résout pas le problème, mais permettait d'éviter la rupture. Le lapsus de M. Nyers sur les communistes et les socialistes est tout à fait révélateur de la confusion qui s'est instaurée avec la naissance de ce nouveau parti dont les contours et l'image sont encore trop flous pour que les adhérents puissent s'y identifier : les orateurs ne savent plus s'ils doivent s'adresser au *« cher camarade »* ou au *« cher délégué »*, tandis que l'organe du PSOH, *Nepszabadsag*, a abandonné depuis deux jours, la mention *« Prolétaires de tous les pays unissez-vous »* au-dessus du titre, mais ajouté en sous-titre : *« Quotidien socialiste »*.

Après l'offensive des délégués réformateurs du premier jour, la journée de samedi s'est déroulée en trois actes. Premier acte : le coup d'éclat de M. Janos Berecz, principale cible des réformateurs. Très tendu, il monte à la tribune pour leur lancer que, effectivement, *« on ne peut pas rester dans le même parti »*. Dans les couloirs, M. Karoly Grosz confie qu'il avait d'abord cru au compromis, *« mais maintenant on va vers la scission »*. Quant à moi, assure-t-il, *« je prendrai ma retraite politique car les héros de western tirent sans jamais remettre de cartouches mais, moi, j'ai besoin de recharger »*. Certains réformateurs radicaux se disent prêts aussi à tout abandonner si le compromis adopté est trop lâche.

Deuxième acte : le discours de M. Nyers, le premier vrai grand discours du congrès, le premier qui fait vibrer la salle. Déployant des talents d'orateur remarquables, Rezsö Nyers allie savamment les professions de foi progressistes et les arguments chers au cœur des communistes, puis tend la main à M. Berecz, invité à se joindre à la création d'un *« nouveau type de parti socialiste de gauche »*. Ovationné, M. Nyers peut passer au troisième acte : le vote de la création du Parti socialiste, dont les délégués saluent la naissance en entonnant non pas *l'Internationale* mais l'hymne hongrois *« Dieu bénisse les Hongrois »*... *« Il semble que le PSOH n'existe plus »*, annonce dans la soirée la télévision nationale.

Dimanche sera la journée des grandes manœuvres en coulisse. M. Berecz annonce, toujours dans les couloirs, que, bien qu'il ait voté pour la création du PSH, il veut rester membre du PSOH. *« Il y aura,* prédit-il, *un Parti socialiste réformateur et un Parti communiste réformateur, et tous les deux seront les héritiers du PSOH. »* Quant à savoir lequel héritera des biens matériels – importants – du PSOH et des relations avec le Parti communiste soviétique, la question est quand même prématurée. Encore dans les couloirs, les délégués de tous bords expriment leur perplexité, se réunissent, discutent ; la ligne de rupture entre l'ancien et le nouveau n'est pas assez nette, ils ont du mal à se définir par rapport au nouveau parti, que vont-ils dire à leur base ? On prévoit qu'il faudra en fait attendre quelques semaines pour savoir combien de membres du PSOH rallieront le PSH. M. Grosz, qui a voté contre la création du PSH, s'entretient en dehors du congrès avec des ultra-conservateurs du Parti. M. Pozsgay se joint à des dirigeants de l'opposition modérée, comme M. Sandor Csoori, l'un des chefs du Forum démocratique.

M. Nyers, dans les couloirs, dit qu'il est à la recherche de la fameuse troisième voie socialiste et que le danger de scission est moindre que la veille. Pendant ce temps, l'appareil prépare sa reconversion en prévoyant des motions réformatrices. *« Non, le congrès n'est pas pathétique, je dirai plutôt qu'il est héroïque,* conclut M. Sandor Csoori, invité à y assister en sa qualité d'écrivain. *« Même si, en Hongrie, on dit que d'un chien on ne tire pas du lard, je crois que ce parti est capable de se transformer en un parti sérieux. »*

SYLVIE KAUFFMANN

Dix-huit mois de crises, ou le combat des quatre

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Créé le 1er novembre 1956 par Imre Nagy et Janos Kadar sur les ruines de l'ancien parti *stalinien (Parti des travailleurs* hongrois), le Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) n'aura finalement guère survécu à Kadar, mort en juillet dernier. Au cours des crises répétées qui l'on secoué au cours des dix-huit derniers mois, menaçant son existence à plusieurs reprises dans un pays en pleine mutation, on retrouve à chaque fois les mêmes protagonistes, quatre hommes qui étaient au centre des débats du congrès : MM. Karoly Grosz, Janos Berecz, Imre Pozsgay et Rezsö Nyers.

C'est M. Grosz qui, en avril 1988, lance la première tentative en invoquant publiquement la *« loi biologique »* et la possi*bilité du départ de Kadar de la* tête du parti. Kadar a alors soixante-seize ans et vient de commettre une erreur fatale : l'exclusion du PSOH de quatre intellectuels réformateurs réputés. MM. Grosz et Berecz, tous deux membres du bureau politique, apparaissent alors comme des successeurs probables, tandis que M. Pozsgay, chef de file de l'aile réformatrice, fait figure d'expert.

Janos Kadar est évincé de la direction du Parti lors de la conférence nationale du PSOH le 2 mai. M. Grosz lui succède, M. Berecz reste où il est, les réformateurs entrent en force au bureau politique ; parmi eux, MM. Pozsgay et Nyers qui en avaient été écartés en 1974.

La première grosse crise entre les nouveaux dirigeants éclate au plénum du comité central du 28 septembre. Cette fois-ci, c'est M. Berecz qui lance l'offensive, elle est nettement conservatrice. A ce moment-là, le climat politique est un peu incertain à Moscou, et ni *M. Grosz, ni M. Pozsgay, ni* M. Nyers ne montent au créneau pour hausser le ton face à M. Berecz. Le seul à le faire est M. Gyula Horn, aujourd'hui ministre des affaires étrangères. Le clivage est désormais de plus en plus net entre orthodoxes (Berecz-Grosz) et réformateurs (Pozsgay-Nyers).

Le 10 novembre, le ministre de la justice, M. Kalman Kulcsar annonce qu'un projet de loi prévoyant le multipartisme a été élaboré. M. Grosz, chef du Parti, adopte une position très en retrait ; il n'y aura pas, prédit-il, de véritable multipartisme avant plusieurs dizaines d'années. Et une réhabilitation d'Imre Nagy n'est envisegeabale *« ni à court terme ni à long terme »*.

En fait, les choses vont *s'accélérer beaucoup plus vite* que MM. Grosz et Berecz ne le prévoyaient. Quatre mois plus tard, c'est au tour de M. Pozsgay de lancer l'offensive en décrétant sans crier gare que 1956 n'était pas une contre-révolution, mais une insurrection populaire.Berecz s'alarme : le Parti, dit-il, n'a plus les choses en main. Grosz fait état de profondes divergences au sein de la direction. Un nouveau plénum, convoqué en toute hâte, évite la scission de très peu et décide de mettre en œuvre la *« transition vers le multipartisme »*, alors que la pression des mouvements d'opposition s'accentue.

Grandes manœuvres

Le 12 avril, M. Berecz est chassé du bureau politique par un autre plénum, pendant lequel MM. Grosz et Pozsgay renforcent, tous deux, leur position. L'unité du PSOH est à nouveau préservée, mais le spectre de la scission tourne à l'obsession.

Juin marque une étape dans l'affaiblissement du Parti. L'opposition fait des funérailles solennelles à Imre Nagy, et le PSOH n'est pas accepté à cette cérémonie, qui réunit cent mille personnes – la présence de M. Pozsgay et du premier ministre, M. Miklos Nemeth, n'y est *tolérée qu'en leur qualité* de membres du gouvernement. A la fin du mois, nouvelles grandes manœuvres au sommet du PSOH : les réformateurs imposent à M. Grosz une présidence à quatre, sans toutefois parvenir à l'éliminer. M. Nyers devient président du Parti qu'il dirige avec MM. Grosz, Pozsgay et Nemeth. Ce dernier, qui était tout d'abord apparu comme un poulain de M. Grosz, s'est en fait rapproché de M. Pozsgay. Au cours de l'été, les candidats du PSOH sont écrasés dans quatre élections législatives partielles. Le Parti négocie avec l'opposition la transition vers la démocratie parlementaire autour d'une « table ronde ». Le comité central a désigné M. Pozsgay candidat à la présidence de la République, fonction nouvellement créée et dont l'élection est prévue le 25 novembre. Certains interprètent ce choix comme un moyen d'écarter M. Pozsgay du Parti, puisque, une fois président, il ne pourrait plus y exercer de fonctions. «

Pozsgay écarté, Grosz est fichu, la voie est donc ouverte pour Nyers », résume un politologue.

Les réformateurs ont obtenu la convocation d'un congrès anticipé le 6 octobre, dont la préparation permet d'aiguiser les couteaux. M. Grosz dit regretter d'avoir empêché la scission en février, car, explique-t-il, maintenant on risque l'atomisation. M. Berecz tente de revenir en créant sa propre tendance au sein du Parti. M. Pozsgay déclare que si l'aile réformatrice ne l'emporte pas au congrès, il quittera le parti. M. Nyers se pose en grand rassembleur, rôle qui se révélera bien difficile à assumer pendant le congrès.

Un ancien dirigeant proche de Kadar, qui souhaite rester anonyme, estime que le PSOH a raté le coche par deux fois : en 1985, lorsque le treizième congrès ne décida pas des réformes adéquates, et en 1988 : *« Le parti,* dit-il, *aurait dû organiser la transition démocratique comme Juan Carlos. La Hongrie pouvait prouver que le socialisme est réformable. Maintenantn il est trop tard. »*

S.K.

Les réactions

• Prudence à Washington

Le secrétaire d'Etat américain. M. James Baker, a affirmé au cours d'une interview sur la chaîne NBC que les Soviétiques ont *« clairement indiqué »*, au cours de récents entretiens, qu'ils estiment que les pays d'Europe de l'Est *« devraient avoir le genre de gouvernement que veulent les habitants »*.

• Laconisme à Pékin

L'agence officielle chinoise a annoncé sans commentaire la volonté des communistes hongrois de *« construire une démocratie parlementaire pluripartiste »*. – *(AFP.)*

Vue par la « Pravda »

La mort d'un « parti frère »

MOSCOU

de notre correspondant

La télévision a pris soin, *dimanche soir 8 octobre*, de souligner que l'ambition des réformateurs hongrois n'était nullement de restaurer le capitalisme, mais cette mise au point n'a pas empêché les Soviétiques d'apprendre ce qui se passe à Budapest. On sait désormais en URSS, et par la presse officielle, que plusieurs tendances peuvent s'opposer au congrès du Parti communiste d'un pays membre du pacte de Varsovie, que ces tendances peuvent s'allier contre d'autres, et que le résultat de cette alliance peut être l'abandon du léninisme.

Là non plus, les choses n'ont pas été dites aussi crûment, mais le modeste article de la page cinq que la *Pravda* consacre lundi à l'événement ne laisse guère de doutes sur la réalité des choses. *« Le nouveau parti,* lit-on en effet, *se considère comme l'héritier des aspirations réformistes au sein du PSOH* (l'ancien parti). *Il est le continuateur des traditions du mouvement socialiste et communiste éprouvées par le temps et fait bien sien les principes de solidarité et de justice sociale. »*

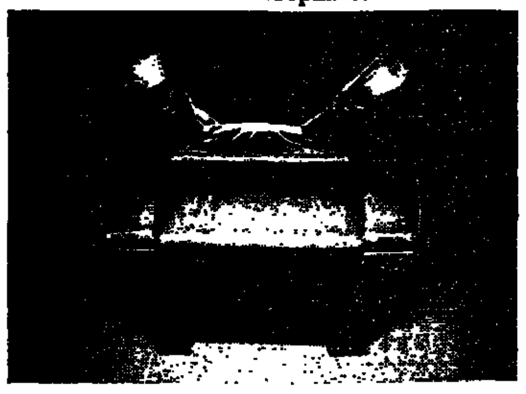
Le parti, poursuit la *Pravda* en paraphrasant les résolutions du congrès, *« considère dans le même temps que les idées de justice sociale ne peuvent pas entrer en contradiction avec les droits de l'homme »*. Lénine ? La révolution d'Octobre ? Le centralisme démocratique ? La démocratie socialiste ? L'alliance indéfectible avec la glorieuse Union soviétique ? Pas un mot de ces vieilleries, peut constater le lecteur de la *Pravda*, qui apprend en revanche qu'il ne s'est trouvé que 158 délégués sur 1200 pour voter contre cette métamorphose d'un ex-« parti frère », qu'on n'a pas relevé plus de trente-huit abstentions, que ce nouveau parti se définit comme appartenant à la *« gauche socialiste »* et que *« les bases de la démocratie hongroise ne sont pas encore jetées »*.

B. G.

RASSEMBLEMENT des ANCIENS JOCISTES
PARIS - 2 DÉCEMBRE 1989
Renseignements et inscriptions :
« Anciens JOC-JOCF »
49 Faubourg Poissonnière, 75009 Paris,
ou téléphoner à Laurette (16.1) 42.46.37.50

Sur LA SEPT, on peut voir des documentaires d'un réalisme insoutenable.

Sur LA SEPT, on peut voir des films désopilants.



Sur LA SEPT, on peut voir des spectacles d'une rare intensité.

Mais aussi des films sérieux, des spectacles réjouissants, des documentaires insolites. Chaque jour, LA SEPT vous réserve des moments pleins d'émotion. Pour la recevoir de votre fauteuil, téléphonez au : (1) 47.45.77.77.

LA SEPT.
La culture se déchaîne.

POLITIQUE

Le comité directeur du PS ébauche un rapprochement entre MM. Laurent Fabius et Lionel Jospin

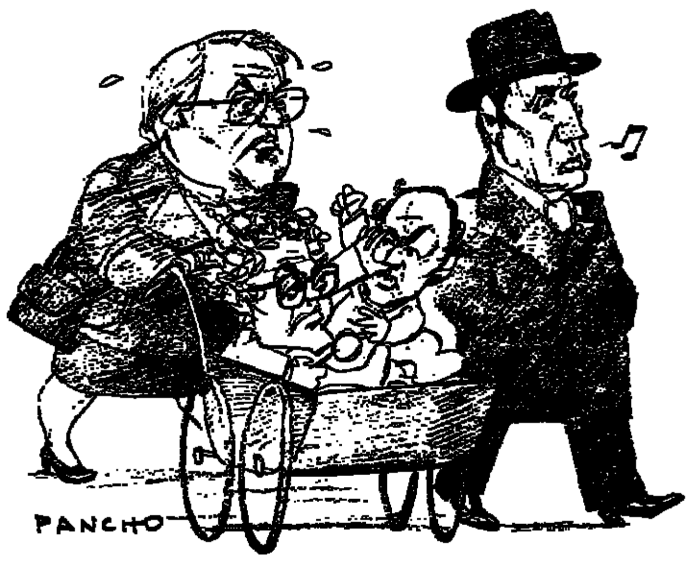
Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 7 et dimanche 8 octobre, a enregistré de dépôt de neuf contributions générales en vue du congrès de Rennes en mars prochain (celles de MM. Chevènement, Dray, Fabius, Jospin, Mme Lienemann, MM. Mermaz, Poperen Stirn et celle des rocardiens) et de quelques cent quarante contributins thématiques individuelles ou régionales. La réunion du comité directeur a été l'occasion d'un débat sur la situation économique et sociale, débat aiguillonné par la visite impromptue de syndicalistes CFDT des finances, dont une délégation a été reçue samedi matin par les responsables du PS.

Le comité directeur a travaillé ensuite en quatre commissions, dont la plus fréquentée était consacrée à la vie interne du parti. M. Pierre Mauroy a présenté, à ce sujet, une série de propositions de réformes statutaires, qui doivent être adressées aux fédérations et aux sections trois mois avant la date du congrès. Le premier secrétaire souhaite donc qu'une prochaine réunion du comité directeur, début décembre, permette de débattre de ses propositions.

L'accord dont elles pourraient être l'objet serait l'amorce de l'éventuelle motion commune du courant mitterrandiste souhaitée avec insistance par M. Mauroy et par les amis de M. Lionel Jospin. A défaut, a précisé le premier secrétaire, ces propositions communes pourraient être reprises dans des motions séparées.

La situation de la fédération des Bouches-du-Rhône a occupé les dernières heures de la réunion. M. Jean Poperen et ses amis, rejoints par M. Jean-Luc Mélenchon, ont vainement demandé un vote sur leur proposition d'application, à cette seule fédération, pour le prochain congrès, du principe *« un homme, un mandat »* consistant à ne prendre en considération, pour le vote sur les motions, que les suffrages des militants participant effectivement aux réunions de section. La majorité du comité directeur a considéré comme suffisante la décision de créer dans toutes les fédérations une commission de préparation du congrès associant les représentants des diverses contributions générales.

Au total, la réunion des 7 et 8 octobre marque une étape dans le rapprochement obligé de MM. Fabius et Jospin et le rassemblement du courant mitterrandiste.



Le test des Bouches-du-Rhône

par Patrick Jarreau

AU moment où les rocardiens proposent perfidement de refuser les « faux clivages d'hier ou d'aujourd'hui » et de rechercher « de nouvelles synthèses », les frères ennemis du courant mitterrandiste font un pas vers une synthèse d'un modèle ancien qui ne peut, au moins pour partie, reposer que sur un vieux clivage. L'argument-clé de cette évolution est en effet la crainte de voir M. Rocard et ses amis – contre lesquels s'était forgée, il y a dix ans, l'unité mitterrandiste – sortir du congrès de Rennes en position de force. Cet argument, martelé avec insistance par MM. Lionel Jospin et Pierre Mauroy, a permis, lors de la réunion du comité directeur des 7 et 8 octobre, un déminage feutré des conflits au sein du courant mitterrandiste.

Le plus remarquable, de ce point de vue, est la soudaine pacification de l'affaire de la fédération des Bouches-du-Rhône. Alors même que M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national et proche de M. Fabius, avait réclamé au soir des élections sénatoriales, la « mise à plat » de cette fédération, il n'en a plus été question ce week-end. M. Claude Bartolone, lui aussi membre du secrétariat national et proche de M. Fabius, expliquait en effet, que l'heure était non pas à la « mise à plat », mais à la « remise en route ».

En clair, la recomposition de la fédération par l'intégration ou la réintégration des militants ayant pris le parti de M. Robert Vigouroux aux élections municipales, ne se fera pas avant le congrès. M. Charles-Emile Loo et ses amis de Carrefour socialiste devront doc attendre. Les conversations que l'ancien patron de la fédération avait eues, pendant l'été notamment, avec M. Fabius ne porteront pas leurs fruits pour lui avant le printemps prochain au moins. Seul M. Jean Poperen, dernier interlocuteur en date de M. Loo, n'a pas voulu renoncer dimanche à ce chef d'accusation destiné à embarrasser la direction du parti.

Deux éléments peuvent expliquer l'attitude des fabiusiens : d'une part, le rapport des forces au sein de la fédération toujours dirigée par les amis de M. Jospin, ne leur est pas forcément défavorable parmi les militants ; d'autre part, il leur est difficile d'enfreindre la solidarité de parti face à la dissidence du maire de Marseille et de ses partisans.

La fédération des Bouches-du-Rhône, comme les autres, sera dotée d'une commission pluraliste de préparation du congrès, s'ajoutant à la commission de vérification des cartes dont elle été pourvue au printemps dernier. Ce ne sera pas sa seule singularité : elle sera sans doute la première fédération socialiste à abandonner à un dissident le soin de désigner un candidat à l'élection législative partielle provoquée à Marseille par le passage de M. Jean-Claude Gaudin au Sénat. M. Mauroy a indiqué en effet que le PS souhaite laisser la place, pour cette élection favorable à la droite, à un candidat de la « majorité présidentielle », c'est-à-dire à un vigouriste.

L'accord au sein du courant mitterrandiste – distinct d'une synthèse éventuelle avec d'autres courants – a gagné ainsi en crédibilité. M. Mauroy n'évoquait plus l'hypothèse où ce rapprochement ne se ferait pas, ni l'attitude qui serait alors la sienne.

M. Pierre Mauroy souhaite un congrès « décisif en ce qui concerne les idées »

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 7 et dimanche 8 octobre, a eu d'abord un débat général, introduit par le rapport d'activité de M. Henri Emmanuelli, numéro deux du parti (*le Monde* daté 8-9 octobre) et par l'intervention du premier secrétaire, M. Pierre Mauroy. Les auteurs de contributions générales ont présenté leurs textes samedi soir et dimanche matin.

M. Mauroy, qui ne signe lui-même aucune contribution, a invité les socialistes à débattre *« en gardant le souci de* [l']*unité »*. Le premier secrétaire a dénoncé les *« débineurs professionnels, qui rencontrent à longueur de journée les journalistes pour dire leurs vacheries sur leurs copains du PS »*. Le premier secrétaire souhaite que les socialistes alimentent moins les rubriques d'*« échos »* et devantage les *« articles de fond »* des journaux, vœu que le comité directeur a salué par des applaudissements nourris.

Le premier secrétaire a souligné que les événements de l'Est imposent aux socialistes d'*« approfondir* [leur] *propre doctrine »*. Il s'est interrogé sur les conséquences possibles des évolutions en cours dans les pays du bloc soviétique, en observant que les *« conflits sous-jacents »* à l'affrontement Est-Ouest, rejetés *« à la périphérie »* pendant quarante ans, *« peuvent renaître au cœur même de l'Europe »*. *« Un peu de science-fiction est entré dans notre horizon politique »*, a déclaré le premier secrétaire, qui a invité les socialistes à aborder les *« grandes questions internationales »* dans la préparation du congrès de Rennes.

M. Mauroy a souligné que les sondages font apparaître une évolution de l'opinion vers l'optimisme, en même temps qu'une adhésion *« forte »* à l'action du président de la République, une *« popularité satisfaisante »* pour le gouvernement et une image *« extrêmement positive »* pour le PS. Cependant, a-t-il ajouté : *« La rumeur sociale gonfle, des mécontentements s'amplifient, des conflits sociaux paralysent plusieurs secteurs, des élections cantonales partielles marquent un réel fléchissement. »*

Le maire de Lille a regretté, à propos du conflit Peugeot, le *« vide juridique »* existant en matière d'affrontement au sein d'une entreprise. *« Il nous faut sérieusement étudier,* a-t-il dit, *l'idée d'un recours obligatoire à une procédure de conciliation ou de rapprochement entre les parties lorsqu'un conflit dure au-delà d'un certain temps. »* Il a ajouté : *« Si les travailleurs de chez Peugeot étaient obligés de reprendre leur travail sans avoir rien obtenu, ce ne serait pas seulement leur défaite, ce serait la nôtre, car ce serait insupportable dans une période où un premier ministre socialiste dirige le gouvernement. »*

Le premier secrétaire a donné acte au gouvernement des efforts qu'il a faits pour tenir compte de l'aspiration des Français à *« plus de solidarité et de justice sociale »*. *« Cela a été dur,* a-t-il dit, *mais on y est arrivé. »* M. Mauroy a relevé, toutefois, les problèmes posés par le projet de budget pour 1990, en déclarant : *« Nous ne pouvons pas nous laisser passivement dicter notre réforme fiscale par l'Europe. »* Il estime nécessaire de *« repenser »* le système fiscal dans son ensemble, afin de *« maintenir »* la *« capacité redistributive »* qu'il doit avoir aux yeux des socialistes.

Repenser le système fiscal

M. Mauroy a observé qu'il n'y a pas de désaccords entre les socialistes sur les alliances (*« Je lis « à gauche » dans toutes les contributions,* a-t-il dit, *au point, même, d'en être un peu surpris »*), ni sur la nature du parti, ni sur l'Europe. Il a, en conséquence, émis le souhait que le congrès soit l'occasion de débattre de la *« mise en chantier de la société d'économie mixte dans toutes ses composantes »*, de la réforme de l'entreprise, de la décentralisation, de l'adaptation et de la revalorisation du secteur public, plutôt que de provoquer *« des divisions tout à fait secondaires »*.

S'affirmant *« serein »* face aux critiques contre la direction du parti et *« absolument solidaire de tout ce qui a été fait précédemment »*, M. Mauroy a proposé la réunion d'une table ronde ouverte à tous les courants pour actualiser la déclaration de principe du PS. Cette révision ferait l'objet d'une discussion au comité directeur début décembre, de même que l'ensemble des propositions statutaire avancées dans les diverses contributions, cela dans la perspective, soit d'une motion commune, *soit d'une reprise séparée de ces* thèmes dans les motions différentes qui pourraient être soumises au vote des militants.

Le congrès de Rennes, a dit, M. Mauroy, *« n'a pas à être décisif au plan des personnes »*, mais il *« doit être un congrès décisif en ce qui concerne les idées. »*

Dans la présentation des contributions, M. Laurent Fabius, premier intervenant au terme d'un tirage au sort, a affirmé son souci que *« la parole* [soit] *aux militants »*. Le président de l'Assemblée nationale a expliqué qu'*« il faudra faire »* la *« synthèse »*, mais que personne, *« aujourd'hui, ne peut dire avec certitude qu'elle se fera à tel moment ou à telle heure »*. *« C'est aux militants de nous le dire »*, a-t-il ajouté.

M. Lionel Jospin a souligné, pour sa part, la nécessité de débattre des problèmes économiques et sociaux. *« Nous voulons un parti pour gérer, mais aussi pour transformer,* a déclaré le ministre de l'éducation nationale. *(...) Le PS est un parti réformiste. Donc, il est nécesaire de faire des réformes. »* M. Jospin a insisté sur sa volonté de *« rassembler le courant majoritaire mitterrandiste »* parce que *« le PS a encore besoin d'un courant majoritaire. »*

P. J.

Les rocardiens refusent « les faux clivages d'hier et d'aujourd'hui »

La contribution déposée par les amis de M. Michel Rocard, et que le premier ministre lui-même n'a pas signée, est intitulée les Chances du socialisme démocratique.

La contribution des rocardiens affirme que *« conjuguant transformations sociales et démocratie politique, solidarité et compétitivité, liberté et organisation, marché et planification, secteur public et entreprise privée, autonomie individuelle et protection collective, la démarche du socialisme démocratique apparaît, en cette fin de siècle, comme la seule voie de modernisation d'une société dans le respect des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité »*.

Les rocardiens observent que *« avec un masochisme dont les socialistes ont le secret, certains (...) se lancent dans une critique tous azimuts du PS »*. *« Pour notre part,* écrivent-ils, *nous sommes fiers d'un PS qui a permis de redonner à la gauche sa crédibilité comme force d'alternance et de gouvernement. »* Ils estiment que les *« carences »* du parti doivent être assumées *« collectivement »*.

Les amis du premier ministre examinent les conséquences qu'il convient de tirer des mutations de la fin du siècle. *« Rouvrons le dossier de la réduction du temps de travail »*, proposent-ils. Relevant que *« les pluies acides comme les mouvements de capitaux sont sans frontière »*, ils estiment qu'il revient *« aux socialistes démocrates, internationalistes dès l'origine, d'appeler à plus d'Etat au niveau international, après avoir combattu certains excès de l'étatisme national »*. *« Il nous faut gagner,* écrivent-ils, *la bataille pour l'organisation de la planète. »*

Les rocardiens soulignent que, face aux mutations qui caractérisent l'époque, *« les pays qui réussiront ne seront pas ceux qui remettront en cause l'amélioration des conditions de travail, les conquêtes sociales, ceux qui auront les salaires les plus bas, les travailleurs aux statuts les plus précaires, mais ceux qui sauront augmenter le niveau de savoir et de recherche et qui porteront au point le plus élevé, la mobilisation de l'intelligence collective »*.

Cette conviction fonde, selon eux, l'*« identité »* des *« socialistes démocrates »* qui, croyant au *« compromis social comme vecteur de l'évolution sociale, (...) cherchent à régler des problèmes, non à régler des comptes »*. Insistant sur l'idée d'*« autonomie »*, ils estiment qu'*« il existe, aujourd'hui, face à tous les pouvoirs, un déficit de moyens de contrôle et d'appréciation »*. *« Il faut,* affirment-ils, *le combler et consolider l'Etat de droit. »*

« Donner et reprendre ne vaut »

Les rocardiens décrivent la démarche qui doit être, selon eux, celle d'un socialisme démocratique revendiquant la durée. *« Insensibles aux modes,* écrivent-ils, *aux émotions du moment, aux pressions des corporatismes, il nous faut inscrire notre action transformatrice dans la durée, afin de diminuer les contraintes dans le temps et d'accroître progressivement nos marges de manœuvre. Nous ne devons pas oublier que certaines avancées mal maîtrisées débouchent, parfois, sur des reculs et qu'il vaut mieux résister à certaines impatiences légitimes que d'être contraint de reprendre d'une main ce que l'on a donné de l'autre. Donner et reprendre ne vaut : telle doit être la loi du vrai partage. »*

Les amis du premier ministre mettent en garde contre les *« vrais faux débats »*. *« Attention,* écrivent-ils, *de ne pas opposer des socialistes porteurs d'un grand dessein à des socialistes gestionnaires du quotidien, ou, selon une formulation à la mode, le socialisme d'accompagnement au socialisme de transformation sociale ! »* Ils ajoutent : *« Si les socialistes ont la lucidité de refuser les faux clivages d'hier et d'aujourd'hui, en admettant qu'ils ne recouvrent que de vrais enjeux de pouvoirs et s'ils prennent conscience que chacun peut être respecté dans ses légitimes ambitions, sans nécessairement en faire une question de ligne politique, ils pourront se rassembler à partir de nouvelles synthèses. »*

Rejetant la recherche d'alliances *« ailleurs »*, les rocardiens estiment que *« c'est dans une dynamique de gauche que les forces de progrès renouent avec le fait majoritaire »* et proposent de réaffirmer l'objectif d'un *« mouvement socialiste occupant plus de 40 % de l'espace politique à gauche »*. Ils préconisent une *« explication »* avec le PCF, qui soit *« sans concession, mais sans exclusive »*, et souhaitent *« favoriser l'accueil, au sein du PS, de militants issus de la sensibilité communiste »*. Ils énoncent le *« vrai mode d'emploi d'une ouverture qui ne saurait être le prélude à un renversement d'alliance »* et qui consiste, pour les socialistes, à se montrer *« ouverts à l'égard de tous ceux qui se reconnaissent dans leurs valeurs »*.

Les socialistes doivent aussi, selon les amis de M. Rocard, chercher à rassembler les Français autour de l'*« intérêt général »*, au nom duquel *« il faut, parfois, assumer des mesures impopulaires ou étaler dans le temps des réponses à des revendications légitimes »*. Les rocardiens proposent, enfin, de *« construire une nouvelle synthèse entre le socialisme et l'écologie »*.

Les amis du premier ministre exposent leur conception du PS, celle d'un parti non pas *« spectateur ou commentateur de la vie politique et de l'action gouvernementale, mais acteur de la transformation sociale* [...], *présent dans le mouvement social, générateur d'idées et d'initiatives »*. Ils préconisent une cotisation faible pour les personnes non imposées sur le revenu et modeste pour les salariés du bas de l'échelle. Les rocardiens veulent *« préserver le droit exclusif des militants à désigner les candidats aux élections »*. Ils proposent que les premiers secrétaires fédéraux participent aux réunions du comité directeur avec voix consultative. Ils soulignent l'urgence d'un statut des élus.

Les rocardiens passent en revue, enfin, les principaux domaines de l'action gouvernementale. Ils indiquent notamment que le pacte de croissance, proposé par le premier ministre, repose sur des *« principes »* – les *« trois tiers »* – qui *« devraient orienter les négociations salariales de branche et d'entreprise dans le secteur public et le secteur privé »*, car ce pacte, selon eux, *« ne concerne pas uniquement les salariés du secteur public, mais aussi ceux du secteur privé »*.

Ils proposent que, *« en cas de différentiel d'inflation nul entre la France et ses principaux partenaires européens »*, le SMIC fasse l'objet, *« au-delà du maintien de son pouvoir d'achat, d'une revalorisation complémentaire égale à une part du taux de croissance »*. Ils se prononcent pour la cotisation sociale généralisée et affirment qu'*« il n'est plus possible de différer une réforme de la fiscalité locale »*.

Les amis de M. Rocard concluent en adressant aux socialistes ce conseil : *« Plutôt que de jouer entre nous à la différence des formules, continuons de faire ensemble, par rapport à la droite, la différence au niveau des actes ! »*

Au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

M. Roland Dumas : que cessent les combats des présidentiables !

M. Roland Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* » dimanche 8 octobre, a fait remarquer qu'il n'avait encore signé *« aucune des contributions ou pseudo-contributions »* au Parti socialiste, et qu'il ne le ferait *« qu'à certaines conditions »*.

L'ancien député socialiste de Dordogne a pousuivi :

« Je sens trop aujourd'hui des germes de dispersion se manifester et qu'on privilégie les combats personnels sur les recherches idéologiques pour que je me satisfasse de la situation actuelle.

» Je serai prêt à contribuer au rapprochement, au rassemblement, à la synthèse, le moment venu, dès demain s'il le faut. Mais je considère qu'aujourd'hui on va plus vite que l'orchestre. (...)

» Le courant majoritaire a éclaté en quatre fractions. Je suis de ceux qui ont préparé Epinay. Nous ne sommes plus très nombreux : il reste Pierre Mauroy et moi. J'ai contribué, ensuite, au rapprochement du courant A et du courant B au cours d'une promenade à Brégançon avec Pierre Mauroy. J'assiste, aujourd'hui, à l'éclatement de tout cela, et ce n'est pas bon. Je dis que cela est nuisible dans le contexte actuel et que doivent cesser les combats de ceux qui se croient présidentiables. Ils se croient peut-être à tort présidentiables, car cinq années nous séparent encore de la prochaine échéance. Dans quel état seront-ils alors et dans quel état serons-nous ? »

هكذا [illegible] الأصل

POLITIQUE

La difficulté d'être de la gauche

Suite de la première page

Soixante pour cent des interviewés estiment que la démocratie en France fonctionne bien, soit un gain de sept points depuis 1985, plus spectaculaire encore parmi les sympathisants de l'UDF (+ dix-neuf points) et du RPR (+ vingt-deux points). Les Français, y compris les électeurs de droite, sont convaincus que la gauche restera au pouvoir au moins jusqu'aux législatives de 1993.

Cette légitimation de la gauche se traduit par une diminution d'intensité de l'opposition à son égard. En avril 1984, 47 % des Français estimaient que sa présence au pouvoir était une mauvaise chose pour les gens comme eux ; en septembre 1989, ce pourcentage est tombé à 21 %. Parmi les sympathisants d'opposition, la proportion est passée de 72 % à 53 %. Contrairement aux idées reçues, les électorats de droite n'adoptent pas les mêmes attitudes à l'égard du gouvernement. Les centristes approuvent en majorité la politique menée (61 % de jugements favorables contre 24 % en sens contraire), suivis des sympathisants du reste de l'UDF (39 % contre 49 %) puis du RPR (34 % contre 57 %) et du Front national (39 % contre 58 %). Les différences de tactique des groupes parlementaires de l'opposition correspondent bien aux nuances de l'électorat.

Enfin, la crédibilité du Parti socialiste n'est pas loin de son zénith si l'on en juge à travers le récent sondage publié par *le Figaro. Depuis douze ans, la* SOFRES mesure régulièrement la capacité des différents partis à résoudre les problèmes du pays. Il convient de comparer le seul PS, en situation de monopole à gauche, à l'addition de l'UDF et du RPR puisque la droite modérée comprend deux formations. Le PS conserve et même accentue sa large avance sur ses points forts traditionnels : la capacité de faire les changements et les réformes, de réduire les inégalités sociales, de défendre les intérêts des gens.

Au surplus, il devance pour la première fois la droite sur la capacité à bien gérer l'économie. Son retard était de seize points en 1983, *huit points en 1985, six points en* 1987. Aujourd'hui on enregistre un renversement de tendance et même une avance significative de cinq points. Dans d'autres domaines comme la sécurité de la France dans le monde et même l'autorité de l'Etat, le PS fait désormais jeu égal avec la droite. Tout se passe comme si, en termes d'image, les socialistes avaient réussi le mariage entre leur vocation à être le parti du peuple et leur volonté de devenir un parti de gouvernement.

La popularité inversée

Les socialistes paient cette mutation d'une véritable crise d'identité que l'on comprend mieux en comparant les sondages d'aujourd'hui aux données recueillies en 1982-1983. Considérons ainsi la hiérarchie des domaines où l'action de M. Mitterrand est la plus appréciée *(tableau 1)*. En 1983, le domaine social occupait les places de tête. En 1989, ce sont les attributs régaliens qui l'emportent : la politique internationale et les aspects institutionnels. Sans doute n'y a-t-il plus guère de différence entre les points forts de M. Mitterrand et ceux qu'aurait enregistrés M. Giscard d'Estaing au cours de son septennat. La politique sociale qui occupait la deuxième place en 1983 est passée au neuvième rang et la réduction des inégalités de la troisième au treizième.

La structure de popularité de l'exécutif socialiste s'est également beaucoup modifiée. La comparaison de la confiance en MM. Mauroy et Rocard à sept ans de distance est frappante, pas seulement par la différence de niveau mais aussi par la hiérarchie des soutiens *(tableau 2)*. La popularité de Pierre Mauroy culminait parmi les moins de trente-cinq ans alors que Michel Rocard enregistre ses meilleurs soutiens parmi les plus de cinquante ans – où la « gauche pépère » prend corps... Par catégories sociales, Pierre Mauroy s'appuyait sur les ouvriers et les employés, Michel Rocard sur les cadres, les professions supérieures et les retraités. Sur le plan politique, le premier ministre de 1982 bénéficiait du soutien des socialistes et des communistes, celui de 1989 est apprécié des socialistes, des écologistes, et il recueille pratiquement le même taux de soutien chez les sympathisants communistes et UDF.

Le phénomène ne tient pas seulement à l'image consensuelle qu'a su préserver depuis si longtemps Michel Rocard. On retrouve les mêmes tendances si l'on compare les cotes de popularité de François Mitterrand en 1982 et en 1989. Le gouvernement d'aujourd'hui a une structure de popularité *presque* inverse aux catégories sociales qu'il voudrait représenter. Sa base politique est large – ce qui lui assure d'excellents chiffres globaux – mais elle est très hétérogène et difficilement mobilisable dans une consultation électorale.

Il n'en demeure pas moins vrai qu'il y a là un gain et non pas un recul. A sept ans de distance, Michel Rocard fait à un point près jeu égal avec Pierre Mauroy chez les ouvriers ; il obtient sept points de plus parmi les employés et vingt-cinq (!) parmi les professions intermédiaires (anciennement cadres moyens). Il recueille 87 % de popularité chez les socialistes contre 78 % pour le maire de Lille. Enfin, l'écart entre les catégories extrêmes s'est beaucoup réduit : entre cadres supérieurs et *ouvriers, par exemple, il était de* trente et un points en 1982, il n'est plus que de dix aujourd'hui. La popularité de Michel Rocard unifie le pays beaucoup mieux que ne le faisait l'exécutif socialiste de 1982.

Au fond des choses, la gauche souffre d'une certaine dilution de ses valeurs. Tous les électorats, y compris socialiste (à 57 % contre 35 %), sont unanimes pour estimer que, sur les questions de fond, il y a peu de différences entre le Parti socialiste et les partis de droite. Depuis deux ans ce mouvement s'accentue et il y a même une majorité de Français pour considérer que des thèmes comme la justice sociale, la transformation de la société ou l'égalité entre les hommes et les femmes ne constituent plus des attitudes spécifiques de la gauche.

Il serait facile de rendre le gouvernement actuel responsable de cette évolution. A la vérité, son origine est plus lointaine. Elle remonte, me semble-t-il, au grand tournant de la gauche en 1983-1984 ; elle s'est poursuivie avec la cohabitation, formidable machine à gommer les différences, et a culminé au printemps 1988 lorsque la gauche s'est abstenue de faire campagne sur ses valeurs propres. Tant à la présidentielle où M. Mitterrand a triomphé en incarnant « la France unie » qu'aux législatives où pour quelques semaines le Parti socialiste se fit, assez maladroitement d'ailleurs, le champion de l'*ouverture*.

Si malaise il y a, il vient de là et de la question jamais traitée de savoir si une grande victoire politique n'a pas été payée par un abandon idéologique. Toute la difficulté pour les socialistes est de ne pas perdre leur légitimité au pouvoir si chèrement acquise tout en parvenant le jour venu à mobiliser leurs soutiens traditionnels.

JÉROME JAFFRÉ

TABLEAU I : les plus grandes réussites de M. Mitterrand

(% de jugements positifs par domaine)

En janvier 1983		En avril 1989	
1. – La paix sociale	52	1. – Les libertés	68
2. – La politique sociale	47	2. – La construction européenne	55
3. – La réduction des inégalités	43	– La place de la France dans le monde	55
4. – Le fonctionnement des institutions	39	4. – La paix sociale	53
5. – Les réformes	38	5. – La défense nationale	51
– La place de la France dans le monde	38	– Le fonctionnement des institutions	51

Source : Enquêtes *Sud-Ouest*/SOFRES.

TABLEAU II : la popularité inversée de MM. Mauroy et Rocard

(% de confiance par catégorie)

	P. Mauroy (octobre 1982)		M. Rocard (octobre 1989)	
	Ensemble des Français	47	Ensemble des Français	62
Par âge	1. – 25-34 ans	53	1. – Plus de 65 ans	66
	2. – 18-24 ans	52	2. – 50-64 ans	64
	3. – 50-64 ans	46	3. – 35-49 ans	63
	4. – 35-49 ans	44	4. – 25-34 ans	62
	5. – Plus de 65 ans	52	5. – 18-24 ans	53
Par profession du chef ménage	1. – Ouvrier	59	1. – Cadre prof. sup.	68
	2. – Employé	58	2. – Inactif retraité	67
	2. – Inactif, retraité	44	3. – Profession intermédiaire	65
	4. – Agriculteur	42	– Employé	65
	5. – Cadre moyen	40	5. – Ouvrier	58
	6. – Petit commerçant	36	6. – Commerçant, artisan	55
	7. – Cadre supérieur, prof. libérale	28	7. – Agriculteur	47
Par préférence politique	1. – Parti socialiste	78	1. – Parti socialiste	87
	1. – Parti communiste	57	2. – Ecologiste	64
	3. – Ecologiste	43	3. – Parti communiste	56
	4. – RPR	15	4. – UDF	54
	5. – UDF	12	5. – RPR	43
			6. – Front national	33

Source : Baromètre *Figaro-Magazine*/SOFRES.

PROPOS ET DÉBATS

M. Léotard : une embuscade

Participant dimanche 8 octobre à une fête de la fédération du PR du Var, M. François Léotard a déclaré, en évoquant son échec à la présidence du groupe UDF de l'Assemblée nationale, *« qu'il était tombé dans une véritable embuscade (...). C'est la première fois depuis dix ans de campagne que j'ai subi un échec. Ce n'est pas une manœuvre mais une véritable magouille et ce type de procédé est entré dans les mœurs de la vie politique française. Je vais bien et je vais continuer à me battre »*, a assuré le président du PR, précisant que si le PR *« n'est pas irremplaçable »*, l'opposition ne peut gagner sans lui.

M. Madelin : additions

M. Alain Madelin s'est déclaré d'accord, dimanche 8 octobre au Forum RMC-FR 3, avec la démarche de M. Giscard d'Estaing. *« Les Français qui font confiance à l'opposition,* a-t-il dit, *nous demandent d'être unis et personne ne pourra aller longtemps contre cette volonté. »* Le secrétaire général du PR a ajouté qu'il était *« pour les additions et contre toutes les soustractions et les divisions. » « Je veux,* a-t-il ajouté, *un PR uni, une UDF réunie avec les centristes et une opposition unie dans le renouveau des idées et des propositions : Giscard, Léotard, Juppé, Chirac, Méhaignerie, Millon, même combat. »*

M. Longuet : rénovation

Dans un entretien au *Journal du Dimanche* du 8 octobre, M. Gérard Longuet estime que la recomposition de l'opposition passe en priorité par un bon fonctionnement de l'intergroupe parlementaire. *« S'il fonctionne,* précise-t-il, *la nécessité de l'UDF disparaît. L'UDF est malade, bien malade. En proposant un RUR, Giscard constate cet échec de l'UDF. Comme tout le monde. »* Le délégué général du PR estime que son parti est actuellement *« très en phase avec les rénovateurs ». « Si nous ne les avons pas suivis au printemps,* constate-t-il, *c'est uniquement par respect de la parole donnée par l'UDF à Giscard. Mais nous ne voulons plus de président qui nomme son peuple. Le peuple de l'opposition ne veut plus de décision au sommet. »*

M. Juppé : pas de baptême prématuré

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, invité du Club de la presse d'Europe 1, *« ne comprend pas très bien l'agitation qui saisit la classe politique depuis quelques semaines, car nous avons trois ans avant les prochaines élections »*. A propos du souhait de M. Giscard d'Estaing de créer le RUR en fusionnant les formations de l'opposition, il a demandé : *« Ne baptisons pas le bébé avant sa naissance. »* En revanche, il trouve *« très bien ses propositions sur l'union de l'opposition »* puisque *« c'est pratiquement le calendrier du RPR que propose M. Giscard d'Estaing »*. Il a annoncé que le conseil supérieur de l'opposition se réunirait le 18 octobre.

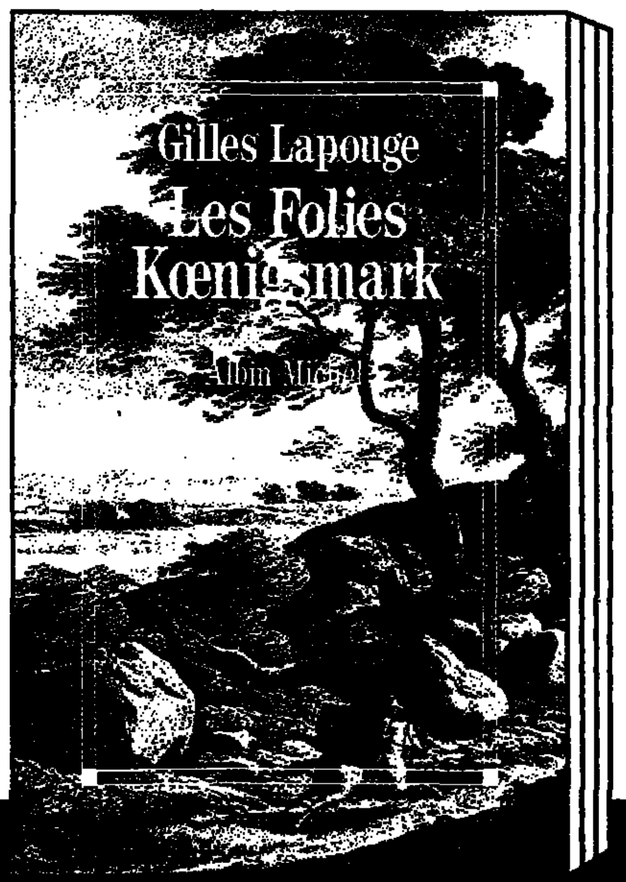
M. Sarkozy (RPR) : l'ordre

M. Nicolas Sarkozy, secrétaire national du RPR, maire de Neuilly, répondant à M. Giscard d'Estaing, estime que pour réaliser l'union de l'opposition, *« chacun doit d'abord mettre de l'ordre dans sa propre formation »*. S'il rejette ainsi le RUR proposé par l'ancien président, le député des Hauts-de-Seine est en revanche d'accord avec lui pour le renforcement de l'intergroupe parlementaire et pour le conseil supérieur de l'opposition. A propos de la situation en Europe de l'Est, il demande que *« les ambassades de France ouvrent leurs portes aux réfugiés et que le gouvernement prévoie l'accueil de ceux qui n'auraient ni emploi ni logement. »*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
SCIENCES ET MÉDECINE

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

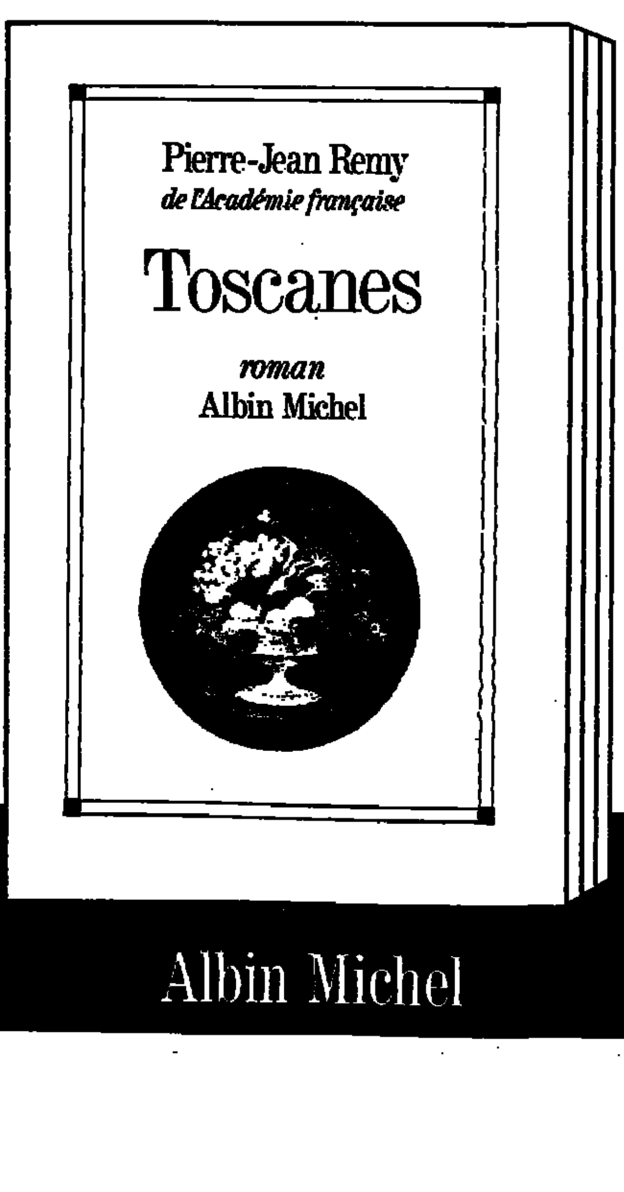
Gilles Lapouge
■
GONCOURT DU RECIT HISTORIQUE

Quel roman la vie des Koenigsmark !
■


Albin Michel

Pierre-Jean
Remy
■
Toscanes
roman

La Toscane
insolite et cruelle
d'un pèlerin
désenchanté
■



Albin Michel

POLITIQUE

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Lafleur souligne que le RPCR a accepté une amnistie totale

M. Michel Rocard a reçu, lundi matin 9 octobre, à l'hôtel Matignon, d'abord M. Jacques Lafleur, président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, puis MM. François Burck et Léopold Jorédié, dirigeants de l'Union calédonienne, auxquels il a précisé les modalités de l'amnistie générale que le gouvernement envisage pour tirer un trait définitif sur les violences survenues ces dernières années en Nouvelle-Calédonie.

« J'ai pris des engagements, il me reste à les tenir », avait dit, à ce sujet, samedi, le premier ministre. Le projet de loi en cours d'élaboration accorderait un pardon complet à tous les militants indépendantistes impliqués non seulement dans le drame d'Ouvéa mais aussi dans plusieurs autres affaires criminelles.

M. Burck a souligné samedi que pour le FLNKS le vote d'une loi d'amnistie constituait *« la condition* sine qua non *pour que les accords de Matignon aient une chance de vivre »* et que, *« s'il n'y avait pas cette loi, ce serait une remise en cause des accords de Matignon. »* M. Lafleur n'a émis aucune objection : *« Le problème de l'amnistie ne se pose pas*, a-t-il déclaré. *Il a été discuté il y a un peu plus d'un an et accepté, même si c'est douloureux pour certains. Le RPCR, à l'époque, l'a accepté. »* Le député RPR, interrogé sur une éventuelle opposition de son groupe parlementaire au projet du gouvernement, a souligné qu'il n'avait *« pas peur »* et qu'il s'était déjà *« souvent retrouvé en porte-à-faux »* avec ses amis métropolitains.

Devant le comité du suivi des accords de Matignon, dont il a conclu samedi matin les travaux, M. Rocard a affirmé : *« Nous n'en avons pas fini avec les interrogations méfiantes, l'incrédulité soupçonneuse, le doute systématique. Certains ne se résignent pas à entendre parler de la Nouvelle-Calédonie autrement qu'à travers les déchirements, des règlements de comptes, des querelles inexpiables. Si le présent ne leur donne pas l'occasion, si l'avenir semble paisible, alors le passé leur en fournira bien le prétexte. On l'a vu encore ces dernières semaines. »*

Après cette allusion à la divulgation du rapport de l'inspection des finances mettant en cause la gestion scandaleuse de l'Agence foncière du territoire entre 1986 et 1988, le premier ministre a notamment souligné : *« Le pacte qui nous a rassemblé est d'abord un pacte de confiance .(...) Rien ne serait pire que de laisser s'installer entre les signataires la méfiance ou la distance. (...) Nous serons fidèles à la lettre et à l'esprit des accords. Il y a eu le temps du pardon, du retour à la paix et de la mise en place des institutions nouvelles. Il faut donner maintenant un élan plus soutenu au partage et au développement. »*

Une pierre dans le jardin de M. Rocard

Un pavé dans la mare : comment qualifier autrement la contribution sur la Nouvelle-Calédonie déposée samedi, devant le comité directeur du PS, par MM. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, Julien Dray, député du même département, et Guy Ramirez, fonctionnaire au ministère des DOM-TOM ?

Par sa tonalité militante autant que par les orientations qu'il préconise, ce texte rompt délibérément avec l'atmosphère consensuelle que M. Michel Rocard s'emploie soigneusement à entretenir pour faire durer le *« miracle »* — selon l'expression employée jeudi dernier par M. Jacques Lafleur — des accords conclus en 1988 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.

Alors que le premier ministre fait tout ce qu'il peut pour se comporter en arbitre neutre entre les indépendantistes du FLNKS et leurs adversaires politiques du RPCR dans la compétition pacifique qui doit en principe les opposer, sur le terrain économique et social, jusqu'au référendum d'autodétermination prévu en 1998, le « duo infernal » de l'Essonne ne se borne pas à rappeler au chef du gouvernement — accusé au passage d'*« évangélisme »* — que l'entreprise de décolonisation à mener en Nouvelle-Calédonie ne saurait se satisfaire de *« faux-semblants »* ou de demi-mesures. MM. Mélenchon et Dray, qui ne ratent pas une occasion de harceler les rocardiens sur leur gauche, disent surtout que le seul objectif qui vaille, référendum ou pas, est de conduire les Canaques à l'indépendance.

Pour un « front social »

Leur texte, long de quatre pages très denses, indique notamment, en effet : *« Les accords de Matignon, souvent présentés comme le premier succès d'une politique dite d'ouverture, ne sont pas dus à une conversion miraculeuse de la droite. Ils sont le résultat d'un rapport de forces acquis sur le terrain et en France à un moment donné.* (...) *L'effort des socialistes pour une véritable décolonisation de la Nouvelle-Calédonie ne peut se relâcher.* (...) *La droite n'a pas renoncé à nier le droit à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie.* (...) *Il s'agit pour nous d'une question de principe : aucun intérêt, stratégique ou économique, ne peut justifier que l'on maintienne par la force un peuple sous notre dépendance.* (...) *La droite, habituée aux régimes musclés, analyse comme de la faiblesse l'impartialité des pouvoirs publics que l'Etat s'est donnée pour règle de conduite.* (...) *Il est clair qu'une situation coloniale ne peut être changée que si on change les rapports sociaux et économiques qui sont le fondement du système* (...)

» S'agissant du développement économique, deux faux-semblants doivent être dénoncés. Celui de la droite, qui réduit le développement économique au « partage ». Mais, dans une société coloniale, aucun véritable partage n'est possible entre colonisateur et colonisé, sinon le partage des rôles, que justement nous condamnons idéologiquement, économiquement et socialement.

» Cette théorie du « partage » ne dissimulerait-elle pas, en fait, une tentative de créer une notabilité d'affaires kanak et d'introduire ainsi un ferment de division au sein du peuple kanak ? Celui d'une gauche archaïque et évangéliste, qui pense qu'un développement économique et un rééquilibrage social bien menés par la métropole aboutiront à ce que les Kanaks, oubliant l'amertume du passé, opteront pour la France en 1998. On renoue ainsi avec les thèses réfutées par Jaurès selon lesquelles, aussi condamnable que soit la colonisation, l'Occident apporte néanmoins au travers d'elle le « progrès » aux sauvages incultes. (...) *Le développement économique passe par une action volontariste de l'Etat. »*

Multipliant les références littéraires à M. François Mitterrand, MM. Mélenchon, Dray et Ramirez proposent, en conclusion, la constitution d'un *« front social »* qui agrégerait aux indépendantistes tous les Calédoniens qui ne supportent plus la *« tutelle du RPCR »*, à commencer par ceux des Wallisiens qui ont déjà pris leurs distances vis-à-vis de M. Lafleur et par les *« petits agriculteurs et entrepreneurs »*. *« Le détachement de ces forces du camp des tenants du système colonial qui les exploite* (...) *est le gage*, selon les signataires de cette contribution, *que l'avenir échappe à une algérianisation de la situation, où la lutte des races primerait la lutte des classes. »*

Cette pierre jetée dans le jardin de M. Rocard est assurément de nature à fournir des arguments aux minoritaires, qui critiquent les conditions dans lesquelles s'appliquent, sur le terrain, les accords de Matignon. Elle présente néanmoins l'intérêt de relayer des interrogations réelles et légitimes sur les moyens d'assurer à la Nouvelle-Calédonie une paix qui ne soit pas factice.

ALAIN ROLLAT

Entre le Mouvement social italien et les républicains allemands

Querelle de famille dans l'extrême droite européenne

Les relations sont franchement mauvaises entre les homologues allemand et italien de M. Jean-Marie Le Pen, ainsi qu'en témoignent deux entretiens publiés par le mensuel d'extrême droite, *le Choc du mois*, dans son numéro de septembre.

« Les Italiens sont des fascistes », déclare M. Franz Schönhuber, président-fondateur du Parti républicain de RFA. *« M. Schönhuber est plus ultra que Hitler »*, rétorque M. Gianfranco Fini, secrétaire général du Mouvement social italien (MSI).

Ces deux dirigeants d'extrême droite siègent au Parlement européen où, en obtenant six élus, M. Schönhuber, selon *le Choc du mois*, *« a obligé Le Pen à s'allier avec lui, au détriment du MSI »*. Ainsi les « Republikaners » font cause commune avec le Front national au sein du groupe « technique » des droites européennes, alors que les néo-fascistes italiens siègent parmi les non-inscrits.

« On ne pouvait pas former un groupe avec les Italiens pour une raison fondamentale, précise M. Schönhuber, *ils se disent eux-mêmes néo-fascistes. Nous, nous sommes contre les nazis, nous sommes contre les fascistes. »* Le dirigeant allemand confirmait récemment, dans un entretien à *National-Hebdo*, avoir servi comme volontaire dans une unité combattante de la Waffen SS avec le grade de sergent pendant la seconde guerre mondiale (1). Interrogé par le mensuel sur son *« sentiment à propos des réparations allemandes à l'Etat d'Israël »*, M. Schönhuber répond : *« On doit respecter les lois. De plus, ce qui a été fait aux juifs est incroyable. C'est un crime ! C'est une honte pour nous Allemands ! Cela étant, les jeunes Allemands n'ont rien à voir avec le nazisme d'il y a quarante ans. »*

Pour sa part, M. Fini *« pense que les républicains ne croient pas à l'Europe. »* *« Ils m'ont affirmé*, dit-il, *que les travailleurs italiens en Allemagne sont criminogènes. Et M. Schönhuber, surtout, m'a dit que les Républicains n'étaient pas favorables à la libre circulation au sein de l'Europe et que l'Allemagne devait être protégée contre tous les travailleurs. Y compris donc les Italiens, les Français, etc. Pour nous, cela n'est pas admissible. Principalement parce que nous croyons vraiment en l'Europe* (...). *Le problème est celui des immigrés du tiers-monde. »*

L'un et l'autre reconnaissent que le problème territorial du Haut-Adige ou Sud-Tyrol, une région montagneuse convoitée par les Republikaners, est à l'origine de leur différend politique. *« Les Italiens veulent accentuer leur influence au Sud-Tyrol »*, accuse M. Schönhuber. *« Nous, Allemands, nous respectons le droit des peuples à se gouverner eux-mêmes »*, ajoute le député allemand qui place implicitement la réunification de l'Allemagne avant la construction de l'Europe.

« Je suis bien conscient que le Haut-Adige est, culturellement, allemand de langue et de tradition, concède de son côté M. Fini. *Mais aujourd'hui, on ne peut pas penser que la frontière du Brenner peut disparaître comme cela. Maintenant, le Haut-Adige, c'est l'Italie. Schönhuber est plus ultra que Hitler. Hitler n'a jamais demandé à Mussolini le Haut-Adige. Jamais. Je suis vraiment étonné qu'il se trouve aujourd'hui quelqu'un en Allemagne pour revendiquer cette région. Le Reich n'existe plus ! M. Schönhuber est nostalgique d'une Allemagne qui n'existe plus et qui n'existera jamais plus. »*

Le dirigeant italien indique que le MSI n'a pas voté pour M. Le Pen lors de l'élection du président de l'Assemblée européenne, en juillet dernier, après le discours inaugural du doyen d'âge, M. Claude Autant-Lara, élu sur la liste du Front national, qui a démissionné du Parlement en septembre. Le président du groupe réunissant, en partie, l'extrême droite européenne avait obtenu dix-huit voix, dont celle de M. Karel Dillen, député belge qui se revendique flamand et qui siège aux côtés de MM. Le Pen et Schönhuber.

Elu du Vlaams Block, M. Dillen donne son sentiment sur cette querelle surréaliste germano-italienne dans une interview à *National-Hebdo*. Sa touche colle parfaitement au tableau. *« Certes, il s'agit d'un problème entre Italiens et Allemands*, dit-il. *Mais nous autres, Flamands, sommes sensibles au fait que cette région a été italianisée par la force. Nous pourrions comparer ce cas à celui de Bruxelles, que vous voulons d'ailleur prendre comme capitale de notre Etat flamand futur (2). »*

OLIVIER BIFFAUD

(1) *« J'ai été effectivement volontaire des Waffen SS dans une formation qui était strictement militaire ; c'étaient des soldats, pas des criminels »*, précisait M. Schönhuber.

(2) La capitale de la Belgique est peuplée à 80 % de francophones.

EUROPEAN
UNIVERSITY
OF AMERICA
1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international.
associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel.
Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities.
Academic program, unique in concept, format and professionnal experience.
Fully approved to grant the
Master of Business Administration
with an emphasis in international management
A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.
Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cursus équivalent à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (métro Iéna), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : PhD.

هكذا عن الأصل

EUROPE 93

La suppression des frontières fiscales

Tension entre la Commission et les gouvernements

Les ministres des finances de la CEE devaient se réunir lundi 9 octobre, à Luxembourg, pour délibérer sur le rapprochement des régimes de TVA appliqués par les Etats membres.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'objectif est de parvenir à la suppression complète des frontières fiscales à partir du 1er janvier 1993. Les experts des Douze ont imaginé, pour assurer alors le fonctionnement de la TVA dans les échanges intracommunautaires, une formule qui s'écarte sensiblement des propositions de la Commission.

Cela pose un problème politique. L'exécutif bruxellois, qui, au printemps dernier, avait assoupli son projet initial afin de prendre en considération les préoccupations des Etats membres, a peu apprécié qu'ils ne tiennent ainsi aucun compte de ses efforts. La Commission demande des précisions aux ministres, craignant que ce compromis ne s'écarte de l'esprit de l'Acte unique en allégeant de manière insuffisante la charge administrative actuellement imposée aux entreprises du fait du cloisonnement des marchés.

Comment prélever la TVA lors d'échanges intracommunautaires après 1992 ? Afin de supprimer les contrôles aux frontières, de placer les entreprises autant que faire se peut dans une situation de marché unifié et de donner par la même occasion une incitation supplémentaire au rapprochement des taux, la Commission avait proposé la suppression du régime actuel de détaxation à l'exportation (la TVA dans ce cas de figure étant réglée au lieu de destination) et l'instauration de la taxation dans le pays vendeur et au taux de ce pays.

Le nouveau système aurait été cependant assorti d'exceptions : la TVA sur les automobiles ainsi que sur les ventes par correspondance aurait continué à être perçue dans le pays de destination.

Personne ne conteste que le produit de la TVA doit être affecté au pays de consommation. Pour y parvenir, la Commission proposait la mise en place d'un mécanisme de compensation. Les Etats membres l'ont estimé trop compliqué, peu fiable, et donc source probable de contestation. Une compensation mal assurée risque de se traduire par une diminution des recettes et donc par un problème budgétaire pour le pays qui en fait les frais.

Le risque de délocalisation

En outre, les Etats membres qui, comme la France, ont des taux élevés craignaient que la proposition de la Commission (à savoir la perception dans le pays du vendeur) ne suscite une délocalisation de l'activité économique au profit des Etats membres pratiquant des taux plus bas. La proposition de la Commission introduisait de la sorte une pression à la baisse des taux jugée trop forte et prématurée. La France aurait dû rapidement ramener son taux de base à 14 %, ce qui lui aurait coûté la bagatelle d'environ 100 millions de francs.

En raison de cette double critique, les Etats membres préfèrent le maintien à titre provisoire de la détaxation à l'exportation et donc de la perception de la TVA au lieu de destination. Les experts estiment qu'il est possible d'appliquer cette solution en supprimant effectivement les contrôles aux frontières. La Commission en doute. Lundi, les ministres devaient s'efforcer de la convaincre.

Le maintien provisoire du principe de la taxation dans le pays de destination ne fait pas disparaître la nécessité de rapprocher les taux. En effet, la suppression des frontières fiscales et la possibilité reconnue aux particuliers d'acheter librement dans un autre Etat membre sans aucune formalité entraîneraient, en l'absence d'harmonisation des taux, des distorsions de concurrence.

La Commission en revient à ses propositions initiales. Le taux normal devrait s'établir dans la fourchette de 14 % à 20 %, le taux réduit entre 4 % et 9 %. Les Britanniques posent toujours problème en affirmant qu'il faut laisser jouer le marché, que le rapprochement s'effectuera de façon spontanée sans qu'il soit nécessaire de le négocier.

PHILIPPE LEMAITRE

Un manifeste « Pour une autre voie européenne »

Les adeptes continentaux de Mme Thatcher s'organisent

Trois mouvements libéraux, allemand, britannique et français, ont publié vendredi 6 octobre un manifeste conjoint *« Pour une autre voie européenne »*, à l'occasion d'un colloque organisé à l'Assemblée nationale par le Comité pour une union d'Etats souverains dans une Europe libre, présidé par M. Alain Griotteray, député UDF.

Discours de Bruges ou pas, ces mouvements seraient nés un jour ou l'autre. Mais en lançant son célèbre plaidoyer en faveur d'une *« Europe des patries »* et contre la bureaucratie bruxelloise, en septembre 1988 à Bruges, Mme Margaret Thatcher a mis le feu aux poudres.

Quelques mois après son intervention, naissait le Groupe de Bruges, composé d'hommes d'affaires et d'universitaires britanniques acquis à ses thèses libérales. Comme leur premier ministre, ils se définissent comme des *« Européens convaincus »* mais, clame leur manifeste, *« il n'y a qu'un moyen de faire progresser l'Europe, et ce n'est pas la voie qui est choisie à l'heure actuelle »*.

Soucieux de ne pas être considérés comme des *« nationalistes anglais »*, les membres du Groupe de Bruges ont fait acte de prosélytisme sur le continent. Sans difficulté : l'époque leur est propice. A la faveur des craintes qui naissent à l'approche de l'échéance du 1er janvier 1993, les idées du Groupe de Bruges ont trouvé relais sans problème.

En RFA, les Britanniques ont des homologues au sein de l'Institut de Francfort, un groupe d'une trentaine d'économistes libéraux qui militent depuis plusieurs années déjà contre la construction européenne telle qu'elle est conçue.

En France, c'est une poignée d'universitaires — MM. André Decocq, François-Georges Dreyffus, François Guoguel, — rejoints par M. Jean Foyer, ancien garde des sceaux du général de Gaulle, l'écrivain philosophe Jean-Marie Benoist et le député du Val-de-Marne Alain Griotteray, qui préside leur comité, qui se reconnaissent dans le Groupe de Bruges. Des thatchériens ? L'éditorialiste du *Figaro Magazine* ne nie pas son admiration pour le premier ministre britannique, mais *« elle, c'est elle, et nous, c'est nous »*. *« Margaret Thatcher n'existerait pas que notre réunion, ici, aujourd'hui, ne serait pas différente d'un iota »*, affirmait-il vendredi lors du colloque qu'il avait organisé pour réunir les détracteurs d'une *« Europe uniforme »*.

Cible privilégiée : le dirigisme

Un colloque qui avait notamment attiré M. Edouard Balladur et M. Michel Poniatowski. Invité à réagir aux propos des orateurs, l'ancien ministre de l'économie et des finances a affirmé qu'il *« ne se reconnaissait pleinement dans aucune des deux conceptions de l'Europe »* (celle du Groupe de Bruges et celle de la Commission européenne) en cours actuellement. *« Le bon fonctionnement d'un marché suppose non pas l'harmonisation mais un minimum de rapprochement »*, a estimé M. Balladur, en se prononçant par ailleurs pour une monnaie qui soit un *« instrument de réserve commun mais pas unique »*.

De son côté, M. Poniatowski, qui s'est déclaré prêt à adhérer au Comité pour une union d'Etats souverains dans une Europe libre, a enjoint aux participants de *« ne pas laisser déraper ce genre de réunion dans une direction hostile à l'Europe »*. Néanmoins, l'ancien ministre de l'intérieur a estimé que la situation qui prévalait actuellement au sein des institutions communautaires était *« anormale »*. Et d'évoquer les *« dérapages »* de la Commission européenne...

Cible privilégiée des intervenants, l'exécutif des Communautés représente pour eux des valeurs honnies : *« dirigisme »*, *« centralisation »*, *« bureaucratie »*, *« uniformisation »*. Des mots auxquels ils opposent *« pluralisme »* ou *« concurrence »*. *« La tendance des institutions européennes consiste à se transformer en un super-Etat qui veut substituer une super-législation aux législations et aux traditions nationales. Le dirigisme, condamné dans les Etats nationaux, renaît à l'échelon européen »*, stipule le manifeste.

« Ce qui importe aux tenants de cette politique n'est pas la construction de l'Europe, c'est celle du socialisme », estime M. Decocq, professeur de droit communautaire à l'université d'Assas. Nul doute que Mme Thatcher a trouvé des adeptes sur le continent...

MARIE-PIERRE SUBTIL

Calendrier

Du lundi 9 au dimanche 15 octobre : semaine européenne contre le cancer (mobilisation des autorités, ligues et associations, centres médicaux, etc).

Du lundi 9 au vendredi 13 : session parlementaire à Strasbourg. Seront notamment abordés les programmes de protection de l'environnement, l'étiquetage des produits du tabac, les crédits à la consommation, les opérations d'initiés et l'objection de conscience.

Mardi 10 : conseil des douze ministres chargés du marché intérieur. Au programme : les concentrations d'entreprises, le droit de séjour des inactifs et la coordination des réseaux trans-européens (transports, électricité, gaz, télématique, téléphone, etc.)

Samedi 14 et dimanche 15 : réunion informelle des douze ministres des affaires étrangères, près de Chartres.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*
ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : ____________ Prénom : ____________

Adresse : ____________

____________ Code postal : ____________

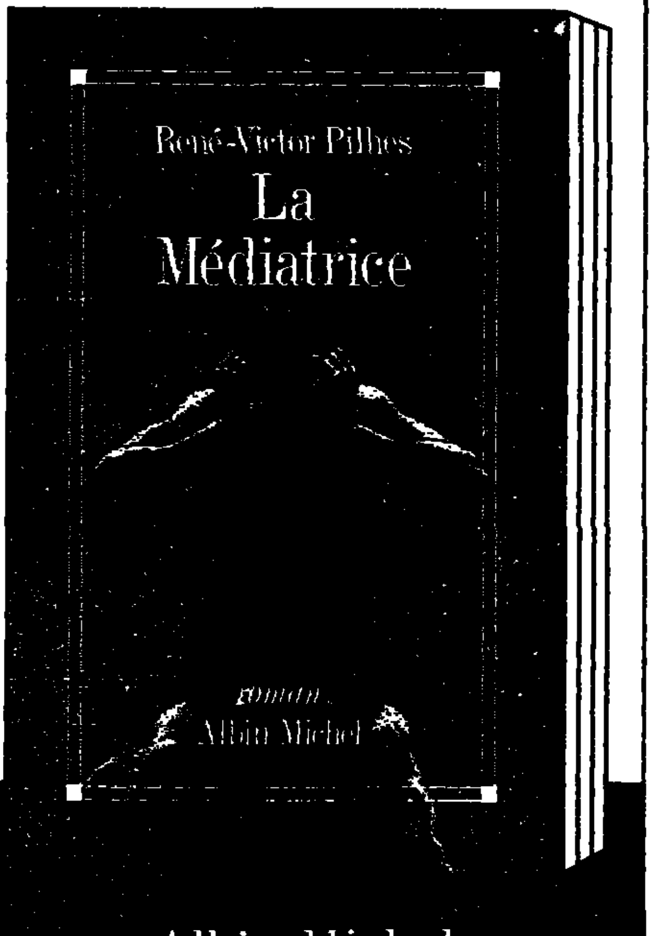
Localité : ____________ Pays : ____________

921 MON 03

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

René-Victor
Pilhes
La
Médiatrice
roman

L'Imprécateur
dans
les
médias



Albin Michel

(Publicité)

Cartes bancaires : peut-on légitimement refuser aux commerçants les moyens de lutter contre la fraude et la leur faire payer ?

Par Edouard et Michel-Edouard Leclerc.

Les Centres "E. LECLERC" ne sont pas contre la carte bancaire, pas plus qu'ils n'en réclament la gratuité. Chaque service a son prix. Mais quand on nous dit que ce prix n'est pas négociable, encore conviendrait-il de le justifier.

QUI PAYE ?

La cotisation que le consommateur débourse pour acquérir une carte ne couvre que très partiellement les coûts du système mis en place par les banques pour généraliser la pratique du paiement par carte. Ce sont les commerçants qui en supportent les plus grosses charges : sur chaque vente, les banques prélèvent un "pourcentage". Plus le consommateur dépense dans son hypermarché, plus le banquier "touche".

PAYER, MAIS POURQUOI ?

Jusqu'à une décision récente du Conseil de la Concurrence, les commerçants ne pouvaient savoir à quoi servait exactement le produit de cette taxe. On sait désormais qu'en dehors des opérations techniques la dîme des commerçants sert à couvrir le coût de la "sécurité collective" (fraude, cartes volées, etc.).

Or, la France détient le record mondial de la fraude !!!

LES MOYENS DE SE DÉFENDRE.

Pour protéger leurs intérêts, les banquiers se sont dotés d'équipements de contrôle permettant la lecture des codes confidentiels de leurs clients, notamment quand ceux-ci viennent dans les guichets automatiques pour retirer de l'argent. Mais ces mêmes banquiers refusent que tous les commerçants puissent se procurer de tels appareils. Et ceux qui ont eu la chance d'en être dotés ne peuvent accéder qu'à des fichiers contenant cent fois moins d'informations que les fichiers des cartes indésirables auxquels accèdent les banques. Peut-on légitimement refuser aux commerçants les moyens de lutter contre la fraude et la leur faire payer ?

LE PRIX DE LA SÉCURITÉ.

Il serait normal qu'un commerçant, exerçant mal son contrôle, soit pénalisé par une cotisation plus élevée. Et que celui qui exerce bien son métier puisse négocier une tarification plus faible. Encore conviendrait-il que chaque commerçant connaisse ses performances. Dans le système mis en place par le Groupement des Cartes Bancaires, le score de chaque commerçant est amalgamé et mutualisé au niveau des grandes banques de commerçants sans que ces derniers ne puissent individuellement négocier des conditions tarifaires tenant compte de leur propre performance. Les banques françaises se félicitent du succès de la carte bancaire. Mais ce succès doit-il être réalisé sur le dos des commerçants ? Le progrès technique, ce n'est pas d'émettre 18 000 000 de cartes, c'est de rendre le paiement par carte plus sécuritaire et moins onéreux. Voilà pourquoi les Centres Leclerc soutiennent l'action du Conseil National du Commerce.

Edouard et Michel-Edouard Leclerc.

E.LECLERC

CLM/BBDO

هكذا في الأصل

14 Un nouveau plan de circulation pour Paris
15 Rassemblement antinucléaire à Agen
16 Boxe : Benichou conserve son titre mondial
19 Musique : jazz tranquille autour du monde
20 Communication : le deuxième séminaire de Reporters sans frontières

L'enquête sur le financement des campagnes socialistes

Les fausses factures à livre ouvert

Après le refus de l'amnistie par les députés lors de l'examen, vendredi soir 6 octobre, des projets de la loi sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales (*Le Monde* daté 8-9 octobre), les enquêtes judiciaires sur diverses affaires de fausses factures reprendront-elles leur cours normal ?

Les dossiers, en tout cas, sont explosifs. Il en va ainsi du *scellé n° 48 du dossier instruit* par M. Pierre Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris : quatre cahiers rédigés par M. Joseph Delcroix, militant socialiste et dirigeant du bureau d'études Urba-Technic, où tout le fonctionnement financier du Parti socialiste est décrit avec minutie, notamment à l'occasion de la campagne présidentielle de 1988.

Cependant le PS n'est pas le seul la sellette. Dans le dossier de M. Culié, des bureaux d'études liés au PCF sont également mis en cause ainsi que les conditions de l'attribution d'un marché concernant le port de Fréjus, ville dont le maire est M. François Léotard. Enfin, l'affaire du Groupe recherche et construction (GRC), instruite à Lyon, tout comme celle de la chaîne de magasins Cora, instruite à Nancy, laissent entrevoir des pratiques douteuses dans l'octroi d'autorisation d'ouverture des grandes surfaces. *Lire page 14*

M. Joseph Delcroix est un scribe scrupuleux. Quand le parti confie une tâche de confiance – ses finances, – quand l'enjeu est de *fidélité politique et non d'intérêt personnel*, et quand l'on sait combien l'argent est corrupteur, transparence et honnêteté sont deux règles d'or. Alors, on ne se fie pas à sa mémoire, on note tout, jusqu'au plus infime détail, pour qu'il n'y ait ni contestation ni ambiguïté, pour que l'on sache bien qui fait quoi, qui donne combien, qui aide qui, ect.

M. Delcroix n'oublie rien : les consignes, les ordres du jour, les réunions, les absences, les contacts, les noms, les montages. Et il entend tout, ou presque : jusqu'en juin 1988, date à laquelle il rejoint la délégation régionale marseillaise comme chargé de mission, il est directeur administratif d'Urba-Technic à Paris, l'une des sociétés du GIE (groupement d'intérêt économique) présidé par M. Gérard Monate, qui regroupe également les SA Gracco et Valorimon et dont, selon les termes de M. Delcroix *lui-même*, *« le but essentiel consiste à apporter de l'argent au PS »*.

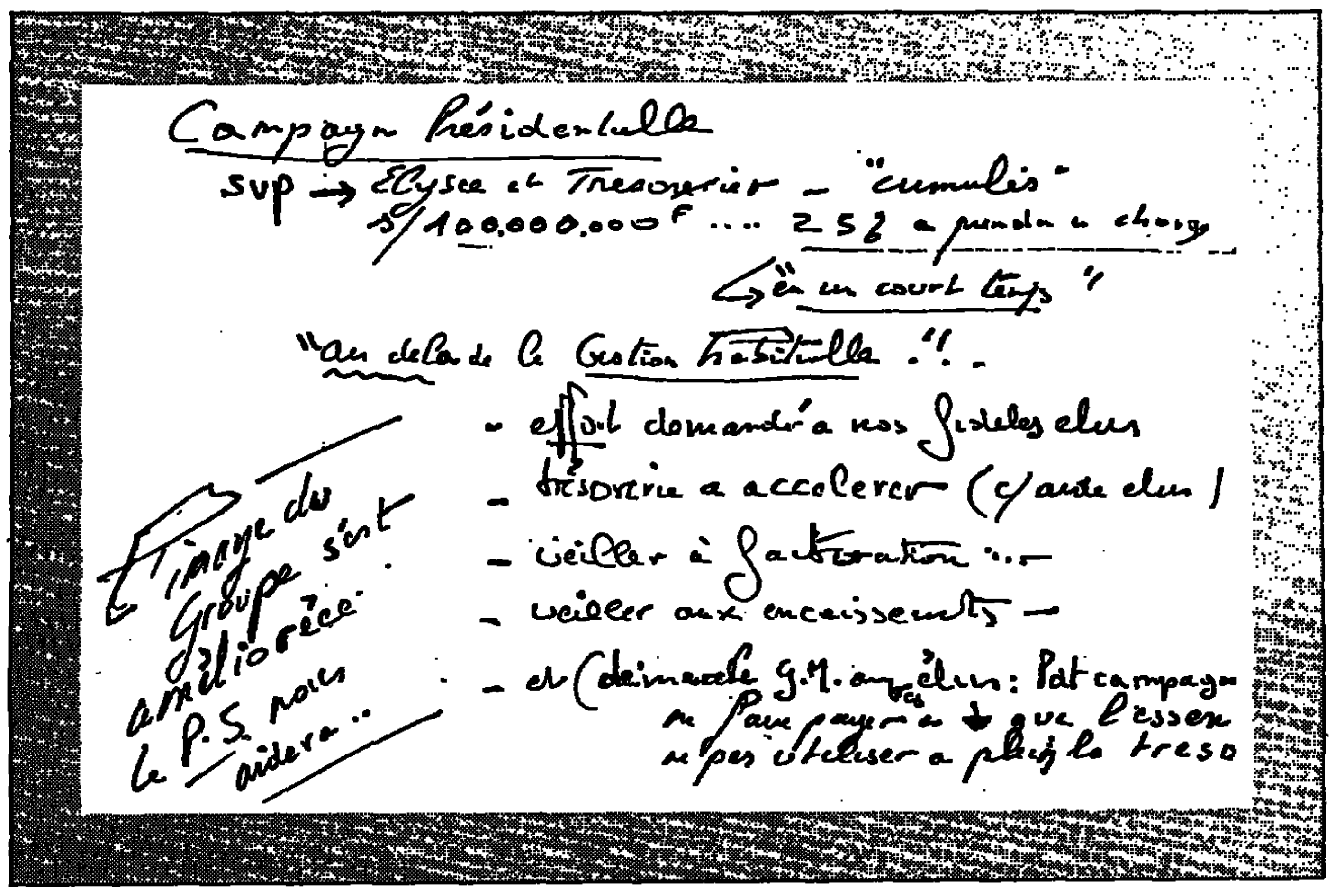
Le résultat, ce sont quatre grands cahiers à spirale, tenus sans désemparer de 1981 à 1989. Quatre cahiers qui plaident pour le désintéressement de l'équipe de M. Monate : pas d'enrichissement personnel, *à tel point que les augmentations* de salaire tardent souvent. Quatre cahiers qui n'en désolent pas moins les dirigeants socialistes : très centralisé, dans un souci de contrôle auquel les batailles de courants ne sont sans doute pas indifférentes, le système de financement national du PS y est dévoilé par le menu.

Si, comme l'expliquera aux policiers M. Delcroix, *« l'action d'Urba-Gracco consiste essentiellement à intervenir auprès des décideurs socialistes ou apparentés, aux fins de favoriser les entreprises clientes pour l'obtention de marchés publics ou privés »*, la lecture des cahiers prouve que cette *« action »* se faisait sinon en accord, du moins en coordination avec l'état-major du parti. Autrement dit si, aux côtés de M. Monate et de Bruno Desjobert, directeur de la délégation marseillaise d'Urba-Technic, M. Delcroix est, aujourd'hui, inculpé de corruption, faux en écriture de commerce et usage de faux, complicité et recel d'abus de biens sociaux, c'est à cause d'une mission connue des successifs trésoriers nationaux du PS.

On comprend donc la difficulté pour M. Culié d'exploiter, jusqu'au bout, cette matière : il lui faudrait entendre une bonne partie des responsables socialistes dont les noms viennent sous la plume de M. Delcroix *mais qui, parfois, sont* aujourd'hui ministres... Au bout du compte, les maladroits cahiers de M. Delcroix auront néanmoins eu un rôle historique : sans eux, sans leur découverte par les policiers, le 19 avril, au siège marseillais d'Urba-Technic, sans le procès-verbal de deux inspecteurs résumant leur contenu, le 5 mai (*le Monde* du 14 septembre), il n'y aurait peut-être pas eu cette nouvelle loi sur le financement des partis, réclamée, neuf jours plus tard, le 14 mai, à Solutré, par le président de la République.

Jusqu'ici, les rares citations connues de la prose de M. Delcroix sont celles sélectionnées, dans leur procès-verbal du 5 mai, par les inspecteurs marseillais Antoine Gaudino et Alain Mayot. Or nous avons pu feuilleter ces fameux cahiers pour les années 1987 et 1988. Les citations se passent de commentaires, tant elles sont explicites. Durant cette période, la mission prioritaire d'Urba-Gracco est d'assurer une partie du financement de la campagne électorale du candidat socialiste à l'élection présidentielle, qui sera finalement M. François Mitterrand.

GEORGES MARION et EDWY PLENEL



Le 4 juin 1987, les délégués *régionaux du GIE regroupant* Urba-Technic et Gracco sont réunis à Paris. L'exposé du président, M. Gérard Monate, porte sur le *« financement des prochaines échéances »*. Comme à son habitude, M. Joseph Delcroix, directeur administratif d'Urba-Technic, prend des notes sur un cahier à spirales...

« Présidentielle financement : du plus à monnayer »

En juin 1987, on ne sait pas encore qui sera le candidat à l'élection présidentielle soutenu par le PS. Mais l'intendance doit suivre. Ainsi, le 4 juin, se tient à Paris une réunion des délégués régionaux du groupe présidé par M. Gérard Monate. Après un exposé d'un intervenant extérieur sur le plan câble – ces *« réseaux de communication clés en main »*, écrit M. Delcroix qui, dans ses notes s'intéresse notamment aux conditions d'appel d'offres, – M. Monate prend la parole à propos du *« financement des prochaines échéances »*. Notes des cahiers : *« Congrès Lille, 7 700 000 francs engagés en dépenses (...). Campagne présidentielle SVP Elysée et trésorier – « cumulés » s/100 millions de francs... 25 % à prendre en charge « en un court temps », au-delà de la gestion habituelle. »* En marge, M. Delcroix souligne : *« L'image du groupe s'est améliorée. Le PS nous aidera »* (1).

Suit un plan de bataille pour récolter ces 25 % de 100 millions, soit 25 millions de francs, qui équivalent au *« au plein des retombées 86 »*. Dans le langage d'Urba-Gracco, les *« retombées »* sont les sommes allouées aux décideurs socialistes qui ont permis à une entreprise cliente du bureau d'études d'obtenir un marché. Dans les cahiers, le mot est souvent remplacé par un symbole : une flèche dirigée vers le bas. *« Inverser tendance habituelle,* note M. Delcroix : *pas d'avance aux élus, éviter « grosses dépenses » pendant période présidentielle. »* Puis les commissaires aux comptes prennent la parole : *« Nouvelle idée pour mise en place d'un projet de création d'une société tampon de courte durée entre structures qui reçoivent les retombées et le GIE (...). Date prévue d'opérationalité* [sic] : *avant présidentielles. »*

29 juin 1987 : les dirigeants du groupe tiennent une réunion de coordination. En face de ses notes, M. Delcroix colle un dessin publicitaire pour le quotidien *le Matin* où MM. Mitterrand et Chirac dialoguent. *« Vous n'avez qu'à vous abonner, mon vieux »*, répond le premier au second qui demandait : *« Vous me le prêterez, après ? » « Congrès de Lille : encore des factures à payer !!! »*, écrit rageusement le directeur administratif d'Urba-Technic. M. Monate fait le point sur ses contacts. Note de M. Delcroix : *« A vu Laurent Fabius (...), a reçu appel (...) Béré est dans la m... SOS. »*

27 juillet 1987. Si le PS manque d'adhérents motivés, le GIE manque de cadres. M. Delcroix fait état de candidatures après le passage dans *le Matin* d'une annonce ainsi libellée : *« Importante société de services en pleine expansion, introduite auprès des collectivités locales, recherche pour consolider son équipe de cadres plusieurs collaborateurs technico-commerciaux, négociateurs d'affaires. Domaines d'activité : bâtiment-travaux publics, équipements. Salaire motivant. Voiture de fonctions.)*

« Le programme de contacts »

31 août 1987. Nouvelle réunion de coordination *« CA* [chiffre d'affaire] *encaissé août bon... mais facture faible. »* On fait le tour des délégations régionales. Certaines sont en difficulté. On évoque un *« traitement social »* pour *« écarter de la région »* l'un des délégués. M. Monate expose sont *« programme de contacts »*. Suite une liste de noms *« au niveau* [du] *secrétariat national » : « Bérégovoy, Chapuis, Mermaz, Pezet, Joxe, Mattieu pote à Fabius, Delebarre (pour le Nord »*. M. Georges Sarre y figure mais son nom est barré, accompagné d'un *« non »* souligné.

12 octobre 1987. Encore une réunion de coordination. M. Delcroix écrit toujours ses notes sur la page de droite. Cette fois, il occupe aussi la page de gauche : sous l'intitulé *« Campagne 81 »*, il aligne deux colonnes, la première de noms de sociétés, la seconde de sommes d'argent. Celles-ci vont de 8 500 F à 500 000 F. Les entreprises sont fort diverses : Ascinter OTIS, Casino, Colas, CGE, Auchan, SAEP, Quillery, etc. La réunion fixe la répartition souhaitable du chiffre d'affaires entre Urba-Technic et Gracco : deux tiers, un tiers.

Sous l'intitulé *« commentaires sur présence Laignel »*, M. Delcroix note, énigmatique : *« Les communes où on ne travaille pas, la « grosse affaire » à saisir auprès élus réticents. »* M. André Laignel est alors trésorier national du PS. La réunion se termine par l'évocation des *« cadeaux de fin d'année »* : l'un des participants propose d'envoyer les vœux sur des cartes de l'UNICEF. Le 26 octobre, à l'occasion d'une nouvelle réunion, M. Delcroix note : *« Liste des entreprises auprès desquelles on pourrait soutirer argent présidentielles. »* Méticuleux, il inscrit aussi deux refus : celui d'acheter un *« séchoir »* jugé, *« pas hygiénique »* et celui d'aller à une *« fête de la rose »* dans l'Ain.

2 novembre 1987. Coordination, encore et toujours. *« Pour novembre, il faudrait 4 700 000 F de rentrées »*, écrit M. Delcroix. M. Monate fait le point de ses rendez-vous. Sans plus d'explication, entre d'autres noms, M. Delcroix note, entre guillemets : *« Rocard ? »*. Le compte rendu de la réunion du 23 novembre est plus succinct, plus parlant aussi : *« Présidentielle financement : du plus à monnayer. En Gracco : la démarche peut être faite directement par nous. En UT* [Urba-Technic] : *dans quelle mesure le trésorier Laignel peut intervenir, lui ? »* Quelques lignes en dessous, M. Delcroix écrit : *« Evolution : être prudent au téléphone. »*

Les pages suivantes permettent de comprendre l'*« évolution »* : à gauche, M. Delcroix colle des articles de presse sur une affaire de fausses factures qui vient d'éclater à Lyon, où François Diaz, président de la commission de contrôle financier de la fédération socialiste du Rhône, a été placé en garde à vue et inculpé. M. Delcroix note, à la date du 27 novembre, que *« GM* [M. Monate] *à dû faire le pompier »*. A la réunion du 30 novembre, l'un des participants demande que l'on parle des *« fausses factures »* tandis qu'un autre s'inquiète des salaires – *« renvoyé aux calendes, janvier 1988 »*, note sèchement M. Delcroix.

« Les charognards de la presse »

Le 4 décembre 1987, se tient à Paris, à l'hôtel Arcade, une réunion *« des délégués régionaux, de leurs secrétaires et du personnel du siège »*. Décisive, elle occupe cinq pages du cahier de M. Delcroix. Exhaustif comme toujours, celui-ci note que Monate demande de *« s'abstenir de fumer »* et d'*« éviter de demander des acomptes : la paie sera virée vers* [le] *12/15 »*. Puis le président entre dans le vif du sujet : *« On ne peut pas occulter les événements actuels (...). GM rassure sur* [la] *légalité de nos recettes, mais* quid *utilisation des fonds ? (...) A Lyon, c'était l'inverse : la récup* [ération] *de l'argent était répréhensible, montage artificiel. Les « affaires », ça va repartir dans la presse (...) DISCRÉTION dans les contacts, mais continuer à travailler comme nous le faisons actuellement. »*

Du travail, il y en a. L'évaluation des nécessités financières de la campagne présidentielle est en hausse : de 100 millions, on passe à 150 millions de francs. *« Aucun parti, aucun homme, ne sont capables de le faire,* note M. Delcroix, *donc financement d'appoint nécessaire. »* Mais, lucide, il souligne *« les risques que nous courons »* si tels ou tels – le nom de François Diaz est mentionné – *« commettait une erreur »* ou s'il y avait *« faillite chez un de nos fournisseurs »*. Au passage, il remarque un aparté de M. Monate sur les *« charognards de la presse »*. *« Campagne présidentielle,* écrit-il encore dans son style abrégé, *faire entrer des arriérés et hors marché* [souligné de deux traits] *: faire subventionner. »* Suivent des questions à l'orateur. M. Delcroix inscrit le *« dû client »* à la date de fin novembre 1987 : *« 24 700 000 F pour un CA de 49 000 000 F »*. Bref, il y a du retard à rattraper.

Des objectifs financiers sont donc fixés pour chaque délégation régionale. Toutefois, l'un des participants *revient sur les affaires de Lyon et de* Villeurbanne, M. François Diaz étant un proche de M. Charles Hernu, maire de cette ville. Il n'est *« pas admissible de laisser inculper des hommes* [du] *PS »*, affirme-t-il, avant de poursuivre : *« Personne n'est à l'abri, attention à l'engrenage, il faut* [un] *moyen politique d'arrêter* [ça], *sauf à mettre en danger nos structures et les responsables. »*

14 décembre 1987. Réunion de coordination. *« GM voit demain Laignel,* note M. Delcroix. *Avant congés va voir Elysée au sujet financement partis. »* Un projet de loi – déjà ! – a été, en effet, élaboré par le gouvernement de M. Jacques Chirac, à la demande de M. Mitterrand dans la foulée de l'« affaire Luchaire ». Le groupe s'inquiète de son avenir, estimant que, dans ce projet, *« la droite est plus favorisée que* [la] *gauche »*. Au passage, il est précisé qu'aucune augmentation générale des salaires du personnel n'est envisageable en 1988...

« On va vers les ennuis »

15 janvier 1988. Cette fois, c'est une autre affaire de fausses factures qui inquiète les dirigeants d'Urba-Gracco : celle instruite à Nancy, qui vise des implantations de grandes surfaces, notamment du groupe Cora. *« Un peu de panique »*, note sobrement M. Delcroix. Il remarque que les gens de Cora ont *« plus travaillé avec UDF qu'avec nous »*. Mais le PS *« a été en affaire avec Cora : Montbéliard, Massy ; où nous ne sommes pas intervenus directement »*. L'un des participants déclare : *« Avec ce qui se prépare, on va plutôt vers les ennuis. »* Côté salaires, une *« prime exceptionnelle »* est quand même envisagée...

8 février 1988. Réunion de coordination. M. Monate rend compte de la réunion des trésoriers fédéraux du PS à laquelle il a participé : le *« problème du GIE* [a été] *abordé clairement*, écrit M. Delcroix. *Démystification des réseaux parallèles. Les Nordiques pas heureux... »* Il note que M. André Laignel *« souhaite un stand Urba-Technic »* à la Journée des femmes organisée à Châtellerault les 12 et 13 mars.

2 décembre 1988. Réunion à Paris, pour laquelle M. Delcroix est « monté » de Marseille. Le groupe a rempli sa mission. Par rapport aux 25 millions demandés pour la campagne présidentielle qui a abouti à la réélection de M. Mitterrand, il aura fourni exactement 24 694 000 F. Mais il faut penser à l'avenir : *« En 1989, les municipales nous coûteront cher. Les européennes nous attireront des demandes. »* Il est temps enfin de récompenser l'effort fourni : une augmentation de 3 % *« à tout le monde »* sera effective au 1er janvier 1989.

G.M. et E.P.

(1) On peut interpréter ainsi ce passage des notes de M. Delcroix : le congrès de Lille du PS a coûté 7,7 millions de francs ; il est temps de se préoccuper de la campagne présidentielle et de contacter, pour ce faire, l'Elysée et le trésorier du parti ; l'évaluation des dépenses est de 100 millions, dont 25 % devront être pris en charge par le GIE Urba-Gracco, soit 25 millions ; il faut faire vite et en allant « au-delà » des pratiques habituelles.

(Publicité)

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce

C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ EN FONDS DE COMMERCE "LES ANNONCES"

que vous trouverez tous les lundis les toutes dernières affaires

En vente partout 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél.: (1) 48.05.30.30

SOCIÉTÉ

L'enquête sur le financement des campagnes électorales

Fausses factures : la droite et le PC aussi

Les socialistes ont un vif sentiment d'injustice. Ils ne sont évidemment pas *les seuls* responsables politiques concernés par les neuf affaires de fausses factures actuellement à l'instruction dans l'Hexagone, selon le décompte du ministère de la justice. Mais en raison de l'extrême centralisation du système de financement du PS et de l'insigne maladresse des militants chargés de gérer Urba-Gracco, ils se sentent, aujourd'hui, plus « à découvert » que leurs concurrents politiques. La connaissance exhaustive des mécanismes financiers socialistes, favorisée par les *cahiers de M. Delcroix, ferait trop* vite oublier les turpitudes du reste de la classe politique.

Ainsi, dans l'affaire de la SORMAE, cette filiale de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE), discret numéro un français du bâtiment, les confidences des patrons concernés mentionnent aussi les bureaux d'études liés au Parti communiste. L'un parle du *« groupe GIFCO avec un certain nombre de filiales »*, l'autre de *« Sud-Est équipement »* (*le Monde* du 2 septembre). Cette piste n'a pas été oubliée, quoique suivie bien tardivement. Courant juillet, M. Pierre Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, chargé du dossier SORMAE, a ordonné des perquisitions, qui, semble-t-il, n'ont *rien donné. Le problème, c'est que* le système communiste est bien plus éclaté que celui des socialistes. Impossible ici, comme ce fut le cas avec la délégation régionale d'Urba-Technic à Marseille, de remonter de province jusqu'à la trésorerie nationale.

Dans ce dossier, sur le plan individuel, droite et gauche sont pratiquement à égalité : sept inculpés de droite (trois RPR, quatre UDF), six inculpés liés au PS. Selon la détermination des magistrats, de nouvelles investigations pourraient avoir lieu en direction de la ville de Fréjus, dont le maire est M. François Léotard. Le point de départ est une note *« confidentielle »*, signée par M. Paul Peltier, directeur général de la SORMAE, et datée du 19 novembre 1987. Son objet ? *« Port de Fréjus »*. M. Peltier rend compte d'une réunion à laquelle participaient deux représentants de la municipalité.

Premier point à l'ordre du jour, la *« construction du port »*. *« Budget global*, écrit M. Peltier : *« 119 millions de francs, dont 77 pour le port lui-même, le tout divisé en six lots.* (...) *L'appel d'offres pour les travaux du port devrait être lancé début décembre 1987 pour un démarrage courant janvier 1988 : délai 15 à 18 mois. Il est acquis que BORIE-SAE exécutera les travaux du port en collaboration avec les entreprises locales. »* Autrement dit, si l'on en croit M. Peltier, BORIE-SAE, filiale de la SAE, serait assuré d'obtenir le marché avant le lancement de l'appel d'offres.

La « distraction » d'un responsable de la SORMAE

Interrogé sur ce fait curieux, M. Pierre Bentata, directeur général de la SAE, devait répondre aux policiers, le 1er mars dernier : *« Je suis étonné comme vous. »* Il devait mettre ce faux pas au compte de la *« distraction »* de M. Peltier. Question innocente des inspecteurs : *« La « distraction » de M. Peltier a-t-elle été suffisamment importante pour qu'il se soit totalement trompé ? Par exemple, BORIE-SAE a-t-il effectivement été retenu à la suite de cet appel d'offres ?* M. Bentata ne peut alors que reconnaître les faits : BORIE-SAE a bien été retenu pour l'un des lots de travaux.

Dans le dossier de M. Culié, une note de M. Bentata, datée du 9 juillet 1986 a, d'ailleurs, le même objet que celle de M. Peltier : *« Port de Fréjus »*. Le numéro deux de la SAE, qui écrit justement au directeur général de la SORMAE, fait état d'une *« relance par M. Mignon, directeur des services techniques de Fréjus et cousin de M. Léotard (...) Je ne comprends pas que l'on ne manifeste pas davantage de diligence dans une affaire dans laquelle nous disposons, pour diverses raisons, d'atouts significatifs »*. M. Bentata avait à l'époque, selon ses propres termes, des *« rapports fréquents avec M. François Léotard »* dont, précise-t-il toutefois, l'objet était le projet d'opéra à la Bastille qui était alors *« en cours de remise en cause »*.

Pour l'heure, il ne semble pas que de nouvelles investigations aient éclairci cette affaire de Fréjus, sur laquelle – faut-il le préciser ? – rien ne prouve en l'état qu'il y ait corruption ou fausse facture. En revanche, un dossier instruit à Lyon, depuis septembre 1988, a progressé dans une direction qui, pour une fois, ne mène pas d'abord au PS. Il s'agit de l'affaire du Groupe Recherche et Construction (GRC-Emin), dénichée en incidents des affaires marseillaises, une fausse facture de la cité phocéenne *ayant permis* aux policiers de remonter jusqu'au siège lyonnais de GRC. Comme l'indiquent suffisamment les conseils préventifs de Mme Evelyne Emin, PDG de GRC, les policiers étaient attendus *(lire ci-dessous)*. Hélas, l'époux de celle-ci, M. Patrick Emin, directeur général de GRC, oublia quelque peu ses recommandations durant son interrogatoire par les inspecteurs du SRPJ de Lyon, le 6 octobre 1988.

« Vous me présentez, leur déclare-t-il, *une facture adressée au GRC par l'entreprise Raynaud, le 31 août 1988, pour des travaux de terrassement et d'évacuation de déblais effectués pour GRC à Artigues (Gironde), dans le cadre d'un bâtiment Castorama pour un montant TTC de 389 000 F, facture réglée par GRC. En réalité, cette facture recouvre des travaux réalisés chez le sénateur maire Lacour à sa résidence secondaire dont j'ignore où elle est située. (...) Il s'agit bien d'une fausse facture. »* Un an plus tard, le 25 septembre dernier, M. Pierre Lacour, maire de Montbron (Charente) et sénateur (CDS), a été inculpé par M. Jacques Chauvot, juge lyonnais chargé de ce dossier, de recel d'abus de biens sociaux. L'important, ici, est dans cette précision : M. Lacour est membre, depuis 1983, de la Commission nationale d'urbanisme, organisme chargé de délivrer les autorisations d'implantation de grandes surfaces.

M. Emin, toujours oublieux des conseils de son épouse, poursuit ses confidences : *« Vous me présentez un dossier Urba-Technic concernant le paiement d'une mission de lancement promotionnel concernant un magasin situé à Evry tel qu'il résulterait d'un contrat* [...] *d'un montant de 118 600 francs. Il n'y a eu aucune prestation de Urba-Technic dans le cadre de ce contrat »*. *« Il s'agit bien d'une fausse facture (...). Je dirais qu'il s'agit d'une « taxation » d'un parti politique »*. M. Emin cite aussi un dossier *« Precobat »*, société *« vivement conseillée par les mairies qui partagent la sensibilité politique de ce bureau d'études »*. Il mentionne un certain Jean-Claude Paulin *qui aurait réclamé en vain* 100 000 francs en espèces pour faciliter le passage d'un dossier du GRC en Commission départementale d'urbanisme commercial (CDUC).

L'affaire du GRC ressemble, ainsi, à celle instruite depuis fin 1987 à Nancy autour de la chaîne de magasins Cora : pour obtenir des autorisations d'implantations de grandes surfaces, promoteurs et commerçants sont soumis – à moins qu'ils ne les sollicitent – aux demandes de certains membres des commissions concernées. Reste qu'au bout du compte, tous ces dossiers ont un point commun : l'absence – ou la moins grande présence – du RPR. Les gaullistes seraient-ils plus professionnels, ou plus discrets ?

G. M. et E. P.

Des conseils pour résister aux interrogatoires de police

« Ne pas hésiter à dire qu'on est cardiaque »

PDG du Groupe recherche et construction (GRC-Emin), dynamique société lyonnaise qui se prévaut du métier de *« développeur »* – l'immobilier sous toutes ses formes et dans tout l'Hexagone, Mme Evelyne Emin se méfie de la police. C'est du moins ce qui ressort d'une note *« confidentielle »* qu'elle adressa, le 21 mars 1988, à son époux, M. Patrick Emin, directeur général de GRC-Emin, dont ils détiennent tous deux le capital. *« Objet : compte rendu d'entretien François Régis »* : tel est l'intitulé de ce document sur papier à en-tête saisi par la police en septembre 1988.

« François Régis » est en fait M. François-Régis Motte, directeur du développement du groupe Castorama. Le 4 mars 1988, il est inculpé de complicité d'abus de biens sociaux et de faux en écritures de commerce par M. Gilbert Thiel, juge d'instruction à Nancy, chargé d'un important dossier de fausses factures ayant pour enjeu l'attribution de grandes surfaces. Ecroué à la maison d'arrêt de Metz, M. Motte est remis en liberté six jours plus tard, le 10 mars. C'est alors qu'il rencontre Mme Emin, soucieuse de connaître les conditions de son interrogatoire par les policiers du SRPJ de Nancy. La note qu'elle rédige ensuite a pour but de tirer quelques leçons pour l'avenir...

« La durée du « placard » est de quarante-huit heures, sans aucune présence extérieure. Seul droit : faire venir un médecin. Ne pas hésiter à l'utiliser. » Après cette entrée en matière informative suivent diverses rubriques, aux intitulés en lettres majuscules. *« REFUS DE RÉPONDRE : En théorie, c'est possible. En fait, cela ne peut qu'indisposer. Il vaut mieux coopérer intelligemment, amadouer, mais ne pas dire n'importe quoi. TACTIQUE : Il faut tenir quarante-huit heures ; prétexter le mal de tête ; dire que l'on n'est plus en état de répondre et le faire consigner dans le procès-verbal ; ne pas dire tout pour en finir au plus vite ; refuser de signer avant d'avoir tout relu tranquillement ; donc demander un délai de repos de quelques heures pour pouvoir ensuite relire et signer ; mettre en avant systématiquement l'état de santé ; ne pas hésiter à dire qu'on est cardiaque et à le faire coucher dans le procès-verbal. »*

La rubrique *« QUE DIRE »* est plus sibylline : *« Maintenir l'objet mentionné en expliquant qu'il s'agit d'une technique de sous-traitance très pratique dans la mesure où il y a énormément de dossiers à brasser et aux quatre coins de la France. »* Mme Emin s'interroge également sur la prescription, le délit éventuel, et aussi... la loi d'amnistie. *Puis elle en vient à* des recommandations plus pratiques au cas où l'interrogatoire deviendrait plus serré. *« CONTRE-ATTAQUE : Menacer de déposer plainte pour extorsion de fonds. En fait, c'est un moyen volcanique. »* Mme Emin veut sans doute dire qu'il serait délicat de se retourner contre les bureaux d'études prélevant leurs pourcentages, sauf à se mettre à dos les partis politiques concernés. *« UTILISATION DE CERTAINS BUREAUX D'ÉTUDES MARQUÉS*, écrit-elle ensuite : En fait, ce sont de vrais bureaux d'études. On sait qu'ils sont marqués, mais ils peuvent être des ingénieurs compétents (...), Etablir qu'on a recours à des bureaux de diverses couleurs. QUE RÉ4PONDRE SI CERTAINS SONT CENSÉS AVOIR CRAQUÉ : Répondre qu'il s'agit d'adversaires habituels dans un tas d'affaires, qu'ils ont intérêt à porter des propos qui désavantagent. QUI INTERROGER : *« Ne pas laisser interroger n'importe qui. Faire remonter la responsabilité en haut. Les collaborateurs ne sont au courant de rien, ils payent sur visas supérieurs. »* Ultime conseil, qui concerne probablement le personnel de GRC-Emin : *« Brifer ponctuellement et individuellement : le ballon doit être renvoyé au-dessus. »*

Quand on lui demande de confirmer l'authenticité de ce document, Mme Emin, qui est une femme de tête, ne se démonte pas. Oui, elle en est l'auteur, sans nul doute. Bien peu civiques, ces conseils ne sont-ils pas un aveu ? Non, il ne faut y voir que les élémentaires précautions d'une profession injustement persécutée...

G. M. et E. P.

PARIS

Un nouveau plan de circulation pour la capitale

M. Chirac veut réduire le nombre des automobiles dans la capitale

Le maire de Paris devait présenter, lundi 9 octobre en fin de matinée, le plan de circulation pour la capitale, qu'il proposera mardi au conseil de Paris. Ce jour-là, le préfet de police annoncera, lui aussi, des mesures destinées à combattre la paralysie du trafic. Dans cette grande mobilisation, un fait nouveau : il est moins question de faciliter la vie des automobilistes que de les décourager de *prendre leur voiture*.

Pour la première fois depuis son entrée en fonction en 1977, le maire de Paris affiche un objectif qui marque un renversement de tendance. Il ne s'agit plus de loger les 110 000 voitures qui circulent, ou plus exactement tentent de circuler simultanément dans la capitale, et les 700 000 qui y stationnent. Il faut en maîtriser le nombre, stopper d'abord son accroissement, le réduire à terme.

La gageure est de taille. Les causes de l'asphyxie sont si nombreuses ! L'une d'elles suffit à illustrer la complexité du problème. Plus de la moitié (53 %) des emplois à Paris sont exercés par des non-Parisiens. Si *bien* qu'un million d'habitants de banlieue viennent quotidiennement travailler dans la capitale. De 6 heures à 21 heures les jours ouvrables, 1 350 000 véhicules entrent dans la ville, s'ajoutant aux 850 000 immatriculés à Paris.

Après deux années de décrue, en 1985 et en 1986, la marée automobile a de nouveau enflé. L'accroissement annuel, qui était de 1 % pendant dix ans, atteindrait 3 % ces *derniers temps. Vouloir* allonger seulement la voirie en créant de nouvelles voies reviendrait à prolonger une course toujours perdue.

Pour endiguer le flot montant des voitures particulières, M. Chirac devait proposer plusieurs mesures dont les premières visent au développement des transports en commun. Pour mémoire, la ligne A du RER, sursaturée, doit être doublée. Tout le monde en est d'accord. Les divergences subsistent entre les partisans de deux projets. Celui de la RATP, appelé Meteor, desservirait le 13e arrondissement, Bercy, l'est de Paris, les gares rive droite. Ensuite, éventuellement, la porte Maillot, par les Ternes.

L'autre projet, *Eole*, conçu par la SNCF, créerait une ligne comportant deux branches à l'est, et, dans la capitale, la liaison entre la gare de l'Est et la gare du Nord, La Villette et la gare Saint-Lazare.

Le gouvernement pourrait trancher cette semaine entre ces deux projets et un troisième, synthèse des deux premières (« Meteole »). M. Jacques Chirac devait répéter lundi ce qu'il n'a jamais caché : qu'aucune solution n'est à ses yeux *toute* noire ni toute blanche, mais que « Meteor » lui convient.

D'autres couloirs pour les autobus

Un « plus » pour les transports en commun, c'est aussi un coup de pouce donné aux autobus englués dans le trafic : ils plafonnent aux heures de pointe à 10 km à l'heure. *Cette fois*, le maire de Paris *fait* preuve d'audace. Il oublie toutes les mauvaises raisons qui l'empêchaient jusqu'alors d'accéder aux demandes de la RATP en faveur des couloirs réservés. Il en existe 115 kilomètres. Depuis dix ans, il *s'en est peu créé. Les commerçants* n'y sont pas favorables. Le maire passe outre, et annonce de nouveaux trajets en « site propre » qui pourraient être infranchissables par les autres véhicules (circulation à contresens, murets de séparation, etc.).

Stopper la croissance des flux des automobiles à usage individuel, c'est diminuer le besoin de la voiture comme mode de déplacement. Avec le plan qu'il présente mardi au conseil de Paris, M. Chirac espère dissuader, en rendant la vie plus difficile aux automobilistes. A New-York, il est pratiquement impossible de stationner. Ce sera désormais le cas sur certaines artères parisiennes.

Les 1 354 kilomètres de voierie seront classés selon une hiérarchie : grands axes ou dessertes. Sur les *premiers* (300 kilomètres) de même que sur les 35 kilomètres du boulevard périphérique, tout stationnement sera rigoureusement interdit. Le maire reprend ici une idée de M. Jean-Pierre Pierre-Bloch, son adjoint, qui, en 1986, avait, en vain, élaboré un plan de circulation imaginatif et précurseur. Cette mesure drastique supprimerait quelque 100 000 places de stationnement, qui sont actuellement pour moitié plus tolérées qu'autorisées.

Quant aux voies de desserte locale, elles seront toutes vouées au stationnement payant. Aucun centimètre carré des 5e, 7e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements n'échappera plus à l'horodateur. Le tarif sera relevé pour ne pas pénaliser le stationnement en parkings souterrains.

D'ailleurs, comme le maire de Paris ne veut pas renier totalement ses propos tenus pendant la campa*gne électorale, quand* il disait prudemment ne pas être adepte de mesures *« trop coercitives »*, de nouvelles places seront créées en sous-sol : 5 000 par an, confirme-t-il, comme il l'avait dit avant les élections.

La règle qui veut que tout logement et tout bureau neufs soient équipés de parkings, sera respectée, c'est promis. Et les stationnements « résidentiels » pour les habitants du quartier pourraient être favorisés.

De banlieue à banlieue

Pour retirer les automobiles de la rue, le projet de les dévier par le ventre de Paris n'est pas dépourvu de séduction. M. Jacques Chirac qualifie, après les études qu'il a commandées, de *« technologiquement possible »* la construction d'autoroutes souterraines. Sans vouloir encore donner le feu vert, le projet resterait soumis à un impératif : les voitures ne devraient pas pouvoir sortir dans Paris *intra muros*. Le réseau fonctionnerait de banlieue à banlieue, de Paris à banlieue, voire de la banlieue à la toute proche périphérie, mais non de la banlieue au cœur de Paris.

La capitale n'est pas seule impliquée dans une telle décision. Les maux qui l'affectent, ayant des origines dans toute l'agglomération parisienne, ne peuvent aussi trouver leur remède que dans une coopération régionale. M. Chirac le sait. Il se déclare prêt à toute concertation, à quelques mois de la publication d'un nouveau schéma *directeur* d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France.

Pour l'heure, ses propositions devraient rencontrer une large approbation, surtout s'il les complète par une plus grande hardiesse au bénéfice des piétons et des cyclistes. Et, comme le demande les socialistes, par l'augmentation du nombre des taxis (le préfet de police pourrait être chargé de l'annoncer), ainsi que par la création de parkings gratuits près des gares de banlieue.

Ce renversement des perspectives rencontre un consensus parmi les élus. Personne ne songe plus à privilégier l'auto, même si, de la droite à la gauche, personne ne veut non plus la chasser entièrement de Paris. Pas même l'élu des Verts, M. Jean-Louis Vidal, qui rappellera que *« c'est à de s'adapter à la ville, et non l'inverse. »*

Le débat au conseil de Paris, néanmoins, sera vif. La peur des électeurs conservateurs, des commerçants, des chauffeurs de taxi... Et l'épouvantail que M. Chirac tient bien en main devant le ministre de l'intérieur à travers son *représentant*, le préfet de police : le maire de Paris devait le souligner lundi, à la veille du débat. Il décèle dans *« l'émiettement des pouvoirs »* en matière de réglementation de la circulation à Paris, un mal décisif. Il affirme tenir à être, comme tous les maires de France, *« le seul décideur »*. Pour mettre fin à *« l'enchevêtrement des responsabilités »*, son équipe a une proposition de loi tendant à donner au premier magistrat de la capitale le pouvoir de réglementer la circulation. Son texte pourrait être bientôt déposé.

CHARLES VIAL

DÉFENSE

Soixante-dix inculpations dans une affaire de faux documents médicaux

Au terme d'une enquête menée depuis janvier 1987 par la brigade des recherches de Paris, soixante-dix personnes viennent d'être inculpées, selon les cas, de soustractions frauduleuses à des obligations nationales, tentatives, faux en écriture, usage, complicité et corruption, dans une affaire de trafic de documents médicaux destinés à obtenir une exemption du service militaire. Parmi elles, deux médecins accusés d'avoir établi des certificats de complaisance, MM. Joël Abbou, cinquante-neuf ans, et Henri Raffenne, soixante-trois ans, qui se sont vu interdire l'exercice de la médecine.

L'affaire a été découverte au mois de janvier 1987 lorsque deux jeunes gens ont été interpellés à Blois (Loir-et-Cher) en possession de faux certificats médicaux réalisés à partir de photocopies d'en-tête d'ordonnances reportées sur une feuille blanche ainsi que d'un dossier complet devant leur permettre d'échapper à leurs obligations militaires. Dans ces dossiers, vendus entre 10 000 F et 15 000 F, figuraient notamment de fausses « lettres de contestation d'aptitude » que les appelés adressaient aux centres de sélection des armées, après avoir été déclarés aptes au service militaire.

ÉDUCATION

Compromis à Creil

Pas de voile en classe

Au terme de deux jours de négociations, un accord a été trouvé, dimanche 9 octobre, entre le principal du collège Gabriel-Havez de Creil (Oise) et les familles des trois jeunes musulmanes qui refusaient d'ôter leur voile durant les cours *(le Monde* du 7 octobre). Les jeunes filles (deux Marocaines et une Tunisienne) pourront porter leur foulard dans les couloirs et la cour de récréation, mais devront le faire glisser sur leurs épaules dans les classes, comme elles le faisaient l'année précédente.

Le président de l'Association culturelle des Tunisiens de Creil a convaincu les collégiennes que cette concession, obtenue par la force, ne pouvait être considérée comme une atteinte à la religion musulmane. Ce compromis répond aux vœux de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, pour qui il faut *« concilier par le dialogue »* la laïcité et l'accueil de tous les élèves.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Deux mille manifestants à Agen pour le « désengagement nucléaire »

Quelque 2 000 opposants à la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne) ont manifesté, dimanche 8 octobre, dans les rues d'Agen à l'occasion d'un rassemblement européen pour le *« désengagement nucléaire »*. Précédés de cinq tracteurs appartenant à la Confédération paysanne, le cortège, conduit notamment par les députés verts au Parlement européen, Antoine Waechter et Didier Anger, s'est dispersé sur le pont traversant la Garonne, après avoir jeté une couronne mortuaire dédiée à la centrale. La veille, les participants avaient entendu de multiples exposés scientifiques et des discours politiques, notamment de Pierre Juquin et Bernard Ravanel, porte-parole de la Nouvelle Gauche.

L'enquête publique avant la mise en service de la première tranche de la centrale de Golfech va être lancée prochainement. Le président du conseil général du Lot-et-Garonne, Jean François-Poncet, demande en préalable qu'EDF fore des captages souterrains pour compenser les prises d'eau dans la Garonne, très basse après la sécheresse.

Un écolo venu d'ailleurs

AGEN

de notre envoyé spécial

L'organisateur de la coordination anti-nucléaire de Golfech, Régis Sauvanet, représente un mystère pour les Agenais. *« Ingénieur autodidacte »* de trente-quatre ans aux allures de Woody Allen, il n'habite en effet la ville que depuis trois mois. Lorsqu'il a entendu les échos de l'escalade de la tour de refroidissement de Golfech, en juin dernier, son sang d'écologiste s'est mis à bouillir. Il a laissé dans le Var son entreprise de produits de céramique et s'est installé à Agen, où son appartement est devenu le QG de la coordination « anti-Golfech ».

Comme M. Antoine Waetcher, il s'est beaucoup battu, autrefois, lorsqu'il habitait Saint-Dizier (Haute-Marne), pour la défense des blaireaux et des oiseaux. Son frère, photographe animalier, sillonne la forêt amazonienne pour plaider la cause animale. Mais, à la différence de M. Waetcher, il n'appartient à aucun parti et ne vote même pas vert. *« Je n'ai voté qu'une fois dans ma vie : au second tour des présidentielles de 1981. J'espérais que M. Mitterrand nous débarrasserait du nucléaire... »*

Il regrette que les Verts soient devenus un parti. *« Ils se coupent du monde associatif et de beaucoup de gens. Il faut avoir toutes les opinions représentées pour gagner un combat ».*

Cependant, grâce au réseau TOES, qui a organisé le contre-sommet économique en juillet dernier, Régis Sauvanet s'est constitué un carnet d'adresses et a pu mobiliser beaucoup de monde pour son rassemblement européen, y compris les Verts qui ont un peu traîné les pieds. Certains s'étonnent qu'il ait pu réunir en si peu de temps l'argent nécessaire au rassemblement d'Agen. *« Ça nous a coûté soixante-quinze mille francs. C'est bien le diable si, avec nos quatre mille entrées, nous ne rentrons pas dans nos frais »*, explique-t-il.

Beaucoup, en tout cas, admirent son entregent et ses liens avec toute l'Europe. Il s'est en effet démené pour diffuser l'appel de l'écrivain Gilles Perrault en faveur d'un désengagement nucléaire (deux cent cinquante mille pétitions et trente mille affiches diffusées en France, autant à l'étranger). Avec leurs voitures, lui et ses camarades ont eux-mêmes *livré les affiches en Espagne*, en Allemagne et en Angleterre. Au risque de paraître privilégier l'Europe au détriment du terrain local. *« Ils ont envoyé dix mille affiches en Espagne, mais nous, à Toulouse, on n'en a eu que 250 »*, se plaint un « codéputé » Vert. Régis Sauvanet admet toutes les critiques sans une once d'agacement. L'écologie chez lui commence par la sérénité.

ROGER CANS

Une réunion internationale à Lausanne

Cent trois Etats au secours de l'éléphant

BERNE

de notre correspondant

Le sort des éléphants sera au centre des débats de la septième réunion de la Convention sur le commerce international des espèces menacées (CITES) ouverte, lundi 9 octobre, à Lausanne par le prince Bernhard des Pays-Bas.

Les travaux de cette conférence, qui se poursuivra jusqu'au 20 octobre, en présence de quelque huit cents délégués de cent trois pays membres, s'annoncent animés entre partisans et adversaires de l'interdiction complète du commerce de l'ivoire.

Un avant-goût de cette polémique avait été donné dimanche lors d'une manifestation de *« solidarité avec les pachydermes »* organisée par l'écologiste suisse Franz Weber. S'adressant à deux cents personnes rassemblées sur une place de Lausanne, l'orateur a reproché avec véhémence à *« chaque acheteur d'objets en ivoire de tirer virtuellement une balle entre les yeux d'un éléphant »*. M. Weber a notamment pris à partie le Japon, l'un des plus gros importateurs d'ivoire avec Hongkong, l'accusant d'exercer des pressions sur les délégués de la conférence pour empêcher un vote favorable aux éléphants.

Si les positions peuvent diverger quant au remède à apporter, presque tout le monde s'accorde sur l'urgence de sauver les derniers pachydermes menacés d'extinction par le braconnage. Selon les spécialistes, la population des éléphants d'Afrique est passée de 1,3 million à 625 000 au cours des dix dernières années. Chaque année 70 000 bêtes sont abattues pour alimenter le commerce de l'ivoire. A ce rythme il n'y aura plus d'éléphants sur le continent noir dans trente ans.

Ces sombres perspectives ont provoqué une prise de conscience à travers le monde de la nécessité d'arrêter le massacre. Ces derniers mois, les pays de la CEE, de même que les Etats-Unis, l'Australie et le Canada ont interdit les importations d'ivoire tandis que plusieurs Etats africains (Kenya, Tanzanie, Gambie, Somalie, Tchad, Guinée) interdisaient tout commerce et interrompaient leurs exportations.

D'autres pays africains (Zimbabwe, Botswana, Afrique du Sud, Zambie, Mozambique) s'opposent cependant à une interdiction totale, préférant s'en tenir à un commerce international limité et contrôlé. Invoquant la bonne gestion de leurs troupeaux d'éléphants, ils font valoir qu'ils pourraient difficilement renoncer aux revenus qu'ils leur procurent. Cet avis semble aussi partagé par le secrétariat de la CITES, qui suggère de renforcer la surveillance plutôt que de supprimer une source de revenus appréciable pour certains paysans. Le prix actuel d'un kilo d'ivoire, qui est de 250 dollars, correspondrait au revenu annuel moyen par habitant de divers pays. Les écologistes soupçonnent la CITES de chercher un compromis pour garantir ses propres revenus, assurés en partie par des marchands d'ivoire.

JEAN-CLAUDE BUHRER

« Cent mille immigrés de plus chaque année »

Suite de la première page

L'Office, surchargé, ne peut répondre qu'après un long délai, encore augmenté par les facilités de recours. En cas de refus, peut-on renvoyer chez lui un demandeur d'asile trois ans après son arrivée en France ? Nous transformons donc chaque année plusieurs dizaines de milliers de « refusés à l'asile » en clandestins officiels !

– *Qu'en est-il des vrais clandestins ?*

– On peut évaluer leur nombre à 30 000 par an, chiffre bien inférieur aux fantasmes lepénistes, mais important quand même. La plupart ont d'ailleurs des visas de tourisme, et ne repartent pas après les trois mois réglementaires.

– *Les clandestins ne sont-ils pas, par définition, impossibles à chiffrer ?*

– Non, car chez nous ils finissent souvent par être « régularisés ». Les clandestins travailleurs et pacifiques (l'immense majorité) trouvent après quelques années de séjour de multiples appuis. Les interventions en leur faveur sont nombreuses et viennent de tous les bords, y compris de l'extrême droite : la xénophobie est oubliée dès lors qu'il s'agit de procurer un titre de séjour à sa femme de ménage philippine ou bien à l'avant-centre algérien ou camerounais de l'équipe de football municipale.

– *120 000 officiels ; 30 000 clandestins : cela fait 150 000...*

– Il en faut soustraire les départs de France. Mais la procédure de « retour au pays », subventionnée par l'Etat et les entreprises, pour séduisante qu'elle soit et utile aux pays d'origine, n'est utilisée que par quelques milliers d'immigrés par an (3 500 en 1988). On peut donc estimer que la France compte cent mille immigrés de plus chaque année.

« Peut-être des quotas »

– *La France peut-elle se permettre d'accueillir 100 000 personnes par an ?*

– Ce n'est pas énorme. Cela représente le tiers des immigrés annuels d'avant 1974 et le quart des arrivées en Allemagne fédérale cette année. Contrairement aux clichés répandus, l'immigration aujourd'hui n'est plus seulement une immigration de pauvres. Beaucoup d'arrivants sont des bourgeois ou des cadres. De toute façon, il n'est plus raisonnable de tenir le discours en usage depuis 1974, « intégration des immigrés présents. Plus de nouveaux arrivants ». Un de mes prédécesseurs à la présidence de l'OMI, Gérard Fuchs, a écrit un livre sur les immigrés, intitulé *Ils resteront*. Je dirais volontiers *« ils arrivent toujours »*.

– *N'êtes-vous pas en train de reprendre le discours de M. Pasqua sur l'immigration ?*

– Le discours de M. Pasqua, qui accuse les socialistes de laxisme, me semble purement démagogique. C'est alors qu'il était ministre de l'intérieur que la pression migratoire a commencé à remonter, et il n'a pas expulsé davantage de clandestins que son prédécesseur et successeur, M. Joxe. Le coup des « 101 Maliens » était purement médiatique. D'ailleurs, l'expulsion est difficile à mettre en œuvre. On en compte 8 000 par an. Imagine-t-on des centaines de milliers d'expulsions ?

– *On ne peut tout de même pas renoncer au contrôle des frontières...*

– L'immigration est un sujet symbolique, lourd de fantasmes et de mauvaise foi. Certains veulent laisser entrer tout le monde, d'autres rêvent de construire un mur autour de la France (et de l'Europe). Je pense que nous devrions renoncer sur un sujet si grave aux discours démagogiques de gauche ou de droite : d'un côté, « l'immigré a toujours raison » ; de l'autre, les frontières doivent être fermées ». L'État a le droit et le devoir de contrôler l'immigration, mais les frontières de la France, carrefour de l'Europe, ne peuvent être fermées. Même M. Le Pen ne pourrait le faire ! Ce qu'il faut, c'est réduire la clandestinité. La clandestinité est mauvaise pour les immigrés qu'elle maintient en marge et pour l'Etat qui ne contrôle plus rien. Or les déclarations exagérément répressives ne font que l'augmenter.

– *Que proposez-vous ?*

– Le bon sens conduirait à légaliser une certaine immigration selon les besoins de l'économie française, peut-être des quotas annuels comme aux Etats-Unis. En contrepartie, il faudrait vraiment réprimer le travail immigré clandestin. Mais en ce domaine le mieux est l'ennemi du bien. Par exemple, l'amende de première infraction pour l'employeur d'étrangers clandestins est de 30 000 F. Mais cette amende est rarement recouvrée parce que les inspecteurs ont peur de « couler » les entreprises fautives. Il vaudrait mieux que cette amende soit de 5 000 F mais réellement perçue, quitte à ce que l'on soit impitoyable avec les récidivistes.

– *Et au-delà de cette répression du travail clandestin ?*

– En contrepartie de la reconnaissance d'un certain flux migratoire, il ne faudrait plus tolérer le détournement de procédure, et d'abord celui de l'asile politique. L'asile politique est une tradition trop noble de la France, un droit de l'homme trop sérieux pour être dévoyé. Il faudrait aussi être plus rigoureux pour l'admission des étudiants étrangers dans les universités françaises. A l'inverse, il faudrait pratiquer une grande politique de naturalisation. Actuellement nos procédures sont décourageantes. Cela impliquerait évidemment que nous soyions fiers de la citoyenneté française.

– *La France a déjà une politique d'acquisition de la nationalité beaucoup plus libérale que celle de l'Allemagne fédérale par exemple. Peut-elle accentuer cette différence alors que les frontières de la Communauté seront ouvertes à partir de 1993 ?*

– Il est vrai que notre conception de la nationalité est différente de celle des Allemands. Ils ont une conception plutôt ethnique de la citoyenneté ; la nôtre est juridique et laïque. Sur ce point, nous sommes en avance. Il faudra défendre cette conception. Et qu'on ne rêve pas pour les immigrés à une nationalité « européenne » sans passage par une citoyenneté de base. L'Europe est un avenir, ce n'est pas encore une patrie, ni au sens affectif ni au sens juridique du terme.

– *L'immigration peut-elle compenser la baisse de la natalité française, un peu à la manière de l'Allemagne de l'Ouest qui compte sur les réfugiés de l'Est pour combler le déficit de ses naissances ?*

– Le cas de l'Allemagne est particulier : ce sont tous des Allemands... L'immigration ne peut se substituer à la natalité. Ce sont les enfants indigènes qui intègrent les enfants étrangers. Un trop petit nombre d'enfants français dans les écoles empêcherait ce processus d'intégration. La France a vocation à l'ouverture. Elle a une longue tradition d'assimilation des immigrés. Mais pour qu'elle reste ouverte, il lui faut une natalité raisonnable. Les années de grande immigration, de 1945 à 1974, ont d'ailleurs été aussi des années de grande natalité.

– *Qu'appelez-vous une natalité raisonnable ?*

– Le remplacement des générations, qui n'est plus assuré depuis 1974. Ne faisons pas de catastrophisme à ce sujet : nous sommes en meilleure position que nos voisins européens ; il serait facile de mieux utiliser les capacités des plus de cinquante ans. Nous avons dix ans devant nous pour réagir (à cause de la bonne natalité de la période 1945-1974). Mais il faut le dire avec force : aucune société dans aucun système concevable ne peut renoncer à remplacer les générations. Autrement, c'est la non-transmission de la mémoire et le déséquilibre des systèmes sociaux.

– *Sur quels principent pourrait se fonder une relance de la natalité ?*

– La politique de la famille inaugurée en 1945 a été une bonne politique : mais les mœurs ont changé. En 1945, les femmes étaient au foyer : aujourd'hui, elles sont à la fois au travail et maîtresses de leur fécondité. Toute politique démographique moderne doit donc prendre en compte le travail de la femme. Pour favoriser la venue des enfants, il faut intégrer le temps des grossesses dans la carrière féminine. Une femme ne devrait être pénalisée en rien par le fait d'avoir des enfants. Ce serait une véritable révolution pour les entreprises et pour notre société moderne. »

Propos recueillis par **ROBERT SOLÉ**

□ **Les conteneurs d'uranium interdits de séjour à Istres.** – Lors d'une audience au tribunal administratif de Marseille, vendredi 6 octobre, le commissaire du gouvernement a donné raison aux écologistes qui s'opposaient à l'entreposage, entre Istres et Miramas (Bouches-du-Rhône), de conteneurs de sesquioxyde d'uranium appartenant à la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA). Les Verts s'étaient couchés à plusieurs reprises sur la voie ferrée depuis le 28 septembre pour empêcher *l'arrivée des conteneurs.*

Une action de recouvrement lancée en moins de 24 heures vous évitera de vous laisser envahir par l'inquiétude.

SAATCHI & SAATCHI ADVERTISING

Pour lutter contre les impayés, SCRL, leader français du recouvrement, met à votre disposition les moyens les plus efficaces.
Grâce à son réseau de 19 directions régionales sur tout le territoire, une action est engagée dans les 24 heures avec l'efficacité de spécialistes en contact direct avec votre débiteur.
De plus, pour la prise en charge de vos demandes et le suivi de vos dossiers, vous disposez désormais de la rapidité du service minitel SCRL. Pour en savoir plus sur votre direction régionale, tapez 3614 SCRL ou contactez-nous : SCRL, 5 quai Jayr, BP 9063, 69255 LYON Cedex 09. Tél. : 72.20.10.00 (Province) ou 40.11.25.25 (Paris).

Pour que vos affaires restent des affaires.

SPORTS

BOXE : championnat IBF des super-coq

La longue quête de Bénichou

Dernier des trois champions du monde de boxe français couronnés au début de l'année encore en possession de son titre, Fabrice Bénichou a défendu victorieusement, pour la seconde fois, le titre IBF des super-coq : il a battu aux points en douze reprises, samedi 7 octobre, à Bordeaux, le Portoricain Ramon Cruz. Une étape indispensable pour l'unification du titre (WBA, WBC, WBO), c'est-à-dire la véritable consécration.

Début 1989, Rufino Angulo était un boxeur en colère. Le monde des rings était *« pourri »*, disait-il à qui voulait l'entendre. Ce révolté de trente-deux ans avait pourtant eu plus que sa part de chance. Avec un palmarès des plus modestes (29 victoires, 3 nuls et 11 défaites), il avait néanmoins pu disputer deux championnats du monde. Etait-il alors simplement en rogne contre lui-même parce qu'il avait été insignifiant dans le premier de ces championnats contre Virgil Hill et mis KO dans le second par « Prince » Charles Williams ?

En tout cas, dix mois après avoir vilipendé un *« système anarchique »*, Rufino Angulo se retrouvait dans le costume du promoteur, avec les frères Acariès en guise de caution : pour 100 000 dollars, il avait en effet obtenu l'organisation du championnat du monde version IBF, qui devait mettre aux prises, samedi soir 7 octobre, pour huit cents spectateurs bordelais et pour les abonnés de Canal Plus, le Français tenant du titre des super-coq (poids compris entre 53,524 et 55,338 kilos), Fabrice Bénichou, à son challenger officiel, le Portoricain Ramon Cruz.

Ramon Cruz l'inconnu

Le nouveau « match-maker » girondin, qui traite des affaires au Madison, un piano-bar du cours d'Albert, a-t-il en l'occurrence de bonnes raisons d'avoir un autre point de vue que l'ancien boxeur, qui était ouvrier carreleur aux entreprises Mothes ? L'anarchie qui préside au système était pourtant à son comble pour la mise sur pied de ce championnat du monde.

La désignation du Portoricain comme adversaire du Français a été en soi un « poème ». Voilà, en effet, un petit bonhomme classé depuis bientôt un an numéro un de sa catégorie par l'IBF, c'est-à-dire postulant direct au titre mondial, dont on ne trouvait pas la moindre trace dans les annuaires pugilistiques disponibles en Europe, bien qu'il ait été champion des Etats-Unis (1986) et d'Amérique centrale 1989). Son palmarès faisait état à son arrivée en Gironde de 19 combats professionnels dont 16 victoires. Son homme d'affaires, Raul Marques, en ajoutait pourtant deux autres *« oubliés par la commission de boxe de son pays »*.

Ramon Cruz pouvait donc lancer aux rares journalistes venus l'interviewer : *« J'espère que l'arbitre sait compter jusqu'à dix parce que sinon je vais le tuer, Bénichou »*, il n'était pas pris au sérieux pour autant. Il y avait pour cela des indices révélateurs. Le promoteur du combat, ex-déçu des rings, Rufino Angulo, n'avait pas déroulé le tapis rouge pour le challenger de son combat : personne à l'arrivée de l'avion pour accueillir le Portoricain, pas de salle d'entraînement à sa disposition, des formalités médicales interminables...

Les seuls éléments à peu près avérés du « dossier Cruz » étaient ceux de son état civil : il est né le 5 juin 1967 à Ponce, dans une famille de dix enfants ; il a commencé à boxer à treize ans et il a signé une licence professionnelle à seize ; il est marié et père de deux enfants ; en dehors des rings, il exerce la profession de boulanger. Bref, ce Portoricain avait un diamant dans le lobe de l'oreille gauche mais il mettait les gants de 8 onces (350 grammes) pour nourrir les siens.

Au total c'était un nouveau championnat du monde consternant qui était proposé avec le plus provocant des pugilistes français. Car dans ce « paysage » bordelais croquignolet, le dernier des trois champions du monde hexagonaux du printemps encore en possession de son titre à l'automne, Fabrice Bénichou, avait bien sûr une place de choix. Un personnage de bande dessinée, façon Liberatore, qui ne peut pas laisser indifférent, ce fils d'un magicien et d'une danseuse qui est né à Madrid, qui a grandi dans les roulottes de cirques en tournée à travers l'Europe et l'Amérique centrale et qui rêve de conquérir le monde avec ses poings, autrement, dit être un autre Cerdan.

Ces seize derniers mois, il s'était signalé autant par ses extravagances que par ses performances. Munificent, il avait fait étape dans la suite d'un palace de Las Vegas (Nevada) ; belliqueux, il s'était installé dans les quartiers chauds de Belfast en Irlande du Nord ; écolo enfin, il s'était « retiré » fin 1988 à Comps-La-Grand-Ville, un petit village des environs de Rodez (Aveyron) où une vieille grange sans électricité est devenue son gymnase. Il avait cultivé, tout ce temps, un style after-punk dont la dernière manifestation a été un « toit de chaume », houppette jaune paille au-dessus d'une étoile de David sculptée aux ciseaux sur la nuque.

Le dernier des trois

Trop bateleur pour être pris au sérieux, Bénichou ? Le 10 mars dernier, il avait tiré un des soixante-huit lots gagnants que distribue désormais la boxe professionnelle, le titre des super-coqs IBF, sans vraiment convaincre. La décision qui l'avait donné vainqueur face au Vénézuélien José Sanabria était controversée. Et surtout la France pugilistique avait mal compris comment, en l'espace de deux mois, elle avait pu hériter de trois champions du monde, alors qu'il avait fallu attendre trente ans un successeur à Alphonse Halimi.

Mais, tandis que René Jaquot allait être battu stupidement et que Taoufik Belbouli devait être destitué de son titre, Bénichou défendait une première fois sa ceinture mondiale le 10 juin à Frosinone (Italie) contre le Sud-Africain Fransie Badenhorst, KO à la cinquième reprise. Cela faisait-il du Français un champion à part entière ? Il ne possédait encore qu'un quart – et pas le plus gros – du titre mondial. Et Fabrice Bénichou a bien compris qu'il ne serait reconnu par ses pairs qu'en unifiant la couronne. Pour cela, il lui fallait d'abord monter une marche supplémentaire de l'équivoque escalier des difficultés, il lui fallait battre ce « fameux » Ramon Cruz.

Facile donc ? En d'autres circonstances, le combat aurait pu, sinon dû, l'être. Mais l'enjeu était trop important pour que Fabrice Bénichou n'en fût pas affecté. Pendant la petite heure qu'a duré le championnat, il a été contracté, brouillon, imprécis. Et il a encaissé quelques mauvais coups. En dessous de la ceinture à la troisième reprise. A la pommette sur un coup de tête au sixième round. A la mâchoire d'un uppercut trois reprises plus tard. Peu spectaculaire, Cruz était roublard et efficace, plus que prévu. Bénichou a été plusieurs fois en danger. Il y a échappé avec la hargne et la rage que lui donna la peur de perdre – de tout perdre – plus qu'avec une autorité naturelle. Mais il s'en est sorti, il a conservé pour la deuxième fois la ceinture IBF conquise sept mois auparavant.

Le système ! Pour la troisième fois, Fabrice Bénichou en a donc été le bénéficiaire. En attendant les vrais rendez-vous, ceux de l'unification du titre, ceux de la catégorie supérieure. Pour une gloire plus authentique ?

ALAIN GIRAUDO

RALLYE-RAID : un entretien avec Ari Vatanen

« J'étais devenu paranoïaque »

A trois jours de l'arrivée du Rallye des pharaons, au Caire, prévue mercredi 11 octobre, le Finlandais Ari Vatanen (Peugeot 405 grand raid), vainqueur des deux précédentes éditions fait le point sur sa carrière alors que Peugeot s'apprête à abandonner les raids tout terrain après le prochain Paris-Dakar.

HURGADA

de notre envoyé spécial

« Vous vous êtes d'abord illustré dans les rallyes classiques en remportant le titre mondial 1981, avant de devenir le premier pilote de la 205 turbo 16 jusqu'à votre grave accident en Argentine en 1985 (1). Cette année, vous venez de retrouver un volant dans cette discipline chez Mitsubishi. Pourquoi êtes-vous aux Pharaons alors que le rallye de San-Remo a commencé le 8 octobre. ?

– Depuis mon accident, j'ai eu le privilège de découvrir d'autres types de courses comme les raids tout terrain, le Dakar ou les courses de côte comme Pike's Peak (Colorado). Pour le pilote comme pour l'homme, ce sont des expériences très différentes et enrichissantes. Le programme-rallye de Mitsubishi ne fait que commencer. Je dispute quatre courses cette année (Monte-Carlo, Acropole, Mille-Lacs et RAC de Grande-Bretagne). J'étais donc libre, et comme j'aime beaucoup les Pharaons, je suis là avec Peugeot.

– Que recherchez-vous dans les rallyes classiques et dans les raids tout terrain ?

– Dans les rallyes classiques, on recherche seulement la vitesse et la performance maximales. C'est un plaisir égoïste de coureur, comme en formule 1. Dans les raids tout terrain, la vitesse n'est par primordiale. L'important, c'est de parvenir à une bonne vitesse moyenne. Les dons ne suffisent pas, il faut faire appel à sa tête, choisir une tactique pour éliminer au maximum le hasard, et il faut encore bénéficier d'une bonne voiture pour passer au mieux les bosses et les trous. De plus, on évolue dans une nature *a priori* hostile, mais tellement magnifique.

– Vous semblez vous jouer des bosses et des trous qui posent tant de problèmes à vos adversaires. Avez-vous une technique particulière ?

– Le danger avec une voiture à moteur arrière transversal comme la 405 grand raid, c'est qu'elle a tendance à piquer du nez en retombant après une bosse. C'est comme ça que j'ai eu mon accident en Argentine, tout commme Shektar Metha aux Pharaons il y a deux ans et Michelle Mouton l'an dernier.

» Avant une bosse, je freine légèrement avec mon pied gauche, tout en gardant de l'accélération avec le droit. Ça stabilise la voiture en l'air. Je réaccélère dès que la voiture touche le sol. Pour aborder un trou, il faut freiner plus tôt puis relâcher avant de plonger pour que la voiture ne pique pas trop. Je réaccélère lorsque la voiture « s'écrase » dans le trou.

– Avez-vous toujours autant envie de courir le Dakar après les polémiques qui ont accompagné le vol de votre 405 en 1988 et la victoire jouée à pile ou face entre Jacky Ickx et vous cette année ?

– Bien sûr. Quand on m'a volé la voiture, beaucoup de gens ont pensé que j'étais déçu de laisser échapper la victoire, mais j'étais surtout déçu d'avoir été disqualifié. Cette décision n'était pas conforme à l'esprit du Dakar. Le pile ou face était difficile à comprendre pour le public, qui souhaite voir les pilotes rivaliser entre eux, mais j'ai très bien admis la décision de Jean Todt, qui devait d'abord préserver l'intérêt de Peugeot.

– Pour un pilote de rallye, formé à l'école de la rigueur et de la précision, l'improvisation et la chance indispensables pour gagner le Dakar ne vous gênent-elles pas ?

– Avant mon accident, j'étais un pilote de rallye avec des œillères, qui ne regardait que son livre de route... Depuis, j'ai beaucoup changé. J'ai compris que la vie était un formidable cadeau. J'ai de plus en plus envie de découvrir le monde et les gens. J'ai appris à oublier très vite tout ce qui pourrait me contrarier.

– Après votre accident, vous avez vécu près d'un an persuadé que vous aviez attrapé le sida par transfusion sanguine. Ça a été la plus dure épreuve de votre vie ?

– Certainement. Beaucoup plus que les souffrances liées aux blessures. Pendant neuf mois, je suis devenu complètement paranoïaque. Ça a commencé à ma sortie de l'hôpital, où j'avais perdu vingt kilos. J'étais d'abord persuadé d'avoir un cancer à cause des radiations reçues lors des innombrables examens. Ma conviction était renforcée par les ganglions apparus sur mon larynx à la suite des intubations. Il a fallu m'opérer et j'étais persuadé que c'était pour un cancer du larynx.

» Ensuite, j'ai lu qu'un motard était mort du sida après une transfusion en Afrique. J'étais sûr que, dans les litres de sang qu'on m'avait transfus,é à Cordoba, il devait bien y en avoir d'un drogué venu vendre son sang. Je n'arrêtais pas de me regarder dans les glaces. Mon amaigrissement, la couleur de ma langue, mon teint verdâtre, mes intestins perturbés par les médicaments : tous les symptômes du sida étaient bien réunis. J'essuyais tout derrière moi pour ne pas le faire attraper à ma famille. Et je trouvais que tout le monde me regardait bizarrement. Je refusais de croire les résultats des trois tests anti-sida que j'avais effectué, car je pensais que tout le monde me mentait. La vie était devenue un enfer pour mes proches. Depuis, des médecins m'ont expliqué que la chimie de mon cerveau devait avoir été perturbée par mon accident pour aboutir à une aussi grave dépression. »

Propos recueillis par
GERARD ALBOUY.

(1) Dans cet accident, Ari Vatanen avait eu une vertèbre cervicale fracturée, la cage thoracique enfoncée avec huit côtes brisées et des vertèbres lombaires touchées. Il souffrait de graves problèmes respiratoires et avait eu deux arrêts cardiaques durant son transfert à l'hôpital.

Les résultats

BASKET-BALL

Championnat de France (messieurs)

Nationale I A

(Cinquième journée aller)

*Racing Paris b. Caen	95-92
Villeurbanne b. *Tours	69-59
*Limoges b. Avignon	121-81
*Cholet b. Lorient	93-81
*Monaco b. Reims	90-76
Roanne b. *Montpellier	98-97
*Nantes b. Gravelines	100-99
Antibes b. *Saint-Quentin	57-56
Mulhouse b. *Orthez	89-81

Classement. – 1. Limoges, Mulhouse et Antibes, 10 pts ; 4. Orthez, Cholet et Nantes, 9 ; 7. Monaco et Villeurbanne, 8 ; 9. Racing-Paris, Saint-Quentin, Roanne et Avignon, 7 ; 13. Montpellier, Reims, Caen et Lorient, 6 ; 17. Gravelines et Tours, 5.

FOOTBALL

Qualification pour la Coupe du monde

Le Costa-Rica s'est qualifié pour la phase finale de la Coupe du monde de football qui aura lieu en Italie en juin-juillet 1990. Les Costa-Ricains, en tête du groupe de la zone Concacaf (Amérique du Nord, centrale et Caraïbes), sont assurés de terminer à l'une des deux premières places qualificatives à la suite du match nul entre le Guatemala et les Etats-Unis (0-0) dimanche 8 octobre. L'autre billet pour le « Mondiale » se jouera entre les Etats-Unis et Trinidad-et-Tobago. En Afrique, le Cameroun, victorieux de la Tunisie (2-0), et l'Egypte, qui a tenu l'Algérie en échec à Constantine (0-0), ont pris une sérieuse option sur la qualification avant les matches retour. En Europe, la RDA, qui a dominé l'URSS (2-1) et la Suède, victorieuse de l'Albanie (3-1), conservent leurs chances.

Championnat de France

Deuxième division

Groupe A

En match en retard de la treizième journée, disputé samedi 7 octobre, Annecy a battu Avignon 3-2. Le club savoyard occupe désormais la treizième place, avec 11 points, Avignon est huitième avec 15 points.

SPORTS ÉQUESTRES

Championnat de France de saut d'obstacles

Hervé Godignon, le cavalier de La Belletière Moët, est devenu pour la troisième fois champion de France de saut d'obstacles, dimanche 8 octobre à Fontainebleau (Seine-et-Marne). Il a devancé Jean-Charles Gayat sur *Lord de Miral* et Roger-Yves Bost sur *Norton de Rhuys*.

SQUASH

Championnats du monde à Kuala-Lumpur (Malaisie)

Le Pakistanais Jansher Khan a triomphé, samedi 7 octobre à Kuala-Lumpur, de l'Australien Chris Dittmar en cinq sets, lors de la finale des championnats du monde de squash. Jansher Khan retrouve la couronne qu'il avait perdue l'an dernier au bénéfice de son compatriote Jahangir Khan.

HIPPISME : Grand Prix de l'Arc de triomphe

« Caroll House », l'européen

Considéré comme le championnat du monde des pur-sang, le Prix de l'Arc de triomphe 1989 a été gagné, le 8 octobre à Longchamp, par *Carroll House*, qui a failli être déclassé pour avoir « serré » Behera, la jument du principal sponsor de l'épreuve.

C'est un grand voyageur qui a enlevé, dimanche 8 octobre à Longchamp, l'édition 1989 de l'Arc de triomphe, considéré à juste titre comme le championnat du monde classique des pur-sang. Le vainqueur, *Caroll House*, âgé de quatre ans, a parcouru beaucoup de kilomètres en trois années de compétition, non seulement sur les pistes, ce qui est son métier, mais aussi, fait plus rare, en se produisant de façon itinérante en Allemagne, en Italie, en Angleterre, en Irlande et en France. Sans y remporter de victoire sensationnelle, il avait ainsi déjà engrangé plus de 2,6 millions de francs, auxquels sont venus s'ajouter, dimanche, 5 millions.

A la force du jarret, il a acquis certainement l'endurance, la maniabilité, la régularité, l'habitude de la lutte, qualités qui lui ont permis de faire la différence et de s'imposer à ce niveau contre meilleur que lui le cas échéant.

Contrairement à beaucoup d'autres épreuves, où, malheureusement, tout se joue sur le simple démarrage, l'Arc impose de parcourir 2400 mètres à un rythme régulier en 2 minutes 30 à plein galop. Sans temps mort, sans reprendre son souffle ni avaler sa langue. Ce qui requiert à la fois la vitesse d'un sprinter et la tenue d'un coureur de fond.

Carroll House n'était pas favori, pourtant, il a finalement dominé tous ceux qu'on lui opposait : l'athlétique *In the Wings*, de la redoutable écurie Al Maktoum, qui n'a jamais pu placer son démarrage; le petit provincial *Harvest Time*, parti à l'abordage avec témérité et panache; ou encore le Wildenstein Star Lift, qui faisait figure d'épouvantail à mi-parcours, mais cédait complètement et terminait dernier; enfin, la bonne pouliche *Young Mothers* portant les espoirs français malgré son nom et se classant seulement quatrième en ayant terminé fort mais trop tard.

Monté par un jockey irlandais très calme, Michael Kinane, *Carroll House* a attaqué dans les derniers deux cents mètres en force, pour dépasser *Saint Andrews*, qui avait pris la tête, et surtout son adversaire le plus redoutable du jour, la représentante de Son Altesse l'Aga Khan, *Behera*. En lui brûlant la politesse, il créa d'ailleurs un incident. Les chevaux, au moment de l'effort, doivent garder leur ligne et terminer droit. Or le fils de *Lord Gayle* et *Tuna*, un cocktail de sang américain et irlandais, avec également des origines français, a indiscutablement penché sur sa rivale, lui *« passant sous le nez »*.

Dès l'arrivée, les commissaires ouvraient une enquête. MM. Guerlain, du Breuil, Géliot, Bouchara étaient dans leurs petits souliers : dirigeants également de la Société d'encouragement organisatrice des courses, ils se trouvaient quelque peu juge et partie, puisque l'Arc de triomphe est largement commandité depuis deux ans par la chaîne Ciga Hôtels, dont le prince est propriétaire. En déclassant son rival, ils risquaient d'être accusés de favoritisme. Finalement, ils ont maintenu le verdict de la piste, jugeant « en leur âme et conscience » que la gêne n'avait pas été déterminante et qu'en tout état de cause *Behera* n'aurait pas pu revenir sur son challenger.

Le prince Aga Khan, très sportivement, ce qui n'est pas tellement courant dans ce milieu, a été le premier à s'en féliciter sinon à les féliciter. Les Anglais, supporters acharnés du gagnant entraîné chez eux, et beaucoup plus nombreux au bois de Boulogne que les turfistes français, n'ont pas mis le feu aux balances et ont pu continuer d'arroser largement l'événement.

Pourtant, *Carroll House* n'appartient pas à un propriétaire d'outre-Manche mais à M. Antonio Balzarini, citoyen suisse d'origine italienne, âgé de soixante ans. Electique PDG de la société IMCO (International Marketing Company), l'un des plus gros fabricants de casseroles dans le monde, il détient en outre des intérêts importants dans l'agroalimentaire et le vin près de Vérone. Parallèlement, il possède, en association avec l'un de ses fils, un hara, à Sienne et une écurie d'une quarantaine de chevaux dont les meilleurs sont envoyés à l'entraînement à New-Market, en Angleterre, chez M. Jarvis, responsable de la carrière fructueuse du héros du jour, acheté naguère 170 000 livres.

Lors de la conférence de presse qui suivait, M. Balzarini, qui a tenu l'estrade dans le meilleur style de la commedia dell'arte, a reproché aux journalistes de n'avoir pas su désigner dans leurs pronostics son cheval comme favori. Pour lui, à l'évidence, il ne pouvait être battu. Il était le meilleur. Ensuite, il a souhaité que le grand marché européen de 1992 supprime toutes les mesures protectionnistes en faveur des élevages nationaux. A ce moment-là, il fera courir davantage en France, prêt à relever tous les défis. Y compris ceux des puissants investisseurs des Emirats, grands battus de ce jour.

GUY DE LA BROSSE

D'UN SPORT A L'AUTRE

CYCLISME

Sean Kelly premier lauréat de la Coupe du monde

Officiellement, la première Coupe du monde de cyclisme ne se terminera que la semaine prochaine avec le Tour de Lombardie, mais le lauréat de l'édition 1989 a été connu dès samedi 7 octobre à l'arrivée de la classique Paris-Tours (283,5 kilomètres), remportée au sprint par le Néerlandais Jelle Nijdam : en se classant septième, l'Irlandais Sean Kelly s'assurait une avance de 44 points au classement général qui le mettait à l'abri d'un retour du Danois Sorrensen.

« Je donnerais dix victoires dans la Coupe du monde contre un maillot arc-en-ciel » (champion du monde), a déclaré le champion de trente-trois ans, qui venait pourtant d'entrer dans l'histoire du cyclisme. Les raisons de ce manque d'enthousiasme ? *« Le classement de la Fédération internationale des cyclistes professionnels (FICP) me semblerait plus juste pour définir le coureur le plus complet au monde si les résultats n'étaient pas comptabilisés sur deux ans. Je crois en fait que la bonne formule était le Super-Prestige. Ce classement, qui tenait compte des courses par étapes, parlait plus. Ce n'est pas le cas de la Coupe du monde, qui de plus privilégie les courses de fin de saison par rapport à celles du début dans le seul but de maintenir l'intérêt jusqu'au bout. Mais ce n'est pas très sérieux de comparer Paris-Roubaix et le Grand Prix de Zurich. Il faut améliorer la formule. »*

En clair, Sean Kelly ne cherchera pas à défendre son titre en 1990 : il tentera de briller dans les classiques du début de saison avant de disputer un des trois grands tours, sans encore savoir lequel.

FOOTBALL

Papin et Amoros forfait pour France-Ecosse

Les Marseillais Jean-Pierre Papin et Manuel Amoros ne participeront pas au match France-Ecosse comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde 1990, mercredi 11 octobre, à Paris. Les deux joueurs, blessés, ont dû déclarer forfait. Pour remplacer Papin, le sélectionneur Michel Platini a fait appel à l'attaquant du Paris-SG Daniel Bravo. Le Sochalien Franck Silvestre jouera à la place d'Amoros au poste d'arrière droit.

La venue à Paris de plusieurs milliers de supporters écossais pour ce match a conduit la Fédération française de football à prendre quelques dispositions spéciales en matière de sécurité et de vente des billets. La Fédération écossaise avait demandé et obtenu deux mille trois cents places mais de nombreux supporters (entre cinq et dix mille) ont l'intention d'acheter leurs places directement au Parc des Princes. Des guichets spéciaux leur seront réservés. Les Ecossais se conduisent généralement beaucoup mieux que leurs homologues anglais mais le stade parisien sera tout de même ceinturé par un double barrage policier.

هكذا من الأصل

CAP D'AIL

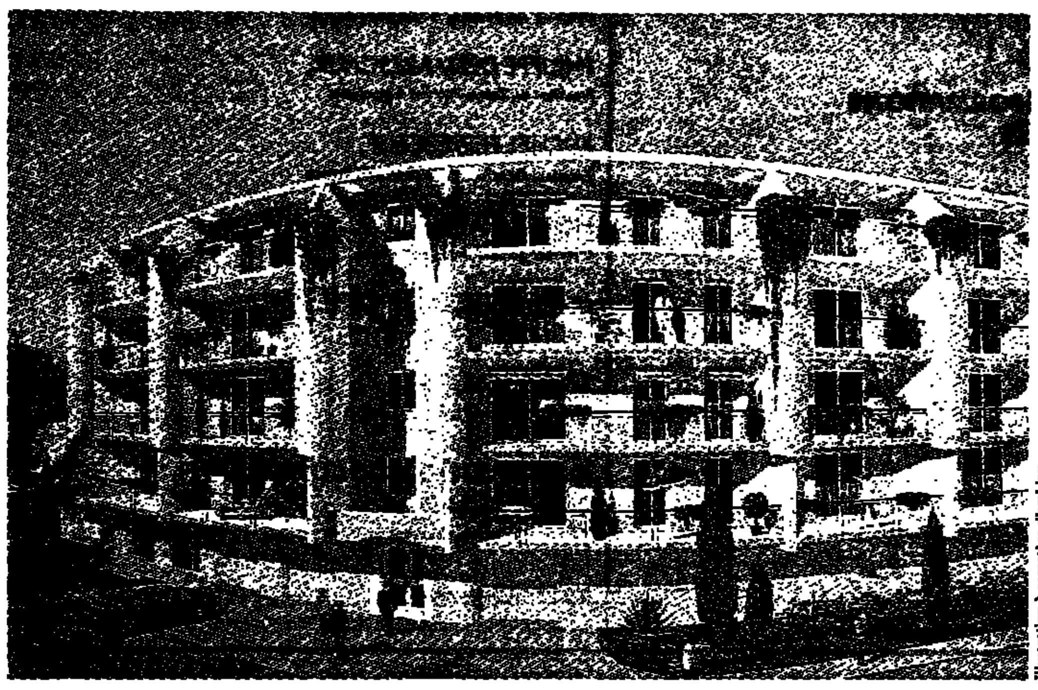


Illustration à caractère d'ambiance.

Villa San Marco : dans Cap d'Ail, à 200 mètres de Monaco, face à l'un des plus beaux panoramas de la Riviera, profitez d'une opportunité exceptionnelle : 26 appartements, du studio au 4 pièces duplex, offrant de vastes terrasses face à la mer.

Pour tous renseignements, prenez contact avec Promogim ou visitez notre bureau de vente ouvert tous les jours de 14 h à 19 h, sauf mercredi : 15, avenue Savorani, 06320 Cap d'Ail Tél. (16) 93 78 54 76

Promogim vous propose, dans les meilleurs sites des grandes villes de France, des immeubles résidentiels et des maisons en village bénéficiant d'un rapport qualité/prix exemplaire. Pour savoir où se situe la réalisation Promogim la plus proche de votre domicile, il vous suffit de nous téléphoner ou de nous envoyer votre carte.

PROMOGIM

L'IMMOBILIER RESIDENTIEL EN FRANCE

22, rue de Bellevue - 92100 BOULOGNE - Tél. (16.1) 48 25 46 25

ILE-DE-FRANCE. MARSEILLE. ANNECY. MONTPELLIER. DIJON. NICE. METZ
TOULOUSE. STRASBOURG. ROUEN. LILLE. LYON. BORDEAUX. NANCY

JOURNÉES

Le M

PROSPECTIVES

LYON

Les 18 et 19 octobre 1989

ESPACE TÊTE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne

Renseignements :
Paris 48 06 56 67
Lyon 78 37 91 19

COUPON ET RÈGLEMENT A ENVOYER A : JOURNÉES PROSPECTIVES "LE MONDE" 7, RUE DU PASTEUR-WAGNER 75011 PARIS

CAPITAL HUMAIN ET EFFICACITÉ INDUSTRIELLE

LES 2es JOURNÉES PROSPECTIVES DU JOURNAL "LE MONDE" S'OUVRENT LE 18 OCTOBRE PAR UNE RENCONTRE INTERNATIONALE DE HAUT NIVEAU. QUELS HOMMES POUR L'INDUSTRIE DANS L'EUROPE DE DEMAIN ? DES CHEFS D'ENTREPRISE ET DES PROFESSIONNELS DES RESSOURCES HUMAINES APPORTENT DES RÉPONSES CONCRÈTES.

■ 9 H 15 OUVERTURE :
MICHEL NOIR,
Depute, Maire de Lyon

ANDRÉ FONTAINE,
Directeur du journal "Le Monde"

INTRODUCTION

YVES LASFARGUE,
Directeur d'I.F.G. Technologies

■ 9 H 45 LES PROFILS ET LES FORMATIONS DES HOMMES DE L'INDUSTRIE
GUY AUBERT,
Directeur de l'École Normale Supérieure de Lyon

PIERRE FORGEAS,
Secrétaire général de Hewlett-Packard

GUY CARPIER,
Directeur de l'ICAM

JEAN-FRANÇOIS COLIN,
Directeur général adjoint, Relations Sociales et Affaires générales de la SNCF

BERNARD KASRIEL,
Administrateur-Directeur général de Lafarge-Coppée

JEAN-JACQUES PAYAN,
Directeur de la Recherche de Renault

Débats animés par des journalistes du "Monde"

■ 11 H 30 COMPÉTITIVITÉ DES HOMMES DE L'INDUSTRIE, UNE DYNAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT
PHILIPPE BERNOUX,
Sociologue au CNRS

GEORGES BOUVEROT,
Directeur des Affaires Sociales de RVI

CHRISTIAN BRIÈRE DE LA HOSSERAYE,
Directeur des Ressources Humaines de Bull

PHILIPPE DESMARESCAUX,
Président de Rhône-Poulenc Agrochimie

MICHEL FERREBŒUF,
Président-Directeur général de DEC France

HORST FRANK,
Directeur général de Bosch France

MARIA-TERESA SCHUTTE,
Fiat

SERGE TCHURUK,
Président-Directeur général d'Orkem

■ ALLOCUTION DE CLOTURE
ENRIQUE BARON
Président du Parlement européen

13 H déjeuner

nom ____________________
société ____________________
adresse ____________________
____
téléphone ____________________

souhaite recevoir des informations ☐
participe au colloque (600 F HT) 712 FTTC ☐
participe au colloque et au déjeuner (800 F HT) 949 FTTC ☐

●●

JOURNÉES

Le M

PROSPECTIVES

LYON

Les 18 et 19 octobre 1989

ESPACE TETE D'OR
103, bd de Stalingrad
69100 Lyon-Villeurbanne

Renseignements :
Paris 48065667
Lyon 78379119

CADRES, JEUNES DIPLOMES ET ETUDIANTS, MAITRISEZ VOTRE AVENIR, PARTICIPEZ AUX 2es JOURNEES PROSPECTIVES DU JOURNAL "LE MONDE"

DU MERCREDI 18 OCTOBRE 15 H AU JEUDI 19 OCTOBRE 20 H 30

LES TRIBUNES D'ENTREPRISES

BEFEC / PRICE WATERHOUSE
DIGITAL EQUIPMENT France
LAFARGE - COPPEE
RAYMOND POULAIN SYSTEMES
EGOR Ressources Humaines
SNECMA
ORKEM
RENAULT VEHICULES INDUSTRIELS
SNCF
RENAULT
FRANCE TELECOM
HEWLETT PACKARD
E.D.F.-G.D.F.

chacune de ces entreprises dispose d'une Tribune. Pendant deux heures, vous pourrez confronter votre ambition à leur stratégie de recrutement et de gestion des hommes.

LES PORTES DE L'ACTION

Des consultants issus de grands cabinets de conseil en recrutement donneront près de 300 consultations personnalisées et gratuites aux cadres ayant au moins une première expérience professionnelle et souhaitant bénéficier de conseils. Munissez-vous d'un curriculum vitae, les rendez-vous sont pris sur place. Les cabinets de conseil en recrutement sont présents sous l'égide de leurs deux syndicats, SYNTEC-Conseil / Comité Recrutement et la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

LES FORUMS DE L'EMPLOI

4 débats pour juger le système de formation, évaluer la gestion des carrières avec des hommes d'*entreprise et des* universitaires.

• Forum APEC : la gestion des carrières des cadres : des outils ou un état d'esprit ?
• Comment combler le déficit culturel des ingénieurs ?
• Quelle dimension internationale dans la formation des cadres ?
• Quelle formation pour les dirigeants et cadres des P.M.E. et P.M.I. ?

COMMENT PARTICIPER ?

Accès libre et gratuit aux Tribunes, Portes de l'action et Forums de l'emploi.
Navettes gratuites entre la gare de Lyon Part-Dieu (sortie Vivier Merle) et l'Espace Tête d'Or. Parking gratuit.
Voyage aller-retour en train, gratuit, des gares de : Annecy, Bourg-en-Bresse, Chambéry, Grenoble, Mâcon, Roanne, Saint-Etienne et Valence pour assister aux Journées Prospectives à Lyon. Il vous suffit de retirer un coupon Journées Prospectives disponible dans les Bureaux Des Elèves des écoles et des universités, ou de téléphoner au : 78379119 à partir du 11 octobre.

CULTURE

Jazz tranquille autour du monde

Après un concert dans la capitale hongroise, le big band dirigé par Gene Harris est à Paris le 10 octobre avant de partir pour la Turquie et l'URSS

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Ils avaient de drôles de *dégaines*, ces grands Noirs américains, avec leurs petits chapeaux rouges et blancs et leurs airs de touristes égarés en pays ennemi. Rigolards, mais plus tout jeunes, les musiciens de ce big band, envoyés en ambassadeurs avancés de la culture américaine, ont respecté le protocole qui incombe à tout visiteur innocent et piégé de la capitale hongroise : le goulash avalé devant un groupe tzigane, la visite en autocar du Château royal et des rives du Danube, côté Buda puis côté Pest, le café pris sous les voûtes rococo du café New-York. Engagés dans une tournée mondiale confortablement sponsorisée par un fabriquant de cigarettes américaines, libérés pour un temps des contingences matérielles, les quelques grands noms du jazz représentaient l'*establishment* devant l'effervescence-brouillonne de Budapest, et ses punks qui hantent les souterrains du métro.

Ray Brown (à gauche) et Gene Harris dans le Philip Morris Jazz Band.

Quelques-uns des musiciens qui composent ce big band (Ray Brown, Herb Hellis, James Moody, Harry « Sweets » Edison), avaient déjà joué en Hongrie, souvent avec des jazzmen locaux. Le jazz hongrois est d'ailleurs vivace. Quelques jours avant l'arrivée des Américains, le Hungaropop Jazz Festival (Hungaropop est une compagnie privée de diffusion de cassettes, disques, vidéos) avait rassemblé, au centre culturel Petöfi Csarnok, une dizaine de formations d'horizons divers. La semaine suivante, était programmé dans la splendide et très conformiste salle Vidago, le Benko Dixieland Band. Ce groupe populaire, qui passait en première partie de l'orchestre du Gene Harris, a enregistré une vingtaine d'albums en Hongrie, tourne souvent aux Etats-Unis et en Europe et a reçu les félicitations personnelles du président Reagan en 1987 pour le trentième anniversaire de sa création.

L'orchestre, donc, jouait le 1er octobre au Budapest Sportcsarnork, stade de huit mille places, petit Bercy peu propice aux épanchements du swing. Cet « all stars », dont le benjamin (le tromboniste australien James Morrisson) a trente-six ans et dont le doyen (Harry « Sweet » Edison, trompettiste de Billie Holiday, puis de Count Basie) fête le 10 octobre, jour du concert à Paris, son soixante-quatorzième anniversaire, est une formation taillée au carré. Devant une salle remplie à moitié, ce qui est déjà une belle performance dans une Europe où les big bands ne rencontrent pas forcément le succès mérité, Gene Harris, pianiste et leader efficace, a mené sa barque avec chic mais sans audace (1). Des compositions de Duke Ellington, Count Basie, quelques-unes de Ray Brown, le tout heureusement arrangé par Frank Wass, saxophoniste et actuel directeur de l'orchestre posthume de Basie, se sont enchaînées avec une décontraction parfaitement maîtrisée. Pas un couac, pas une note qui dépasse, une sorte de coupe en brosse. Pour déceler la mèche folle, il faut attendre les avancées de Ray Brown (bassiste de Gillespie, puis de l'Oscar Peterson Trio) dont la personnalité imprègne un orchestre en mal de père spirituel.

Malgré la froideur du lieu, le big band a réussi à chauffer une salle gentiment acquise d'avance au jazz, à l'Amérique et au swing. Le prix des places, entre 150 et 300 forints, était raisonnable pour ceux des Hongrois qui peuvent déjà profiter des retombées de la « culture » américaine (le Big Mac coûte 60 forints au seul Mac Donald du bloc socialiste, le paquet de cigarettes américaines entre 60 et 120 forints selon sa provenance, locale ou importé de Suisse, mais le ticket de métro un seul forint (2). Le public : des jeunes BCBG, en jeans et col-roulé, des familles en sortie dominicale. Tous amoureux des classiques des années 30 et 40, *Summertime, Take the A Train, Swingin' the Blues*, ils se sont laissés aller à la bonne humeur rétro d'Ernie Andrews, le chanteur à la veste impeccable et au mouchoir blanc délicatement tenu entre deux doigts. Ils auraient bien tapé du pied au moment du rappel final si l'heure tardive pour Budapest (22 h 45) et l'absence de rideau de scène ne les en avaient dissuadés.

VERONIQUE MORTAIGNE

▶ **Le Philip Morris Jazz Band, dirigé par Gene Harris, sera à Paris au Grand Rex le 10 octobre.**

(1) A écouter : The Gene Harris All Star Big Band, Tribute to Count Basie. CD Bellaphon.

(2) 1 forint = 10 centimes environ.

Caravane publicitaire

La société Philip Morris, qui produit des cigarettes, sous différents noms (dont Marlboro), mais aussi de la bière, s'est lancée en 1985 dans le mécénat d'art, en organisant de vastes tournées pour des musiciens de jazz de renommée mondiale réunis en quintettes ou en sextet. Ron Carter, Jimmy Smith, Kenny Burrel, Ahmad Jammal, Johnny Griffin, Hank Jones et beaucoup d'autres se sont ainsi produits sur les cinq continents. Créés spécialement à cette occasion, les groupes prennent les noms des marques de cigarettes distribuées par la firme américaine dans les pays de passage — Marlboro en Hongrie, Philip Morris en France, — puis sont numérotés par ordre chronologique, Philip Morris Jazz Band I, II, III, etc.

Les dix-huit musiciens du Band nº XIX vont, badges, briquets, tee-shirts à l'appui, parcourir quinze pays, dont trois du bloc socialiste — l'URSS, la Pologne et la Hongrie, — suivant ainsi la stratégie publicitaire de leur mécène. En France, la Fondation Philip Morris n'a, jusqu'à nouvel ordre, pas éprouvé le besoin de transformer en hommes-sandwichs les jeunes musiciens classiques dont elle sponsorise les concerts en collaboration avec la salle Gaveau.

V. Mo.

Claudio Abbado succède à Karajan à la Philharmonie de Berlin

Claudio Abbado accède à cinquante-six ans au poste le plus envié de chef de la Philharmonie de Berlin, dont il sera *également directeur musical*. Cet Italien, qui préside actuellement aux destinées de l'Opéra et de l'Orchestre philharmonique de Vienne, a en effet été désigné dimanche 8 octobre par un vote des cent-vingt musiciens berlinois, selon la tradition démocratique de cette formation fondée en 1882. Chaque musicien avait la possibilité de citer trois noms, la lecture des scrutins a duré six heures et a eu lieu dans un endroit secret. Le Parlement de Berlin-Ouest va désormais discuter des termes du contrat, a précisé une personnalité du Parti social démocrate. Deux membres du comité des musiciens ont fait connaître leur satisfaction, parlant d'*« une élection exemplaire »* en dépit d'*« une décision difficile à prendre »*.

On donait ces derniers jours Lorin Maazel gagnant, sans cesser de citer les noms de Daniel Barenboïm et de James Levine.

Pour avoir vu Abbado diriger récemment la Philharmonie de Berlin, on peut affirmer qu'entre eux « le courant passait » et que l'extrême virtuosité technique et la profondeur musicale de l'Italien provoquait dans les rangs un frisson bien particulier. Abbado s'était fait un nom à Milan dans le sillage du PCI, en compagnie de Paolo Grassi, de Giorgio Strehler, de Maurizio Pollini. Il joua avec ce dernier dans les usines ou les écoles, et créa en 1975 *Au grand soleil d'amour chargé*, de Luigi Nono, dans une mise en scène de Liubimov.

Mais le contact avec l'institution n'effraie pas ce grand brun au visage aristocratique et à l'ambition, disait-on déjà à l'époque, aussi développée que la modestie. Patron incontesté de la Scala jusqu'à la fin des années 70, il passe par Londres (LSO) avant d'obtenir, dans la très conservatrice capitale autrichienne, un poste auquel Lorin Maazel, victime de cabales répétées, avait dû renoncer.

En bisbille avec Berlin, Karajan était parti en tournée et avait enregistré avec Vienne, juste avant de mourir le 16 juillet dernier, ce qui n'avait pas manqué d'envenimer les choses avec Berlin. Et voici maintenant que les musiciens allemands obtiennent d'Abbado qu'il quitte la capitale autrichienne pour venir s'occuper d'eux : riposte à Karajan *post mortem* ?

Par cette nomination, le chef italien (qui enregistre chez DG, autre bon point) se voit enfin ouvrir l'accès au Festival de Salzbourg (la Philharmonie de Berlin y assure la saison d'opéras de Pâques), poste que convoitait par voie de presse interposée un autre Italien, Riccardo Muti, l'actuel patron de la Scala. Il est vrai qu'Abbado, qui a pris en charge l'Orchestre des jeunes de la Communauté, se dit volontiers, désormais, *« musicien européen »*.

ANNE REY

Un Beatle à Bercy : souvenirs d'une magie

Paul McCartney continue à écrire, co-signer et chanter ; il est pour trois soirs à Bercy

Le spectacle commence par la projection d'un film de famille de luxe : presque trente ans de la vie d'un homme en dix minutes, sur trois écrans et en quadriphonie, réalisation de Richard Lester. En quelques chansons, de *A Hard Day's Night* à *That Day is Done*, le gospel déchirant (co-auteur Elvis Costello) sur *Flowers in the Dirt*, son dernier album, Paul McCartney rappelle qu'il a écrit et co-écrit en bonne partie la bande originale de cette moitié de siècle.

Ensuite, il apparaît en chair et en os et raconte sa vie, accompagné de son épouse, Linda, aux claviers et aux chœurs incertains ainsi que de Hamish Stuart (ex-Average White Band) et Robbie McIntosh (ex-Pretenders) aux guitares, de Wix aux claviers de Chris Whitten à la batterie. Quand il était petit *(Twenty Flight Rock* d'Eddie Cochran, *Ain't That a Shame* de Fats Domino) et quand il était vieux (les titres de *Flowers in the Dirt*, dont une belle version de *We Got Married)*. Mais ça, c'est pour montrer qu'il existait avant, qu'il venait de quelque part (le rockabilly et le rythm'n'blues) et qu'il a poursuivi son chemin vaille que vaille. Entre les deux, il y a eu dix ans de Beatles, auxquels McCartney consacre à peu près la moitié du show. Son regard est déconcertant : presque toutes les chansons sont jouées note pour note ; sur une grosse Rickenbaker rouge, Robbie MacIntosh rejoue les soli de George Harrison — la brève poussée d'adrénaline de *Can't Buy Me Love* ou les petites phrases nettes et sèches de *Back in USSR* — à l'identique. Seule la voix de McCartney s'est légèrement voilée et se brise plus tôt qu'avant dans les aigus. Et comme il est le seul chanteur du groupe, les harmonies vocales sont systématiquement massacrées par Stuart, McIntosh et Madame qui chante aussi faux que le veut sa légende.

Le show balance constamment entre l'euphorie d'entendre enfin sur scène, en vrai, quelques-unes des plus belles chansons du siècle, et un sentiment de gêne à voir cet homme très ordinaire, *sauf par son* talent, s'évertuer à retrouver une magie disparue à jamais, qui existe seulement par sa représentation. On finit par ressentir la même émotion trouble qu'à la visite d'un musée de cire. Et le concert se conclut sur la suite *Golden Slumbers-Carry That Weight-The End* qui fermait la deuxième face d'*Abbey Road*, le dernier album enregistré par les Beatles, comme si la vraie vie de Paul McCartney s'était arrêtée là.

A Hambourg, mercredi dernier, la ville où les Beatles ont fait leur classes, McCartney a quand même réussi à conjurer par moments ce malaise étrange. On ne pourra jamais s'empêcher d'être injuste avec McCartney, de lui reprocher de ne plus être ce qu'il a été. Et c'est vrai qu'il est un peu mesquin dans le choix des morceaux : pas une chanson ne porte la patte de John Lennon, ça n'aurait pourtant pas manqué d'élégance, mais c'est peut-être la qualité qui lui fait le plus défaut, comme en témoigne le goût douteux des rares effets scéniques. En même temps, on l'aimera toujours, presque pour les mêmes raisons, pour ses chansons *(I Saw Her Standing Three, Hey Jude* ou *Maybe I'm Amazed)* et malgré ses chansons *(Let It Be, Ebony and Ivory)*, parce qu'il est gentil, parce qu'il est mièvre. Parce que sans lui, la vie ne serait pas la même.

THOMAS SOTINEL

▶ **Du 9 au 11 octobre à Bercy.**

Rock : nouvelles d'outre-Manche

La première soirée du festival du mensuel *les Inrockuptibles*, à la Cigale, a vu The Felt, dont le rock complexe, bien joué et ennuyeux, pris entre The Las et les Stone Roses, ressemblait un peu à un redoublant dans une cour d'école. The Las jouent aux années 60 sans arrière-pensée. Ils ont récemment commis un petit succès frais et vieillot à la fois, *There She Goes*.

Sur scène, leur jeunesse, leurs gaucheries musicales rendent presque émouvante cette quête du rock philosophal, celui qui s'est perdu le jour de l'invention du synthétiseur.

Les Stone Roses ont retrouvé sans conteste ce charme. Leur album est un trésor irréfutable que l'on croit connaître depuis toujours sans jamais cesser d'en découvrir les richesses. En public, leur maîtrise instrumentale est impressionnante.

C'est comme si, au hasard d'une vidéothèque, on retrouvait l'enregistrement d'un groupe dissous il y a vingt ans, et que ce groupe inconnu se révèle l'égal des Kinks ou du premier Pink Floyd. Le mépris des Stone Roses pour le présent, leur acharnement magnifique à trouver le point de passage entre le pastiche et la création ont quelque chose de troublant.

Avec la soirée de dimanche, on a retrouvé le présent. En ouverture, Edwyn Collins, ancien chanteur compositeur de Orange Juice, qui, six ans après le petit succès de ce groupe, vient de commencer pour de bon sa carrière solo avec un bel album. Il est drôle, doué, ne se prend pas assez au sérieux pour devenir une star. Ensuite, Beautiful South a joué une petite heure de pop music intelligente et spirituelle.

La clôture était assurée par Marc Almond. L'ancien chanteur de Soft Cell ne s'était jamais produit à Paris, omission curieuse étant donné l'inspiration résolument continentale de sa musique. Accompagné d'un pianiste et d'un batteur percussionniste, il est arrivé sur scène en complet de velours rouge, et s'est mis à chanter comme s'il était le fils de Fréhel. De reprises de Brel en chansons funéraires, la salle a fini par oublier qu'il ressemble à Peewee pour s'abandonner à son charme de comédien, à sa terreur face à la mort, à son désarroi face à l'amour.

T. S.

Les délices de Boulez au Châtelet

On attendait la recréation d'« Explosante-fixe » L'ordinateur n'était pas prêt. Heureusement, les musiciens l'étaient

Déception au Châtelet où l'on attendait avec impatience la nouvelle version 4 X d'*Explosante-fixe* de Pierre Boulez ! Cette œuvre lui est chère, mais a connu bien des vicissitudes. C'était en 1972 (après la « préhistorique » *Poésie pour pouvoir* de 1958), la première de ses œuvres utilisant des sons artificiels ; elle indiquait en quelque sorte l'ambition de son auteur pour l'IRCAM qui se profilait à l'horizon : une partition mixte permettant d'utiliser en direct un son électronique vivant mêlé aux instruments.

Malheureusement, le « halaphone » de Hans-Peter Haller (l'ingénieur de Fribourg) se révéla trop capricieux ; après la création à New-York en janvier 1973 et quelques auditions dans diverses capitales (*le Monde* du 25 mai 1973), Boulez remit à plus tard la réalisation de son dessein ; il le reprit en 1979 *« avec des procédés davantage informatisés »*. *« Travail extrêmement difficile à régler,* écrit Dominique Jameux, *et qui dut être annulé au dernier moment. »*

L'histoire se répète : *« Explosante-fixe* n'est pas prête à temps pour inaugurer le grand cycle de créations du Festival d'automne, préparé par Michel Guy et Joséphine Markovits.

Hommage à Stravinski

Malgré ses performances fulgurantes, l'ordinateur 4 X de l'IRCAM n'a pas pu ingurgiter toutes les exigences de Boulez, qui avait rassemblé, pour nous consoler, un bouquet d'œuvres récentes parmi les plus délicieuses du « terroriste » des années 50. Et il nous donnait même à respirer, avec *Mémoriale* (1985) pour flûte, deux cors et six cordes, à la mémoire de Lawrence Beauregard, l'essence même d'*Explosante-fixe* (1) : une page courte, qui fuit comme une ombre, entourée de soupirs, sur la formule initiale qui était un hommage lapidaire à Stravinski.

Autre miniature d'un merveilleux foisonnement sonore, dans les « frissons des bois », *Dérive* (1984), composé pour le London Sinfonietta, tandis que le *Dialogue de l'ombre double* (1985), où Alain Damiens, le clarinettiste, converse avec les sons enregistrés, prenait une majestueuse résonance dans la vaste enceinte du Châtelet.

Dans ce concert presque « mélodieux », *Eclat-Multiples*, qui symbolisait en 1970 une sorte de nouveau créateur plus « humain », plus ductile surtout, a au contraire incarné la complémentarité des deux Boulez : l'éblouissement des timbres, la liberté, le temps éparpillé, le dynamisme solaire dans *Eclat*, et puis la rude discipline, les nœuds souterrains, l'intimité mystérieuse de *Multiples*, avec ces nappes d'altos qui s'étendent, avant le retour à peine esquissé d'une plus grande lumière... Un monde impressionnant qui reste suspendu, car c'est là encore une œuvre inachevée. L'Ensemble InterContemporain fut, une fois encore, la parfaite image en miroir de son maître.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Titre tiré d'une phrase d'André Breton dans *l'Amour fou* : *« La beauté convulsive sera érotique-voilée, explosante-fixe, magique-circonstancielle, ou ne sera pas. »*

La petite guerre des orchestres de Radio-France (suite)

L'Orchestre national pourrait ne pas assurer la création d'« Ata », de Xénakis le 12 octobre au Festival de Lille

Un peu calmée pendant la période des vacances, après un printemps troublé (enterrement de la « solution Janowski » pour la Bastille, la rivalité entre les deux orchestres de la radio reprend de plus belle. Le nouveau président de Radio-France, Jean Maheu, et son directeur de la musique nouvellement nommé, Claude Samuel, ont en effet accepté le principe de la parité salariale entre les deux formations. Une lettre avait été adressée à l'Orchestre philharmonique dès juillet par M. Maheu. Mais le calendrier du « rattrapage » n'ayant toujours pas été fixé à la rentrée, le Philharmonique a menacé de faire grève le 6 octobre et obtenu un engagement formel du PDG : parité totale effective au 1er janvier 1993, progression des salaires du Philharmonique étalée sur quatre exercices. Un musicien du rang gagne actuellement 16 443 F au National (catégorie D) et 15 610 F au Philharmonique (catégorie E).

Sans s'opposer directement à cette remise à niveau salariale, le National avait d'abord demandé qu'elle s'intégrât dans une réflexion préalable sur le rôle respectif des orchestres de la société. Puis, dans un communiqué daté du 4 octobre, la CFDT, majoritaire dans cette formation, est repassée à l'attaque, *« exigeant »* le respect du système salarial inscrit dans la convention collective et précisant que *« tout projet de revalorisation doit s'appliquer de façon uniforme pour tous les musiciens de Radio-France selon le principe : même taux et mêmes dates d'effet »*. Autrement dit, si les salaires du Philharmonique progressent de 1 000 F, que les musiciens du National soient augmentés d'autant. Requête inapplicable aux yeux de la présidence de Radio-France, même si celle-ci *« n'exclut pas »* d'ouvrir des négociations avec le National, sur les profils de carrière, par exemple. La CFDT entend forcer la direction de Radio-France à sortir de son *« immobilisme »* en appelant à la grève le jeudi 12 octobre.

Ces dernières péripéties d'une « guerre des orchestres » endémique depuis dix ans s'inscrivent dans un contexte très défavorable au National : l'orchestre n'a toujours pas de directeur musical après l'échec des négociations avec Maazel puis avec Jeffrey Tate, alors que Marek Janowski vient de signer un nouveau contrat avec le Philharmonique pour trois ans et trois mois et obtenu, semble-t-il, des assurances sur la gestion financière et l'indépendance artistique de son orchestre. La mise en résidence du National au Théâtre des Champs-Elysées se fera-t-elle ? Comment ? Et sur quel budget ?

La programmation de la saison 1990-1991 n'est toujours pas bouclée, selon les syndicats de l'ONF ; la tournée au Japon prévue cette même année reste hypothétique... *« D'où venons-nous ? Où allons-nous ? »*, s'interrogeaient vendredi, dans une lettre ouverte à Jean Maheu, les syndicats FO et CFDT du National.

A. R.

CULTURE

THÉATRE

Jean Cocteau ébloui par la tragédie

A l'Espace Cardin, Jean Marais met en scène la pièce de Jean Cocteau où sévissent Œdipe, Jocaste, le Sphinx : « la Machine infernale »

Jean Cocteau aurait eu cette année un siècle, mais il est mort à soixante-quatorze ans. Dans son poème *le Paquet rouge*, il disait : *« J'ai volé ses papiers à un certain Jean Cocteau, né à Maisons-Laffitte le 5 juillet 1889, mort à dix-huit ans après une brillante carrière poétique. »* Ce n'était peut-être pas tout à fait un mensonge, dans la tête de Cocteau, puisqu'il avait publié, tout jeune, de beaux poèmes qu'il a reniés.

Il est évident que la Grèce, le théâtre grec, ont suscité son imagination créatrice en ce qu'elle a eu de plus personnel. Très tôt Cocteau lut, relut, commença de traduire *Œdipe-Roi* et *Antigone*. Ce qui fut en jeu, ce fut, peut-être, moins la Grèce qu'une idée fixe, une obsession, que Cocteau se faisait de la Grèce, et qui détermina aussi ses dessins.

Il y avait une ligne continue, un fil, celui d'Ariane. Des boucles que Cocteau voyait sur les vagues de la mer, sur la laine des moutons, sur les cheveux des garçons. Une dureté des traits, un coupant des arêtes. Quelque chose d'irrémédiable dans le temps, dans les jours : l'évidence si commune que l'univers, que *« Dieu se déplace toujours dans le même sens »*.

Et l'esprit de Cocteau s'emploie à faire dérailler la machine, à

découvrir le hasard
/apprenant à tricher
/et des statues en train
/d'essayer de marcher.

C'est l'idée aussi que *« le songe trop long dépasse le sommeil »*. Il y aurait alors toute une part de songe, d'irréalité dans les liens d'Œdipe et de Jocaste : et pour Cocteau l'inceste devient lui-même l'acteur de la tragédie : *« L'inceste sans cœur, monté sur des patins, persécutait les rois, les reines de théâtre, avec ses cris de folle, avec ses yeux de plâtre. »*

Jusqu'à *la Machine infernale*, Cocteau s'en était tenu à des traductions sobres, mot à mot, de Sophocle, ou à des montages de textes brefs, comme des énigmes de dialogue. Il écrivait à Jouvet, qui lui demandait une pièce : *« Je n'ai en somme jamais écrit de pièce, je me contentais de traduire, de couper, de truquer pour des recherches de mise en scène. »* Mais, sous l'influence d'Edouard Bourdet et de Jouvet, il se laissa tenter, en 1931, par le diable de l'audience publique. Il n'avait jusqu'alors jamais eu des nuées de lecteurs, jamais acquis *« un p'tit trésor »*, même passager (sa mère l'aidait presque chaque mois), il avait dépassé la quarantaine. Il écrivit donc *la Machine infernale*, quelque chose d'un peu négligé, d'un peu apache, d'un peu bavard. D'un peu farceur aussi : Cocteau était alors amoureux d'une princesse Romanov, nièce du tsar Nicolas, et il eut l'idée de faire de Jocaste une émigrée de Pétersbourg, à fort accent slave, à fantaisies slaves, flanquée d'un Tiresias nettement inspiré par Rapoustine...

Cocteau avait espéré Elvire Popesco, pour jouer sa Jocaste russe. Elle ne put se libérer. Aujourd'hui, c'est Françoise Fabian qui reprend le rôle. Elle joue avec esprit, beaucoup de tenue, mais la pièce, dans l'ensemble, n'est ni chair ni poisson. C'était là le début de la période « hésitante » du théâtre de Cocteau, mi-Bernstein, mi-Giraudoux, alors que sa vraie voie était celle de son *Œdipe-Roi*, de son *Antigone*, de son *Orphée*.

Dans son livre très attachant sur *Œdipe, une étude psychanalytique d'après les tragédies de Sophocle* (Presses universitaires de France), Driek Van Der Sterren fait, le premier, remarquer l'ambiguïté d'approche de la « conscience » d'Œdipe, du fait que le même mot grec, *chraoo*, signifie « convoiter » et « se faire donner un oracle ».

MICHEL COURNOT

▶ ***La Machine infernale,*** **Espace Cardin : du mardi au samedi 20 h 30, 42-66-26-75.**

NOTES

Strehler, l'Europe, Douglas Dunn

Le ministre de la culture annonce officiellement la nomination du successeur de Giorgio Strehler, Luis Pasqual, à la tête de l'Odéon-Théâtre de l'Europe. Giorgio Strehler devient président de l'Union des théâtres de l'Europe qui regroupe actuellement ceux de Barcelone, Berlin-Est, Budapest, Düsseldorf, Milan, Paris, Stockholm.

A cause de la grève des employés de l'entretien au Centre Pompidou, les trois journées consacrées à Strehler (les 9, 11, 12 octobre) ont dû être annulées. En revanche, les représentations du chorégraphe américain Douglas Dunn, programmées par le Festival d'automne, du 9 au 15 octobre. Ouverture des portes, 20 h 15. Entrée porte Saint-Merri.

Festival du Val-de-Marne de la chanson française

Cent artistes, quatre-vingts spectacles dans dix villes, c'est le troisième Festival du Val-de-Marne de la chanson française.

Avec une telle participation, l'éclectisme ne peut être que la seule règle, d'autant que des animations dans les écoles et les lycées, dans les entreprises, dans les rues, des débats autour de la chanson, des guinguettes, viennent compléter les spectacles où les premières parties sont assurées par de nouveaux talents comme Vincent Absil, Pascal Tafuri, Véronique Pestel.

Le Festival a commencé le 6 octobre, avec Anne Sylvestre, et se termine le 22, avec Karim Kacel, Michel Delpech et Fabienne Thibeaud. Entre-temps, Bashung, Pierre Perret, Jean Guidoni, Maxime Le Forestier, Gérard Blanchard et beaucoup d'autres se seront succédé.

▶ **Pour tous renseignements, tél. : 46-70-86-78.**

Durcissement de la grève à l'Opéra de New-York

L'Opéra de New-York a annulé dimanche 8 octobre toute sa saison d'automne en raison de la poursuite de l'arrêt de travail de ses musiciens, qui ont rejeté une nouvelle convention collective proposée par la direction. En grève depuis le 13 septembre, les musiciens exigent une amélioration des conditions salariales et des bénéfices sociaux.

Ouverture du cycle d'orgue 1989-1990 de Radio-France

Le cycle d'orgue 1989-1990 de Radio-France débutera le 12 octobre. Cette année, la manifestation s'attachera à deux instruments de la capitale : l'orgue de Sainte-Clotilde et celui des Blancs-Manteaux dans le Marais. L'organiste Michèle Guyard ouvrira cette série de concerts dans la première église, avec un récital consacré au chanoine Auguste Fauchard (1881-1957). Quatre autres concerts sont programmés à Sainte-Clotilde. Le cycle aux Blancs-Manteaux se déroulera du 29 mars au 7 juin : quatre concerts confronteront de la musique de Montréal du dix-septième à des œuvres contemporaines canadiennes.

□ **RECTIFICATIF.** – C'est par erreur homonymique que l'adaptation de *la Vie que je t'ai donnée*, jouée actuellement au théâtre Hébertot, a été attribuée à Gilles Deleuze (*le Monde* du 6 octobre). Elle est due à Robert Deleuse.

COMMUNICATION

Le deuxième séminaire de Reporters sans frontières

Dans cinquante-sept pays, l'Etat pèse toujours sur la liberté de l'information

MONTPELLIER

de notre correspondant

Le nombre de journalistes tués dans le monde depuis le 1er janvier 1989 s'élève à trente-huit, cent soixante-cinq autres ont été arrêtés. Huit journalistes ont été assassinés en Colombie, quarante-deux au cours des dix dernières années. Pour le mois de septembre écoulé, quatre-vingt-neuf journalistes ont été expulsés de leur pays et cent vingt-neuf médias censurés ou interdits. En Chine, on sait qu'au moins un journaliste a été tué et huit autres arrêtés à la suite du « printemps de Pékin ». Mais on ne compte plus les mises à pied, les limogeages, les mutations, les arrestations, tandis que s'abat la reprise en main idéologique.

Ces chiffres ont été diffusés par Reporters sans frontières lors du *deuxième séminaire international* de l'information organisé les 4 et 5 octobre à Montpellier. Pourtant, comme le disait M. François Mitterrand dans un message aux participants, *« la liberté gagne du terrain »*. Et Jean-Claude Guillebaud, président de Reporters sans frontières, estimait que la liberté de l'information est aujourd'hui admise comme une dimension fondamentale de la démocratie ; ce qui n'était pas le cas il y a une dizaine d'années. *« On peut donc concevoir*, disait-il, *une solidarité professionnelle à l'échelle du monde. »*

Mais comment se battre pour faire avancer la liberté, triompher le droit de témoigner et garantir d'être informé ? Comment faire en sorte que diminue le nombre de pays (cinquante-sept actuellement) où l'ensemble des médias restent encore sous le contrôle permanent du gouvernement ou d'un parti ? D'abord informer sur les situations, suggère l'association Reporters sans frontières, dont c'est précisément la mission. Dotée d'un budget de 2,5 millions de francs et installée à Montpellier, elle est intervenue depuis le début de l'année pour défendre dans le monde entier une soixantaine de journalistes en difficulté. Et elle vient d'entreprendre d'autres actions. « Parrainage 89 » vise à faire parrainer par des organes d'information français chacun des cent journalistes actuellement emprisonnés jusqu'à obtenir leur libération. « Un bateau pour la Chine », lancée avec différentes publications et l'aide de Médecins du monde, permettra d'ancrer, au large des côtes chinoises, un navire équipé de matériel radio afin d'arroser les populations d'informations auxquelles les autorités s'attachent à les soustraire.

ROGER BECRIAUX

▶ **Reporters sans frontières, 17, rue Abbé-de-l'Epée, Montpellier.**

En Sibérie, le silence équivalent de la mort

Alexeï Manannikov ne sourit pas aux photographes. Mais une lueur, au fond de ses yeux bleus très clairs, trahit, malgré la gravité de son visage carré, une force et une passion hors du commun. Alexeï Manannikov est un rebelle. L'administration soviétique a décidé de le lui faire payer très cher.

C'est une correspondance suivie avec ses amis qui, interceptée, attire, en 1982, l'attention des autorités sur ce jeune enseignant modèle de l'université de Novosibirsk. Alexeï y commentait l'actualité politique des pays de l'Est, manifestait son admiration pour le mouvement Solidarnösc en Pologne, et se prenait à rêver de pareils sursauts en URSS. Un rêve « antisoviétique » juge la police. Sur la seule base de ses lettres auxquelles sont jointes celles écrites à sa mère, le jeune homme, âgé de vingt-cinq ans est arrêté, jugé lors d'un procès à huis clos durant lequel il refuse de se repentir et, condamné à trois ans de prison. Direction Arkmangelsk, puis la Sibérie. A sa libération, frappé d'un interdit professionnel, Alexeï, pour vivre, devient manutentionnaire. La prison l'a endurci, renforcé dans quelques convictions, notamment sur le droit de s'exprimer librement.

Menaces et provocations

Il entre en contact avec Sergueï Grigoriants qui vient de fonder la revue indépendante *Glasnost* et dont il a entendu parler sur une radio occidentale. Il en devient le correspondant en Sibérie et multiplie enquêtes et reportages sur la région. Alors, commencent à nouveau les persécutions : provocation, menaces, arrestations sous des motifs divers (délinquance, hooliganisme...). Grigoriants l'invite à rejoindre la rédaction de *Glasnot* à Moscou. Il y vit très mal, mais y rencontre des jeunes gens qui lui ressemblent, écrit beaucoup, d'une plume précise, concise, tranchante. Pourtant, en février 1989, il repart à Novosibirsk.

« C'est en Sibérie que je suis né, et où j'ai mes attaches », dit-il. *La Sibérie qui est au bord de la catastrophe économique et écologique et dont personne ne parle jamais. »* La région est en effet un désert médiatique. *« Aucun média d'Etat – journal, radio, TV – ne couvre ce qui s'y passe – la population elle-même ignore les événements ; quant aux médias occidentaux, ils se contentent de la propagande, de la désinformation que le gouvernement de Moscou répand. »* Alexeï a donc monté, en avril dernier, avec quelques journalistes indépendants une agence de presse – Sibia – qui quadrille la région et communique des informations à *Glasnost*, d'autres publications indépendantes, ainsi que des radios occidentales – la Voix de l'Amérique, Radio Free Europe, la BBC... – qui leur donnent en échange quelques aides.

Le 2 août, la *Pravda* les accusait d'être des espions à la solde des Américains. *« Rien à foutre »*, répond Alexeï, *ce que je veux, c'est que les habitants de Sibérie et les autres sachent ce qui se passe dans le pays ; qu'on brise le silence qui est l'équivalent de la mort. Savez-vous que la durée de vie y est de seize ans plus basse qu'en Europe ? Qu'il y a des jours où le degré de pollution est tel, dans la capitale du Kouzbas – surnommé « le crématoire de Sibérie » – qu'on interdit à la population de sortir dans les rues ? Que les rivières du nord sont noyées de pétrole ? Que les mineurs, dont personne n'a dit un mot de la grève, y vivent dans une misère noire, et que certains marchés passés avec l'Occident aboutissent à un pillage total de la région ?*

Alexeï édite aussi un hebdomadaire – *le Bulletin de Sibia* – diffusé (dans la rue) à vingt mille exemplaires et un mensuel – *le Télégraphe du nord*. Il est régulièrement pris à partie par le pouvoir et la presse officielle, arrêté, emprisonné (en avril et en août derniers). Des manifestations, des grèves de la faim de lecteurs ont eu lieu pour exiger sa libération, exaspérant davantage la police. Il ne change pas de cap. Figure illustre – malgré lui – pour les habitants de Sibérie, il est devenu une sorte de modèle pour les jeunes journalistes. Car en plus du courage, et de son obsession à rompre le silence, Alexeï a, dit-on, énormément de talent.

ANNICK COJEAN

□ **L'éditeur italien Rusconi peut détenir 10 % de Grupo 16.** – Le principal éditeur italien de magazines, Rusconi, a été autorisé par le gouvernement espagnol à acheter 10 % du groupe de presse espagnol Grupo 16, que convoite le groupe de M. Robert Hersant. Cette *acquisition représente 500 millions* de pesetas (30,6 millions de francs). Des actionnaires de Grupo 16 proches du groupe de presse français (qui contrôlait actuellement plus de 30 % de l'éditeur espagnol) ont demandé l'annulation de cette opération. L'avocat du groupe français estime pour sa part que la cession de parts à Rusconi serait *« illégale »*, le président de Grupo 16 n'ayant pas permis aux autres actionnaires de faire valoir leur droit de préemption sur ces 10 %.

Au Burundi la malchance d'être Hutu

« Je suis né au Burundi, fils d'un paysan laborieux qui m'a donné le goût de la liberté et la force de ne toujours compter que sur moi-même. » C'est ainsi que se présente Déo Hakizimana en amorçant le récit de sa vie, comme le ferait le conteur de son village natal. Un village hutu. *« Une malchance vraiment »*, dit-il en hochant tristement la tête. Car Déo – de l'ethnie des Hutus (85 % de la population) – avait choisi d'être un intellectuel dans un pays où ce droit et ses attributs, notamment le pouvoir, sont traditionnellement réservés aux Tutsis (14 %). La vie, donc, ne s'annonçait guère facile. Son père, le sage, l'avait prédit.

Malgré de nombreuses menaces et dans un climat hostile, Déo est d'abord devenu instituteur. Il travaille, étudie, se dévoue. Peut-être pour se prémunir contre une éventuelle discrimination, il se fait accepter comme militant d'un mouvement lié au parti unique, s'y distingue, participe à de nombreux congrès, flatté, grisé d'être presque intégré. Voilà pourtant qu'on lui refuse le droit de reprendre ses études, lui qui vient juste de décrocher une bourse de l'Agence burundaise de presse. On lui confie alors des responsabilités accrues dans le mouvement de jeunesse, en le contraignant cependant à s'éloigner de sa famille, mais il est séduit par le journalisme et il entre au *Renouveau du Burundi*, le premier quotidien national que vient de lancer le gouvernement.

Entouré de confrères Tutsis, il y est mal à l'aise, jalousé, écarté. Un détour par l'Institut de journalisme de Bujumbura – dont il sort premier – ne fait qu'accroître les gestes d'hostilité à son encontre. Une longue étude sur les problèmes démographiques du pays lui sera alors fatale. Ouvert, pragmatique, Déo y recense toutes les données concernant les mouvements de population du pays, répertorie les problèmes, évoque la nécessité d'un contrôle des naissances, l'urgence de la contraception et ne reprend pas à son compte le discours du gouvernement. Intéressés par ce mémoire sans équivalent, les Américains le citent : Déo se voit donc accusé d'être proche de la CIA. L'Eglise relève, elle aussi, ses propositions et fait appel à ses connaissances : on le dit aussitôt corrompu par les prêtres. Le voilà invité à participer à des conférences à l'étranger : on l'empêche de sortir, le menace, le poursuit.

« Pendant trois siècles, explique-t-il aujourd'hui, *le Burundi a vécu sous une monarchie de droit divin. Le roi avait les pleins pouvoirs, ses décisions étaient sans appel. Les gens ont donc pris l'habitude du silence, de la résignation, de la démission. L'arrivée des militaires a perpétué la tradition. L'avènement des médias – un premier quotidien il y a quarante ans, la radio dans les années 60, la télévision en 1984 – a fait des journalistes (soumis à la censure) les porte-parole privilégiés du pouvoir. Evoquer la discrimination ethnique dans l'armée, l'enseignement, la politique expose à une répression impitoyable. Entretenir des contacts avec les missionnaires, en 1985, était considéré comme une atteinte à la sûreté de l'Etat. »*

Fonctionnaire, pas journaliste

Déo fera donc de la prison. Dix mois. Sans avoir été jugé. Il s'évade, fuit au Zaïre, puis se réfugie en Belgique. Sa femme et son bébé sont à leur tour emprisonnés. On lui fait des promesses. Il revient au pays, marginalisé et trompé. Son contact avec les médias européens l'ont rendu dangereux et on le réintègre de mauvaise grâce à l'Agence burundaise de presse. Il démissionne pourtant, écœuré par une vie infernale.

Après les massacres d'août 1988, il prend l'initiative, avec une poignée d'autres intellectuels, d'écrire une lettre ouverte au président de la République (avec copie aux ambassades étrangères), suggère des solutions à la crise et proclame l'urgence de la paix. Cela lui vaut tortures et emprisonnement à nouveau. Le 17 février dernier, il parvient à fuir au Rwanda avec sa femme et ses cinq enfants et acquiert finalement à Genève le statut de réfugié politique.

Aux dernières nouvelles, son père était encore en vie. *« Il est persuadé, dit-il, que le journalisme a causé ma perte. Il se trompe. Car on ne peut pas être journaliste au Burundi : on est fonctionnaire du ministère de l'information. Et c'est bien différent. »*

A. C.

LES RENCONTRES DE MEDIASPOUVOIRS

"IMPRESSION ET QUOTIDIENS"

24 Octobre 1989 de 9h30 à 18h

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

SESSION 1
Impression et nouveaux journaux

SESSION 2
Impression et économie de la presse

SESSION 3
Nouvelles compétences

TABLE RONDE
Concentration industrielle et diversités des titres

INTERVENANTS
D. Boudet, L. De Broissia, M. Cabart, J. Chazel, A. Farras, M. Françaix, R. Lancry, T. Le Roy, B. Maffre, R. Méjan, J. Miot, B. Montanier, J.-L. Peninou, B. Porte, M. Sureg, R. Thenard, L. Vialle, B. Wouts.

Hôtel Lutétia
45 bd Raspail - 75006 Paris
Pour tous renseignements et inscriptions, appeler Marie-France Picard au :
(1) 47.23.61.88

□ **Bilan positif d'Antenne 2 devant le CSA.** – Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient de dresser un bilan positif de l'application par Antenne 2 de son cahier des charges durant l'exercice 1988. Il relève cependant deux lacunes ; la trop faible part des œuvres d'expression originale et française et d'origine communautaire parmi les programmes destinés à la jeunesse (31 % au lieu des 50 % souhaités) ; et les dérapages de la politique de la chaîne en matière de sponsoring.

Des faiblesses, selon le conseil, imputables *« à des moyens financiers insuffisants pour permettre à Antenne 2 de tenir la place qui est la sienne dans le système audiovisuel français »*. Le déficit de la chaîne pour 1988 s'élevait à 99,9 millions de francs.

هكذا في الأصل

هكذا من الأصل

AGENDA

CINÉMA

LUNDI 9 OCTOBRE

LES FILMS NOUVEAUX

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR. Film franco-allemand de Philippe Grimond : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES BAISERS DE SECOURS. Film français de Philippe Garrel : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

COMÉDIE D'ÉTÉ. Film français de Daniel Vigne : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

HISTOIRES D'AMÉRIQUE. Film franco-belge de Chantal Akerman, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

SEXE, MENSONGES ET VIDÉO. Film américain de Steven Soderbergh, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ZANZIBAR. Film française de Christine Pascal : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-36) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
LUNDI

Relâche.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)
LUNDI

Hommage à Anatole Dauman : Siné massacre (1978), de Michel Boschet, Sans soleil (1982), de Chris Marker, 14 h 30 ; Programme de films sur l'art : Max Ernst – excursion dans le subconscient (1963), de Peter Schamoni, 17 h 30 ; Eves futures (1964), de Jacques Baratier, la Belle Captive (1983), d'Alain Robbe-Grillet, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)
LUNDI

Relâche.

LES EXCLUSIVITÉS

ABYSS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; *Rex (Le Grand Rex), 2e* (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'AMI RETROUVÉ (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

ARIEL (Fin., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

L'ARME FATALE 2 (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

ATTENDS-MOI AU CIEL (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

AUSTRALIA (Fr.-Bel.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; v.f. : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

BAL POUSSIÈRE (ivoirien, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

BAPTÊME (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

BATMAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BURNING SECRET (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07).

CALME BLANC (A., v.o.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Studio 28, 18e (46-06-36-07) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

CHIEN DE FLIC (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

COOKIE (A., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94).

DÉSIR MEURTRIER (*) (Jap., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE... LA SUITE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LES EAUX PRINTANIÈRES (It.-Fr.-Brit., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA FILLE DE QUINZE ANS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

LA FOLLE JOURNÉE OU LE MARIAGE DE FIGARO (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) : Miramar, 14e (43-20-89-52).

HAUTE SÉCURITÉ (*) (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS (Hong Kong, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

I WANT TO GO HOME (Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; *14 Juillet Bastille, 11e* (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

JÉSUS DE MONTRÉAL (Can.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

JUSQU'AU BOUT DU RÊVE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

KATIA ET VOLODIA (Fr.-Sov.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

KICKBOXER (Hong Kong, v.f.) : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

MA GRAND-MÈRE (Sov.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MANIKA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

MANOLO (Esp., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MONSIEUR HIRE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NEW YORK STORIES (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LA NUIT DU SÉRAIL (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

OLD GRINGO (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

PERMIS DE TUER (Brit., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE DES MERVEILLES (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

RAIN MAN (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

ROUGE VENISE (Fr.-It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : *Pathé Impérial*, 2e (47-42-72-52).

SAUF VOTRE RESPECT (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

TOLÉRANCE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Images, 18e (45-22-47-94).

TROP BELLE POUR TOI (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : *Ciné Beaubourg, 3e* (42-71-52-36) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

UNE JOURNÉE DE FOUS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

WORKING GIRL (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LES GRANDES REPRISES

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

CRIA CUERVOS (Esp., v.o.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Latina, 4e (42-78-47-86) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

L'EQUIPÉE SAUVAGE (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

FIVE EASY PIECES (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

HOLIDAY (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

HUSBANDS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LOS OLVIDADOS (Mex., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

PORCHERIE (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

QUASIMODO (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

SALAAM BOMBAY ! (Indo-Fr., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

SHADOWS IN PARADISE (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TEMPÊTE (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

THÉORÈME (**) (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

UN MORT EN PLEINE FORME (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

VACANCES ROMAINES (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34).

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

LES STAGIAIRES. Sentier des Halles (42-36-37-27) (dim., lun., mar.) 19 h 30 (4).

LES VERSETS SATIRIQUES. Caveau de la *République* (42-78-44-45) (dim. soir, lun.) 21 h, dim. 15 h 30 (4).

LA GAF. Grand Théâtre d'Edgar (43-20-90-09) (dim.) 20 h 15 (4).

HORACE. Théâtre national de Chaillot (47-27-81-15). Salle Gémier (dim., lun.) 20 h 30 (4).

LE DESTIN GLORIEUX DU MARECHAL NNIKON NNIKU. Grande halle de La Villette (salle Boris-Vian) (42-49-77-22) (dim. soir, lun.) 20 h 30, dim. 16 h (4).

DIALOGUES D'EXILES. Lucernaire forum (45-44-57-34) Théâtre rouge (dim.) 21 h 30 (4).

FANTASIO. Marie-Stuart (45-08-17-80) (dim., lun.) 22 h (4).

DANS LA NUIT LA LIBERTE. Palais des Sports (48-28-40-90) (ven., sam.) 20 h 30 (mer., sam.) 15 h, (dim.) 14 h et 18 h (4).

ADIEU LEOKADIA. Théâtre de l'Ombre qui roule (43-26-39-61) (lun.) 21 h (4).

APOSTROPHONS-NOUS. Grand Théâtre d'Edgar (43-20-90-09) (dim.) 22 h (4).

CHATTERTON, DERNIERE NUIT DE TRAVAIL. Cité internationale universitaire (45-89-38-69). La Resserre (dim., lun., mar.) 20 h 30 (4).

LES DEUX VOIES DE JEAN COCTEAU. Centre Georges-Pompidou 42-74-42-19) (mar.) 18 h 30 (5).

DERIVES. Sceaux (CAC les Gémeaux) (46-61-36-67) (ven., dim.) 20 h 30 (6).

VOUS QUI HABITEZ LE TEMPS. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, lun.) 21 h, dim. 17 h (10).

COUP DE SANG. Théâtre de la Bastille (43-57-42-14) (dim. soir, lun.) 19 h 30, dim. 15 h 30 (6).

CRIME ET CHATIMENT. Théâtre de Boulogne (46-03-60-44) (dim. soir, lun.) 20 h 30, dim. 15 h 30 (7).

MUSIC-HALL FOLIES. Le Bourvil (43-73-47-84) (mer., jeu., ven., sam.) 20 h 30, dim. 15 h (7).

PHYSIQUE ET METAPHYSIQUE. Tristan Bernard (45-22-08-40) sam. 15 h, lun. 18 h 30 (7).

PIECES DETACHEES. Michodière (47-42-95-23) (dim. soir, lun.) 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h (7).

POINT DE FEU SANS FUMEE. Edouard-VII. Sacha Guitry (47-42-57-49) (dim. soir, mer.) 20 h 45, sam. 16 h 30, dim. 15 h (7).

L'IMPROMPTU DU PALAIS-ROYAL. Théâtre de la Huchette (43-26-38-99) (dim.) 21 h 30 (9).

FLAGRANT DELIT DE MENSONGE. Artistic-Athévains (48-06-36-02) (dim. soir, mer.) 21 h, sam., dim. 17 h (10).

KNOCK. Saint-Maur-des-Fossés. Rond-point de la Liberté (48-89-99-10) (dim. soir, lun.) 21 h, dim. 15 h (10).

DES CLOWNS. Cergy. Théâtre des Arts (30-30-33-33) (jeu., lun.) ven., sam., mar. à 21 h, mer. 18 h 30. Dim. 16 h (10).

LE CHEMIN SOLITAIRE. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70) (dim. soir, lun.) 20 h 30, (sam. dim.) 15 h 30 (10).

SOL. Déjazet TLP (42-74-20-50) (dim., lun.) 20 h 30 (10).

LA VIE QUE JE T'AI DONNEE. Théâtre Hébertot (43-87-23-23) (dim. soir, lun.) 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h (10).

VISITE D'UN PERE A SON FILS. Poche-Montparnasse (45-48-92-97) (dim. soir, lun.) 21 h, dim. 15 h (10).

PARIS EN VISITES

MARDI 10 OCTOBRE

« Au *Musée d'Orsay* : art nouveau en Europe », 10 h 30, vestiaire collectivités, à gauche de l'entrée (G. Marbeau-Caneri).

« Les salons de l'Arsenal », 14 h 30, devant l'entrée de la bibliothèque (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).

« Le quartier Breteuil-Suffren avec visite de l'UNESCO », 14 h 30, métro Saint-François-Xavier (V. de Langlade).

« L'œuvre de Rodin et de Camille Claudel », 14 h 30, 77, rue de Varenne, près caisse (D. Fleuriot).

« Itinéraire policier de traboules et la cour des miracles », 14 h 30, métro Sentier, sortie principale (C.-A. Messer).

« Les impressionnistes au Musée Marmottan », 15 heures, entrée, 2, rue Louis-Boilly (Paris et son histoire).

« La Belle Epoque : Proust, Mucha et quelques autres », 15 heures, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).

MONUMENTS HISTORIQUES

« Art russe et religion orthodoxe à la cathédrale Saint-Alexandre-Newsky », 14 h 30, 12, rue Daru.

« Le quartier de la Défense et son arche », 15 heures, hall du RER la Défense, sortie L (devant la pharmacie).

« L'arc de Triomphe nouvellement restauré », 15 heures, devant la caisse.

PARIS-MUSÉES

« Renaissance de l'émail à Limoges au seizième siècle », 12 h 45 ; « Visite chez un collectionneur, auteur du dix-septième siècle », 14 h 30, Petit Palais.

« Nouveaux aménagements du musée », 14 h 30, Musée Carnavalet.

« La naissance de la Chine », 12 h 45, Musée Cernuschi.

CONFÉRENCES

Mairie, 16, rue des Batignolles, 17 h 30 : « La vie fulgurante d'Alexandre Dumas », par G. Poisson (Société historique et archéologique des huitième et dix-septième arrondissements).

91, rue de Seine, 20 heures : « Le fonctionnement de la mémoire », par J. Barda (L'Espace bleu).

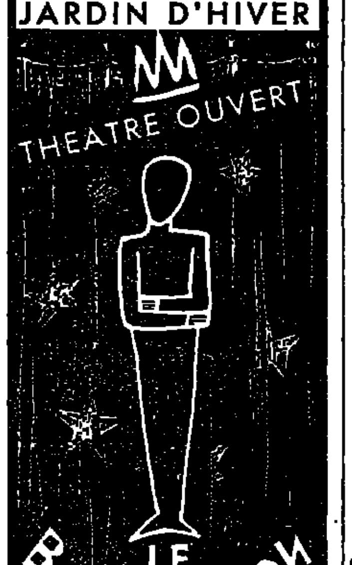
107, rue de Reuilly, 19 h 30 : « Tags, graffitis : un langage », par J. Barbin (Université libre de Paris).

Ministère de la recherche (amphi. Poincaré), 1, rue Descartes, 20 h 30 : « Rendez-vous avec Neptune », par A. Brahic (Association française d'astronomie).

CONNAISSANCE DU MONDE
SALLE PLEYEL : Lundi 9 octobre 1989 (18 h 30), Mardi 10 (18 h 30), Mercredi 11 (18 h et 20 h 30), Jeudi 12 (20 h 30), Vendredi 13 (15 h, 18 h 30 et 21 h), Dimanche 15 (14 h 30), Lundi 16 (18 h)
ALASKA
TERRE D'AVENTURES, Film de Patrick MATHÉ
Descente du Yukon. 3 000 km en radeau. Esquimaux chasseurs de baleines. Ours polaires. Chiens de traîneaux du Grand Nord. Faunes, merveilles de l'Alaska.
PROCHAINS SUJETS : ESPAGNE, SICILE – Tél. : 45-61-16-56. ABONNEZ-VOUS.

DANSE
THÉÂTRE DE LA VILLE PARIS
DU 10 AU 14 OCT. 20 H 45
KARINE SAPORTA
LES TAUREAUX DE CHIMENE
DU 17 AU 21 OCT. 20 H 45
MATHILDE MONNIER
A LA RENVERSE
VEN. 20 ET SAM. 21 OCT. 18 H 30
A LA DÉCOUVERTE DE LA JEUNE DANSE ESPAGNOLE
DANAT DANZA
LOC 42 74 22 77
2 PL. DU CHATELET PARIS 4e

42 62 59 49
JARDIN D'HIVER
THEATRE OUVERT



LE BOURRICHON
de Joël Jouanneau
La magie opère. *Le Monde*
Miracle. *Libération* - Des acteurs admirables. *Le Quotidien* - Une saga burlesque et tendre. *L'Humanité*
Un climat poétique assez rare. *La Croix.*

Café de la Plage
LES BLUES BELL BOYS
Street Jazz Band
LES DIMANCHES 8, 15, 22 et 29 Octobre à partir de 22 h.
59, rue de Charonne Paris 11e

(Publicité)
Centre Gurdjieff-Ouspensky
Tél. : 42-73-17-06

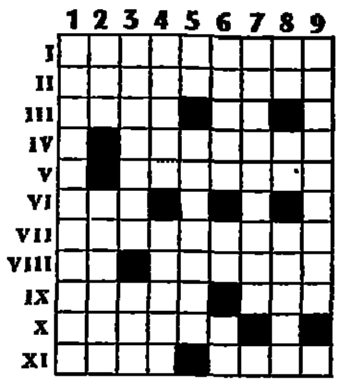
THÉÂTRE HÉBERTOT 43 87 23 23
MARIA CASARÈS

La vie que je t'ai donnée
PIRANDELLO

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5105



HORIZONTALEMENT

I. Capable d'emballer et de transporter. — II. Utile pour celui qui veut embobiner. — III. Un travailleur étranger. Un gaz. — IV. Favoris, autrefois. — V. Est parfois aux pommes. — VI. Peut se voir au zoo. — VII. Des gens qui passeraient par-dessus tout le monde. — VIII. Demi-tour. Font des poursuites. — IX. Contra, en pharmacie. Forme d'être. — X. Des petites nappes. — XI. Port. Article d'un règlement.

VERTICALEMENT

1. Des femmes qui ont les boules. — 2. Est parfois sous le bonnet. Un certain piquant. — 3. Ronfler en marchant. Pas brillant. — 4. Région ancienne. Bien aimable. — 5. Qui a donc circulé. A des qualités toniques. — 6. Anglais vraiment vulgaire. En France. Pronom. — 7. Au début, il fut bien content d'avoir une saucisse. — 8. Pas présentable. Participe. Vieux mais à la mode. — 9. Risque de se répandre quand il y a beaucoup de cafards.

Solution du problème n° 5104

Horizontalement

I. Planétologie. Va. — II. Hameçon. Uranies. — III. Ici. Ordures. Cri. — IV. Lut. Ures. Visage. — V. Anière. Api. Ire. — VI. Tee. T.N.T. Osé. Erg. — VII. Es. Téter. Tif. — VIII. Air. Comédiens. — IX. Iris. Phi. Selles. — X. Sensée. Sr. Réa. — XI. Tu. Etna. En. Unis. — XII. Esaü. Elaguer. — XIII. Serf. Is. Et. Ota. — XIV. Nid. Autos. Ailes. — XV. Ereinté. Epilera.

Verticalement

1. Philatéliste. Né. — 2. Lacunes. Réussir. — 3. Amitié. Ain. Aède. — 4. Ne. Tisseur. — 5. Ecourter. Et. Fan. — 6. Torrent. Pêne. Ut. — 7. Onde. Tech. Alité. — 8. U.S.A. Rois. Aso. — 9. Our. Pô. Reg. Se. — 10. Grévistes. Nue. — 11. Iasi. Eider. Etai. — 12. En. Si. Fileur. Il. — 13. Icare. Elan. Olé ! — 14. Verger. Né. Inter. — 15. Asie. Gosses. Asa.

GUY BROUTY

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 7 septembre :

UN DÉCRET

● N° 89-722 du 5 octobre 1989 fixant le régime financier des céréales pour la campagne 1989-1990.

UNE CIRCULAIRE

● Du 22 août 1989 relative aux activités d'insertion destinées aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion et aux demandeurs d'emploi indemnisés en allocation de fin de droits ou en allocation de *solidarité spécifique*.

DES LISTES

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de chimie et de physique de Bordeaux ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure de physique de Marseille ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988.

● D'admission à l'Ecole nationale des ingénieurs des travaux des eaux et forêts (concours de 1989).

● D'admission à l'Ecole nationale supérieure féminine d'agronomie de Rennes (concours de 1989).

● D'admission à l'Ecole nationale des ingénieurs des travaux ruraux et des techniques sanitaires de Strasbourg (concours de 1989).

Est publié au *Journal officiel* du dimanche 8 octobre :

UNE LISTE

● Des élèves du Conservatoire national des arts et métiers ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement entre le 1er octobre 1986 et le 30 septembre 1987.

EN BREF

□ **FORUM EXPO 89. La gestion des ressources humaines.** — Le Forum expo conseil liaisons propose des conférences-débats sur ce thème : Comment améliorer l'efficacité de la gestion des ressources humaines ; le recrutement ; l'Europe ; la *communication* interne, etc. Placé sous le parrainage de M. Jean-Pierre Soisson et de ; M. Armand Mella, il a lieu jusqu'au 11 octobre (à partir de 9 heures) à l'Espace Pullman Saint-Jacques, 17, boulevard Saint-Jacques, 75014 Paris.

★ **Renseignements au (1) 42-70-02-65.**

□ **Nouvelles Solidarités.** — Les assises des Nouvelles Solidarités, ouvertes par le chef de l'Etat en janvier dernier à la Sorbonne, avaient réuni trois mille participants et mobilisé plus de cent intervenants. La synthèse de ces trois journées, réalisée par Dan Ferrand-Bechmann, vient de paraître sous forme d'un cahier de 70 pages, comprenant en annexe la liste complète des intervenants. Il est disponible au ministère de la solidarité, 25, av. Charles-Floquet, 75700 Paris.

CAMPUS

Relance du Haut Comité éducation-économie

Créé en mars 1986 par M. Jean-Pierre Chevènement, officialisé par M. René Monory, le Haut Comité éducation-économie, dont la composition a été récemment renouvelée, vient de voir son rôle réaffirmé par M. Lionel Jospin. *« Il est temps de donner au Haut Comité des ambitions plus larges et un nouvel essor »*, a déclaré le ministre de l'éducation en installant les vingt-quatre membres de cet organe situé *« au carrefour du système éducatif et des milieux professionnels »*.

Présidé par M. Bernard Descomps, le Haut Comité a été confirmé dans sa mission de *« laboratoire d'idées et force de propositions »*. M. Jospin a rappelé les suggestions qui ont déjà été suivies d'effets (création des baccalauréats professionnels, généralisation des 4e et 3e technologiques...) et les réflexions plus récentes du Haut Comité (réorganisation des bacs F et G, formation des techniciens supérieurs et des ingénieurs). Mais il a surtout encouragé cette instance à développer son action prospective sur les métiers et les formations, ainsi que sur les systèmes de formation professionnelle européens, en devenant un véritable nœud de communication entre les différents partenaires.

Pour faciliter la circulation de l'information, un réseau de comités académiques a été mis en place et M. Descomps est désormais invité à participer aux réunions qui rassemblent périodiquement les recteurs autour du ministre et des directeurs de l'administration.

J.-J. B.

Aix-Leipzig

L'université de Provence, qui est unie par une convention à l'université de Leipzig, entend développer la coopération entre les deux établissements, notamment dans les études sur le monde arabe.

Un programme d'échanges permettra par ailleurs à des étudiants de Leipzig de passer plusieurs mois à Aix dans l'institut correspondant aux études qu'ils poursuivent.

TIME 92

L'Ecole centrale Paris, associée à quinze écoles et universités scientifiques internationales, met en place les 12 et 13 octobre le programme « TIME 92 » (Top Industrial Managers for Europe 92). Créé à l'initiative de l'Ecole centrale « TIME 92 » permet à des étudiants sélectionnés d'effectuer, dans le cadre de leur cursus, deux années d'études à l'étranger au sein d'une des universités européennes signataires de la charte.

CARNET DU *Monde*

Naissances

— Les amis de

Jacques DURAND

sont heureux de le féliciter pour sa future grande-paternité.

Décès

— Sa famille,
Et ses amis,
ont la grande tristesse de faire part du décès, à Paris, le 5 septembre 1989, de

Jacqueline AUBERT,
ancien directeur des affaires sociales
à la Fédération française
des sociétés d'assurances
et administrateur ou membre
des commissions sociales des caisses
de retraite
du personnel des sociétés d'assurances,
chevalier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu, selon ses vœux, dans la stricte intimité.

Me Fecarrota,
11, rue Edmond-Roger,
75015 Paris.

— Le professeur Akira Nakajima, président de l'Académie internationale d'ophtalmologie,
Et les membres de l'Académie internationale d'ophtalmologie,
ont le regret de faire part du décès de leur collègue et ami, le

professeur Paul BRÉGEAT,
officier de la Légion d'honneur,
vice-président honoraire de l'Académie
internationale d'ophtalmologie,
membre de l'Académie nationale
de médecine.

[Le professeur Paul Brégeat est décédé le 5 octobre 1989, à l'âge de quatre-vingts ans, à Vieux-Mareuil, village du Périgord où il naquit. Membre de l'Académie nationale de médecine, il était aussi vice-président de l'Académie internationale d'ophtalmologie. Très connu en France et à l'étranger pour ses travaux scientifiques dans le domaine de la chirurgie oculaire et de la neuro-ophtalmologie. Le professeur Brégeat laisse le souvenir d'un humaniste particulièrement attaché à son territoire périgourdin. Ses obsèques ont eu lieu à Vieux-Mareuil samedi 7 octobre.]

— Mme Georges Desbuquois,
M. et Mme Bernard Desbuquois,
M. et Mme Pierre Papon,
M. et Mme René Groussard,
Vincent, Sophie, Christine, François, Arnaud et Rémi,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Georges DESBUQUOIS,
officier de la Légion d'honneur,
membre de l'Académie de médecine,
doyen honoraire de la faculté de Tours,

survenu le 4 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu le 6 octobre, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

83 *bis*, avenue de Grammont,
37000 Tours.

— Nicole,
son épouse,
Ses enfants et et petits-enfants,
Ainsi que les familles Berckmans, Bernard, Doniol-Valcroze, Guinand, *Hamon et Roos*,
ont la profonde douleur d'annoncer la mort brusque et soudaine de leur bien-aimé,

Jacques DONIOL-VALCROZE,
cinéaste et romancier.

L'incinération aura lieu le mardi 10 octobre 1989, à 13 h 30, au crématorium de Nice-Côte-d'Azur.

Un hommage lui sera rendu ultérieurement à la cinémathèque de Paris.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

5 *bis*, rue de Vélizy,
92190 Meudon.

(*Le Monde* du 7 octobre.)

— Nous apprenons le décès de

Mourad KAOUAH,
ancien député d'Alger,

survenu samedi 7 octobre 1989, à Perpignan, à l'âge de soixante-dix ans.

[Né le 14 avril 1919, à Aumale, employé d'Electricité et Gaz d'Algérie, Mourad Kaouah connaît une certaine célébrité comme joueur de football et devient vice-président de la municipalité de Saint-Eugène, près d'Alger. En 1958 il est élu député d'Alger-Ville sur une liste « Algérie française » favorable au général de Gaulle. En 1959 il adhère au Rassemblement pour l'Algérie française et au groupe parlementaire Unité de la République qui de plus en plus s'oppose à la politique d'autodétermination de De Gaulle en Algérie. En 1960 il est arrêté et inculpé d'atteinte à la sûreté de l'Etat pour avoir rejoint M. Lagaillarde, autre député, dans le réduit des barricades à Alger. Après la fin de son mandat en 1962, il s'occupe du sort des anciens harkis et se rapproche de M. Le Pen. Il devient secrétaire départemental du Front national pour les Pyrénées Orientales après s'être installé à Perpignan. Il avait, à la fin de sa vie, quitté le mouvement de M. Le Pen en désaccord avec l'évolution de ce mouvement.]

— Flaure et Paul Luce,
ses enfants,
Dominique et Jean Espinasse,
Jean-Marc Luce,
ses petits-enfants,
Céline Hertzman,
sa sœur,
Toute la famille
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Samuel KOHN,
chevalier du Mérite,
ancien chef de division de recherches
à l'ONERA,
ancien professeur associé
à l'université d'Orléans,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 10 octobre 1989, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse.

130, avenue de Versailles,
75016 Paris.

— M. Gaston Maurice,
a la douleur de faire part du décès de son épouse,

Mme Simone MAURICE,
née Ragueneau,

décédée le 7 octobre 1989, à Paris-8e.

Les obsèques auront lieu le mardi 10 octobre, à 10 h 45.

Réunion à la porte principale du cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

1, rue de Cérisoles,
75008 Paris.

— Patrick Poirier,
son fils Charles-Antoine,
Robert P. Poirier,
Odette Poirier-Fabre,
Evelyne Poirier-Quenard,
ses neveux et nièces,
ont l'immense douleur de faire part du rappel à Dieu de

Bernard POIRIER,
croix de guerre avec Palmes,
médaille militaire 1939-1945,

muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, le 4 octobre 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, rue des Trois-Portes,
75005 Paris.

CARNET DU *MONDE*
Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques ...... 83 F
abonnés et actionnaires . 73 F
Communicat. diverses .. 86 F

— Mme Jean-Pierre Putois,
M. et Mme Georges-Marie Putois,
Olivier et Philippe,
M. et Mme Yves Lafille
et Pauline,
M. et Mme Joël Putois
et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Putois
et leurs enfants,
ont la profonde tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Jean-Pierre PUTOIS,
médaille de vermeil
de la Ville de Paris,

survenu le 26 septembre 1989, à Paris, dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale au Bourdet (Deux-Sèvres).

Une messe sera célébrée le jeudi 26 octobre, à 12 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, rue du Père-Corentin,
75014 Paris.
2, rue du Luminaire,
95160 Montmorency.

— Mme Sylvia Schleif-Toussaint,
son épouse,
M. Pierre Toussaint,
son frère,
Mme Paule Ready,
sa sœur
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François-Christian TOUSSAINT,

survenu accidentellement à l'âge de cinquante-trois ans, le 10 septembre 1989, à Saint-Tropez.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Tropez, le vendredi 15 septembre.

Voici un mois que François-Christian nous a quittés mais

« N'ayez pas peur mes amis les poètes ne font que semblant de mourir. »

Jean Cocteau.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

45, rue de Sèvres,
75006 Paris.
Villa Louisiana, RN 10,
40530 Labenne.
4 607 Pleasant Avenue
Minneapolis HN 55402 USA.

— Le comte et la comtesse de Valence de Minardière,
son gendre et sa fille
Les docteurs Antoine et Laurence Garbarg-Chenon,
Julien et Sarah,
M. Ludovic Michel,
Mlle Sylvia Michel,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants,
Les familles Vedrune, Lancesseur et Lecœur,
Mme Janine Mortain,
ont la tristesse de faire part de la mort, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 2 octobre 1989, de

M. Jean VEDRUNE,
membre de l'Académie de Neuilly,

muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation au cimetière de Neuilly, a eu lieu dans l'intimité familiale, le 6 octobre.

41, rue de Varenne,
75007 Paris.

Remerciements

— Mme André Bourzeix,
son épouse,
M. et Mme Pascal Bourzeix
et leur fils,
ses enfants et petit-fils,
Mme Marie-Jeanne Bourzeix,
sa sœur,
Mme Simone Massé,
sa belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
Toute la famille
Et tous ses amis
très touchés des marques de sympathie reçues lors du décès de

M. André BOURZEIX,

vous prient de trouver ici leurs plus sincères remerciements.

15, rue Solferino,
92170 Vanves.

POMPES FUNÈBRES
ROBLOT
NOUVELLE FORMULE
"LE CONTRAT PREVOYANCE"
pour l'organisation de vos obsèques
Interrogez-nous
N° VERT 05.45.22.27

Anniversaires

— Le 10 octobre 1957,

Jean DUVAL
l'auteur des *Cahiers*

nous quittait.

Ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent et l'unissent dans leur souvenir à

Colette.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le vendredi 13 octobre, à 19 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, chapelle de la Sainte-Vierge, à l'intention du

Père Jean STARCKY,
aumônier de la 1re DFL,
compagnon de la Libération,
directeur honoraire au CNRS,

rappelé à Dieu le 9 octobre 1988.

Communications diverses

— Rudyard Kipling. Nouvelle maçonnique, première raduction française : *Dans l'intérêt des frères*. Envoi gratuit sous pli fermé. Frais d'expédition 15 F. Renaissance traditionnelle, BP 277, 75160 Paris Cedex 04.

Soutenances de thèses

— Université de Provence, le mercredi 11 octobre, à 14 heures, salle des professeurs. Mme Martine de Gandemar, née Schwoebel : « La notion de puissance chez Leibniz ».

Médaille d'or

XIVe Congrès international d'ORL
et de chirurgie cervico-faciale
(septembre 1989)
IVe Festival du film et de la vidéo
(Prés. : professeur Garcia-Tapia)

Dans la catégorie Public Education (Founder Chairman Award) IFOS, le docteur Vincent BOUTON a obtenu la médaille d'or pour le film *Sinus Line*, réalisation M. PITTION-ROSSILLON.

loto
TIRAGE DU LOTO N° 40 DU SAMEDI 7 OCTOBRE 1989
3 7 13 27 35 46 2

6 BONS N°	27	259 580,00 F
5 BONS N° + complémentaire	26	60 650,00 F
5 BONS N°	3 660	3 055,00 F
4 BONS N°	150 618	70,00 F
3 BONS N°	2 225 044	7,00 F

7,00 x 2 = 14,00 F

LOTO SPORTIF
RESULTATS COMPLETS N° 47
JUVENTUS 0 A. BERGAME 1

12 bons pronostics	10	193 204,00 F
11 bons pronostics	241	2 483,00 F
10 bons pronostics	7 759	269,00 F
	7 259	163,00 F

NUMÉRO PACTOLE : 1

Dans « le Monde de l'éducation » d'octobre

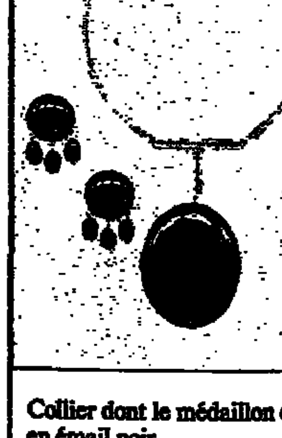
Orthographe : le dossier du débat

Les Français raffolent des batailles symboliques. Sur le front de l'éducation, plutôt paisible depuis quelques mois, sereinement consensuel, la croisade de l'orthographe a rallumé les passions. C'est la parution, parfaitement coordonnée, de plusieurs ouvrages prônant une réforme, qui a mis le feu aux poudres.

Un mois après le déclenchement des polémiques, il est temps de faire le point. Y a-t-il, dans les différents projets de réforme, de quoi défigurer la langue ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi crie-t-on alors à l'assassinat culturel ? Les partisans du *statu quo* ont-ils vraiment tort quand ils mettent l'accent sur les véritables difficultés de la langue, celles-là irréductibles : sa grammaire sa syntaxe ? Quels seraient les effets véritables, sur la scolarité et sur le plan social, d'une réforme touchant des points de détail du système d'écriture ?

D'ailleurs, qu'en pensent les instituteurs qu'on a rangés, sans doute un peu vite, parmi les « réformateurs » ? *Le Monde de l'éducation* les a rencontrés. Ils parlent. Et aussi, dans ce dossier, un voyage à travers l'histoire de la langue et de ses nombreuses réformes : le point de vue de nombreux écrivains, une interview de Nina Catach, et l'analyse de la situation en Allemagne où une réforme est en cours.

Egalement au sommaire du numéro d'octobre du *Monde de l'éducation*, une enquête sur l'enseignement international : qui concerne-t-il, à quoi mène-t-il ? Ainsi que deux dossiers : l'un sur les grandes manœuvres déclenchées dans l'assurance scolaire, l'autre sur les innovations de la rentrée universitaire.

JACQUES GAUTIER

Collier dont le médaillon est en émail noir.
Boucles d'oreilles : 2 500F
36, rue Jacob, 75006 Paris
TÉL : 42-60-84-33

هكذا من الأصل

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 octobre à 0 heure et le mardi 10 octobre à 24 heures.

La faible perturbation qui aura commencé à traverser la France lundi achèvera de s'évacuer sur l'Est mardi matin. Mardi, le ciel restera souvent très nuageux sur l'ensemble du pays. En Méditerranée, le mistral et la tramontane souffleront toujours. Des éclaircies apparaîtront près de l'Atlantique l'après-midi.

Mardi : nuageux, soleil et vent en méditerranée.

Le pourtour méditerranéen sera privilégié par rapport aux autres régions avec un ciel peu nuageux, mais toujours du mistral et de la tramontane qui souffleront jusqu'à 80 km/h. En Corse, les passages nuageux pourront être plus nombreux et occasionner des averses.

Partout ailleurs, le ciel sera très nuageux le matin. Dans les régions où il y aura eu des éclaircies en cours de nuit, c'est-à-dire le long du littoral atlantique et dans le Nord-Est et le Centre-Est, des brouillards se formeront. Il pleuvra encore un peu près des frontières de l'est du pays.

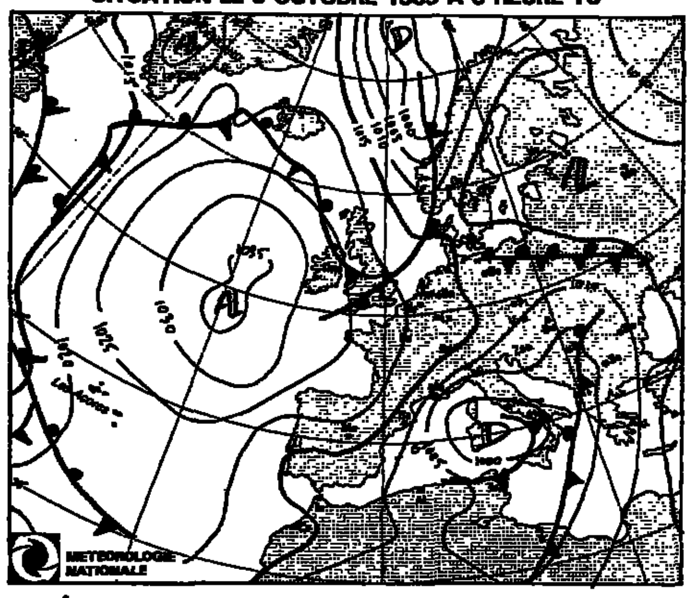
Au fil des heures, il y aura peu d'évolution du côté nébulosité. Toujours, un ciel très nuageux sur les région allant de la Normandie au nord et au nord-est du pays et aux Alpes. Ailleurs, c'est-à-dire de la Bretagne au Sud-Ouest, le soleil réussira à faire quelques apparitions malgré des nuages encore très abondants.

En soirée, il pourra tomber un peu de bruine sur l'extrême nord du pays.

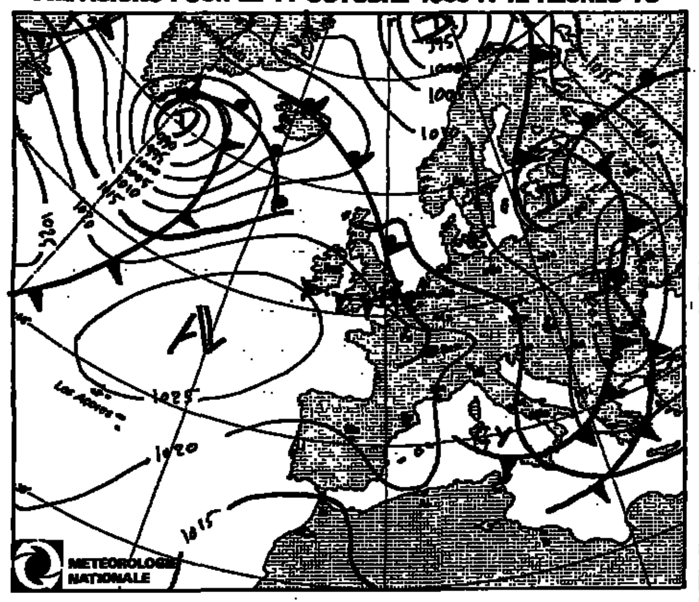
Les températures minimales seront basses sur l'ensemble du pays : 6 à 10 degrés près du littoral méditerranéen, 6 à 8 degrés sur les régions proches du littoral atlantique, 3 à 7 degrés ailleurs.

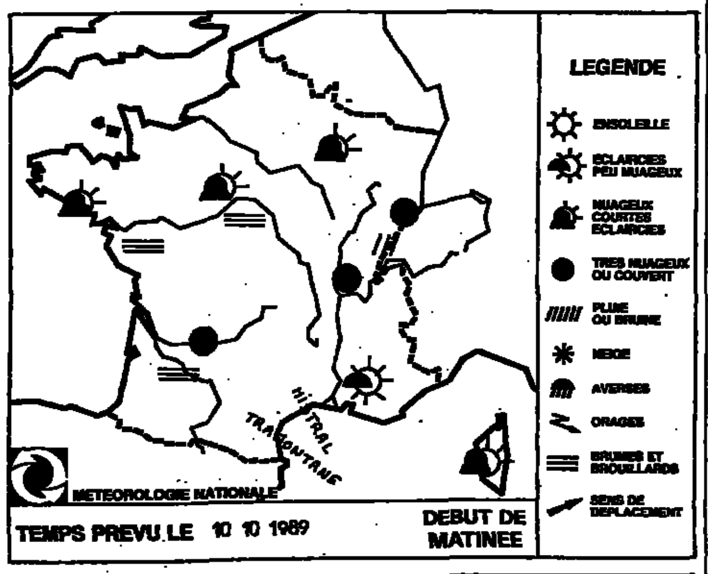
L'après-midi, il fera encore frais pour la saison : 17 à 20 degrés dans le Sud-Est, 13 à 17 degrés de la Bretagne au Sud-Ouest et seulement 10 à 13 degrés ailleurs, c'est-à-dire dans les régions où le soleil ne se sera pas montré de la journée.

SITUATION LE 9 OCTOBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 11 OCTOBRE 1989 A 12 HEURES TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 8-10-1989 à 6 heures TU et le 9-10-1989 à 6 heures TU — le 9-10-1989

FRANCE	Max	Min	Temps
AJACCIO	19	11	C
BIARRITZ	17	8	N
BORDEAUX	18	7	N
BOURGES	15	5	C
BREST	16	8	C
CAEN	14	9	P
CHERBOURG	14	11	N
CLERMONT-FER.	13	6	N
DIJON	13	5	N
GRENOBLE St-M-H	12	8	N
LILLE	15	11	P
LIMOGES	13	7	D
LYON	13	7	C
MARSEILLE-MAR.	16	10	D
NANCY	11	7	C
NANTES	18	8	D
NICE	20	11	D
PARIS-MONTS.	17	11	C
PAU	15	7	C
PERPIGNAN	19	14	D
RENNES	16	7	D
ST-ÉTIENNE	11	5	N
STRASBOURG	10	4	C
TOURS	15	7	C
TOULOUSE	17	9	D
POINTE-A-PITRE	–	–	–

ÉTRANGER	Max	Min	Temps
ALGER	25	16	O
AMSTERDAM	15	10	P
ATHÈNES	22	20	A
BANGKOK	34	25	C
BARCELONE	26	11	D
BELGRADE	12	10	C
BERLIN	11	8	P
BRUXELLES	14	10	P
LE CAIRE	29	19	D
COPENHAGUE	11	6	C
DAKAR	31	26	D
DELHI	35	23	D
DJERBA	26	20	D
GENÈVE	12	7	N
HONGKONG	27	24	C
ISTANBUL	19	17	N
JÉRUSALEM	23	15	D
LISBONNE	29	18	D
LONDRES	15	7	P
LOS ANGELES	25	14	N
LUXEMBOURG	10	6	C
MADRID	24	10	D
MARRAKECH	35	17	D
MEXICO	22	13	B
MILAN	13	5	D
MONTRÉAL	9	5	C
MOSCOU	4	1	N
NAIROBI	26	16	A
NEW-YORK	19	9	N
OSLO	8	3	P
PALMA-DE-MAL.	24	12	D
PÉKIN	20	7	D
RIO-DE-JANEIRO	23	21	C
ROME	20	11	O
SINGAPOUR	31	24	C
STOCKHOLM	7	6	N
SYDNEY	26	24	D
TOKYO	19	12	D
TUNIS	23	15	N
VARSOVIE	11	5	C
VENISE	18	9	C
VIENNE	12	8	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 9 octobre

TF 1

- **20.40 Série : Pause-café, pause tendresse.** Les enfants déchirés, avec Véronique Jannot. *Quand deux êtres se séparent...*
- **22.05 Magazine : Choca.** De Stéphane Paoli.
- **23.00 Magazine : Minuit sport.** Corrida de Ronda, avec Antonio Ordenez.
- **23.35 Journal et Météo.**
- **23.55 Série : Intrigues.**
- **0.20 Série : Mésaventures.**
- **0.45 Série : Intrigues.**
- **1.10 TF 1 nuit.**
- **1.35 Flash d'informations.**
- **1.40 Feuilleton : C'est déjà demain.**

A 2

- **20.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.** Septième grand tournoi, en direct de Nîmes.
- **22.00 Flash d'informations.**
- **22.05 Magazine : Comment ça va ?** De Jean-Daniel Flaysakier et Henri Sannier. Le mal de dos.
- **23.07 ▶ Quand je serai grand.** Emission de Bernard Rapp, Jean Teulé et Marie-France Kosmowski. Invité : Robert Doisneau.
- **23.10 Informations : 24 heures sur la 2.**
- **23.30 Météo.**
- **23.35 Soixante secondes.** Lino Broca, cinéaste.
- **23.40 Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

- **20.35 Cinéma : Il était une fois la révolution.** ■ Film italien de Sergio Leone (1971). Avec Rod Steiger, James Coburn, Romolo Valli.
- **23.15 Journal et Météo.**
- **23.40 Musiques, musique.** Etudes nº 11 et 12, de Scriabine, par Inger
- **23.45 Magazine : Océans de nuit.**

CANAL PLUS

- **20.30 Cinéma : Les Goonies.** ■ Film américain de Richard Donner (1985). Avec Sean Astin, Josh Brolin, Jeff Cohen.
- **22.20 Flash d'informations.**
- **22.25 Magazine : Lundi sport.** Fotball ; à 22.40, boxe ; à 23.40, football américain.
- **0.40 Cinéma : Sammy et Rosie s'envoient en l'air.** ■■ Film britannique de Stephen Frears (1987). Avec Shashi Kapoor, Claire Bloom, Ayub Khan Din (v.o.).
- **2.20 Documentaires : Docs, docs, docs, super docs.** Cet enfant n'est pas le mien, de Jonathan Gill.

LA 5

- **20.40 Téléfilm : L'innocence violée.** De Dan Curtis, avec Cloris Leachman, Season Hubley. *Le combat d'une femme pour faire condamner l'agresseur de sa fille.*
- **22.25 Rallye des pharaons.**
- **22.30 Série : Matlock.**
- **23.30 Magazine : Arrêt sur image.**
- **0.00 Journal de minuit.**

M 6

- **20.30 Cinéma : Le sixième continent.** ■ Film britannique de Kevin Connor (1974). Avec Doug McLure, John McEnery, Susan Penhaligon.
- **22.05 Téléfilm : Pulsion fatale.** D'Antony J. Christopher, avec Michelle McCormick, Ken Roberts. *Agressions en série sur un campus.*
- **23.30 Six minutes d'informations.**
- **23.35 Magazine : Jazz 6.**

LA SEPT

- **17.30 Opéra : Eugène Onéguine.** De Tchaïkovski.
- **19.30 Documentaire : L'amour en France** (3). De Daniel Karlin et Tony Lainé.
- **20.30 Cinéma : Dans la ville blanche.** ■ Film suisse d'Alain Tanner (1982). Avec Bruno Ganz, Teresa Madruga, José Carvalho.
- **22.30 Documentaire : Ouvrières à la chaîne.** De Torgny Schunnesson et Jean Hermasson.
- **23.30 Téléfilm : Un médecin des Lumières** (1re partie). De René Allio.

FRANCE-MUSIQUE

- **20.30 Renseignements sur Apollon.** Concert (en direct du Grand Auditorium) : Anamorphose, de Tanaka, Anaphores, fantaisie pour piano et orchestre, de Zinsstag ; Piano concertant, d'Evangelista ; Faisceaux-diffractions, d'Eloy, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Yves Prin, sol. : Ichiro Nodaira, piano. A 22.30, Virtuoses, virtuoses. A 22.55, Faites voir la musique. A 23.07, Alina, regina di Golconda (acte 1), de Donizetti.
- **0.30 Textes et prétextes.**

FRANCE-CULTURE

- **20.00 Musique : Le rythme et la raison** Thelonius Monk. 1. Portrait d'un ermite.
- **20.30 L'histoire en direct.** Les SS français de Hitler.
- **21.30 Dramatique.** Badonce et les créatures, d'Alexandre Vialatte.
- **22.40 Cote d'amour.**
- **0.05 Du jour au lendemain.**
- **0.50 Musique : Coda.**

Mardi 10 octobre

TF 1

- **14.30 Feuilleton : L'esprit de famille** (2e épisode).
- **15.30 Série : Tribunal.**
- **16.00 Variétés : La chance aux chansons.**
- **16.30 Feuilleton : En cas de bonheur.**
- **16.55 Club Dorothée.** Les chevaliers du zodiaque ; Mask ; Jeux.
- **17.55 Série : Hawaii, police d'Etat.**
- **18.50 Avis de recherche.**
- **18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.**
- **19.25 Jeu : La roue de la fortune.**
- **20.00 Journal, Météo et Tapis vert.**
- **20.40 Cinéma : La bataille d'Angleterre.** ■ Film britannique de Guy Hamilton (1969). Avec Michael Caine, Curd Jurgens, Laurence Olivier.
- **22.50 Magazine : Ciel, mon mardi !** De Christophe Dechavanne.
- **0.20 Journal et Météo.**
- **0.40 Série : Intrigues.**
- **1.05 TF1 nuit.**
- **1.30 Flash d'informations.**
- **1.35 Feuilleton : C'est déjà demain.**

A 2

- **14.15 Feuilleton : Les fiancées de l'empire** (2e épisode)
- **15.25 Magazine : Du côté de chez Fred.** De Frédéric Mitterrand. Spécial Maurice Béjart (1re partie).
- **16.30 Feuilleton : Monte-Carlo** (2e épisode).
- **17.20 Magazine : Graffitis 5-15.** Présenté par Groucho et Chico. COPS ; Quick et Flupke ; Grafficurieux ; Alf.
- **18.15 Série : Les voisins.**
- **18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
- **19.00 Série : Top models.**
- **19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !** Présenté par Patrice Laffont.
- **20.00 Journal et Météo.**
- **20.35 Cinéma : Circulez, y'a rien à voir.** ■■ Film français de Patrice Leconte (1982). Avec Jane Birkin, Michel Blanc, Jacques Villeret.
- **22.05 Flash d'informations.**
- **22.10 Magazine : Stars à la barre.** Présenté par Daniel Bilalian.
- **23.37 Quand je serai grand.** Invité : Jean-Loup Chrétien.
- **23.40 Informations : 24 heures sur la 2.**
- **0.00 Météo.**
- **0.05 Soixante secondes.** Heiner Muller, metteur en scène.
- **0.10 Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

- **17.05 Petit ours brun.**
- **17.06 Inspecteur Gadget.**
- **17.10 Les petits malins.**
- **17.30 Auto vélo bravo.**
- **17.35 David le gnome.**
- **18.00 Magazine : C'est pas juste.**
- **18.30 Jeu : Questions pour un champion.**
- **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- **19.58 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.**
- **20.05 Jeux : La classe.**
- **20.30 INC.**
- **20.35 ▶ Cinéma 16 : Mary de Cork.** Téléfilm de Robin Davis d'après la nouvelle de Joseph Kessel, avec Tanya Lopert, Bernard-Pierre Donnadieu, Rufus. *L'Irlande dans les années 20.*
- **22.10 Journal et Météo.**
- **22.35 Télévision régionale.**

CANAL PLUS

- **13.30 Cinéma : Une vie.** ■■ Film français d'Alexandre Astruc (1958). Avec Maria Schell, Christian Marquand, Pascale Petit.
- **14.50 Pochettes surprises.** Parlons grand-mère, de Djibril Diop.
- **15.30 Cinéma : Savannah.** ■ Film français de Marco Pico (1987). Avec Jacques Higelin, Daniel Martin, Elodie Gautier.
- **17.25 Cabou cadin.** Mollerissimo ; Sales mioches.
- **18.15 Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana.
- **18.50 Top 50.** Présenté par Marc Toesca.
- **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Jacques Revaux.
- **20.05 Sport : Football.** Les coulisses.
- **20.30 Sport : Football.** Championnat d'Europe des espoirs : France-Ecosse.
- **22.35 Flash d'informations.**
- **22.40 Cinéma : La folle histoire de l'espace.** □ Film américain de Mel Brooks (1987). Avec Mel Brooks, John Candy, Rick Moranis (v.o.).
- **0.15 Cinéma : Deux belles garces.** Film français classé X de Michel Barny (1988). Avec Marie Noelly, Cloé Dary, Joey Silvera.
- **1.50 Série : Bergerac.**

LA 5

- **20.40 Cinéma : Conan le barbare.** ■■ Film américain de John Milius (1982). Avec Arnold Schwarzenegger, James Earl Jones.
- **23.05 Rallye des pharaons.**
- **23.10 Série : L'enfer du devoir.**
- **0.00 Journal de minuit.**
- **0.05 Magazine : Nomades.**

M 6

- **19.54 Six minutes d'informations.**
- **20.00 Série : Madame est servie.**
- **20.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.**
- **22.10 Magazine : Ciné 6.**
- **22.30 Cinéma : Un jour à New-York.** ■■ Film américain de Gene Kelly et Stanley Donen (1949). Avec Gene Kelly, Frank Sinatra, Betty Garrett.
- **0.10 Six minutes d'informations.**
- **0.15 Musique : Boulvrock'n hard.**

LA SEPT

- **16.00 Méthode Victor : Espagnol.**
- **16.30 Magazine : Club sans nom.** De Jean-Marc Terrasse et Martin Meissonnier.
- **17.30 Cinéma : La salamandre.** ■■ Film suisse d'Alain Tanner (1971). Avec Bulle Ogier, Jean-Luc Bideau, Jacques Denis.
- **19.30 Documentaire : Histoire parallèle.** De Philippe Grandrieux.
- **20.15 Jazz soundies collection.**
- **20.25 Documentaire : Travailler à domicile.**
- **20.30 Documentaire : Voyage au pays des francs-maçons.** De Serge Moati. 1. Le secret maçonnique.
- **21.45 Documentaire : Images du pôle à l'équateur.** De Yervant Gianikian et Angela Richi Lucchi.
- **22.30 Documentaire : Le temps n'a pas de nom.** De Stephan Jarl.
- **23.30 Théâtre : Pour un oui ou pour un non.** Pièce de Nathalie Sarraute.

FRANCE-MUSIQUE

- **20.30 Concert** (donné le 9 décembre à l'Alter Oper de Francfort) : Concerto pour violon et orchestre nº 2, Le mandarin merveilleux, de Bartok, par l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, le chœur de la Frankfurter Musikhochschule, dir. : Eliahu Inbal, sol. : Jean-Jacques Kantorow, violon.
- **22.30 La galaxie des traditions.**
- **23.07 Club d'archives.**

FRANCE-CULTURE

- **20.00 Musique : Le rythme et la raison.** Thelonius Monk. 2. Eléments pour une chronologie.
- **20.30 Archipel médecine.** Dossier : La neurochirurgie aujourd'hui.
- **21.30 Bébé dans la publicité** (rediff.).
- **22.40 Nuits magnétiques.** La passion selon...
- **0.05 Du jour au lendemain.**
- **0.50 Musique : Coda.**

Audience TV du 8 octobre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière — 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	51.5	7 sur 7 22.6	Publicité 10.3	L'agence 4.8	Gremlins 4.1	Supercopter 7.4	Trop tard... 2.1
19 h 45	55.7	7 sur 7 24.6	Maguy 13.4	L'agence 4.8	Flash 1.9	Supercopter 8.3	Trop tard... 2.3
20 h 16	64.4	Journal 24.1	Journal 16.2	Benny Hill 9.8	Ça cartoon 3.4	Journal 5.4	Publicité 5.0
20 h 55	67.1	4e pouvoir 25.0	Pipe Maigret 14.4	Grande muraille 5.2	Folle histoire 2.9	Il était une fois 18.9	La poursuite 4.8
22 h 8	57.0	4e pouvoir 23.1	Spectacles 7.9	Océaniques 2.9	Flash 1.0	Il était une fois 18.5	La poursuite 4.8
22 h 44	33.8	Deux pattes 6.4	Ciné-club 2.3	Le port 4.2	Une vie 0.3	Il était une fois 18.2	Viol châtiment 3.3

Le Monde

PLANTU

DES FOURMIS DANS LES JAMBES

L'ALBUM 89

164 PAGES – 250 DESSINS

La sélection de ses meilleurs dessins

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE PLANTU

NOM : ____________ PRÉNOM : ____________

ADRESSE : ____________

CODE POSTAL : |_|_|_|_|_| LOCALITÉ : ____________

PAYS : ____________

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : ______ × 55 F, frais de port inclus = ______ F.

Bulletin et règlement à retourner à : *le Monde*, service vente au numéro, 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09. France.

هكذا من الأصل

Le Monde

ÉCONOMIE

26 Le développement de l'aquaculture
— La dixième Fête de l'amitié de FO
27 Bourse : les oubliés de la hausse
41 L'agriculture dans les pays de l'Est
46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

Haro sur la fraude fiscale

Parmi les sujets qui reviennent régulièrement sous les projecteurs de l'actualité, figure en très bonne place la chasse à la fraude fiscale. Lorsqu'un gouvernement est en difficulté, lorsque les idées lui manquent, lorsqu'il doit se faire pardonner des mesures impopulaires, un bon « truc » est de se draper dans les apparences de la vertu et d'annoncer bien fort qu'on va accentuer la chasse à la fraude fiscale.

Nous en sommes un peu là avec un Parti socialiste qui prépare son congrès de Rennes (mars 1990), un parti mal à l'aise, mécontent de voir le gouvernement issu de ses rangs multiplier les mesures favorables au capital et aux revenus de l'épargne.

Pour apaiser les mécontentements, certains députés PS demandent qu'on durcisse certaines dispositions du contrôle fiscal, jugées trop favorables aux fraudeurs, notamment les mesures prises en 1986-1987 par M. Balladur pour améliorer les rapports entre le fisc et les contribuables. L'un des auteurs de ces propositions n'est autre que Christian Pirret, député des Vosges qui, jouant les Saint-Just, demande notamment que soit allongée de trois à quatre ans la période au cour de laquelle le fisc peut remonter dans le temps pour vérifier les déclarations des contribuables.

Cette proposition est en soi tout à fait justifiée : l'amendement Giscard d'Estaing, qui avait limité la possibilité qu'ont les agents du fisc de reprendre pour les vérifier les anciennes déclarations, est une gêne évidente pour l'administration. Mais, outre que cette mesure en appelle d'autres (allongement des délais de vérification, reprise de certains signes extérieurs de richesse comme les droits de chasse ou les participations aux clubs de golf) et risque de détériorer des rapports qui s'étaient sensiblement améliorés entre le fisc et les contribuables, il est fondamentalement malsain de modifier en permanence les lois et les règlements.

Si l'alternance politique droite-gauche est un progrès pour la démocratie, l'instabilité du code des impôts est une régression. Et ce jeu typiquement français détériore l'image de l'Etat qu'ont les citoyens.

A. V.

En attendant les conclusions du conciliateur

La CGT-Peugeot durcit le ton

M. Francis Blanchard, chargé par le gouvernement de mener à bien une mission de conciliation dans le conflit Peugeot devait remettre ses conclusions lundi 9 ou mardi 10 octobre. Le conciliateur, qui s'est rendu samedi à Mulhouse – où l'occupation de la forge a été de nouveau votée lundi matin, – dit avoir *« bon espoir que, grâce à la bonne volonté de chacun, l'on puisse mettre rapidement fin au conflit »*. M. Blanchard espère pouvoir provoquer une rencontre entre les deux parties, mais il se trouve devant une situation qui pourrait se révéler inextricable : la direction ne veut pas entendre parler de discussion tant que la forge n'aura pas été évacuée, alors que les syndicats demandent au moins des *« garanties sérieuses »* sur les négociations à venir avant de quitter les lieux.

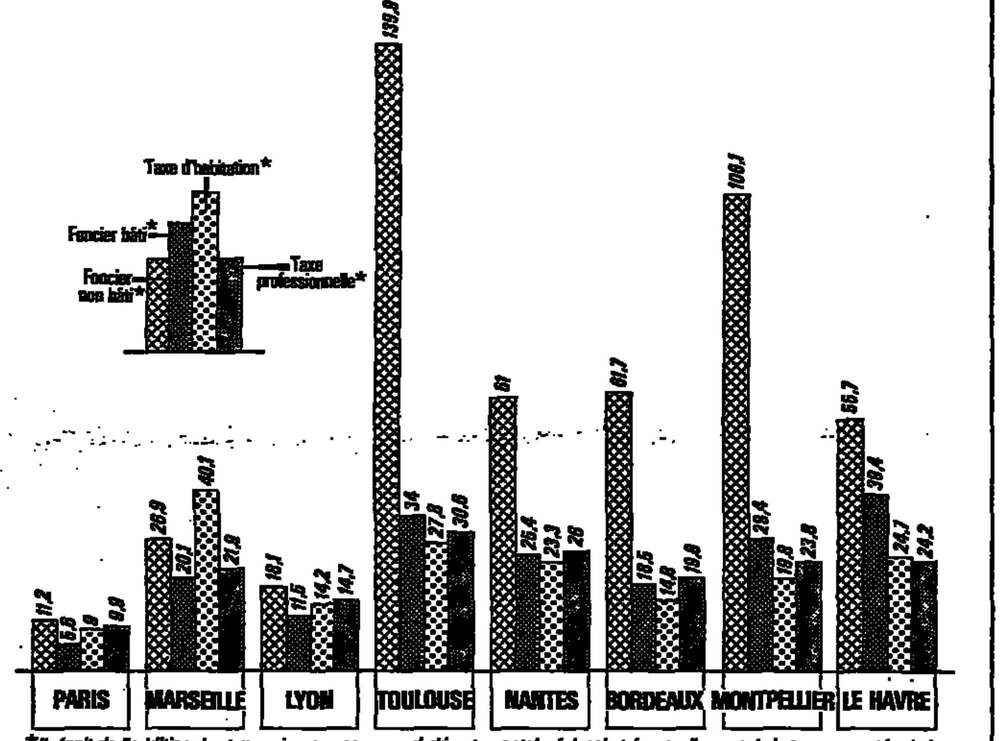
La direction de PSA qui, au terme de cinq semaines de grève, a accumulé un retard de production évalué à 40 000 véhicules, fera-t-elle un geste ? Sur le terrain, nombre de grévistes aspirent à une reprise du dialogue. Certains syndicalistes, notamment à FO et à la CFTC, sont prêt à y mettre le prix, à condition que PSA accepte de discuter. Quant à la CGT, consciente que la lassitude peut pousser certains au compromis, elle accentue sa pression. Alors que la CFDT voit dans M. Blanchard *« un interlocuteur attentif et sérieux en qui elle place sa confiance »*, les cégétistes exigent désormais la levée de toutes les sanctions *« préalablement »* à toute discussion. Une intransigeance qui confirme la volonté de la CGT d'asseoir son leadership sur la grève à un moment où les autres organisations sont réduites à l'attentisme. Parmi ces dernières, on redoute que l'activisme de la CGT ne soit essentiellement destiné à mettre en difficulté ceux qui seraient tentés de privilégier une sortie négociée du conflit.

Lundi matin, le comité de coordination de l'établissement Peugeot de Mulhouse, qui regroupe les syndicats CGT, CFDT et CFTC, a décidé d'appeler les salariés de l'usine (qui emploie 12 000 personnes) à participer mardi à un arrêt de travail de deux heures à l'intérieur de la forge, où quelques dizaines de grévistes se sont relayés samedi et dimanche.

A la direction de Peugeot, on ne dissimule pas une certaine inquiétude face au durcissement de la CGT, et l'on espère – sans vraiment y croire – que l'optimisme du conciliateur est effectivement fondé.

J.-M. N.

Le grand écart des impôts locaux



**Il s'agit de l'addition des taux suivants : communal, départemental, régional et éventuellement de la communauté urbaine.*

Pour la deuxième année consécutive, le Syndicat national unifié des impôts (SNUI) publie le Guide pratique des contribuables qui analyse en détail, pour les villes de plus de 10 000 habitants, les taux des quatre impôts directs locaux votés par les conseils municipaux en 1989. Il en ressort des inégalités importantes des contribuables devant la fiscalité locale. Pour la taxe d'habitation, les écarts vont d'un taux de 2,36 % à Neuilly ou 4,54 % à Bois-Guillaume, près de Rouen, à 34,3 % à Marseille. C'est – en moyenne – dans le Lot que les habitants payent le moins de taxe d'habitation et en Corse du Sud que cet impôt est le plus lourd. Pour la taxe professionnelle, Neuilly se classe à nouveau en tête avec 2,18 %. Mais, à Villetaneuse, en Seine-Saint-Denis, le taux est douze fois plus élevé. Enfin, si l'on compare l'ensemble des taux qui frappent les contribuables locaux dans plusieurs grandes villes de France, on note que l'habitant de Toulouse ou de Montpellier, par exemple, est beaucoup plus taxé que le Parisien ou le Lyonnais.

Allié à British Aerospace

Thomson secourrait Ferranti

Le groupe français Thomson, numéro deux mondial de l'électronique militaire, pourrait s'allier à British Aerospace (BAe) pour voler au secours de Ferranti, victime d'irrégularités d'une ampleur telle (185 millions de livres, soit 2 milliards de francs) qu'elles remettent en question son autonomie. Bien que l'entreprise française se refuse à tout commentaire, cette opération lui permettrait de faire un pas de plus dans la course à la taille à laquelle se livrent actuellement les industriels de l'armement.

Les difficultés rencontrées par l'entreprise britannique Ferranti pourraient faire le bonheur du groupe Thomson, un des grands de l'électronique de défense européenne et mondiale. Thomson est dans une situation paradoxale : son patron, M. Alain Gomez, a été l'un des premiers à sentir la nécessité d'opérer des concentrations en Europe pour faire face à la régression des marchés de la défense.

Mais il a été absent des grandes manœuvres qui se sont déroulées depuis un an en Europe (la reprise de Plessey par Siemens et GEC en Grande-Bretagne, le mariage Daimler-Benz/Messerschmitt-Bölkow-Blom en Allemagne). Le groupe français avait été particulièrement déçu par l'opération britannique : GEC et son allié Siemens lui avaient en quelque sorte « soufflé » Plessey dont il était sur le point de racheter certaines activités.

Limité financièrement (comme tous les patrons de groupes nationalisés), M. Gomez ne prit pas le risque de se lancer dans une bataille boursière contre deux entreprises extraordinairement riches qui mettaient 22 milliards de francs sur la table. Car une partie seulement des activités de Plessey, représentant environ 5 milliards de chiffre d'affaires, l'intéressaient et les possibilités de plus-values sur les autres métiers (notamment le téléphone) étaient aléatoires.

Le groupe français réapparut pourtant au début de l'année en mariant son avionique à celle de l'Aérospatiale et, plus récemment, en négociant l'achat de trois filiales militaires du néerlandais Philips, pesant quelque 4 milliards de francs. Bien que cette opération lui permette d'accroître de plus de 10 % son chiffre d'affaires dans l'électronique militaire (plus de 30 milliards), elle laissait un peu les observateurs sur leur faim.

Mais, dans un domaine où il est notoire que *« tout le monde discute avec tout le monde »*, les prix montent et les occasions sont finalement rares... La surprise vint de là où on l'attendait le moins : de Grande-Bretagne. A peine réglé le dossier Plessey, l'affaire Ferranti éclatait, ouvrant de nouvelles opportunités à Thomson... et à d'autres. Au début, le groupe français demeura prudent : *« On est comme tout le monde, on regarde »*, déclarait-on il y a quelques semaines... Là encore, tout dans Ferranti n'intéresse pas Thomson.

Un choix logique

Outre la fameuse filiale américaine à l'origine de ses difficultés, Ferranti possède des activités diverses sans grande relation avec les métiers de Thomson. Mais, les radars, l'optronique, l'acoustique, le « contrôle-commande », sont autant de secteurs qui intéressent Thomson, présent dans quatorze métiers de l'électronique de défense qu'il entend tous conserver.

Le choix de BAe comme partenaire semble également assez logique : les deux groupes coopèrent déjà sur les missiles et des discussions se déroulaient encore entre eux. La formation d'un tandem avec BAe permettrait aussi d'alléger le corps financier d'un rachat et présenterait en outre l'avantage de ne pas froisser les susceptibilités des Britanniques qui pourraient s'inquiéter de voir deux groupes militaires passer sous la coupe d'industriels étrangers en moins d'un an. L'allemand Siemens l'avait bien compris qui avait choisi GEC pour s'emparer de Plessey.

FRANÇOISE VAYSSE

INSOLITE

La part de Dieu

Prévoir le très long terme, notamment dans le domaine de l'énergie, est un exercice frustrant. Sans cesse démentis par les faits, les prévisionnistes ne savent plus à quel saint se vouer. Preuve en est la dernière étude à long terme *« Horizons énergétiques mondiaux 2000-2020 »*. *« Sans le secours de l'Esprit saint, aurais-je pu boucler la boucle et arriver dans les délais ? Sincèrement je ne le crois pas »*, écrit l'auteur en avant-propos. *« Merci donc au Seigneur dont l'aide discrète et efficace ne m'a jamais fait défaut »*, conclut-il.

La situation reste bloquée aux finances après l'échec de la réunion avec M. Bérégovoy

L'amer constat d'un agent de constatation

La reprise des discussions au niveau des différentes directions de l'administration des finances proposée vendredi par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie, restait toujours « en pointillé » lundi 9 octobre, selon les syndicats. Ces derniers attendent de savoir sur quels sujets pourrait porter le débat après l'échec relatif de la réunion de vendredi (*Le Monde* daté 8-9 octobre).

Cette reprise du dialogue, si elle intervenait, pourrait permettre d'intégrer dans le traitement des fonctionnaires – et donc dans le calcul des retraites – une partie de certaines primes, notamment celle de productivité. Néanmoins, les grévistes cherchent à pousser leur avantage. Les syndicats pronent le durcissement et FO assure que le blocage de certains services du Trésor, s'il se poursuit, pourrait compromettre le versement du traitement des fonctionnaires.

LYON

de notre bureau régional

Depuis dix ans qu'il travaille dans l'administration des impôts, Sylvain C., vingt-sept ans, *« agent de constatation inscrit au cadre C de la fonction publique »*, a toujours entendu proclamer que son sort allait s'améliorer. Il a fini par s'en impatienter. Cette année, enfin, sans avoir adhéré à un syndicat, il a déjà fait grève en juin et, à nouveau, en septembre. Se découvrant des talents militants, ces jours-ci, il est même l'un des animateurs des rituelles assemblées générales, tenues au rez-de-chaussée de la Cité administrative d'Etat, dans le quartier d'affaires de la Part-Dieu, à Lyon. Ce building standard, verre-acier, abrite des centres des impôts, des trésoreries locales, les services régionaux de l'INSEE.

S'il devait s'encarter un jour, ce serait peut-être à Force ouvrière, dont il a apprécié le mot d'ordre *« responsable »* de reprise du travail, lancé à l'adresse des gardiens de prisons, dont le récent conflit demeurait sans issue. Ou peut-être s'enrôlerait-il au puissant Syndicat national unifié des impôts (SNUI), dont il goûte, d'ordinaire, le sens de la mesure.

Après l'échec des négociations avec MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse, il avouait *« ne plus comprendre l'attitude du gouvernement. Ils seront obligés de céder à un moment ou à un autre. Je suis sûr que la plupart des syndicats signeraient pour une augmentation générale de 700 francs. C'est la seule façon d'en sortir. Le* « qualitatif » *promis par le gouvernement, sous forme d'amélioration des conditions d'emploi et de moyens pour travailler, ne peut nous être donné à court terme »*.

En attendant une hypothétique réconciliation entre l'Etat et ses plus fidèles serviteurs, le constat de Sylvain demeure, fait de déceptions, de peu d'espoirs et de pas mal d'amertume. Dans les pires instants, il lui arrive de se demander si son principal objectif de carrière n'est pas d'obtenir son affectation à Saint-Etienne, où il continue de résider avec sa *« copine »*, afin d'éviter chaque jour que Dieu fait une migration pendulaire de soixante kilomètres vers la métropole régionale, où il est en poste.

Il lui faudra du temps, beaucoup de temps, car cette mutation est malaisée à obtenir. Lyon joue en effet un rôle de plaque tournante à l'égard des villes voisines. Les jeunes fonctionnaires y sont nombreux.

Il n'envisage même pas de se présenter à un concours interne, afin d'obtenir une promotion : il lui faudrait passer des mois à Clermont-Ferrand, à l'Ecole des impôts, puis subir un purgatoire de cinq années dans une quelconque banlieue parisienne, avant de pouvoir espérer rentrer au pays. Tout cela, pour une augmentation de 1 000 francs par mois. Pour mettre un peu de gras dans l'ordinaire, il emporte à son domicile du travail administratif payé à la tâche, qu'il effectue à la veillée, voilà tout. Actuellement, son salaire mensuel atteint 6 200 francs à 6 300 francs, y compris une prime équivalant au treizième mois de salaire d'une bonne part du secteur privé.

« Victime à retardement »

Sylvain estime pourtant avoir déjà fait preuve de bonne volonté, en s'engageant beaucoup dans l'apprentissage de l'informatique. Après un stage à Marseille, il fut affecté un moment à Antibes. Il dut demander un nouveau poste, devant l'impossibilité de vivre décemment sur la Côte d'Azur, en raison de son niveau de rémunération – qui n'est évidemment pas un salaire d'appoint. Sa rencontre avec les nouvelles technologies a été *« une satisfaction personnelle. Cela n'a rien changé dans ma carrière. Si je ne l'avais pas fait, rien n'aurait changé non plus ! »* Cahin-caha, il bénéficie d'avancement tous les deux ou trois ans, à l'ancienneté. Un quart de point au-dessus de la moyenne de la notation administrative rapproche de quelques mois l'accès au nouvel échelon.

Dans quatre ans, à pleine maturité professionnelle, il peut espérer gagner trois ou quatre cents francs de mieux qu'aujourd'hui. Bien sûr, il sait que son niveau initial de formation – il a interrompu sa scolarité à la fin de la classe de première – n'est pas un atout maître. Il a pourtant le sentiment d'accomplir, sans être reconnu, des tâches nécessitant une qualification certaine. Le recouvrement de la TVA demande de bonnes connaissances juridiques, surtout face aux mauvais payeurs. Simplement, il se sent parfois dans la peau d'une *« victime à retardement »* de la crise économique traversée depuis 1974 par les sociétés industrielles.

Comme beaucoup d'autres, à la recherche d'une sécurité dans l'emploi, il s'est inscrit à un niveau de concours inférieur à celui des connaissances qu'il avait acquises. Aujourd'hui encore, les agents de constatation sont recrutés au niveau du BEPC, mais un candidat ne possédant que ce diplôme a toutes les chances d'être mal classé, face à une concurrence des plus rudes.

Fonctionnaire des impôts, Sylvain est bien placé pour mesurer que l'écart s'accroît avec ceux de ses amis qui ont pris le parti de travailler dans le secteur privé, par exemple comme conseillers juridiques. Les hiérarchies de salaires les plus décriés aujourd'hui ne le choquent pas – *« J'aime mieux qu'on donne 180 000 francs à Calvet que 3 millions à Platini. »*

Conscient de la gêne occasionnée par les différentes grèves des agents des finances, Sylvain est convaincu que l'Etat n'encourt aucun risque de pertes de recettes ou de recouvrement de l'impôt : *« Tout sera fait d'ici mi-novembre, ou en décembre. »* Mais qu'adviendrait-il d'ici là, si la Trésorerie du Rhône, embarrassée par la grève, se trouvait dans l'impossibilité de payer les 90 000 agents de l'Etat et les 120 000 pensionnés qu'elle a en charge ?

C'est bien là-dessus que comptait Sylvain pour voir enfin plier le ministre des finances, comme son acolyte du budget. *« Mais je n'ai rien contre l'administration. J'aurais honte que les fonctionnaires soient les seuls à ne travailler que trente-cinq heures par semaine. J'aime mon boulot. J'en parle le soir et je suis content quand il est bien fait. Mais je me demande parfois si cela en vaut la peine. »*

GÉRARD BUÉTAS

ÉCONOMIE

SOCIAL

A la 10e Fête de l'amitié de FO

M. Blondel lance un appel à la mobilisation

M. Marc Blondel a profité de la 10e Fête de l'amitié de FO, le samedi 7 octobre, sur la pelouse de Reuilly au bois de Vincennes, pour lancer un avertissement au gouvernement. *« Quand la négociation n'aboutit pas,* a affirmé le secrétaire général de FO devant plusieurs milliers de sympathisants, *que le gouvernement ne s'étonne pas que les travailleurs utilisent d'autres moyens. Nous n'hésiterons pas à organiser de grandes manifestations et à mobiliser largement.* » Selon lui, le mécontentement des fonctionnaires est le douzième des « travaux d'Hercule » de M. Rocard.

La veille, il avait proposé à sa commission exécutive d'appeler à une grève nationale interprofessionnelle de vingt-quatre heures par solidarité avec les salariés de Peugeot et les agents des finances autour de la revendication uniforme d'une augmentation de 500 francs. Mais sa proposition, au moment où FO montre des signes de lassitude chez Peugeot et au lendemain de l'échec du mouvement lancé chez les gardiens de prison, n'a pas rallié les faveurs de la commission exécutive où M. Blondel compte pourtant une majorité de partisans.

Sur la pelouse de Reuilly, les Gilles emplumés de Belgique occupaient une scène qu'avaient désertée les habituels mineurs. Un syndicaliste dissident chinois a ravi la vedette internationale aux représentants de Solidarnosc. Et M. Blondel n'avait autour de son pupitre ni grévistes de Peugeot ni grévistes des finances quand il a évoqué la situation sociale.

Après avoir salué son prédécesseur, M. André Bergeron, présent dans les premiers rangs, M. Blondel, en insistant sur l'amélioration de la situation économique, a assuré : *« Si la formule, sortie de crise, n'a pas été employée* [par le gouvernement] *c'est par pudeur face aux chômeurs et pour pouvoir maintenir la rigueur. »*

M. Blondel ne s'est pas montré plus conciliateur sur la Sécurité sociale en se prononçant pour un *« ajournement de la contribution sociale généralisée qui augmenterait les écarts entre les salariés et les non-salariés »*. Au passage, il s'est montré décidé à conserver les présidences dont dispose son organisation à la Sécurité sociale dans la perspective d'élections qu'il annonce proches.

La revendication d'une amélioration du pouvoir d'achat apparaît à M. Blondel comme une question de *« dignité »* à l'heure où *les profits des entreprises sont en hausse.* Il s'en est pris aussi bien au *« paternalisme »* de M. Calvet qu'à la méthode Rocard. Chez Peugeot *« on ne négocie pas, mais on octroie »*. Dans la fonction publique, l'attitude des pouvoirs publics s'apparente à *« une stratégie de l'édredon ou du pourrissement qui est tout simplement le mépris de la négociation »*.

Toujours hostile à la signature d'un pacte de croissance avec le gouvernement, M. Blondel a de nouveau vu dans le rapport Prévot sur les PTT la menace d'une remise en cause du statut : *« Sous prétexte d'Europe,* a-t-il lancé, *on veut favoriser le secteur privé capitaliste au détriment du secteur administratif socialisé. Cette dérive libérale est dangereuse »*. *« FO se porte bien »*, a-t-il conclu, avant que ne résonne l'Internationale. Mais la guerre de succession a laissé des traces, et la convivialité n'était pas toujours au rendez-vous de la fête de l'amitié.

MICHEL NOBLECOURT

INDUSTRIE

Après un démarrage difficile

L'aquaculture se développe rapidement avec l'aide de subventions européennes

Très développée dans les *pays asiatiques ainsi qu'en* Europe du Nord (Norvège, Ecosse), l'aquaculture, en France, commence à prendre son essor après plusieurs années de balbutiements. Ses perspectives de développement viennent de faire l'objet d'un colloque réuni à Bordeaux.

BORDEAUX

de notre correspondante

La balance commerciale des produits de la mer affiche un déficit chronique et croissant : 8,8 milliards de francs en 1988. L'aquaculture pourrait offrir des perspectives de rééquilibrage, sous réserve d'efforts de recherche de commercialisation et de lutte contre les pollutions.

Il y a vingt ans, les nouvelles « filières » aquacoles soulevaient l'enthousiasme. On croyait pouvoir aisément maîtriser la reproduction et l'élevage de beaucoup d'espèces très prisées des consommateurs : homards, langoustes, soles ou saumons. Mais les spécialistes se sont heurtés à des handicaps hydroclimatiques et à des difficultés techniques. Pouvoirs publics et professionnels sont revenus à plus de réalisme. Les échecs de certaines nouvelles filières ont fait redécouvrir l'importance économique des secteurs traditionnels de l'aquaculture, comme la conchyliculture (huîtres) et la salmoniculture (truites). La France produit 100 000 tonnes d'huîtres et de moules par an. Cette activité fait vivre 12 000 personnes à temps plein et le double si l'on compte les emplois saisonniers. La salmoniculture connaît une croissance continue. Avec un tonnage annuel de de 30 000 tonnes, la France est le premier producteur mondial de truites arc-en-ciel. Sujette à de grandes variations, l'ostréiculture subit aussi les incidences d'une mauvaise organisation du marché défavorable aux producteurs. La pollution, les épizooties, les proliférations d'algues, la concurrence du tourisme pour l'occupation du littoral : autant de difficultés auxquelles se heurte l'aquaculture. Pourtant, a indiqué le 3 octobre M. Jacques Mellick, ministre de la mer, à Bordeaux au cours du congrès Aquaculture Europe 89, *« l'aquaculture doit se développer. Les handicaps hydroclimatiques et les problèmes alourdis par le coût élevé de la main-d'œuvre devront être dépassés par l'acquisition et le maintien d'une avancée technique »*. De l'avis des experts, les élevages les plus prometteurs concernent les palourdes (actuellement 3 000 tonnes par an), les crevettes (gambas) et les poissons marins comme le bar ou le turbot.

On maîtrise désormais, aussi, les techniques d'élevage des larves du loup, espèce-clé de l'aquaculture méditerranéenne. Sa production (100 tonnes en 1988) double chaque année.

Malgré les risques, on note une reprise du nombre de projets d'investissements aquacoles. La CEE en a enregistré 266 en 1988. Au cours du premier semestre de cette année, 250 ont été présentés et 45 ont fait l'objet de subventions ; 324 autres auront été examinés au cours du second semestre 1989, et une centaine devraient à leur tour bénéficier de subventions. *« Cette montée en puissance des projets entraînera de notre part un effort financier »*, a assuré à Bordeaux M. Zito, représentant la Commission des Communautés européennes. Une condition toutefois : que les projets présentent des garanties de fiabilité technique et de rentabilité économique. *« Aux discours exagérément optimistes des années 60-70, on doit,* affirme M. Zito, *substituer des engagements raisonnables capables d'assurer un développement harmonieux du littoral européen. »*

GINETTE DE MATHA

Le poids du saumon

La balance commerciale des produits de la mer est restée largement déficitaire en 1988 (8,07 milliards de francs), bien qu'en léger recul par rapport à 1987 (8,77 milliards).

Selon le ministère de la mer, ce déficit est structurel dans la mesure où la demande croissante exprimée par les consommateurs pour des produits à forte valeur ne peut être satisfaite par la production nationale, qui est soit inexistante pour des raisons climatiques (crevettes), soit insuffisante (cabillaud).

La France importe pour 2 milliards de francs de saumon (Norvège, Royaume-Uni) et pour 1,7 milliard de francs de crevettes (Sénégal).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LVMH

MOËT HENNESSY . LOUIS VUITTON

Progression de 60 % du résultat net au premier semestre

Pour l'ensemble du groupe, le résultat net consolidé non audité au 30 juin 1989 s'élève à 1.018 millions de francs, en progression de 60 % sur le premier semestre 1988, alors que le chiffre d'affaires progressait de 25 % pour la même période.

Le résultat opérationnel du groupe s'élève au 30 juin 1989 à 2.356 millions de francs, en progression de 46,3 % sur l'année précédente.

Par branches d'activité, le résultat opérationnel avant frais financiers a évolué de la manière suivante :

30 juin 1989	Résultat opérationnel en millions de FF	Evolution du résultat opérationnel	Evolution du chiffre d'affaires
Champagne et Vins	305	+ 34,0 %	+ 7,1 %
Cognac et Spiritueux	900	+ 50,5 %	+ 28,2 %
Bagages, Maroquinerie et Accessoires	971	+ 48,6 %	+ 44,7 %
Parfums et Produits de Beauté	258	+ 28,5 %	+ 21,8 %
Divers	(78)	N.S.	N.S.
Groupe LVMH	2.356	+ 46,3 %	+ 24,9 %

Champagne et Vins

La croissance du chiffre d'affaires de la branche à structure comparable serait de 15 %. La progression plus forte du résultat opérationnel, 34 %, est due principalement à une relative stabilité du prix de revient du raisin dans les ventes du semestre.

Cognac et Spiritueux

Le résultat opérationnel de la branche Cognac et Spiritueux enregistre une croissance au 30 juin de 50,5 %. La progression des ventes a été particulièrement importante en Extrême-Orient, entraînant un accroissement de la part de qualités vieilles, à meilleure marge.

Bagages, Maroquinerie et Accessoires

Cette branche a enregistré une croissance exceptionnelle de 48,6 % au premier semestre. Elle connaîtra au second semestre un rythme de croissance plus modéré pour deux raisons : d'une part, la moindre progression des ventes à Hong Kong suite aux événements de Chine et, d'autre part, la montée en puissance progressive du nouveau centre d'expédition de Cergy qui a ralenti les expéditions cet été.

Parfums et Produits de Beauté

L'augmentation du résultat opérationnel de la branche Parfums et Produits de Beauté de 28,5 % bénéficie de la forte amélioration du résultat opérationnel de Roc.

Les Parfums Christian Dior, grâce au succès de Fahrenheit et malgré ses frais de lancement, maintiennent le rythme de croissance de leur résultat opérationnel parallèle à celui de leur chiffre d'affaires.

Guinness PLC

Les comptes semestriels consolidés publiés par Guinness font apparaître une progression satisfaisante de leur résultat avant impôt de 34 %.

La croissance prévue du résultat consolidé du groupe LVMH pour l'année 1989 est néanmoins inférieure à celle du premier semestre.

Confrontée à des difficultés

La gestion de la Banque franco-portugaise confiée au Banco Nacional Ultramarino

La Commission bancaire a annoncé dans un communiqué, le samedi 7 octobre, avoir confié *« l'administration et la gestion de la Banque franco-portugaise »* au Banco Nacional Ultramarino (BNU), son actionnaire à 34 %. Cette décision survient après des réserves émises par la Commission bancaire *« sur l'organisation de la gestion et notamment sur certaines opérations de crédit »*.

Par un holding domicilié à Jersey, Courtneigh Investment, qu'il contrôle majoritairement, le président, M. Miguel Gentil Quina, qui a été mis à l'écart, détenait jusqu'en avril dernier une part importante dans la Banque franco-portugaise, participation diluée à cette date par une augmentation de capital réservée au BNU. Celui-ci, détenu par l'Etat portugais et le plus important établissement de crédit portugais, la Caixa Geral de Depositos, a fondé la Banque franco-portugaise en 1919, qui totalise actuellement 1,9 milliard de francs de dépôts. La banque franco-portugaise assure 25 % des transferts à destination du Portugal avec 1,5 milliard de francs. Déficitaire lors des deux précédents exercices, elle devrait sortir du rouge cette année.

Interrogé par l'AFP, M. Joao Costa Pinto, président du BNU, a déclaré que le BNU ferait tout pour garantir les dépôts et maintenir la stabilité de la banque franco-portugaise *« nécessaire pour le système bancaire de son pays »*. M. Costa Pinto a estimé qu'il fallait diversifier le fonds de commerce de la banque en raison de la diminution du montant des transferts. Sans écarter l'hypothèse d'une éventuelle entrée au capital d'une banque française, il a indiqué qu'il n'y avait *« aucune discussion à ce sujet à l'heure actuelle »*. – *(AFP.)*

Pour résister à l'assaut de M. Trump

American Airlines se tourne vers ses salariés

Les observateurs ne donnent pas cher de la tentative du promoteur immobilier new-yorkais Donald J. Trump, qui déclare vouloir acquérir la compagnie aérienne American Airlines pour la somme de 7,5 milliards de dollars, soit 48 milliards de francs (*Le Monde* du 7 octobre).

La première compagnie des Etats-Unis est en train de préparer la défense de son capital contre cet assaut. Les juristes et les banquiers d'American travaillent d'arrache-pied pour transférer 20 % des actions dans un fonds commun des salariés *(employee stock ownership plan) présumé « ami »*.

En effet, la législation de l'Etat du Delaware, où sont déposés les statuts de la compagnie, rend difficile l'acquisition d'une société pour un pourcentage inférieur à 85 %.

Les dons aux associations humanitaires pourraient être déduits sur l'impôt dû

Les dons des particuliers aux associations humanitaires pourraient bénéficier de mesures fiscales particulièrement favorables aux revenus modestes.

Le système actuel de déduction des dons du revenu imposable (dans la limite de 1,25 % de ce revenu et 5 % pour les associations reconnues d'utilité publique) va être remplacé par une déduction effectuée directement sur le montant de l'impôt.

Elle sera égale à 40 % de la valeur des dons (toujours dans la limite de 1,25 % et 5 %) quel que soit le taux d'imposition auquel est assujetti le donateur.

Le gouvernement a accepté d'inscrire cette proposition de M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, dans son projet de loi de finances pour 1990 qui va être discuté au Parlement.

REPÈRES

ITALIE

Octroi d'un crédit de 1,5 milliard de dollars au Brésil

L'Italie a décidé d'accorder au Brésil un crédit de développement d'un total de 1,5 milliard de dollars (9,6 milliards de francs environ), dans le cadre d'un programme de coopération industrielle, scientifique, technologique et culturelle dont la ratification est prévue pour le 17 octobre à Rome.

Ce plan prévoit le financement à fonds perdus par l'Italie d'une série d'études de projet de coopération, l'octroi de crédits « favorisés » destinés à des projets de développement et l'ouverture d'une ligne de crédit à la société d'assurance du commerce extérieur italienne, pour garantir des crédits commerciaux « par consensus ».

IRAN

Libéralisation partielle du régime des changes

La banque centrale d'Iran a partiellement levé, dimanche 8 octobre, l'interdiction d'entrée et de sortie de devises imposée aux Iraniens depuis décembre 1980. Désormais les détenteurs d'un passeport iranien *« pourront disposer de 5 000 dollars pour leurs voyages »*, a annoncé l'Institut d'émission dans un communiqué. Par ailleurs, les importateurs iraniens qui étaient obligés de se procurer des devises sur le marché noir à un taux élevé pourront dorénavant acheter leurs devises auprès de la Banque du commerce iranienne à un taux préférentiel non encore déterminé. La réglementation s'appliquant aux étrangers reste inchangée.

CHINE

La dette extérieure chinoise s'élèverait à 40 milliards de dollars

La dette extérieure chinoise a atteint 40 milliards de dollars (soit 256 milliards de francs) en 1988, a affirmé, vendredi 6 octobre, l'agence Chine nouvelle. Ce chiffre est peu différent de l'évaluation de la Banque du Japon (38 milliards de dollars). L'agence officielle précise que *« la Chine est dans une très bonne position pour rembourser sa dette »*, grâce à une hausse régulière de ses recettes à l'exportation. Le seuil d'endettement jugé critique par les Occidentaux pour la Chine est de 50 milliards de dollars. La dette extérieure brute représente 20 % du PNB chinois en 1988 contre 12 % en 1986.

MALAISIE

Contrat pour la Lyonnaise des eaux

La société Innovest-Lyonnaise-SDN-BHD (joint-venture en Malaisie dont la Lyonnaise des eaux détient 30 %) a signé, jeudi 6 octobre, un contrat de fourniture en gros d'eau potable (ainsi que la réalisation d'ouvrages complémentaires) pour la région de Taiping (300 000 habitants), dans l'Etat du Perak, pendant vingt ans. Le contrat se monte à 40 millions de francs la première année. La direction des travaux et l'exploitation seront assurées par la Lyonnaise des eaux. C'est la troisième concession de fourniture d'eau accordée dans la région à un groupe à participation européenne, la Lyonnaise ayant déjà celle de la ville de Macao (450 000 habitants).

CROISSANCE

Rythme un peu ralenti en France

La croissance économique en France atteindra 2,8 % en volume au cours de l'année 1990, prévoit l'IPECODE, institut de conjoncture proche du Conseil national du patronat français (CNPF). Ce taux d'expansion, qui marquerait un ralentissement par rapport à 1989 (+ 3,5 % prévus) et 1988 (+ 3,8 %), s'expliquerait par un léger tassement dans la croissance des investissements (+ 6,9 % après + 7,2 % en 1989 et + 9,7 % en 1988 ainsi que par un certain déstockage. Les prix de détail augmenteraient de 2,8 % en glissement (décembre 1989 à décembre 1990), après + 3,6 % prévus pour cette année. Quant à la balance commerciale, son déficit reviendrait de 49,1 milliards de francs prévus pour cette année (32,7 milliards de francs en 1988) à 36,4 milliards de francs en 1990.

هكذا صدر الأصل

هكذا من الأصل

AFFAIRES

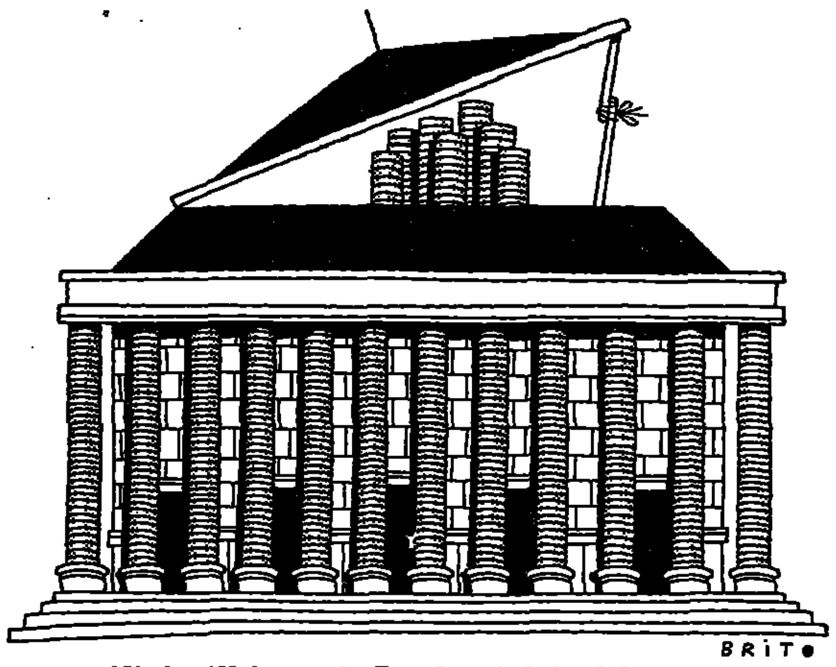
CAPITAL ET INTÉRÊTS

Deux ans après le krach boursier : les oubliés de la hausse

Deux ans après la terrible secousse boursière du 19 octobre, l'événement ne semble plus être qu'un vague souvenir pour les marchés financiers, un peu comme ces mauvais rêves que l'on s'empresse d'oublier.

L'ensemble des grandes places internationales de New-York à Tokyo ont atteint durant l'été leurs plus hauts niveaux, dépassant les sommets historiques établis durant la première partie de l'année 1987. Paris n'est pas resté à l'écart de ce mouvement. En l'espace de trente et un mois, l'indice CAC, la référence en matière d'évolution des cours des valeurs, s'est apprécié de 20 % : il s'établissait vendredi 6 octobre à 555,1 laissant loin derrière lui son plus haut d'avant la dépression (460,4).

Mais les apparences sont souvent trompeuses. Certes, la majorité des valeurs ont effectué des parcours honorables, mais beaucoup restent encore à la traîne tant sur le second marché – particulièrement sinistré à l'époque – qu'à la cote officielle. La Société des Bourses françaises, organisme chargé du fonctionnement du marché, étant dans l'incapacité de dresser un état des lieux précis, la Société d'analyse financière européenne (SAFE), un club privé étudiant le marché boursier, a étudié deux cents actions suivies régulièrement. La liste retenue concernant l'évolution des valeurs françaises par rapport à leur plus haut niveau enregistré en 1987 n'est donc pas exhaustive. Elle révèle cependant très bien la situation sur le principal marché qu'est le règlement mensuel, puisqu'elle regroupe 151 des 182 titres cotés. En revanche, elle n'évoque que 34 des 180 actions représentées sur le second marché de Paris et 15 des 277 firmes du comptant.



Un simple coup d'œil sur les tableaux bouleverse les idées préconçues : près de 50 % des actions négociées (74 contre 77) sur le marché à règlement mensuel n'ont pas retrouvé leur santé d'avant le krach. Les principales victimes sont les sociétés financières et les établissements de crédit dans leur ensemble. La quasi-totalité pâtissent du mouvement de hausse des taux, qui pénalise leur refinancement. Les dégâts sont importants pour la BAFIP, la Parisienne de réescompte ou l'UCB, encore au-dessous de près de 50 % de leurs meilleurs niveaux de 1987. Seules exceptions dans cette débâcle, les banques à réseaux que sont le CCF et la Société générale. Ces deux valeurs ont profité des spéculations, et la Générale de la tentative de raids lancée l'an dernier par M. Georges Pébereau.

Les gestionnaires « pères de famille » ont tout lieu de s'étonner des performances de leurs placements. De nombreuses valeurs phares dans lesquelles ils ont investi (Thomson-CSF, Michelin, Dassault, Chargeurs) sont particulièrement affectées et sont encore près de 40 % en dessous de leurs sommets de 1987. Il en est de même, à un degré moindre, pour la Compagnie du Midi, le Club Méditerranée, Paribas, Lafarge-Coppée et aussi pour leur action *fétiche*, L'Air liquide.

Les raisons évoquées pour ces retards sont multiples. Aux excès de hausse des cours enregistrés voilà plus de deux ans s'ajoutent, pour les plus pénalisés, des résultats peu encourageants ou un manque de clarté quant à la stratégie du groupe. Sur le second marché, les résultats en baisse des firmes textiles (Rouleau Guichard, Alain Manoukian et Devanlay) expliquent largement leurs pénalisations.

OPA et « recovery »

Du côté des valeurs les plus en vogue, trois catégories peuvent être distinguées : les opéables, les titres à la mode et les *recovery*. Ce dernier ensemble concernant les firmes en redressement emporte la palme des plus fortes progressions avec Métaleurop, Vallourec et Imétal. Leurs gains oscillent entre 88 et 310 %. Délaissées pendant longtemps, ces actions enregistrent des flambées spectaculaires dès les premiers effets des restructurations. Les *« situations spéciales »* qui se multiplient depuis un an sous l'effet de rumeurs diverses d'OPA se sont également considérablement appréciées, que ce soit Perrier, Fromageries Bel ou Galeries Lafayette. Les batailles boursières ont contribué aux envolées de LVMH (94 %). Victoire (174 %) et, récemment, de la Navigation mixte (29 %).

Enfin, redoutant une récession économique affectant en premier lieu les valeurs industrielles, des investisseurs se sont réfugiés vers les secteurs des services (Lyonnaise des eaux, Générale des eaux, Cap Gémini Sogeti) et se sont surtout laissés séduire par la communication. Havas et Canal Plus sur le marché à règlement mensuel se sont appréciés de près de 100 %. Sur le second marché, les projecteurs sont braqués sur TF1 (120 % de gains) mais aussi sur l'afficheur Dauphin et le groupe de presse CEP.

Ces valeurs « sexy » sont tout de même moins agitées que ne l'est une autre célébrité de la place : Eurotunnel. Proposée à 35 frances en novembre 1987, elle fluctue depuis le début de l'année entre 126,90 francs et 54,55 francs. Non retenue dans l'échantillon étudié, elle reste un cas à part à Paris, s'apparentant à du capital-risque puisqu'elle mise sur un projet inédit. Est-ce même vraiment une action ? se demandent certains analystes.

DOMINIQUE GALLOIS

Les bonnes surprises du règlement mensuel

Intitulé des valeurs	Maximum atteint en 1987 en francs	Cours au 5 octobre 1989 en francs	Ecart entre le cours du 5-10-1989 et le maximum de 1987 en %
Béghin Say	664	681	2,6
Nouvelles Galeries	685	710	3,6
Métrologie	263	275	4,5
Bongrain	3 100	3 240	4,5
Géophysique (Cie Gle)	852	891	4,6
Bouygues	725	760	4,8
Saint-Louis	1 426	1 510	5,9
Sefimeg	500	530	6,0
Pechelbronn	1 682	1 795	6,7
Zodiac	1 215	1 300	7,0
Eurocom	1 662	1 790	7,7
Société générale	484	523	8,1
Peugeot SA	838	909	8,5
Cap Gémini Sogeti	2 232	2 430	8,9
Redoute (La)	3 500	3 840	9,7
Pechiney Cip	338	375	10,9
Oréal (L')	4 020	4 460	10,9
Arjomari-Prioux	2 762	3 083	11,6
Institut Mérieux Int.	5 500	6 160	12,0
Sanofi	918	1 040	13,3
CFAO	563	641	13,9
Rhône-Poulenc	471	540	14,6
Legrand	3 340	3 860	15,6
Intertechnique	1 508	1 750	16,0
Damart	3 330	3 980	19,5
Bazar Hôtel-de-Ville	667	801	20,1
Carrefour	2 918	3 590	23,1
Valeo	705	871	23,5
Sligos	804	1 000	24,4
Lyonnaise des eaux	402	501	24,5
Guyenne et Gascogne	930	1 160	24,8
Roussel UCLAF Ord.	1 920	2 400	25,0
Labinal	966	1 230	27,3
Pernod Ricard	1 168	1 500	28,4
Navigation mixte	1 071	1 385	29,3
Saint-Gobain	523	677	29,4
Poliet	614	795	29,5
Schneider	699	915	30,9
Elf Aquitaine Ord.	391	518	32,6
Epéda	970	1 305	34,5
Moulinex	118	159	34,7
BSN	540	735	36,1
CCF	152	209	37,5
Sodexho	3 005	4 201	39,8
CGE	345	493	42,9
Salomon	2 200	3 150	43,2
SAT	849	1 220	43,7
Eaux (Générale des)	1 521	2 220	44,7
Ciments français	1 235	1 790	44,9
CGI-Informatique	1 195	1 740	45,6
ACCOR	566	840	48,4
Hachette	300	446	48,7
GTM-Entrepose	843	1 260	49,5
Strafor (Financière)	802	1 225	52,8
Comptoirs modernes	774	1 195	54,3
Facom	1 000	1 560	56,0
Promodes	2 726	4 384	60,8
Docks de France	2 965	4 845	63,4
Merlin Gerin	2 830	4 676	65,2
Galeries Lafayette	1 440	2 380	65,3
ECCO	368	618	67,9
Fives-Lille	264	447	69,3
Leroy-Somer	984	1 700	72,8
Matra	241	433	79,8
Sextant Avionique	385	700	81,8
Fromageries Bel	1 540	2 800	81,8
CMB Packaging SA	131	243	85,7
Imétal	194	365	88,1
LVMH	2 498	4 856	94,4
Havas	633	1 250	97,6
Source Perrier	930	1 875	101,6
Bis	340	700	105,9
Canal +	362	762	110,5
Groupe Victoire Ord.	810	2 221	174,2
Gascogne	235	670	185,1
Vallourec	126	486	285,7
Métaleurop	64	268	318,8

Les retardataires du règlement mensuel

Intitulé des valeurs	Maxi 87	Cours du 5-10-89	Variation maxi 87
Ingenico	1 043	260	– 75,1
Radiotechnique	1 805	868	– 62,3
CEGID	2 330	895	– 61,6
BAFIP	970	385	– 60,3
Maison Phénix	164	78	– 52,3
Avions M.-Dassault	1 380	661	– 52,1
Paris. de réescompte	927	467	– 49,6
Thomson-CSF	348	185	– 46,8
SGE (Gle d'entreprise)	528	284	– 46,3
Michelin	345	190	– 45
Union de crédit p. bât.	514	290	– 43,6
SCOA	125	71	– 43,2
TRT	2 610	1 587	– 39,2
Occidentale (Gle)	1 378	865	– 37,2
SAE	1 716	1 086	– 36,7
SOVAC	1 338	855	– 36,1
Luchaire	799	512	– 35,9
Chargeurs S.A.	1 791	1 179	– 34,2
CSEE	709	469	– 33,8
Majorette	433	288	– 33,5
Electr. Serge-Dassault	879	585	– 33,5
Locafrance	787	525	– 33,3
Bolloré Technologies	1 450	1 010	– 30,3
Hénin (La)	934	685	– 26,7
Prétabail Sicommerce	1 565	1 150	– 26,5
CETELEM	899	664	– 26,2
Crédit national	1 520	1 151	– 24,3
CFI	655	500	– 23,7
Bancaire (Cie)	791	605	– 23,5
Essilor	4 230	3 270	– 22,7
BIP	1 165	901	– 22,7
BNP	555	430	– 22,5
SAGEM	2 050	1 590	– 22,4
Locabail immobilier	975	760	– 22,1
Locindus	1 070	849	– 20,7
UFB-Locabail	791	630	– 20,3
DMC	738	597	– 19,1
Finextel	267	220	– 17,6
Dumez	1 275	1 060	– 16,9
Skis Rossignol	1 465	1 222	– 16,6
Crédit lyonnais et Cie	890	750	– 15,7
Synthélabo	525	459	– 12,6
Club Méditerranée	744	655	– 12
Fichet-Bauche	1 390	1 240	– 10,8
Midi (Cie)	1 679	1 500	– 10,6
Elf Gabon	1 099	985	– 10,4
Sommer-Allibert	3 150	2 845	– 9,7
COFIMEG	407	368	– 9,6
Eurafrance	3 043	2 752	– 9,6
SFIM	1 990	1 800	– 9,5
UIS	1 050	951	– 9,4
Labo Roger-Bellon	2 495	2 270	– 9
Drouot Assurances	635	580	– 8,7
Bail Investissement	1 065	975	– 8,5
Suez (Fin. de)	425	390	– 8,3
BIC	870	800	– 8
UIF	703	655	– 6,8
Paribas (Cie fin.)	549	512	– 6,7
Europe 1	960	898	– 6,5
Esso	534	500	– 6,4
Casino Ord.	235	220	– 6,2
Unibail	860	809	– 5,9
Crédit foncier de Fr.	1 265	1 203	– 4,9
Lafarge-Coppée	1 775	1 690	– 4,8
Simco	641	612	– 4,3
L'Air liquide	691	661	– 4,3
Total-CFP	545	524	– 3,9
Spie-Batignolles	785	760	– 3,2
Printemps	805	790	– 1,8
CGIP	1 665	1 640	– 1,5
Castorama Dubois inv.	1 200	1 182	– 1,5
Euromarché	4 400	4 350	– 1,1
Groupe de la Cité	3 780	3 750	– 0,8
SEB	1 045	1 041	– 0,4

Source : SAFE cours ajustés.

Les bons élèves du comptant

Intitulé des valeurs	Maxi 87	Cours du 5-10-89	Variation maxi 87
Carbone-Lorraine	980	1036	5,7
Foncière (Cie)	720	762	5,8
Concorde (La)	1330	1665	25,2
Sté Delmas-Vieljeux	950	1240	30,5
AGF	915	1220	33,3
UAP	438	681	55,7
GAN	1375	2420	76,0
Fougerolle	469	841	79,3
France S.A.	8150	15950	95,7
Publicis	3199	6840	113,8

Source : SAFE (cours ajustés).

Les cancres du comptant

Intitulé des valeurs	Maxi 87	Cours du 5-10-89	Variation maxi 87
ELM Leblanc	936	635	– 32,2
Soficomi	885	657	– 25,8
Foncière Lyonnaise	887	738	– 16,8
UTA	2 880	2 600	– 9,7
Immeubles de France	1 547	1 407	– 9,1

Source : SAFE (cours ajustés).

Les stars du second marché

Intitulé des valeurs	Maxi 87	Cours du 5-10-89	Variation maxi 87
Orsan	419	420	0,3
Segin	323	325	0,6
Chant. Benet. (Adp)	720	767	6,5
Présence	700	751	7,3
Genty Cathiard	1 060	1 139	7,5
Maneurop	602	755	25,5
Europ. de propuls	388	520	33,9
Gel 2000	3 991	5 360	34,3
ECCO T.T.	206	280	36,2
Guilbert	850	1 160	36,5
C.D.M.E.	1 300	1 795	38,1
Boiron	284	413	45,4
Marie Brizard	1 018	1 520	49,3
Câbles de Lyon	1 595	2 570	61,1
C.E.P. Communic.	342	576	68,4
Clarins	2 250	3 910	73,8
Manutan	331	724	118,4
TF 1	173	381	120,2
Dauphin O.T.A.	247	618	150,5
Altran	163	920	463,3

Source : SAFE (cours ajustés).

Les lanternes rouges du second marché

Intitulé des valeurs	Maxi 87	Cours du 5-10-89	Variation maxi 87
Rouleau Guichard	2.180	235	– 89,2
Asystel	745	204	– 72,6
Alain Manoukian	1 017	304	– 70,1
Cardif	1 984	862	– 56,6
Devanlay SA	2 773	1 220	– 56,0
Teisseire-France	796	531	– 33,2
Calberson (Cie Gle)	1 140	870	– 23,7
Guyomarc'h	470	375	– 20,2
Tollens SA	899	735	– 18,2
Guerbet	702	605	– 13,9
Ortiz-Miko	1 744	1 560	– 10,6
Publications Filipacchi	975	875	– 10,3
Chaussures André	1 895	1 720	– 9,2
Detaid	334	322	– 3,7

Source : SAFE cours ajustés.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

Consultant,

êtes-vous

un bœuf ou un lion ?

Les deux sont puissants.
Le bœuf suit un sillon qu'il croit le sien, mais c'est la voie de son maître.
Le lion veille, même quand il se repose, bondit quand il le faut, et chasse avec sa tribu.

Nous sommes une équipe de consultants en plein développement depuis 85, désespérés de ne pouvoir en faire plus, et nous cherchons des lions...Ou des loups, des chats, des blaireaux des ours et -pourquoi pas- des ratons laveurs !
Chacun son style...
Mais dans la même famille d'esprits : celle des *fissipèdes*, comme vous l'avez remarqué !
Quant au contenu...

Nous conseillons les Directions de grands groupes industriels : management stratégique, communication de management, organisation, R.H., etc.

Professionnel du management et de l'animation d'équipes, vous êtes très à l'aise dans les contacts de haut niveau. Vous savez réfléchir, mais aussi séduire, parler, écrire, et mener à terme vos missions. Vous aimez rencontrer des hommes, des entreprises, des idées remarquables, et les faire mieux travailler ensemble.

Vous êtes bon, nous aussi.
Vous êtes en bonne santé physique et morale. Vous voulez entreprendre et partager vos idées. Nous aimons travailler en équipe, et l'argent n'est pas un problème...

Envoyez CV, photo, et lettre manuscrite à G. de MIRAMON, sous référence 305M

1+1

le développement par l'intelligence réciproque
1+1 CONSULTANTS
21, rue des Longs Prés - 92100 BOULOGNE

HAY MANAGEMENT CONSULTANTS

Directeur de production

bras droit technique de la Direction Générale

Redland GRANULATS

Jeune Société, en forte croissance, filiale française de REDLAND, l'un des 1ers groupes anglais de dimension internationale (matériaux de construction - 25 000 personnes - Chiffre d'Affaires : 19 Milliards), 4e producteur mondial de GRANULATS (700 exploitations), crée le poste de Directeur de Production.

Il s'agit d'un poste-clé de l'équipe de Direction, rôle charnière au cœur du développement technique de la Société.

Partenaire actif de la Direction Générale, véritable manager en relation avec les Directeurs de sites, responsable :
- *de la direction et de la coordination de la production des diverses exploitations,*
- *de l'animation et de la stimulation du développement technique et de la modernisation,*
- *de l'initiative et de la coordination des études d'investissement.*

Vos compétences techniques, acquises dans le métier (au moins 10 ans) sont renforcées par vos qualités propres : rigueur d'analyse, sens prévisionnel et créativité.

Pour rejoindre notre équipe de Direction, performante et résolue, un contact direct et franc, le goût de l'innovation et de l'engagement personnel sont vos meilleurs atouts.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, sous la réf. 890916, à notre Conseil, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

Hay Managers
13, rue Alphonse de Neuville - 75017 PARIS

MEDIAPA

DIRECTEUR GENERAL

Un groupe créateur et producteur de bijouterie fantaisie recherche un directeur général pour gérer et développer sa société de distribution en France et à l'étranger.

Afin d'intensifier l'expansion de cette société de 30 personnes actuellement, votre mission sera de contrôler son administration, de stimuler et de développer son équipe de vente.

Homme de gestion et de marketing, vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans dans un poste similaire.

Lieu de travail : PARIS.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V., photo et d'indiquer le montant de votre rémunération, sous la référence : 89/510-09 à

ROLAND DERKUM CONSEILS
405, avenue du 8 mai 1945
69642 LYON-CALUIRE Cedex

ORC

Le Monde CADRES

Directeur Industriel

FRANCE **FF 650-700.000 ±**

recherché pour la filiale industrielle d'un groupe multinational dont le C.A. consolidé est d'environ 3 milliards de Francs.

Dépendant directement de la Direction Générale, le candidat idéal est diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, il a une bonne connaissance de l'Anglais et un minimum de 3 à 5 ans d'expérience du poste, de préférence dans un secteur sous traitant de l'automobile.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous réf. 8360-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

Spécifications de poste détaillées sur Minitel : **3615** code **ICA** - taper 5 et envoi pour rubrique Ingénieurs et Cadres.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

COMPAQ

à suivre...

Gestionnaire : relevez un challenge au Marketing.

Notre réussite, vous la connaissez : 5 années de présence sur le marché Français, 1 milliard de Francs de CA en 88, une croissance soutenue, une maîtrise incontestable dans le domaine des micro ordinateurs professionnels. Compaq confirme sa 3e place sur le marché mondial et poursuit sa croissance. Aujourd'hui nous recherchons :

Gestionnaire des Programmes Promotionnels

Intégré à notre équipe Marketing, vous participerez activement à l'optimisation de nos actions novatrices en matière de promotion SALE$PAQ et assurerez l'interface entre nos revendeurs et nos services internes :
- vous gérerez les programmes promotionnels destinés à nos Revendeurs Agréés.
- vous créerez et développerez des outils de gestion en liaison avec nos départements financiers et informatiques, diffuserez les budgets et contrôlerez les allocations.

De formation gestion ou finance (bac+5), vous avez déjà acquis une expérience en milieu HIGH-TECH d'au moins 2 ans.
De bonnes connaissances en anglais sont souhaitables.

Merci d'adresser votre candidature (lettre + CV + rémunération) sous référence PMS à Renaud FORTIN - COMPAQ - 5, avenue de Norvège 91953 LES ULIS Cédex.

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

DIRECTEUR GENERAL

☐ Vous souhaitez, après une expérience dans plusieurs fonctions de l'Entreprise, assumer une Direction Générale dans une Entreprise en développement (40 établissements au 01/01/1988, 50 au 01/01/1989, 60 au 01/12/1989), à taille humaine (200 Collaborateurs) et implantée en Outre-mer et à l'étranger.

☐ Si votre personnalité, les résultats que vous avez obtenus jusqu'à ce jour et votre niveau de formation vous mettent en mesure de maîtriser tous les aspects de la fonction (*choix stratégiques, gestion des ressources humaines, politique commerciale, organisation et gestion de l'Entreprise*), le Président de **LYNX OPTIQUE (siège social : Suresnes)** serait heureux d'étudier votre candidature (lettre manuscrite + C.V.) et vous remercie de l'adresser à son Conseil :

PIERRE ANGOTTI CONSEILS
2, Allée des Avenues - 60200 COMPIEGNE
qui vous garantit la plus stricte confidentialité.

amp

CHARGE D'ÉTUDES

Responsable de votre service, vous serez chargé d'analyser, de suivre la situation et l'évolution du commerce et de l'industrie au niveau local (enquêtes, statistiques...).
Vous possédez des qualités d'organisation et vous avez le sens du contact.
Votre créativité vous permettra de développer de nouveaux produits.
Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation BAC + 4 / BAC +5 en Economie Générale ou Gestion des Entreprises.

Adresser votre dossier de candidature à Patricia MAGNIER
Chambre de Commerce et d'Industrie de Dijon
1 place du Théâtre 21000 DIJON.

CONTESSE — cci Dijon

Hebdomadaire financier
recherche

UN SECRÉTAIRE DE RÉDACTION-MAQUETTISTE

- Suivi de la copie jusqu'au BAT,
- Expérience souhaitée du travail sur système informatisé.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite à :

OPTION FINANCE
à l'attention de Marie-Hélène Arbus
29, rue Cambacérès, 75008 Paris.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Opportunité internationale dans un secteur de haute technologie !

COMBUSTION ENGINEERING

Ce puissant groupe américain (25 000 personnes) recherche pour sa Division PROCESS AUTOMATION BUSINESS, leader dans la conception et la commercialisation de systèmes numériques de contrôle et commande de process, plusieurs

JEUNES INGENIEURS D'AFFAIRES

A l'issue d'un important programme de formation (16 à 18 mois) à nos techniques et nos produits sur notre site de production en Angleterre, leur sera confiée en FRANCE une responsabilité complète incluant la définition des cahiers des charges, la négociation commerciale, la mise en route et la recette des équipements en clientèle. Ces postes seront confiés à des ingénieurs diplômés, généralistes ou à dominante électronique, motivés à l'idée de débuter leur carrière au sein d'un contexte très international, possédant un très bon niveau d'anglais, adaptables, dynamiques et autonomes. Une première expérience probante à l'étranger (sous la forme d'un VSNE ou de stages) serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre conseil, qui vous garantit une discrétion absolue, sous la référence 41 A 1604-9 M

Membre de Syntec

etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

12 000 personnes - 40 filiales - Une forte croissance

Nos Directeurs de filiales évoluent nous en cherchons de nouveaux

Notre société est de loin le leader de la profession et nous sommes rattachés à un groupe de premier plan.
Nos activités et notre management sont très décentralisés.
Nous pratiquons une politique de promotion interne mais notre évolution implique de recruter aussi à un niveau de Directeur de filiale.

Selon votre âge et votre expérience, vous pourrez commencer par diriger des unités de 50 à 100 personnes.
Bien évidemment, nous vous formerons à nos métiers.

La réussite dans ces postes implique :
- un diplôme de grande école d'Ingénieur ou de Gestion,
- 5 à 10 ans d'expérience impliquant relations commerciales, animation de personnel et gestion,
- la possibilité de prendre un premier poste dans n'importe quelle ville de France (excepté Paris),
- le profil d'un patron de PME.

Ecrire sous réf. 41 B 1484 - 9 M - Discrétion absolue

etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

RESPONSABLE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Filiale d'un groupe bancaire de première importance, cette société de crédit-bail et de location financière (85 personnes – 3 milliards de F de réalisations annuelles) est leader dans son domaine d'intervention.

Son Secrétaire Général propose à un jeune cadre de la fonction personnel (30-35 ans) de le seconder dans l'animation d'une politique sociale dynamique en phase avec les projets de développement de l'entreprise.
Il aura pour mission :
- administration du personnel (supervisera la paie informatisée et réglera les problèmes administratifs et juridiques, et toutes études se rapportant à la fonction personnel).
- moyens généraux et budget (négociations avec les fournisseurs, suivi des frais généraux – 8 MF).

Il aura deux collaborateurs sous sa responsabilité.

Il sera de formation supérieure (Maîtrise de droit) et pourra justifier d'une première expérience réussie de trois ans dans la même fonction.

Le sens de l'initiative, de la rigueur, des contacts faciles et ouverts, seront les conditions de son évolution au sein de l'entreprise. Poste situé à Paris.

Ecrire sous réf. 41A 1600-9M à Annie SANTAMARIA
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

ELECTRONIQUE

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

Nous sommes une unité rattachée à un des premiers mondiaux de l'électronique, nous réalisons en sous-traitance des matériels et équipements diversifiés. Notre forte expansion nous conduit à étoffer notre équipe commerciale.

Nous recherchons un Jeune Ingénieur qui aura pour mission de développer nos activités auprès de notre clientèle et de détecter de nouvelles affaires en étant à l'écoute du marché et des évolutions technologiques.

Ce poste conviendrait à un Jeune Ingénieur débutant ou ayant une première expérience technique, désireux de s'orienter vers une activité commerciale.

Son dynamisme, ses qualités d'initiative et son sens des affaires lui permettront de réussir dans ce poste et lui ouvriront de larges perspectives au sein du groupe.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 41 F 1105 - 8 F
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Prendre la responsabilité de notre service juridique

■ C'est une mission riche et variée que nous voulons vous confier au sein de notre société, filiale d'un grand groupe français du BTP.

■ Rattaché au Directeur administratif et financier, vous interviendrez depuis les affaires juridiques et l'administration générale jusqu'aux assurances: reprises de sociétés, contentieux, recouvrements de créances...
Pragmatique, vous saurez développer vos idées pour proposer les solutions les mieux adaptées aux demandes de vos interlocuteurs.

■ A 35/40 ans, vous réussirez dans ce poste avec une formation de type DES Droit des Affaires, une solide expérience, acquise de préférence en entreprise, une bonne capacité d'animation et beaucoup d'autonomie.

■ Si vous êtes prêt à vous investir dans une société performante qui a des projets ambitieux, adressez votre candidature sous réf. 62193 à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17.

MEDIA-SYSTEM

bip BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

Recherche son :

RESPONSABLE JURIDIQUE (Réf. MD/RJ)

Vous prendrez directement en charge l'aspect juridique des relations avec la clientèle (Grandes Entreprises et Gestion de Patrimoine) ainsi que la vie juridique d'une cinquantaine de Sociétés et d'OPCVM et vous participerez au montage d'opérations de fusion-acquisition.

Agé d'environ 35 ans, vous possédez une solide formation en droit des affaires ainsi qu'une expérience professionnelle de 6 à 10 ans acquise dans le milieu bancaire ou financier. Doté du sens des responsabilités, vous avez l'esprit d'entreprise et de la créativité au plan professionnel.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et votre CV avec photo en précisant la référence du poste à :

BIP - Direction des Ressources Humaines
108, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

bip

La banque d'aide à la décision

Votre Passion ... LE MARKETING

ETUDES et CONCURRENCE ...

un tremplin dans notre Groupe (5 Milliards de C.A.) n°2 Mondial d'un secteur en très forte croissance :

créer le Département analyse de la concurrence et études marketing, au sein de la Direction Marketing International.
Vous analyserez les différentes stratégies de développement international de la concurrence (produits, investissements industriels, données financières) et développerez la cellule études (définition et mise en place de nouveaux outils marketing).
Votre sens de la communication sera un atout pour animer une équipe jeune et motivée et jouer un rôle d'expert auprès de nos filiales étrangères.
Vous avez environ trente ans, une formation supérieure technique ou commerciale et êtes parfaitement Bilingue Anglais. Vous souhaitez valoriser une expérience marketing solide acquise en entreprise ou en cabinet comme consultant.

Merci de nous adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous la référence 2002 à :

EUROPA - 12, rue Desaix - 75015 Paris
qui le transmettra en toute confidentialité.

ORGANISME PROFESSIONNEL DU SECTEUR IMMOBILIER :

Nous sommes leader en regroupant la moitié des spécialistes de l'immobilier.

Nous représentons cette activité auprès des pouvoirs publics.

Conseil auprès de nos adhérents, nous participons à leur information, à leur développement et à leur adaptation aux évolutions de leur marché.

MEDIATEAM

Pour accentuer notre développement rapide, nous recherchons :

UN ADJOINT DU DELEGUE GENERAL

Rattaché directement au Bureau Exécutif et au Délégué Général, vos missions seront multiples et variées:

- Réalisation d'études ponctuelles.
- Animation des Commissions de travail.
- Consulting auprès des adhérents.
- Organisation des Assemblées (assises départementales et nationales).

En outre, vous contribuerez à l'essor de notre organisation, en créant un centre de formation, en proposant de nouveaux services, en veillant au suivi de nos campagnes de publicité et en recherchant de nouveaux adhérents.

Agé d'au moins 30 ans, vous avez une formation supérieure type Sciences Po... ou 3e cycle de Droit, avec une expérience commerciale d'environ 5 ans, acquise en entreprise.

Si vous êtes organisé, ouvert, avec un solide sens des relations, rejoignez-nous et envoyez lettre, CV et prétentions, sous Réf. 337, à notre Conseil, Médiateam: Sophie GUENOT, 15/17, rue de Vanves 92100 BOULOGNE.

CONSULTANT + ANIMATEUR + ORGANISATEUR : LE DEFI D'UN JOB POLYVALENT

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Banque privée, filiale d'un important groupe bancaire implanté dans 45 pays, nous cherchons

UN JEUNE EXPLOITANT

(deux ans d'expérience environ) qui viendra compléter notre équipe commerciale à PARIS. Bien formé aux techniques d'analyse et à l'étude du crédit (il a une formation supérieure, de type école de commerce), il a par ailleurs une nette vocation commerciale puisqu'il devra contribuer au développement, voire la création d'un fonds de commerce d'entreprises de bonne taille. ***Réf. 721***

UN EXPLOITANT SENIOR

pour notre agence de MARSEILLE, de formation équivalente, ou diplômé de l'IIB, pratiquant le métier d'exploitant-entreprises depuis plusieurs années. C'est un gestionnaire et un "développeur" qui s'intéressera notamment chez nous, du fait de sa localisation, à une clientèle exportatrice. ***Réf. 722***

Merci d'adresser votre candidature sous référence choisie, à Catherine de LA ROCHE SAINT ANDRE

jacques tixier s.a.

7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

CONTESSE

EXPLOITANTS-CLIENTELE ENTREPRISES

Banque d'entreprise, bien que située parmi les grandes banques françaises, nous restons une banque "à taille humaine". Nous connaissons une progression heureuse, et menons une stratégie d'expansion.

Pour accompagner cette croissance, nous cherchons aujourd'hui des EXPLOITANTS-CLIENTELE ENTREPRISES pour nos agences de Paris.

Responsables d'un fonds de commerce, ces exploitants ont un double rôle de gestion et de développement. Autonomes, ils ont toute liberté pour diriger leur prospection selon leurs affinités, leur réseau relationnel, leur culture économique, pourvu qu'elle intègre bien nos objectifs de rentabilité. Notre organisation leur confère par ailleurs un rôle d'analyste et de garant du risque-crédit.

25/28 ans, diplômé d'une école de gestion ou de formation universitaire équivalente, ou encore diplômé de l'ITB, vous avez deux à trois ans minimum de pratique de l'exploitation-entreprises, vos compétences sont bien équilibrées entre les aptitudes de gestionnaire et les dispositions commerciales.

Merci d'adresser votre candidature à Catherine de LA Roche Saint André, sous la référence 726.

jacques tixier s.a.

7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

CONTESSE

ORSEM

RENCONTRE DE L'AGRICULTURE ET DE SES DIPLOMÉS... AVEC UN GRAND GROUPE FRANCAIS INTERNATIONAL

COMMUNICATION... MARKETING

Filiale du groupe LAFARGE COPPEE, nous développons notre activité de Recherche et Développement, de Production et de Commercialisation dans le milieu des Semences Grandes Cultures et avons de grands projets d'avenir.

Nous vous proposons aujourd'hui, en rejoignant notre Directeur Marketing/Commercial France de partager notre envie de réussir en la communiquant. Vous prendrez ainsi en main l'ensemble de notre Communication (Presse, Manifestations, Promotion, Publicité...) tant vis à vis des exploitants agricoles que de nos prescripteurs et clients (coopératives, négociants...). Vous serez en outre chargé(e) de la présentation et de la mise en œuvre du plan communication auprès de notre force de vente, vous serez bien sûr gestionnaire de votre budget.

Diplômé(e) d'Etudes Supéreures (ENSA, ESA...), vous avez déjà une premère expérience dans une fonction communication, marketing ou pourquoi pas commerciale en Entreprise ou en Agence. Vous connaissez le milieu agricole, sa sensibilité et sa "culture". Nul doute alors que vous saurez donner à cette fonction l'envergure que nous en attendons.

Christiane CHARBONNÉ, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet sous référence O/ALC/LM : RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC

Raymond Poulain Consultants

15 CONSULTANTS H/F

28 - 32 ans

diplômés Grandes Ecoles

STRATEGIE, QUALITE, PRODUCTIVITE, COMMUNICATION, MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

sont les axes essentiels des conseils qu'EUREQUIP met en oeuvre auprès des entreprises industrielles, des banques, des compagnies d'assurances, des administrations, afin qu'elles puissent faire face aux mutations rapides qui résultent des technologies et des impératifs d'efficacité actuels. *Aujourd'hui, au sein du Groupe CGI* (Compagnie Générale d'Informatique), EUREQUIP connaît un fort développement. Pour faire face à cette croissance, nous recherchons :

faisant preuve d'ouverture, d'une disponibilité géographique, intellectuelle, sociale et désireux de s'intégrer à des projets très divers où ils interviendront sur le terrain en apportant des solutions efficaces avec des méthodes spécifiques.

Nous recherchons en particulier :

- Des ingénieurs ayant une réelle expérience en milieu industriel. Compétents en matière de production et de qualité, une pratique de l'informatique serait un atout. L'un des consultants recrutés sera basé dans notre filiale de Lorraine.
- Des hommes de gestion ayant déjà abordé l'entreprise sous l'aspect stratégique.
- Des hommes de sciences humaines et de communication possédant une expérience significative de Gestion de personnel.

Si vous êtes motivé par la diversité et la complexité des interventions qui vous attendent auprès de nos clients et prêts à réussir l'évolution des organisations qui nous consultent, venez rejoindre nos équipes.

EUREQUIP

Merci d'écrire à : EUREQUIP - Service du Personnel - 19, rue Yves du Manoir 92420 VAUCRESSON.
Nous étudierons ensemble votre projet en toute confidentialité.

STEIN HEURTEY

LA VOLONTE DE L'EXCELLENCE

conçoit, étudie, réalise et met en service sur le marché mondial des équipements thermiques industriels
(CA : 800 MF, Effectif : 600)
recherche pour son siège à Evry (91) un(e)

JURISTE

240 KF

Agé d'environ 30 ans, diplômé de droit privé (minimum Maîtrise), ayant une très bonne pratique de l'anglais et si possible de l'allemand, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel.

Vous assisterez le Chef du Service Juridique et serez chargé plus particulièrement de la gestion des contrats d'assurance et des accords de licence, de la préparation des dossiers contentieux, de l'analyse des contrats négociés par les Ingénieurs, notamment à l'exportation.
Disposant d'une large autonomie, vous devrez faire preuve de rigueur dans l'étude des dossiers, d'une bonne capacité relationnelle et d'esprit d'équipe.

Martine FAURE, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. O/SH/LM à : **Raymond Poulain Consultants - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.**

GROUPE FIVES-LILLE

LE MONDE EN DIRECT

AXONE

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

En FRANCE : 6 Agences, 17 Consultants
En EUROPE : 4 Partenaires : GB, RFA, ITALIE, ESPAGNE

le RECRUTEMENT, la FORMATION, l'AUDIT,

trois activités exercées chez nous dans une perspective d'approche globale des Ressources Humaines

AXONE recrute

3 CONSULTANTS

LILLE — PARIS — NANTES

Management participatif, actionnariat, intéressement, centration-client, sont des réalités internes pour nous, des garanties de crédibilité pour nos clients. Ce sont des principes d'action que vous êtes prêts à adopter.

Ingénieur ou diplômé d'une école de commerce, vous avez une première expérience des Ressources Humaines. Vous recherchez un élargissement de votre champ d'activité dans des équipes où l'on associe pleinement responsabilité et convivialité.

Le traitement confidentiel de votre dossier de candidature sera fait dans l'Agence AXONE correspondant au poste à pourvoir

- **LILLE** 7bis, Av. de la créativité, Parc des Moulins - **59650 VILLENEUVE D'ASCQ.**
- ***PARIS*** 63, rue de Rivoli - ***75001 PARIS.***
- **NANTES** 57, rue Charles Monselet - **44000 NANTES.**

Lille · Paris · Nantes · Strasbourg · Lyon · Marseille

MEDIAPA

CONFORAMA

LE PAYS OU L'AVENIR EST OUVERT

Leader sur un marché porteur : l'Equipement de la Maison, CONFORAMA recherche dans le cadre de son développement, plusieurs

ORGANISATEURS

Vous venez d'obtenir votre diplôme Grande Ecole de Commerce, ou ingénieur + IAE, ESC, IESTO (niveau Bac + 4).

Nous vous proposons au sein de la Direction des Systèmes d'Informations des missions d'organisation et de formation.

Vous évoluerez vers la conception, la définition et la documentation d'applications informatiques et de procédures d'organisation.

Vous travaillerez en étroite collaboration avec des utilisateurs et des informaticiens.

Basé à MARNE LA VALLEE, ce poste implique de fréquents déplacements en province. Pour l'un de ces postes, LA MAITRISE DE LA LANGUE ESPAGNOLE EST NÉCESSAIRE.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prét. à CONFORAMA Mme LACOSTE 80 bd du Mandinet - LOGNES 77432 MARNE LA VALLEE CEDEX 2.

MEDIAPA

GEO · Ça m'intéresse · prima · Femme Actuelle · Télé Loisirs · Voici

prima recherche

JOURNALISTE ET ANIMATRICE

Chef de service "maison"

Vous avez au moins cinq ans d'expérience du journalisme pratique en décoration/bricolage/jardinage/cuisine.

Vous êtes une organisatrice, privilégiez le travail d'équipe et savez coordonner les relations entre les différentes fonctions qui concourent à la réalisation d'un journal.

Créative, vous êtes sensible au visuel et saurez faire valoir votre talent au sein de la rédaction du premier mensuel féminin.

Envoyez votre dossier (lettre manuscrite / CV, photo et prétentions) sous référence PRIO à PRISMA PRESSE - Direction des Ressources Humaines - 6, rue Daru - 75008 Paris.

هكذا من الأصل

INGENIEUR DE LABORATOIRE
Région de Rouen

Lubrifiants automobiles - Cette société qui fabrique et commercialise des huiles moteurs haut de gamme recherche un ingénieur pour son laboratoire. En charge d'une équipe composée de trois personnes, il est placé sous l'autorité du directeur technique et a pour mission de définir l'organisation et les méthodes qui permettront d'assurer la mise au point des produits nouveaux et le développement de la gamme existante. Ce poste, qui suppose une certaine autonomie, s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (type ingénieur chimiste + si possible ENSPM) et justifiant d'une expérience professionnelle de trois années au moins dans un laboratoire relevant du secteur pétrolier. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle brute de départ pourra atteindre 200.000 francs. Ecrire à J. MÖLLER en précisant la référence A/R9580M -**PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS
Lyon

PA Consulting Group Ressources Humaines, leader européen du conseil en recrutement, fililale française de PA Consulting Group (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays) connaît en France une progression de tout premier plan et recherche pour son bureau de Lyon un consultant confirmé. Il mènera en totale autonomie des missions de recrutement et sera responsable d'un portefeuille de clients qu'il gèrera et développera. Agé de 30 ans au moins, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur et déjà doté d'une réelle expérience en recrutement, acquise en cabinet ou en entreprise. La connaissance de l'anglais est souhaitée. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à F. PHILIBERT en précisant la référence A/062LM - **PA Consulting Group - 78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT

Notre Cabinet fait partie de Parsons et Whittemore, groupe d'investissement américain implanté en France depuis plus de 40 ans.

Nous proposons un service spécialisé en recrutement financier pour les sociétés recherchant des cadres financiers à tous niveaux en terme d'expérience, mais au top niveau en terme de capacités.

La flexibilité de nos méthodes et la taille du cabinet nous permettent d'apporter un service personnalisé à nos clients pour mieux répondre à leurs besoins.

Pour plus d'informations, veuillez contacter Ivor ALEX au 42.89.09.17 ou lui écrire à NORMAN PARSONS - 12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
CONSEIL EN RECRUTEMENT

PUBLIPANEL

PIERRE & VACANCES
Vous serez responsable de programmes.

Leader européen de la promotion immobilière de loisirs (1000 personnes - 2 milliards de CA), notre groupe a su se distinguer par la qualité de ses prestations et par des formules astucieuses de nouvelle propriété.

Basé à Paris et rattaché à l'un de nos directeurs de programmes, sur la Côte d'Azur ou sur le secteur Manche-Atlantique, vous prendrez la responsabilité complète d'opérations de logements de loisirs (150 à 200 appartements chacune), de la conception jusqu'à la livraison. Si vous nous connaissez de réputation, vous savez que vous aurez à respecter des délais très courts tout en maintenant les impératifs de qualité et de coût qui ont fait notre succès.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous dirigez, depuis 3 ans au moins, des programmes de logement, peut-être même dans le domaine du loisir. Dynamisme, souplesse intellectuelle, vivacité d'esprit et autorité naturelle sont des qualités que l'on vous reconnaît volontiers. Alors, vous trouverez rapidement vos marques dans une entreprise au savoir-faire reconnu, qui vous assurera une brillante carrière. Claude dos Reis, associé du cabinet Sirca attend une lettre de motivation et un résumé de carrière sous référence 028 757 M au 64, rue la Boétie - 75008 Paris.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne — Membre de Syntec

Toulouse

Société réalisant 800 MF de CA, filiale du Groupe international ALCAN, nous sommes leader sur le marché de la conception et de la distribution de systèmes aluminium destinés au secteur de la maison et à l'agencement haut de gamme.
Nous étoffons notre service juridique (1 responsable de service, 1 juriste et 2 secrétaires) et recherchons un :

JURISTE

Vous assisterez le responsable du service dans sa mission de conseil auprès des différents services de la société et prendrez en charge le traitement de dossiers dans tous les domaines du DROIT touchant à la vie de l'Entreprise et aux Affaires.
Vos interlocuteurs apprécieront la qualité de vos conseils et la rigueur apportée au traitement des dossiers.

Votre formation (Licence, Maîtrise Droit des Affaires) devra être complétée par une expérience de Juriste Généraliste de 2 à 3 ans acquise en Cabinet ou en Entreprise.
La maîtrise de l'anglais est indispensable, une 2e langue est un plus.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. JUR à TECHNAL - Geneviève Bastié - Responsable Recrutement - 270 rue Léon Joulin - 31037 Toulouse Cedex.

TECHNAL®
CRÉE L'ESPACE EN BEAUTÉ

MEDIA-SYSTEM

OPQCM - *CHALLENGE POUR*
UN JEUNE DEVELOPPEUR H/F ...PROMOUVOIR UN LABEL DE QUALITE...

OPQCM - Office Professionnel de Qualification des Conseils en Management, nous délivrons des labels de qualité, nationaux et reconnus, garanties de compétence pour les Entreprises utilisatrices de Conseil : 200 qualifiés aujourd'hui, 800 à venir, et grâce à vous ! Nous recherchons son principal animateur, le

Responsable du Développement.

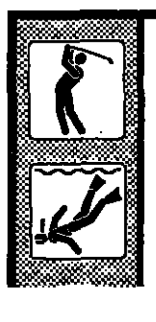
Diplômé (Sciences Po, Sup de Co, ...) doté d'une première expérience, vous aurez à nous faire connaître auprès des Cabinets Conseil, mais aussi auprès de leurs utilisateurs et prescripteurs (par la mise en œuvre d'un plan d'action très large incluant conférences, relations presse et nombreux contacts...), faire vivre et gérer notre organisation au quotidien, échanger avec nos homologues à l'étranger, ... Un poste dynamique et autonome, des résultats quantifiables, l'occasion de mettre en valeur vos qualités de "développeur" et de communiquant" !

Pour ce poste, basé à Paris, impliquant quelques déplacements en province, merci d'adresser votre résumé de carrière à notre Conseil Michèle DUCHER sous référence P/RD/LM à RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

membre de SYNTEC

Raymond Poulain Consultants

UCPA



CA 400 MF - 450 permanents dont 140 cadres (âge moyen 35 ans) - 1800 saisonniers - 80 centres.

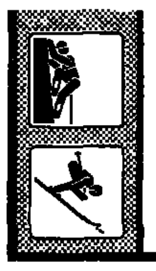
Le n°1 des vacances et des stages sportifs

Nous avons toujours assuré la formation de nos moniteurs en les préparant à tous diplômes et métiers sportifs. Notre savoir-faire nous a amené à élargir cette activité au service d'autres institutions en France et en Europe.

1988 : 26 000 journées - 1992 : 51 000 journées prévues.

PARTICIPEZ A NOTRE DEVELOPPEMENT en CREANT à PARIS (Mº Glacière)

JEUNE RESPONSABLE INSTITUT DE FORMATION



28 ANS MINI, DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE SIMILAIRE ET PRATIQUEZ UN SPORT.

Relevant du Directeur des Ressources Humaines, vous serez responsable de l'organisation et du développement de cet Institut et notamment de : la définition des besoins, l'élaboration des programmes et budgets, le montage de filières emplois, l'organisation des stages, la promotion, les relations avec les Ministères et Associations, le développement des ventes.

Merci d'écrire, s/réf. UCPA/RIF/62 M, en indiquant votre salaire actuel à notre Conseil : Richard BÉNATOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Discrétion absolue et réponse assurées.

Imaginez un monde où toutes les offres d'emplois correspondent à votre vraie valeur.

36 15 LM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

alliance

Ingénieur "mesures - essais"
Spécialiste de haut niveau des études sur matériaux

Les équipements que nous concevons et produisons sont destinés notamment au **secteur de l'automobile** ; ils sont soumis à des contraintes d'utilisation sévères : leur composition et leur résistance sont l'objet des recherches menées par le Département que vous rejoignez à notre Centre Technique (300 personnes) situé près de Nancy.

INGENIEUR MINES, PONTS, CENTRALE, GEOLOGIE, P.C.

Auprès d'une équipe d'ingénieurs et techniciens, chargés de définir, d'évaluer, de tester les performances de nos produits et leurs caractéristiques physiques et mécaniques (rigidité, géométrie, acoustique, endurance) vous êtes le spécialiste des problèmes **d'endommagement et de rupture.**

Auprès des directions R et D et Qualité, vous avez un rôle déterminant de proposition et de conseil.

Avant de nous rejoindre vous avez obligatoirement acquis une première expérience dans ce domaine, mis en œuvre des études numériques et connaissez bien les polymères et les matériaux composites.

Votre compétence technique et vos qualités d'animation doivent vous ouvrir rapidement une évolution au sein de notre Société (4000 personnes) ou même de notre Groupe, leader mondial dans ce secteur d'activités.

SEFOP, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier sous réf. BES 1073 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

Consultant Haut Niveau
COMMUNICATION INTERNE

Nous sommes leader mondial du Conseil en Management et Gestion des Ressources Humaines. Nous recherchons

LE FUTUR PATRON DE NOTRE ACTIVITE DE CONSEIL EN COMMUNICATION INTERNE ET INSTITUTIONNELLE EN FRANCE.

En s'appuyant sur la notoriété et les méthodologies de notre Cabinet, il aura pour mission :
- de poursuivre le développement commercial,
- de concevoir de nouvelles approches,
- de manager des projets.

Les candidats, diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Gestion, justifieront d'une expérience d'une dizaine d'années en communication et management des Ressources Humaines acquise en entreprise et en cabinet.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. MLV 105 à I.C.A., 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra. Confidentialité garantie.

I.C.A. International Classified Advertising
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
CADRES
Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune Ingénieur d'Affaires.

Pour diriger une unité d'exploitation

Nous sommes un des grands (4 milliards de francs, 6000 personnes) **du secteur des Services aux** Collectivités. Industries, Particuliers...

A Bordeaux, où notre agence locale emploie 130 personnes, nous assurons la gestion et l'exploitation d'importantes installations techniques (chauffage, climatisation) de la région : hôpitaux, lycées, administration, industries...

Vous, **JEUNE INGENIEUR (AM, INSA, ESIM...)** avec une spécialisation en thermique – ce serait un plus –, vous gérez une de nos unités d'exploitation qui réalise un CA de 20 MF : vous organisez le travail, animez vos équipes et les assistez sur le plan technique ; vous contrôlez la qualité des prestations, définissez et gérez votre budget, assurez des relations suivies avec vos clients.

Sens technique, rigueur, diplomatie sont avec votre première expérience du terrain (3 ans environ) les atouts qui vous permettent de réussir dans cette fonction avant d'évoluer vers des responsabilités plus larges.

Nous avons confié cette recherche à notre Conseil SEFOP. Nous vous remercions de lui adresser votre dossier sous la référence BCA 1071 M.

SEFOP
11 rue des Pyramides. 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

VOUS AVEZ UN DEA ? VOUS AVEZ UNE THESE DE DOCTORAT EN DROIT ?

DEVENEZ UN CONSULTANT EXPERT

Nous sommes un groupement renommé appartenant à une profession prestigieuse. 1800 adhérents s'informent quotidiennement chez nous, par téléphone, télex, télécopie ou par courrier, et les questions posées concernent toutes un domaine qui vous passionne et où rien ne vous échappe : le Droit.

Privatiste, vous vous êtes spécialisé lors de votre DEA (ou DESS) en **Droit de la construction** et vous êtes désireux d'approfondir et d'appliquer vos connaissances dans ce domaine.

Dans tous les cas, vous serez jugé - et apprécié - sur vos talents rédactionnels, votre sens de l'écoute, votre promptitude à répondre aux questions posées. Bref, toutes les qualités - et il y en a sûrement d'autres - qui vous donnent un profil d'expert !

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 743 à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

SODERHU
MEMBRE DE SYNTEC

Un "CONTROLLER"

Nous sommes une société industrielle et commerciale performante (CA 600 millions de francs) rattachée à un groupe en forte croissance.

Nous recherchons un "controller", ESC + DECS, disposant environ de dix ans d'expéreince professionnelle (dont une partie acquise en milieu industriel), ayant de solides connaissances comptables et l'habitude d'encadrer des équipes.

Sa mission : il dirigera les comptabilités (générale - analytique - clients - fournisseurs). Il effectuera les prévisions de trésorerie. Il assistera les directions opérationnelles dans l'analyse des résultats de gestion. Il fera évoluer les systèmes d'information dans le domaine comptable et gestion. Il animera une équipe d'une trentaine de personnes.

La réussite dans ce poste polyvalent, ouvre de réelles perspectives d'avenir au sein du groupe à un candidat ayant qualités de réflexion, de communication et d'action sur le terrain.

Poste : province Est France.

Ecrire sous référence 8820 à :
JLT Consultant
145, rue de Vougirard - 75015 PARIS.

Venez manager notre logistique

pour évoluer dans un groupe multinational

Avec un CA de plus de 600 millions et une progression de 15%, nous sommes la filiale française d'un groupe mondialement connu dans le milieu du bâtiment. Votre service est rattaché à la direction du marketing et comprend 4 chefs de groupe et une quarantaine de personnes basées en banlieue sud-ouest de Paris.

Vous aurez à manager les achats, les approvisionnements, les stocks, le parc auto, le transport, ainsi que la distribution sur nos 75 agences en France. Si vous avez la carrure du poste, rencontrons-nous.

Merci d'écrire à notre conseil : Guy BRENGARD I.P.P.A. 57, rue d'Amsterdam 75008 PARIS, sous réf. 1529 en précisant votre rémunération et en joignant un C.V. détaillé et une photo.

IPPA

DIRECTEUR DEPARTEMENT

FORMATION LINGUISTIQUE

Etre responsable d'un centre de profit... dans un domaine particulièrement attractif : la formation, et dans un environnement international stimulant. Voila l'opportunité de carrière que vous propose notre Groupe. Nous sommes actifs sur **le MARCHE DE LA FORMATION EN ENTREPRISE** depuis 16 ans. Nos domaines d'intervention sont diversifiés et notre activité formation en langues a une place spécifique dans une de nos filiales.

Diplômé(e) d'études supérieures (E.S.C., DESS Langues, C.E.L.S.A.) vous y trouvez un contexte professionnel valorisant : vous bénéficiez de la synergie du groupe sur le plan commercial ; vous répondez directement au PDG ; votre poste est à responsabilité complète ; il inclut le développement, la commercialisation, la négociation des contrats, la gestion, le recrutement des professeurs et l'organisation. Cela exige de vous une compétence dans le domaine linguistique qui garantit votre crédibilité, mais aussi sens rigoureux de la gestion, autonomie et forte implication personnelle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous la référence 34.112 à notre Conseil : **MRT Consultants 20, rue de l'Arcade 75008 Paris.**

MRT consultants

JURISTE

La Direction Juridique et Fiscale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel vous propose un poste de Juriste.

De formation supérieure juridique, DESS Droit des Affaires ou Droit Bancaire, vous avez une expérience d'environ 5 ans acquise de préférence dans le secteur bancaire.

Vous conseillerez nos groupes régionaux et notre Direction Générale et assurerez le traitement des dossiers juridiques en étroite collaboration avec les différents services.

Nous donnerons la préférence à un candidat soucieux d'allier son savoir-faire à son savoir-être.

Le Crédit Mutuel, c'est à travers 21 Fédérations régionales, 4.500 points de vente, 21.000 collaborateurs, 40.000 administrateurs et 7 millions de clients, la plus forte croissance bancaire de ces 10 dernières années, la puissance du 5e groupe bancaire.

La Confédération Nationale du Crédit Mutuel est l'organisme national chargé du contrôle et du bon fonctionnement du Crédit Mutuel.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1243 à la Direction des Ressources Humaines C.N.C.M. 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

institut français de
DEMOSCOPIE

RECHERCHE POUR SES ACTIVITES EN PLEINE CROISSANCE, UN

Chargé d'études

Etudes industrielles et télécommunications

Bac + 3 minimum, 2 à 3 ans d'expérience dans un institut ou un service d'études et une réelle aptitude commerciale vous donnent l'acquis nécessaire pour réaliser des études sur les marchés de télécommunication, informatique, bureautique... Vous intervenez dans un contexte national, mais aussi international, ce qui exige de vous la pratique courante de l'anglais.

Ce poste, à pourvoir à Paris, offre de bonnes perspectives d'évolution dans un environnement vivant et stimulant.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et photo) à Madame Gautelier. Institut Français de Démoscopie - 26, rue de Chambéry 75015 Paris.

DEMOSCOPIE

Cabinet Brevets, Marques, Modèles, haute notoriété recherche

Juriste 1er plan

10 ans d'expérience minimum connaissant anglais et allemand.

Poste à Paris.

Ecrire sous référence 8819 à :

PUBLIPANEL
145, rue de Vaug!rard - 75015 Paris,
qui transmettra.

L'ASSEMBLÉE NATIONALE

RECRUTE PAR CONCOURS

10 ADMINISTRATEURS ADJOINTS

(Femmes ou Hommes)

Accessible sans condition de diplôme, ce concours s'adresse à des candidats dotés d'une excellente culture générale et de bonnes connaissances juridiques et économiques. Des compétences réelles sont également requises en comptabilité, documentation ou informatique.

CONDITIONS POUR CONCOURIR

Etre de nationalité française et âgé de 20 à 40 ans (sous réserve d'éventuels reculs des limites d'âge).

Date limite de retrait des dossiers : 10 NOVEMBRE 1989
Clôture des inscriptions : 17 NOVEMBRE 1989

Pour tous renseignements s'adresser au :

Service du personnel de l'Assemblée nationale
233, boulevard Saint-Germain
75007 PARIS
Tél. : 40-63-87-20

FICHET, pour renforcer notre équipe face à de nombreux recrutements, nous recherchons un(e)

CHARGE DE RECRUTEMENT

capable d'être immédiatement opérationnel.

Soit spécialiste de cette fonction (expérience cabinet ou entreprise), soit commercial ou ingénieur ayant cependant une pratique confirmée du recrutement.

Nous vous proposons une mission de 6 mois (contrat à durée déterminée) avec démarrage immédiat. Possibilité d'évolution vers la formation.

Nous sommes leader du marché de la sécurité et investissons pour votre avenir.

Ecrivez-nous très vite (lettre, CV, photo, prét.) s/réf. EIPV/CR à GROUPE FICHET BAUCHE - DRH - 15/17 avenue Morane Saulnier 78140 Vélizy, en indiquant un N° de téléphone où vous joindre.

propositions diverses

L'AUVERGNE RECRUTE 300 CADRES

Avec le concours de :
- AGF
- Airforge
- APSAF
- Aubert et Duval
- Banque Populaire
- Casino
- CESI
- Dunlop
- Ecco Consultants
- Groupe Docks de France
- Fidal Formation
- France Télécom
- Gentiane
- GPA
- Kléber Industrie
- La Poste
- Limagrain
- Michelin
- Peugeot
- Pigier
- La Région Auvergne
- Rockwool
- Sarcables
- Somival

Ingénieurs méca. / Electro. / Inform-Indus. / BTP / Elec.
Cadres commerciaux et gestion (ESC, DECS...).
Fonctions : Fab., RED, achat, qualité, méthodes.

PREMIER FORUM DE L'EMPLOI DES CADRES EN AUVERGNE

Faculté des Sciences Economiques
13 et 14 Octobre CLERMONT-FERRAND

ANPE

Renseignements à : 4, rue du 8 mai 1945 - 63000 Clermont-Fd - Tél. 73 35 01 85.

مكتبة الأهرام

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

RESPONSABLE DU SECTEUR DES PROFESSIONNELS

La Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Indre et Loire recherche un responsable du secteur des professionnels. Basé au siège de la banque à Tours, il s'impliquera dans la stratégie et le plan d'actions du secteur, dirigera une équipe d'analystes, participera à l'animation du réseau des conseillers professionnels. Ce poste conviendrait à un candidat d'au moins 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur et possédant une expérience confirmée du financement des professionnels. La rémunération attractive sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9627M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

CRÉDIT AGRICOLE

PA Consulting Group — HUMAN RESOURCES — *Creating Business Advantage*

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES

La Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Indre et Loire recherche un chargé de clientèle entreprises. Basé à Tours, dans l'agence entreprises de la banque, il sera chargé de développer cette clientèle. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience d'au moins deux ans de l'exploitation bancaire sur ce type de clientèle. La rémunération est de nature à intéresser un candidat de valeur. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9626M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04.** (PA Minitel 36.14 code PA)

CRÉDIT AGRICOLE

PA Consulting Group — HUMAN RESOURCES — *Creating Business Advantage*

Groupe de distribution alimentaire en fort développement implanté aux ANTILLES recherche

Directeur Administratif

Rattaché au Directeur Général de région (Guadeloupe) il aura à :

- Superviser la comptabilité générale jusqu'au bilan, les déclarations sociales et fiscales des différentes sociétés implantées en Guadeloupe en mettant en place les procédures appropriées
- Perfectionner et généraliser sur toutes les activités, un contrôle de gestion au service des responsables de centre de profit

Agé d'au moins 30 ans, ayant une formation supérieure de gestion (+ D.E.C.S.), vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire dans un groupe à structure complexe. Votre connaissance de l'informatique constitue un plus important.
La réussite à ce poste peut permettre une évolution importante au niveau du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous Réf. DAM à notre Conseil Gérard LABBE BP. 6155 - 14065 CAEN cedex

GL

Directeur comptable

Cette société tertiaire de forte notoriété appartient à un très important groupe international et réalise en France un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de Francs. Sa diversification et sa croissance la conduisent à renforcer ses structures administratives et financières.

Vous serez l'élément moteur de la mise en place d'une nouvelle organisation comptable adaptée au développement de la société. En conséquence, vous définirez et mettrez en œuvre les actions de formation nécessaires à votre équipe (une vingtaine de personnes). Bien sûr, vous superviserez l'ensemble du département de la comptabilité et serez garant de l'établissement des comptes de l'entreprise.

Votre profil : une formation supérieure complétée par l'expertise-comptable et une solide expérience professionnelle réussie dans une fonction similaire, à dominante organisationnelle. La connaissance du secteur de la banque ou des assurances serait appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence M/ 1243 à Linden, 14 rue Pergolèse, 75116 Paris, qui l'étudiera confidentiellement.

Linden

MEDIA-SYSTEM

Audit - Conseil - Expertise

Groupe Alpha

Paris
Clermont
Grenoble
Lille
Lyon
Marseille
Metz
Nantes
Toulouse

Recherchons

Esprits critiques pour diagnostics sans complaisance

■ Nous sommes

Un groupe de 150 personnes développant ses propres méthodologies dans des domaines nouveaux :

- L'assistance aux Comités d'Entreprise : examen des plans de restructurations, introduction de nouvelles technologies, audit stratégique;
- Le diagnostic financier d'entreprises ou de groupes.

■ Nous offrons

Sur l'ensemble de nos bureaux **20 postes de**

- **Consultant débutants**
- **Consultants confirmés**

■ Nous recherchons

Des diplômés X, HEC, Dauphine, IEP, etc., prêts à investir leur curiosité dans un travail enrichissant.
(Postes sur mesure pour candidats très expérimentés)

Contactez Alain [illegible]
Groupe Alpha – 18, rue Dubrunfaut - 75012 Paris

Société de bourse, filiale d'un important groupe bancaire européen, nous recherchons aujourd'hui notre

Directeur des opérations

A 35 ans environ, de formation supérieure (MBA et/ou DECS), vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum en tant que Directeur des Opérations au sein d'une société de bourse ou d'une banque de marchés.

Vous avez une bonne maîtrise de la comptabilité anglo-saxonne et de la fiscalité des produits financiers (actions, obligations, options, matif...).

Vos connaissances du droit des affaires et de la langue anglaise sont vos atouts pour mener à bien la mission que nous vous proposons.

En effet, vous assisterez techniquement nos conseillers dans leurs contacts clientèle.

Vous serez responsable de l'organisation des services opérationnels et administratifs et du bon fonctionnement de la société. Une bonne connaissance de l'informatique serait un avantage.

Homme de contact et véritable manager, vous serez amené à diriger une équipe d'environ 40 personnes.

Vous êtes prêt à relever ce nouveau défi !

Merci d'adresser votre dossier complet, sous la référence 6356, à

MEDIAPA
50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

ADJOINT AU CONTRÔLEUR DE GESTION

Nous avons de grands atouts pour un gestionnaire à la hauteur...

Avec + de 7600 personnes, 15 milliards de CA, 7 centres industriels français, 19 filiales à l'étranger, nous confortons notre position de leader européen dans la haute technologie.

Souci permanent de l'excellence, rigueur de gestion, primauté des valeurs humaines assurent par ailleurs la qualité de notre développement.

De formation Ecole de Commerce, vous avez acquis une première expérience, ou vous avez fait des stages significatifs, en **milieu industriel** impérativement, dans une direction administrative et financière ou dans un service de comptabilité analytique.

Rattaché au Contrôleur de Gestion du département vous participerez activement à la gestion analytique (élaboration et suivi des budgets, analyse des résultats et écarts, rentabilité...).

Dans notre environnement de haute technologie, vous aurez les moyens de parfaire vos compétences et d'évoluer.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence CD/4601 à FORCE 5 - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS qui transmettra.

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CHARGE DE CLIENTELE ENTREPRISES

Banque

Reims - Une importante banque régionale, intégrée à un groupe bancaire de tout premier plan, recherche dans le cadre de son développement un chargé de clientèle entreprises. Au sein de la direction des entreprises, il prendra en charge et développera un portefeuille d'entreprises importantes (jusqu'à 5 milliards de francs de chiffre d'affaires). Ce poste s'adresse à un cadre bancaire âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC, ITB, ...) et ayant une expérience d'au moins trois ans de l'exploitation entreprises. Une solide pratique de la négociation et de l'évaluation du risque consolidé est indispensable ainsi qu'une habitude de l'approche globale auprès de dirigeants d'entreprises. Enfin, une bonne technicité en matière d'ingénierie financière (rapprochements d'entreprises...) serait très appréciée. La rémunération sera adaptée en fonction du profit du candidat retenu. Ecrire à C. BUSO en précisant votre rémunération actuelle et la référence A/R9588M **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)**

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

DORET
La documentique

Notre position sur le marché des fournitures de bureau et articles de papeterie est prépondérante depuis plusieurs dizaines d'années. Nos priorités ont toujours été la qualité de nos produits, notre service à la clientèle et la gestion des ressources humaines.
Nous recherchons un :

ASSISTANT CONTROLE DE GESTION INDUSTRIELLE

Jeune Sup de Co

Vous avez une première expérience de la gestion en PMI ou au moins des stages significatifs au sein d'un contrôle de gestion industrielle.
Votre fonction : l'analyse des données de gestion, la participation à la définition des coûts standards, à l'élaboration des budgets notamment celui de notre usine de fabrication...
Votre sens des contacts -chez nous, c'est important- et votre esprit d'initiative vous permettront d'évoluer. Nous vous formerons à nos méthodes.
Poste basé à Rosny sous Bois.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence LM/485 sur l'enveloppe, à notre conseil

ornicar — **3, avenue Bertie Albrecht 75008 Paris**

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

CRÉDIT AGRICOLE DE SAONE-ET-LOIRE

DIRIGER LA TRESORERIE ET LE CONTROLE BUDGETAIRE

Banque à taille humaine dans l'un des tous premiers groupes bancaires internationaux (7ème rang mondial), le Crédit Agricole de Saône et Loire mène une politique active de développement. Avec 11 milliards de francs de ressources collectées, 7 milliards de francs de crédits en cours, nous sommes la première banque du département.

Nous recherchons pour notre direction financière, un jeune professionnel de la finance.

Dans un premier temps, sous l'autorité du Directeur Financier vous aurez la responsabilité de la trésorerie et du contrôle budgétaire. votre réussite, après quelques années dans cette fonction, vous permettra d'assumer des responsabilités plus larges en prise directe avec notre Direction Générale. Vos principaux domaines d'actions seront :

- La gestion de la trésorerie et des équilibres financiers.
- L'optimisation du système de contrôle budgétaire.
- La mise en place et le suivi des prévisions financières.

Vous vous appuierez sur une équipe de huit collaborateurs.

A 30 ans environ, diplômé d'études supérieures (sup de Co ou Universitaire) vous possédez une première expérience réussie (3 à 5 ans) dans une fonction trésorerie ou contrôle de gestion. Vous avez appris à maîtriser les nouveaux instruments financiers et êtes un utilisateur averti de la micro-informatique.

Vous recherchez des responsabilités importantes, alors venez partager nos ambitions, relever avec nous les nouveaux défis des marchés financiers et de la Banque.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous la référence 632/M à notre Conseil KEY MEN - 2, rue Childebert - 69002 LYON.

KEY MEN
GROUPE DANIEL PORTE CONSULTANTS

Filiale d'une Société de gestion immobilière appartenant à un groupe institutionnel important, nous avons en quelques mois prouvé notre capacité à contribuer efficacement au développement diversifié amorcé en 1988. Nous vous proposons de

CONJUGUER VOTRE TALENT DE GESTIONNAIRE ET VOTRE SENS DU CONTACT

dans une équipe dynamique et motivée, en nous rejoignant comme

RESPONSABLE DE SYNDIC DE COPROPRIETES

Votre mission :

Directement rattaché au responsable de l'activité Syndic (2 000 lots répartis en Ile de France), vous serez pleinement responsable de la gestion des immeubles, de la gestion financière et juridique, de l'éxécution du règlement de copropriété et des assemblées générales... La qualité de votre action nous permettra d'accentuer notre essor. Poste basé : Paris Sud.

Votre profil :

Homme ou femme, diplômé d'enseignement supérieur + formation juridique, une expérience probante de plusieurs années dans un cabinet de Syndic vous confère un professionnalisme irréprochable que vous souhaitez valoriser dans un environnement performant et évolutif...

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence GP/AL, à notre conseil :
Annick LUCCHINI - **INFORAMA Carrières** - *50, Marcel Dassault* - 92100 BOULOGNE

BORDEAUX - LILLE - MARSEILLE - PARIS
PAU - SOPHIA-ANTIPOLIS - TOULOUSE

INFORAMA *carrières*
la technologie par les hommes

Responsable administratif et comptable

Importante Société de Services (CA consolidé 2 milliards de francs) opérant dans le monde entier et située en banlieue sud de Paris, recherche son *Responsable Administratif et* Comptable pour l'agence de JAKARTA. Agé d'environ 30 ans, vous êtes de formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent) et avez de préférence une première expérience de chantier ou dans une unité décentralisée.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Après une formation de quelques mois à notre siège, vous serez affecté en INDONESIE où vous aurez la responsabilité de la *gestion administrative, comptable* et financière de ce secteur géographique.

Pour en savoir plus, merci d'adresser curriculum-vitæ, lettre manuscrite et photo sous la référence 6360 à

MEDIAPA 50-54, rue de Silly
92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX
qui transmettra

BORDEAUX — BANQUE REGIONALE

CONTROLLER

CONTROLE DE GESTION ET ETUDE DES RISQUES

Cette banque régionale, qui fait partie d'un très important réseau national, à la notoriété incontestée, développe une large gamme de services financiers à destination des particuliers, et de manière croissante vers les entreprises, les collectivités, les municipalités et les administrations. Sur la grande région Sud-Ouest, cet organisme dispose de 280 agences.
Sa forte expansion détermine la création, au sein de la Direction Financière, du poste de Controller, chargé du contrôle de gestion et de l'étude des risques.
Sa mission sera complète, dans le contexte d'une large autonomie :
Développement et création des procédures et standards de contrôle interne ; prévision budgétaire ; suivi ; contrôle et reporting ; conseil des hiérarchies ; développement de l'outil informatique ; responsabilité du service "Etudes des Risques", relatifs aux engagements financiers de l'entreprise, notamment en ce qui concerne le risque de taux. Il supervisera une équipe de spécialistes.
Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste important, un professionnel de la fonction Contrôle ou Audit en milieu bancaire, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce ou Université, DESS ou ITB) qui dispose d'environ cinq ans d'expérience.
Sa réussite dans le poste lui ouvrira, à terme, des perspectives d'évolution variées dans un Groupe en pleine expansion.
Les fonctions sont basées à Bordeaux. Les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet et rémunération souhaitée, **sous réf. M 126 Q**, à notre Conseil NEMESIS, 10, rue de Richelieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Affluents

Banque Régionale du Grand Sud-Ouest, appartenant à un grand Groupe National, recherche pour renforcer son Département Juridique

UN JURISTE CONFIRME EN CONTENTIEUX BANCAIRE

Profil :

- Maîtrise de Droit minimum
- Expérience de 5 à 7 ans minimum dans un contentieux bancaire
- Responsabilités : Procédure, recouvrement, expertises judiciaires avec analyse juridique, préparation de conclusions et gestion interne de dossiers.

Poste basé à Bordeaux

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V et prétentions) à
SOCIETE BORDELAISE DE C.I.C. à l'attention de Monsieur CAMARTY
B.P 501 - 33001 BORDEAUX CEDEX.

GROUPE CIC

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN

JEUNE COMPTABLE PARTICIPATIONS - CONSOLIDATION

Au sein de la direction de la comptabilité générale, il sera l'adjoint du responsable de la **consolidation.**
- Il sera plus particulièrement chargé de gérer la base de données de nos participations.
A ce titre : • il en supervise la mise en place informatique et l'alimentation • il en assure la gestion et la maintenance • il est responsable du contrôle qualitatif des informations fournies et anime le réseau des correspondants des sous-groupes.
- En parallèle, il participe aux travaux de **consolidation.**
Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure (type Ecole de commerce avec option comptable) riche d'une première expérience d'au moins deux ans, acquise de préférence en cabinet ou dans un grand groupe, bancaire si possible. Une bonne connaissance de la micro-informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.756 à Contesse Publicité - 38, rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS PERRET qui transmettra.

CONTESSE

ASSISTANT
DE GESTION INDUSTRIELLE
Jeune Sup de Co

OTRE TALENT DE GESTIONNAIRE
TRE SENS DU CONTACT
E DE SYNDIC DE COPROPRIETES

BANQUE REGIONALE
ONTROLLER
GESTION ET ETUDE DES RISQUES

APTABLE
IONS - CONSOLIDATION

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

Société industrielle para-chimique (CA : 100 MF)
recherche dans le cadre de son développement un

Contrôleur de Gestion

Paris Nord-Est **250/300 KF**

Directement rattaché au Président Directeur Général, il aura pour mission de suivre et développer le contrôle budgétaire. Il mettra en place les tableaux de bord mensuels ainsi que les méthodes d'élaboration des prix de revient. Responsable des systèmes d'information, il révisera les procédures et participera au développement du système informatique.
Ce poste s'adresse à un candidat de formation Ecole de Commerce ou Universitaire, bénéficiant d'une expérience similaire d'au moins 3 ans. La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand serait un plus.

Contacter **Pascale Gutton** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + phto + n°tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.PG1673MO.

LBW

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Case Poclain
Une volonté d'avenir

Recherche pour sa division
Parts & Components Europe son

Contrôleur de Gestion Européen

Oise **280 KF +**

Responsable du reporting et des systèmes informatiques de l'activité Parts and Components, vous serez en contact permanent avec les dépôts européens.
Votre rôle sera l'analyse des résultats, proposer et mettre en place des nouvelles procédures, préparer les budgets et les plans, développer les systèmes informatiques et analytiques existants.
Agé de 28/35 ans, de formation Ecole supérieure de commerce, vous avez une expérience en contrôle de gestion dans un contexte industriel international. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contacter **Ralph Crockett** au (1) 42.89.30.03. ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Finance**, 10, rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf.RC1906MO.

LBW

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Nous sommes une Société spécialisée en gestion financière, filiale d'un important groupe bancaire européen. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un

CONSEILLER CLIENTELE

Au sein d'une petite équipe de 3 personnes, vous serez chargé de développer et gérer un portefeuille de clients "haut de gamme". Vous les conseillerez sur leur gestion de patrimoine et leur proposerez des produits adaptés à leur situation (actions - obligations - produits financiers, d'assurances...).
Nous confierons cette mission à un candidat ayant une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent).
Vous avez déjà acquis une expérience de 2 à 3 ans dans la vente de produits d'assurances, bancaires ou boursiers à une clientèle de particuliers.
Votre dynamisme, votre excellente présentation et votre bonne connaissance de la langue anglaise seront vos atouts pour réussir et évoluer au sein de notre société.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo, sous réf. 6357, à

MEDIAPA 50-54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

MEDIAPA

Une grande Banque régionale
recherche son

Gestionnaire Actif/Passif

100 Km de Paris

Directement rattaché au responsable des opérations financières, vous serez en charge d'optimiser la gestion du bilan. Vous assurerez la gestion de la trésorerie, contrôlerez les opérations traitées par la salle des marchés, analyserez et contrôlerez les risques bilanciels (gestion du risque de taux...).

Vous avez 25/32 ans, avez une formation du type BAC + 5 (DESS Banque/Finance, ou Ecole de Commerce), vous avez une expérience en gestion financière ou en contrôle de gestion bancaire et souhaitez rejoindre une banque régionale dynamique qui saura vous offrir de réelles possibilités d'évolution.

Contacter **Laurent Verglas** au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à **Michael Page Banking**, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf.LV2012MO.

LBW

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Importante société, filiale de grands groupes français dans l'énergie nucléaire, en banlieue sud (autoroute - RER) recherche son

CONTROLEUR DE GESTION CENTRAL

Rattaché à notre Direction Financière, vous serez responsable de l'élaboration et du suivi des budgets, tableaux de bord, simulations, suivi des objectifs, analyse des écarts puis recommandations opérationnelles.

Avec votre équipe, vous aurez à :
- appuyer l'action des gestionnaires de nos agences
- faciliter le dialogue Opérationnel / Direction
- faire évoluer notre système informatique

Actuellement, vous avez la responsabilité du contrôle d'une unité opérationnelle, nous vous proposons d'évoluer et de coordonner le contrôle de gestion de nos 6 agences.

De formation supérieure type ICG, IFAG, IFOCOP ....vous possédez des qualités de rigueur, de contact et de souplesse indispensables pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature lettre manuscrite, CV et photo, à E.R. Ressources Humaines 118, rue de Tocqueville 75017 Paris, sous réf. 4948.

Carré Turenne

Au Coeur de la santé

ROUSSEL UCLAF, groupe chimique et pharmaceutique français à vocation internationale intervient dans 3 secteurs d'activité : santé humaine, santé végétale et animale.
Présentes avec succès dans le monde entier (une cinquantaine de filiales implantées à l'étranger), nos équipes recherche, développement, fabrications, marketing et ventes... démontrent chaque jour leur compétence et leur volonté de progresser. Pour son DEPARTEMENT FISCAL, la DIRECTION FINANCIERE du Groupe recherche un :

FISCALISTE INTERNATIONAL

Au sein d'une équipe de fiscalistes très opérationnels, vous aurez à traiter d'une part des questions concernant certaines sociétés françaises du Groupe en matière d'impôts directs, de T.V.A. et d'impôts locaux, et d'autre part, au plan international, de problèmes fiscaux spécifiques (dividendes, royalties...).
Vous interviendrez également pour suivre des dossiers de fiscalité applicable dans les pays d'implantation du Groupe, en relation avec les responsables intéressés et les conseils fiscaux à l'étranger. Doté d'une solide formation fiscale (3ème cycle de fiscalité ou E.N.I.), complétée idéalement par une formation supérieure en gestion (ESC ou équivalent), vous avez acquis une expérience internationale de plusieurs années en Cabinet et/ou en entreprise. Excellent niveau d'anglais souhaité. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo et prétentions sous réf.FTL512MO à : **Michael Page Tax & Legal,** 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS ou contacter **Frédéric Foucard** au (1) 42.89.30.03

ROUSSEL UCLAF

UNE GRANDE BANQUE PRIVEE
recherche

Jeunes directeurs d'agence

pour Paris et Région Parisienne

Notre Banque poursuit et accentue son développement commercial dans toute la France comme à l'étranger.
Pour renforcer l'encadrement de notre réseau d'agences en Ile de France, nous souhaitons rencontrer de jeunes exploitants classe V ou VI désireux de prendre part à cet essor et d'élargir leurs responsabilités.
Vous possédez une formation supérieure et une première expérience réussie (3 à 5 ans) de la clientèle particuliers et/ou entreprises.
Vous souhaitez devenir Responsable d'Agence ou prendre la tête d'une Agence plus importante.
Nous vous offrons une nouvelle ouverture de carrière et, quand vous aurez fait vos preuves, de réelles perspectives d'avenir.
Merci d'adresser votre CV en indiquant vos prétentions s/réf. 1815, à notre conseil : CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 Paris. DISCRETION ABSOLUE GARANTIE.

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

GROUPE CIF

Le Crédit Immobilier Familial est un groupe de 45 personnes qui construit des logements de qualité, finance vos projets au meilleur taux, et vous conseille pour votre accession à la propriété ou votre problème d'habitat. Son C.A. : 200 MF. Aujourd'hui premier constructeur de logements en accession à la propriété à Nantes, ses objectifs sont ambitieux.

NANTES

Nos objectifs, notre développement nous amènent à créer le poste de :

RESPONSABLE PRODUITS FINANCIERS

Rattaché au Directeur Général, vous aurez à entretenir des relations permanentes avec le monde financier susceptible de collaborer avec nous, faire le montage des produits financiers (actuels, transformés, créés), puis leur accompagnement commercial, enfin le suivi de leur gestion.
Vous avez 30 à 35 ans environ, une formation supérieure ouverte à la Finance, une expérience de Chef de Produit soit dans un milieu bancaire, soit immobilier.

Nous vous souhaitons à la fois organisé et créatif, ferme et souple.
Si vous vous reconnaissez dans ce profil, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 9105 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU
56, avenue de Suffren - 75015 PARIS

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Poulain
LES CHOCOLATS TRÈS CACAO

VAL de LOIRE

Filiale depuis début 1988 de **CADBURY SCHWEPPES**, 3e chocolatier mondial, l'importance de nos projets et le développement de nos outils de gestion, nous amènent à compléter notre siège à **BLOIS**, par un

CONTROLEUR DE GESTION COMMERCIAL

SUP de CO, il a environ 5 ans d'expérience en contrôle budgétaire de frais de commercialisation, en société de produits de grande consommation vendus en grande distribution.

Animateur d'une **équipe de 8 personnes**, il aura également comme **CREDIT MANAGER** *la responsabilité de la gestion des comptes clients.*

Ce poste requiert capacités d'organisation et de management, pratique de la micro-informatique et de la langue anglaise et offre de réelles possibilités d'évolution.

Pour une premier contact, merci d'écrire avec CV, photo, salaire actuel sous réf. 9102 à

Gallos & Associés **116, Champs Elysées, 75008 PARIS**

Région de Cognac

COURVOISIER
Le Cognac de Napoléon

CA de 1 MdF dont + 95% à l'exportation - 400 personnes

Responsable de la Trésorerie et du Contrôle Crédit

Rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion et de la Trésorerie et assisté de 2 personnes, vous prenez la responsabilité de *la gestion de la trésorerie, des financements et de la gestion du risque de change* ; vous intervenez dans les procédures budgétaires et supervisez le crédit-clients. Ces tâches nécessitent des contacts étroits avec notre maison-mère. Âgé d'environ 30 ans et diplômé d'une Ecole Supérieure de Gestion, vous avez acquis une expérience de 5 ans environ de la gestion de trésorerie en Francs et devises (en entreprise ou dans le secteur bancaire). *La connaissance des techniques modernes de trésorerie*, l'anglais opérationnel et les qualités de contacts sont les atouts indispensables pour intégrer ce poste dynamique. TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous référence M 910/10, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

The Executive Group

TEG Ressources Humaines 113 rue de l'Université 75007 Paris.

BANQUE SPECIALISEE DANS LE DEVELOPPEMENT LOCAL
recherche un

AUDITEUR INTERNE

Au sein du service de contrôle interne, récemment créé, il participe, aux côtés de deux autres auditeurs, au développement de la fonction (audits au siège et inspection auprès de notre réseau).

Dans un premier temps, il participe aux missions pour ensuite prendre en charge lui-même ces opérations.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé de gestion (Sup. de Co. ou Universités) titulaire du DECF, justifiant d'une première expérience d'audit, en cabinet ou en banque si possible.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.757 à Contesse Publicité, 38, rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS PERRET qui transmettra.

CONTESSE

D.A.F. d'une filiale menuiseries LAPEYRE

Nous sommes un grand groupe leader sur le marché de la menuiserie industrielle. Une de nos filiales (310 MF de CA, 170 personnes), société commerciale récemment acquise, attend son Directeur Administratif et Financier pour l'aider à faire progresser ses outils de gestion.

Bras droit du Directeur Général de la société et animateur d'une équipe d'une dizaine de personnes, il supervisera l'ensemble des fonctions comptables et financières. Son objectif essentiel sera de mettre en place un véritable contrôle de gestion. Il contribuera également à faire évoluer les moyens informatiques de la société. Le poste, basé en région parisienne nécessitera, dans un premier temps, de fréquents déplacements en province (3 jours par semaine).

30 ans environ, titulaire du DECS, vous maîtrisez parfaitement les techniques comptables mais vous êtes avant tout un gestionnaire. Comme nous, vous êtes un homme concret et réalisateur et vous savez communiquer à votre équipe vos ambitions pour l'entreprise. Merci d'adresser lettre + CV et prétentions, sous la référence MD/134.06/Mo aux Conseils en Recrutement Associés, 58 avenue Kléber - 75784 Paris Cedex 16.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES CERA

JEUNES ESC, MAITRISE DE GESTION...

L'un des tout premiers Groupe Français du secteur financier
Vous propose de démarrer votre carrière dans la fonction

CONTROLE DE GESTION

Vous serez formé aux méthodes de notre groupe. Vous participerez très rapidement :
- à l'élaboration, à la mise en place et au suivi d'outils de contrôle de gestion,
- à l'analyse de nos résultats.

Au-delà de cette première étape, vous pourrez assurer des missions auprès de nos responsables régionaux.

Vous avez : un esprit rigoureux, synthétique, curieux allié à de réelles facultés de communication et d'adaptation.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence ACM1 à notre Conseil :

Marie-France KLEIN
20, avenue des Tilleuls
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES

Ouvrez-vous de nouveaux horizons !

Nous sommes une société de distribution, leader *mondial dans notre* secteur. Aujourd'hui, nous recherchons, pour notre siège social dans la banlieue ouest de Paris, un

CONTROLEUR DE GESTION (M/F)

Rattaché au directeur financier, vous participerez à l'élaboration du budget et à son suivi. A partir d'informations fournies par nos services comptables, vous prendrez en charge l'établissement et l'analyse des tableaux de bord. Vous contrôlerez les dépenses de fonctionnement et les marges. Travaillant de façon régulière avec les responsables internationaux du groupe, vous parlerez couramment l'anglais.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec une première expérience réussie dans le contrôle de gestion, si possible dans la distribution, vous êtes un familier de l'outil informatique. Nous vous offrons une ambiance de travail jeune, internationale et de nombreux déplacements en Scandinavie.

Envoyez vite votre CV, photo et prétentions sous référence 62349, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

DANS LE CADRE DE SON DEVELOPPEMENT

Le groupe industriel de mode

QUI COUVRE ACTUELLEMENT UNE DIZAINE DE MARQUES. RECHERCHE

CONTROLEUR DE GESTION

A 35 ans environ, de formation Ecole de Gestion + DECS, vous aurez la responsabilité de l'établissement et du suivi des budgets et des procédures de calcul des prix de revient.
Vous effectuerez le contrôle des marges et établirez les comptes d'exploitation prévisionnels.
Ce poste qui couvre l'ensemble des unités du groupe, requiert une grande autonomie et le sens de la communication.
Il est directement rattaché à la Direction Générale et son titulaire participe au comité de Direction.

Merci d'adresser lettre manuscrite + photo + CV sous réf CG/M à
M. HENRI-ROUSSEAU GASTON JAUNET - BP 985
49309 CHOLET Cedex

CONTESSE

LOUIS VUITTON
MALLETIER A PARIS

Notre entreprise, 3,3 Milliards de C.A. en 1988 dont 80% à l'exportation, 2500 personnes en France et à l'étranger, produit et commercialise des bagages et articles de luxe.
Notre Direction Financière vous offre de participer à son développement.
Nous recherchons pour notre siège de La Défense - Grande Arche

Responsable des Comptabilités

Dans un contexte en très forte évolution, vous animerez un service de 18 personnes qui traite, pour l'ensemble des dix sociétés françaises du Groupe :
- La comptabilité générale, dont le suivi est rendu complexe par la diversité des activités (fabrication, vente en gros et au détail, holding...).
- Les comptabilités auxiliaires, principalement clients, fournisseurs et immobilisations.
- La comptabilité budgétaire en liaison avec le Contrôle de Gestion.

Une intégration réussie vous amènera à piloter l'ensemble des services comptables, à coordonner l'organisation *et l'évolution de cette structure*, à contrôler son activité et à la faire évoluer sur le plan qualitatif.

Vous avez une formation supérieure (Sup de Co ou équivalent) suivie *d'une expérience significative de* management d'une structure comptable importante. Quelques années passées dans un cabinet anglo-saxon seraient un atout supplémentaire.

Pour un premier contact, adressez votre dossier à P.G. Consultants sous réf. Ddc/811/FC,
9/11 rue Benoît Malon,
92150 Suresnes.

PgConsultants

ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS RENNES TOULOUSE TOURS

MEDIA-SYSTEM

هكذا من الأصل

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

ADMINISTRATION - FINANCE - CONTROLE :

L'homme du président...

Le contrôle de gestion est un métier passionnant. Vous le savez bien puisque, de formation HEC, IEP (Eco-Fi), Sup de Co et/ou DECS, vous le pratiquez depuis quelques années dans une structure souple. Vous sentez même que vous pourriez y trouver encore plus d'intérêt... si vous aviez plus d'autonomie, de responsabilités... C'est exactement ce que nous vous proposons, si à 30/35 ans, vous êtes dynamique, prêt à vous déplacer là où l'événement se produit (entendez là où la décision doit se prendre...) et si on vous reconnaît, en outre, des qualités de diplomate...

Notre Groupe (CA : 400 MF) est constitué en différentes sociétés aux activités diversifiées (aéronautique, matériel TP, bois,...). Il s'agira pour vous, en liaison directe avec le PDG, d'animer l'ensemble des fonctions administratives et financières.

Homme de dossier, votre compétence force le respect : vous veillerez ainsi à la mise en place et à l'harmonisation des procédures. Gestion budgétaire, gestion de trésorerie, établissement des tableaux de bord d'exploitation et de trésorerie, gestion des investissements, suivi des contrats commerciaux, relèveront de votre compétence.

Votre avis compte et vous pouvez le donner n'importe où : en France, au Gabon... là où les affaires se font.

Pour l'heure, elles commencent à Paris.

Emmanuel Baste Morand vous attend au cabinet MLBG.

Merci de lui adresser votre candidature au 67 rue de Provence • 75009 PARIS.

TOULOUSE — sdr — SUD-OUEST

Cet établissement financier, spécialiste des fonds propres, des crédits à moyen et long termes et du crédit bail, partenaire privilégié des entreprises de Midi-Pyrénées renforce sa structure et recherche :

DIRECTEUR COMMERCIAL

Rattaché au directeur général, il devra veiller au respect des objectifs de croissance et animer une équipe de 5 chargés de mission. Homme de terrain et de négociation, il devra développer une stratégie commerciale au travers de contacts de haut niveau. Il a une formation supérieure commerciale et financière. Fort d'une expérience similaire de plusieurs années, le candidat s'imposera par ses compétences et une personnalité dynamique et motivante. Réf. A/T7322M.

DIRECTEUR JURIDIQUE

Rattaché au directeur général, il gèrera les prises de garanties en crédit classique et en crédit bail immobilier (mise en place et suivi), les créances douteuses et le contentieux et sera responsable de 4 personnes. Il aura également un rôle de conseil tant à l'extérieur de la société que vis-à-vis de sociétés clientes. Homme de contact, il sera l'interlocuteur privilégié des professions juridiques (notaires, avocats...). Il a une formation supérieure en droit privé assortie d'une expérience similaire en entreprise, établissement bancaire ou cabinet. Réf. A/T7323M.

Ecrire à Brigitte VALDIGUIE en précisant la référence du poste choisi - **PA Consulting Group - 2 Bis, avenue Frizac - 31400 TOULOUSE - Tél. 61.52.34.18.** (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group
HUMAN RESOURCES
Creating Business Advantage

La BANQUE d'un important GROUPE INDUSTRIEL

RECHERCHE

pour RENFORCER L'ENCADREMENT DE SES BACK-OFFICES

LE RESPONSABLE DU BACK-OFFICE,

INSTRUMENTS FINANCIERS - MARCHES A TERME FRANCE ET ETRANGER

Vous aurez la responsabilité de **l'animation d'une petite équipe** couvrant les BACK-OFFICES MATIF, OPTIONS, FUTURES...

Vous possédez une maîtrise parfaite de la technique de ces opérations, acquise au sein d'une Banque ou d'un Etablissement spécialisé sur les marchés financiers.

Vous avez une formation supérieure, une expérience minimum de 4 ans et la pratique de l'utilisation de la micro-informatique.

Vous parlez et lisez parfaitement l'anglais.

LE CHEF DU SERVICE TITRES-BOURSE

Vous dirigerez une équipe d'une dizaine de personnes ayant en charge la gestion administrative des opérations sur valeurs mobilières françaises et étrangères.

Diplômé d'enseignement supérieur, vous avez une solide expérience de ces activités et vous avez acquis, en outre, une compétence affirmée dans la gestion du service financier aux émetteurs.

Vous pouvez faire état d'une expérience des fonctions commerciales attachées à ce service : recherche des opérations financières domiciliées ou non domiciliées, coupons, opérations diverses sur Titres.

Vous maîtrisez l'utilisation de la micro-informatique, parlez et écrivez l'anglais couramment.

UN CHARGE DE MISSION

Vous ferez partie d'une cellule chargée, auprès du responsable de l'ensemble des Back-Offices, de l'organisation, de la mise en place des procédures, du contrôle et du reporting.

Vous avez une formation supérieure et après une première expérience au sein d'une Banque ou d'un Etablissement spécialisé sur les marchés financiers, vous souhaitez progressivement élargir vos connaissances en bénéficiant d'une formation aux nouvelles techniques de Marchés.

Vous devez avoir la maîtrise de la micro-informatique, parler et lire l'anglais couramment.

Après avoir prouvé votre potentiel, des perspectives d'évolution s'ouvriront pour vous au sein de la Banque.

Envoyez lettre de candidature manuscrite, CV et photo sous réf. 4043 à JOURCES - 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra.

UNE GRANDE BANQUE PRIVEE

crée des postes de

Conseillers en patrimoine

en Ile de France

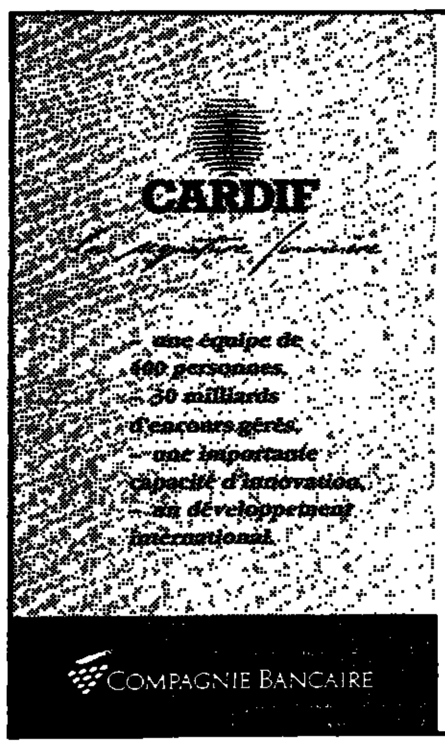
Poursuivant notre effort commercial auprès des particuliers "haut de gamme", nous souhaitons rencontrer des candidats (H et F) issus de l'enseignement supérieur (niveau SUP. de CO., DESS, ITB), âgés de 26 ans ou plus, ayant quelques années d'expérience réussie dans une fonction similaire.

Qualités indispensables : une bonne connaissance de l'ensemble des produits bancaires, des aptitudes relationnelles indiscutables face à la clientèle visée, une volonté marquée de développer et entretenir cette clientèle.

Larges perspectives d'évolution liée aux résultats obtenus.

Adresser CV et prétentions sous réf. 1816 à notre Conseil CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 Paris.

LÉVI-TOURNAY/ABSCOM



Un poste commercial pour un financier confirmé

***La Banque Financière CARDIF** poursuit son développement dans l'ingénierie financière, la gestion pour compte de tiers. Dans ce cadre, elle recherche un **financier** dont la mission s'organisera autour de 3 axes essentiels :*

- ***le développement des relations commerciales vers les grandes entreprises et les institutionnels,***
- ***la participation à la conception de montages financiers,***
- ***l'animation d'une équipe d'ingénieurs financiers de haut niveau.***

Pour cette fonction exigeant de grandes qualités commerciales et de la créativité, nous souhaitons intégrer un cadre financier expérimenté (minimum 5 ans) possédant une double formation scientifique et commerciale.

Si vous êtes intéressé par ce challenge, contactez le Secrétariat Général de CARDIF – 56, avenue Charles de Gaulle 92200 Neuilly-sur-Seine, sous réf. 678.

Nous recherchons pour la plus importante de nos filiales (CA : 1,7 milliards de francs), notre

FUTUR DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché au Directeur de la filiale et membre du Comité de Direction, dans un contexte très décentralisé (13 Directions Régionales - 4 Sociétés), vous interviendrez rapidement et très largement dans tous les domaines de la fonction :

- *juridique et fiscal*
- *comptabilité (4 étapes de consolidation comptable)*
- *procédures et liaisons informatiques*
- *contrôle de gestion*

Vous serez d'abord intégré en tant qu'Adjoint pour une période d'environ 8 mois, puis vous prendrez la responsabilité de l'équipe (59 personnes réparties sur 3 sites), et la totalité de la fonction.

Ce poste nécessite de réelles qualités de management, une grande mobilité et un tempérament opérationnel.

Il s'adresse à un candidat à très fort potentiel, âgé de 35 ans environ, de formation supérieure, ayant acquis une expérience similaire en entreprise, de préférence dans le secteur des services ou dans une société ayant des structures très décentralisées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence LM 282 DAF à :
SODEXHO Service Recrutement, B.P. 67,
78185 St-Quentin-en-Yvelines Cedex.

SODEXHO
Là où vivent les hommes.

CONTESSE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUCTIONS AUDIOVISUELLES

RECHERCHE

CONTROLEUR DE GESTION SENIOR

possédant environ 5 ans d'expérience dans la fonction.

Adjoint au chef de service, au sein de l'équipe Contrôle de Gestion, il sera plus particulièrement chargé du contrôle de gestion de plusieurs secteurs d'activité, mais aussi de mener des études économiques, structurelles et financières, et de participer aux planifications à moyen terme.

Prière d'adresser rapidement CV et prétentions s/n° 8 548 à :
Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Société d'ingénierie
200 PERSONNES
recherche

RESPONSABLE DU SERVICE GESTION DU PERSONNEL ET ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Formation supérieure en législation du travail. 5 ans d'expérience. Bonne connaissance de l'expatriation.

Ecrire sous n° 8 555
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

***Le Monde*, point de rencontre des grandes ambitions.**

Important Groupe de Distribution, nous recherchons dans le cadre de notre fort développement

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

(pour nos filiales et succursales)

En étroite collaboration avec le Directeur d'établissement vous aurez l'entière responsabilité :
- des comptabilités générale et analytique ;
- du contrôle budgétaire ;
- de la gestion du personnel ;
- et de l'ensemble de l'organisation administrative.

Agés de 30 ans environ, vous avez une formation Supérieure complétée d'une solide expérience comptable.(Réf. 6355/A)

JEUNES AUDITEURS

(débutants ou confirmés)

Vous assurerez l'audit comptable et financier du groupe, réaliserez des études d'organisation comptable, administrative et informatique, et participerez à des missions d'assistance.

Vos compétences et votre motivation vous permettront d'évoluer rapidement vers des postes à responsabilités dans nos établissements régionaux.

(Réf. 6355/B)

Pour un premier contact, merci d'adresser votre candidature, lettre, C.V., photo et prétentions, en précisant la référence choisie, à

MEDIAPA
50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

Jeunes Diplômés Gestion/Finance

GROUPE SOVAC

Important GROUPE FINANCIER spécialisé dans le financement et les services aux particuliers et aux entreprises, nous occupons l'un des tout premiers rangs dans notre activité.
Notre DIRECTION DE LA TRESORERIE renforce son activité Front Office et recherche un jeune

Opérateur sur les marchés monétaires/francs

qui sera chargé après formation, de participer à l'optimisation et à la gestion du coût des ressources externes du groupe. La relation avec les intermédiaires, banques, investisseurs institutionnels et entreprises, donne à cette fonction une dimension commerciale importante. Elle nécessite donc de réelles aptitudes à la négociation.
Les liaisons étroites avec de nombreux services (Direction et Etudes Financières, Back-Office,...), vous permettront d'appréhender le fonctionnement global du groupe et de pouvoir évoluer ultérieurement vers des filières très diversifiées.
Vous êtes jeune diplômé (école de gestion, DESS, Magistère) ou souhaitez après une brève expérience dans une salle des marchés, intégrer une structure permettant un développement de carrière très personnalisé.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 9104 M à notre conseil Sénanque -
103 rue La Fayette - 75010 Paris.

Senanque

GROUPE

ACMB
AKROS
SAVOY DECOUP

SAVOIE

Notre rapide développement nous conduit à créer le poste de :

Secrétaire Général

Notre activité :
- 150 MF de CA
- transformation de l'acier (3 sites industriels)
- conception et ingéniering de systèmes de transport.

Vous serez l'ADJOINT DIRECT DE NOTRE P.D.G. et vous assurerez :
- la gestion administrative et financière du groupe
- la gestion du personnel

A 30-40 ans, vous êtes un homme de terrain (idéalement ingénieur au départ), un gestionnaire rigoureux (formation supérieure à la gestion indispensable) et vous avez déjà occupé un poste similaire dans des PME/PMI industrielles.

Faites parvenir votre candidature à notre conseil COREFOR - Jean-Luc PLAGNOL-574, rue de Chantabord - 73000 Chambery. Tél : 79. 62. 52. 14.

MEDIAPA

Financements MT et LT

CHARGE D'AFFAIRES

sdr SADE

Véritable "Banque d'Affaires" de la Région Alsace, nous participons au développement régional en proposant aux entreprises une collaboration technique et financière adaptée à leur projets.
Le chargé d'Affaires aura pour mission de gérer et développer une clientèle de PME. Il contactera les entreprises, étudiera leurs dossiers et leur proposera des solutions de financement dont il suivra la mise en place et l'évolution.
Nous recherchons des professionnels du crédit moyen et long terme, d'environ 30 ans, ayant de bonnes connaissances fiscales et, de préférence, pratiquant la langue allemande.
Nous vous proposons un emploi varié et motivant dans une équipe dynamique disposant d'une excellente image auprès des entreprises. La rémunération est attractive et le poste basé à Strasbourg.
Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 41/3303 B à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67082 STRASBOURG CEDEX
Tél : 88.35.49.49

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

TRÉSORERIE ET FINANCES

Agro-Alimentaire

L'un des tout premiers groupes Agro-Alimentaire français (C.A. supérieur à 12 Milliards de francs) et qui compte parmi les leaders européens dans son domaine pour avoir su allier innovation technologique et réussite commerciale internationale recherche son TRÉSORIER "FRANCS et DEVISES". Rattaché à la Direction Financière, il préparera le plan financier du groupe en prenant en compte les besoins de financement des différentes filiales. Il centralisera la trésorerie des filiales et il la gérera en mettant en place les supports, les circuits et les procédures de financement les mieux adaptés. Il gèrera les placements en fonction de l'évolution des techniques de couverture de risque. Il supervisera l'élaboration des prévisions de trésorerie avec suivi et analyse des écarts. Il entretiendra les relations du groupe avec les banques. Il aura un rôle de conseil et d'assistance auprès des services financiers des filiales. Ce poste conviendrait à un candidat (H ou F) de formation supérieure type HEC - ESSEC - ESC - Sciences-Po (Eco-Fi)... et possédant quelques années d'une expérience de la fonction acquise dans un grand groupe industriel international ou dans une grande banque (Salle de Marchés), et qui lui aura permis de bien maîtriser les nouveaux produits financiers y compris à l'international. La connaissance de l'anglais est requise.

Écrire sous référence 1179/M à :

GRH Conseils
43, rue de la Brèche-aux-Loups 75012 PARIS
Discrétion assurée.

GENERAL MOTORS FRANCE AUTOMOBILES S.A.
RECHERCHE POUR LA ZONE SUD-EST SON

CONSEILLER DE GESTION

Si, âgé de 25 à 30 ans, vous avez une formation :
ESCAE ou MAITRISE (ECONOMIE - GESTION)
- *Vous avez de bonnes connaissances en : Comptabilité, Gestion et Finance;*
- *Vous avez l'esprit commercial, vous conseillerez nos concessionnaires en Gestion*
- *Déplacements fréquents*
- *Voiture OPEL fournie*
- *Domicile souhaité (LYON ou PARIS)*

Pour faire acte de candidature, adresser :
- *lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :*

GENERAL MOTORS FRANCE AUTOMOBILES S.A.
Mme LAIGNEL
56 à 58, avenue Louis Roche
92231 GENNEVILLIERS Cedex

"Réseau OPEL"

CONTESSE

Paris

Cette banque Régionale, dont le siège est en région centre, compte 1000 personnes et est affiliée au groupe CIC. Au sein de sa Direction des Opérations de marché à Paris, elle propose un poste de

Trader Obligataire

Gestion de portefeuille obligataire, trading et arbitrage, développement d'activités sur le marché primaire, conseil auprès de nos clients... rien ne vous est étranger.
Doté en effet d'une formation supérieure (DESS, HEC, Sup de Co, Sciences Po), vous avez aussi 4 à 5 ans d'expérience du marché obligataire. Dans vos nouvelles structures, vous ferez valoir vos qualités humaines, votre adaptabilité à négocier à haut niveau.
La pratique courante de l'anglais est souhaitée, et les possibilités d'évolution, au sein du groupe, réelles. Des déplacements sont à prévoir sur l'ensemble du territoire de notre banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 89/41/1097 à Nadine DESNOYERS.

DL CONSEILS
1 rue Grécourt, BP 1522,
37015 TOURS.

DL CONSEILS

DESSEIN

---

nf

NIVARD FLORNOY,
IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BOURSE ASSOCIÉE A JP MORGAN. RECHERCHE

Un jeune collaborateur pour développer la fonction reporting

Chargé de répondre aux nouveaux besoins en matière d'informations financières, vous serez amené plus particulièrement à • analyser les besoins de reporting • mettre au point de nouveaux schémas comptables • suivre l'implantation de la nouvelle chaîne comptable...
Vous jouerez un rôle actif dans le choix de nouveaux projets.
Agé de 25/30 ans, diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC...), vous souhaitez valoriser une première expérience de 2/3 ans acquise dans un cabinet d'audit "Big five".
L'anglais est indispensable.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 4956, à Eliane Schluty - Nivard Flornoy - 27, boulevard des Capucines 75002 Paris.

Carré Turenne

Degrémont

Traiter l'eau, protéger l'environnement.

Depuis plus de 50 ans, Degrémont traite et améliore la qualité de l'eau pour la mettre au service de l'homme.
Groupe puissant (2200 personnes), filiale de la Lyonnaise des Eaux, c'est par une forte présence nationale et une vingtaine de filiales à l'étranger, que Degrémont a réalisé en 1988 un CA de 1,8 milliard de Francs.
Nous souhaitons renforcer notre direction financière et recherchons

UN JEUNE CADRE FINANCIER

dont la mission sera d'établir les montages financiers liés à nos contrats notamment à l'exportation (crédit bail, compensations, acquisitions...).
De formation HEC, ESSEC, Ecole Supérieure de Commerce + DECS ou équivalent, vous avez une expérience de 3 ans minimum dans le domaine bancaire, dans un cabinet d'audit ou un service financier d'une multinationale.
Une connaissance des financements internationaux serait un plus.
L'anglais est indispensable, l'espagnol souhaité.

Pour ce poste basé à Rueil Malmaison mais nécessitant de nombreux déplacements à l'étranger, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1503 à notre Conseil

Emmanuel DEJEAN
LIGHT
5, rue du Clos Belle
91360 EPINAY/ORGE
Tél. 69.09.98.20

LIGHT

Herald Tribune INTERNATIONAL
Published With The New York Times and The Washington Post

recherche pour son siège à Paris :

DIRECTEUR COMPTABILITE/ CONTROLE DE GESTION

Membre du comite de Direction et assisté d'une équipe de 25 personnes, il aura la charge de la Comptabilite Generale et Analytique, du Contrôle de gestion et de la Gestion de la Tresorerie.
De formation ESC-DECS, le candidat, agé d'environ 30 ans, devra avoir une expérience de 5 ans minimum.
Bilingue Anglais-Français, il devra avoir de bonnes connaissances informatiques et en outre faire preuve d'une grande rigueur.
Une expérience internationale serait appréciée.

Adresser C.V. et lettre de motivations à :

Bernadette JEANROY
Directeur du Personnel
INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
181, Ave. Charles-de-Gaulle, 92521 Neuilly - France.

Contrôleur de Gestion Lyon

Notre groupe (200 MF de C.A.) conçoit, fabrique et commercialise des équipements industriels mettant en œuvre des technologies de pointe. Notre croissance est rapide, notamment à l'étranger (où nous avons cinq filiales).

Vous dépendez du PDG et développez nos outils de gestion. Vous êtes responsable de la préparation des budgets, de leur suivi et de la comptabilité analytique.

Un élargissement de vos responsabilités est possible à terme. Vous avez une excellente pratique de l'anglais.

Merci d'écrire à notre conseil - référence 548/LM
21, rue François Garcin - 69003 LYON

APPROCHE

MEDIAPA

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 LM

L'AIR LIQUIDE

Spécialiste Mondial des Gaz industriels, nous affirmons notre maîtrise technologique sur les marchés les plus porteurs : Industrie Alimentaire, Santé, Electronique, Espace... Nous sommes implantés dans 56 pays industriels. Une clientèle diversifiée, une présence internationale : notre Groupe offre de multiples opportunités de carrière à celui qui sait prouver sa compétence et sa performance. Au sein de notre Direction Administrative et Financière :

GEREZ NOTRE COMPTABILITÉ CONSOLIDÉE

[illegible] C'est par votre formation supérieure (ESC ou ESCAE + DECS) complétée par [illegible] d'expérience dans la comptabilité que vous donnerez toute son envergure à votre fonction très évolutive. Connaissance micro-informatique souhaitée. [illegible] Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. XCC à L'AIR LIQUIDE - D.R.H.P. [illegible] - 75321 PARIS CEDEX 07.

TOUT UN UNIVERS D'OPPORTUNITES

SI VOUS ETES, COMME NOUS, PERSUADÉS QUE LA RENTABILITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES PASSENT PAR UNE ORGANISATION PERFORMANTE, VENEZ RENFORCER NOS ÉQUIPES D'ORGANISATEURS CONSEILS

4 ORGANISATEURS CONSEILS CONFIRMES

H/F

Vous prendrez en charge, en tant que responsable de mission, des interventions complexes touchant l'ensemble du domaine bancaire, telles que l'organisation générale de nos réseaux ou de services centraux, la recherche d'une meilleure productivité, l'amélioration des structures et des processus de traitement existant ou leur définition dans le cadre des grands projets de l'entreprise.
Vos principaux objectifs seront de partager votre savoir-faire, basé sur des expériences réussies et des méthodes acquises, de négocier et mobiliser des équipes autour de vos propositions.
Nous accueillerons des Diplômés d'une Ecole de Commerce, de Gestion ou d'Ingénieurs, riches d'une expérience de 4 ans minimum en organisation dans le secteur tertiaire ou industriel.
Ces postes exigent une solide capacité d'intégration et d'excellentes qualités tant relationnelles que pédagogiques.
La rémunération sera fonction de l'expérience (prétentions à préciser).

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence ORG à A. STOULS DE LA MATHE
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Direction des Relations Humaines - 10, place Edouard VII - 75009 PARIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIAPA

GROUPE FINANCIER PUISSANT ET DIVERSIFIE, NOUS CHERCHONS A PARIS (QUARTIER BOURSE) PLUSIEURS

OPERATEURS DE MARCHES

MATIF
MONETAIRE
OBLIGATAIRE
CASH
SWAP
OPTIONS

Diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole *Scientifique ou de Gestion), débutant* ou après une première expérience, vous avez le tempérament TRADER et SALES.

Si la perspective de rejoindre un groupe en développement vous motive, merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 6361 à

MEDIAPA
50/54, rue de Silly
92513 BOULOGNE BILL CEDEX qui transmettra.

SOUS-DIRECTEUR DE SUCCURSALE

STRASBOURG

Membre d'un groupe international, NSM *est une banque commerciale privée à forte vocation financière. A une clientèle de haute qualité, nous offrons un service personnalisé, alliant tradition et innovation.*

SOUS-DIRECTEUR DE SUCCURSALE *Diplômé de l'enseignement supérieur, à 35 ans environ, vous avez acquis une solide expérience de l'*Exploitation *bancaire principalement en* Entreprise *et une réelle maîtrise de l'analyse du risque. Vous recherchez aujourd'hui une banque à taille humaine, qui vous permette d'exprimer pleinement vos compétences, c'est l'opportunité que nous vous offrons à* Strasbourg.

Au sein de notre succursale, vous avez pour mission principale de seconder notre Directeur *dans l'ensemble de ses fonctions et plus particulièrement de développer et gérer un portefeuille de clientèles entreprises en parfaite synergie avec l'activité patrimoniale. Notre région, où sont implantées des entreprises industrielles et commerciales de dimension régionale ou nationale vous permettra d'établir des relations de partenariat et de conseil auprès d'interlocuteurs de haut niveau.*

A *terme, les évolutions les plus larges vous seront proposées, à* Paris *et en province.*

Madame Théron vous remercie de lui répondre par courrier sous la référence SD/M/1089. NSM, BP 46608, 75366 Paris *Cedex* 08. *Votre candidature sera étudiée en toute confidentialité.*

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet

NSM
GROUPE ABN BANK

MEDIA-SYSTEM

Organisateur

poste à créer

Nous sommes un **Etablissement de Crédit à Paris** en très rapide évolution (270 personnes). Nous souhaitons confier à un organisateur confirmé la création de ce poste essentiel dans notre structure et notre développement actuels. Rattaché directement à la Direction Générale, vous serez l'interface entre notre service Informatique et tous les services utilisateurs de l'entreprise. Dans le cadre de notre nouveau schéma directeur, vous aurez à étudier nos procédures et à les mettre en place, et serez chargé de nombreuses missions d'audit.

Vous avez une trentaine d'années, une formation supérieure solide, une expérience d'organisation ou d'inspection d'au moins trois ans dans le secteur **Établissement de Crédit ou Banque.** Vous êtes autonome, responsable, rigoureux, vous avez d'excellentes facilités de communication à tous les niveaux de la hiérarchie, sachez saisir l'opportunité qui vous permettra l'épanouissement de vos qualités personnelles.

Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé ss. réf. 11789/M en précisant votre niveau de rémunération actuelle à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion.

CEGOS Département Recrutement
Tour Vendôme 92516 BOULOGNE

cegos

Bruxelles - Lisbonne - Londres
Madrid - Milan - Paris

PUBLIVAL — Membre de Syntec

Contrôleur de gestion

CERG FINANCE
(6 agences en France, 4 filiales à l'étranger, CA : + 50 % en 1989), nous sommes la référence dans le domaine de l'informatique financière.

De formation supérieure (DECS comptable), âgé d'environ 30 ans, vous bénéficiez d'une expérience *réussie (4 à 5 ans) dans un cabinet d'audit,* de préférence anglo-saxon.

Membre de l'équipe de Direction, vous aurez pour mission :
- d'établir un audit complet de l'organisation actuelle pour élaborer et assurer le suivi des budgets et tableaux de bord,
- de mettre en place l'ensemble des procédures de contrôle *nécessaire,*
- de mener des missions d'audit auprès des agences et des filiales.

Véritable "force de proposition" auprès de la Direction, vous ferez évoluer les systèmes de gestion et d'information.

Ce poste offre une réelle opportunité d'évolution à un candidat de valeur, qui pourra démontrer sa compétence, ses qualités relationnelles et son implication dans l'évolution de l'entreprise.
La maîtrise de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V.) à Jeanne LABEJOF - CERG FINANCE - Tour Eve *Place Sud - Défense 9 - 92806 PUTEAUX.*

CERG FINANCE

MEDIAPA

Division française (100 p) d'un groupe industriel international appartenant au secteur chimie, nous renforçons nos structures et souhaitons intégrer un :

Contrôleur de Gestion

Adjoint au Secrétaire Général, vous assurerez l'animation (4 p) et le *contrôle de* la comptabilité *générale* et analytique.
Vous participerez, en outre, à l'élaboration du budget et au contrôle budgétaire.
Le suivi et le *développement* de *tableaux de bord, l'analyse* des résultats vous permettront d'être, dans votre action de reporting, le garant de l'information comptable et financière.
Diplômé d'une école de commerce ou maîtrise, votre première expérience (3/5 ans) en entreprise vous a permis d'aborder la *comptabilité anglo-saxonne.*
La maîtrise de la langue anglaise et la pratique de la micro-informatique seront pour vous des outils indispensables qui vous permettront de valoriser votre sens de la communication et votre esprit d'analyse et de synthèse.
Pour ce poste basé à *Rouen, merci d'adresser votre dossier* (lettre manuscrite, photo et prétentions) sous réf. CG au :
COG hébert conseil 17, rue Angélique Vérien 92200 NEUILLY.

cog hébert conseil
Ressources humaines
membre de syntec OPQCM

BANQUE NATIONALE

PARIS 8ème

RECHERCHE

ORGANISATEURS

Vous avez de 25 à 28 ans.
Vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur : Ecole Scientifique ou Commerciale ou Formation Universitaire BAC + 4.
Vous bénéficiez d'une première expérience par exemple dans un service des méthodes ou de contrôle, qui vous a permis d'aborder *les techniques de traitement des opérations* bancaires.
Vous souhaitez maintenant évoluer vers une fonction qui vous ouvre une participation personnelle aux choix d'organisation interne.
Si la perspective de vous joindre à une équipe restreinte et de travailler à l'optimisation des moyens de l'Entreprise vous tente, adressez lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 4044 à ***SOURCES*** - 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra.

LA FONDATION ROYAUMONT

établissement culturel du rayonnement international, implanté à l'Abbaye de Royaumont (35 km au nord de Paris),

recrute son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Chargé notamment des responsabilités suivantes :
- élaboration et suivi du budget général d'exploitation,
- contrôle de gestion des programmes et services,
- gestion de la trésorerie,
- gestion et contrôle des procédures administratives et budgétaires,
- gestion du personnel,
- supervision du service comptable,
- suivi des projets de développement informatique.

Collaborateur direct du directeur de la Fondation, il supervise le fonctionnement administratif et le service comptable.

Ce poste convient à un(e) jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur en gestion, si possible titulaire du DECS, ayant une pratique des systèmes informatiques de comptabilité et de gestion, ayant acquis une première expérience professionnelle, motivé par la participation à un projet d'entreprise culturelle.

Adresser lettre manuscrite, avec C.V., photo et prétentions au Directeur de la Fondation Royaumont, 95270 Asnières-sur-Oise.

REPRODUCTION INTERDITE

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions

Invitation à la Métamorphose

DU CONTROLE DE GESTION A LA PLANIFICATION STRATEGIQUE

A 35 ans environ, de formation supérieure financière, vous avez une solide expérience du contrôle de gestion en milieu industriel.
Nº 1 de la Productique en France, RENAULT AUTOMATION (1600 personnes dont 500 Ingénieurs et Cadres) développe autour de son approche globale, quatre grands métiers : la robotique et l'assemblage automatisé, la productique d'usinage, la carrosserie-tôlerie, l'ingénierie et l'informatique industrielles.
Notre Responsable de la Planification recherche son Adjoint pour étudier et mettre en place de nouveaux outils de reflexion stratégique destinés aux Directeurs Opérationnels de nos différentes activités.
La durée de certaines études, l'importance des décisions adoptées dans le plan annuel que vous rédigerez, requièrent un esprit créatif et une bonne capacité de synthèse. Basé à Parly 2, ce poste nécessite un anglais courant.
En prélude à cette métamorphose, adressez votre candidature (lettre, C.V. et photo) sous réf.89.63 à la Direction des Ressources Humaines de RENAULT AUTOMATION
Centre de Parly 2 - B.P. 70 - 78152 LE CHESNAY CEDEX.

Renault Automation
La Productique : Métamorphose de l'outil

JEUNE CONTROLEUR FINANCIER : SYNTHETISEZ, CONSOLIDEZ ET EVALUEZ !

Dans un environnement micro très élaboré, votre mission, en collaboration avec le contrôle de gestion et la trésorerie, sera triple et consistera à :
- assurer la centralisation et la synthèse des données financières des filiales pour gérer le tableau de bord du groupe,
- participer à la consolidation des comptes avec le directeur comptable,
- élaborer et exploiter un système d'évaluation (résultats, financement) des projets d'investissement du groupe.

De formation HEC, ESSEC, ESCP, vous marquez un réel intérêt pour la micro et possédez éventuellement une 1ère expérience de courte durée.
Des déplacements sont à prévoir en France comme à l'étranger ; de ce fait, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite,
sous référence MLA/24 à BAYARD PRESSE
3, rue Bayard-75008 Paris-

Bayard Presse - 28 publications en France -
12 à l'étranger - 1,3 milliard de CA - 1700 personnes

LA CROIX · Pèlerin · notre temps · POMME D'API · OKAPI

BAYARD PRESSE

HAUTE-SAVOIE

[illegible]

36 14 code SEARCH

ANNECY

L'artisan de notre dynamique financière

Sous l'autorité du Directeur financier (également en charge du Marketing et de la Communication), votre mission sera double. D'une part, superviser et animer le service comptable et financier (15 personnes), tâche dans laquelle vous serez secondé par 5 cadres de haut niveau technique : d'autre part, et principalement, proposer et mettre en oeuvre les moyens propres à parachever notre autonomie financière face aux nouvelles données du marché et développer notre système de contrôle de gestion. Ce poste offre à terme de réelles perspectives d'évolution au sein de l'institution. Il convient à un diplômé d'Ecole de Gestion possédant le niveau de l'expertise comptable, 5 à 7 ans d'expérience en entreprise (essentiellement dans le domaine financier) et une vision dynamique de la fonction.

Vous pouvez compléter votre information en composant **le 36.14 SEARCH code CA** et faire acte de candidature en précisant vos prétentions sous la référence 4220, soit par **MINITEL**, soit par courrier adressé au **CREDIT AGRICOLE** Service Ressources Humaines - BP 200 - 74942 ANNECY LE VIEUX CEDEX.

UNE GRANDE BANQUE PRIVEE

recherche
pour renforcer son potentiel commercial en REGION PARISIENNE, des :

Chargés de Clientèle Particuliers - réf. 1817

Chargés de Clientèle Entreprises - réf. 1818

Vous êtes Diplômé de l'Enseignement Supérieur et avez une première expérience de 2 ans minimum de la relation clientèle.

Intégré dans une de nos agences à Paris ou en proche banlieue, au sein d'une équipe dynamique et ambitieuse, vous assumerez la responsabilité du développement d'un portefeuille de clientèle et rechercherez de nouveaux clients en vous appuyant sur une gamme compétitive de produits et services et en utilisant un outil informatique de pointe.

Nous vous offrons des perspectives d'évolution à la mesure de vos résultats.

Merci d'adresser lettre, CV et photo en précisant la référence du poste choisi à notre conseil :
CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS.

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

Qui peut le plus ... veut plus encore.

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

D'UNE ANNEE A L'AUTRE, NOUS DOUBLONS NOTRE MARGE BRUTE.

Vous saurez investir vos compétences de gestionnaire dans l'élaboration et le suivi d'une stratégie de rentabilité.

Responsabilité de la comptabilité, de la gestion du personnel, du contrôle de gestion et de la trésorerie de notre agence de communication, finalisation de la mise en place de l'informatique de gestion, vous aurez toute latitude dans l'organisation de votre service.

Une fonction très complète que votre formation ESC, maîtrise de gestion + DECS, et votre expérience de 4 à 5 ans dans une PME ou en cabinet d'audit vous ont préparé à assumer.

Votre sens de l'autonomie se double nécessairement de celui du contact ; en relation constante avec notre maison-mère : EUROCOM, vous agirez auprès de notre PDG et de ses Directeurs de filiales en qualité de conseil sur tous les dossiers administratifs et financiers.

Veuillez adresser votre candidature sous réf. M 2503 à

HCA ▷
GROUPE EUROCOM

1 Place du Palais-Royal
75001 PARIS

LE CREDIT MUTUEL MEDITERRANEEN

cherche pour MARSEILLE

RESPONSABLE DE LA SURVEILLANCE DES RISQUES

Adjoint du Directeur des engagements, il est chargé :
- de participer à l'élaboration du nouveau concept de surveillance des risques (incluant le refinancement).
- de mettre en place les nouvelles procédures qui en découlent, dans la surveillance télématique des engagements notamment,
- d'animer une équipe de rédacteur de crédits (Immobiliers et professionnels)
- de tenir l'ensemble des tableaux de bord des risques, contrôler l'usage des délégations, du réseaux etc...
- d'assurer l'optimisation du recouvrement contentieux.

Ce poste convient à un ancien inspecteur ou auditeur, passionné pour les concepts de surveillance dynamique et de sécurité active, ayant une expérience prouvée des engagements.
Responsable d'une unité de 5 à 6 personnes, il fait état d'une réussite dans l'animation des hommes.

Merci d'adresser votre C.V. manus., photo et prét. s/ réf. 7458/M à CREDIT MUTUEL MARSEILLE
Direction des Relations Humaines 494, av. du Prado B.P. 115, 13267 MARSEILLE CEDEX.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

CURRICULUM

Crédit National

recherche
pour sa Direction Centrale des Marchés

Jeune Trésorier Francs

Vous possédez :
- un diplôme d'école commerciale ou scientifique,
- 2 à 5 ans d'expérience de la trésorerie bancaire (marché interbancaire et titres de créances négociables),
- si possible une bonne maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique.

Nous vous offrons - au sein de l'équipe de FRONT OFFICE jeune et performante d'un groupe en pleine expansion - la mission suivante :

réaliser dans des conditions optimales les différents types d'intervention sur les marchés court et moyen terme : émission de BIFS, Swaps, Caps, Floors... nécessaires au financement des prêts et à la gestion de la trésorerie du CRÉDIT NATIONAL.

Nous vous offrons une rémunération attrayante et des perspectives d'avenir.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec CV, photo et indication du salaire actuel au **Crédit National** - Département des Ressources Humaines - 45 rue Saint-Dominique, 75700 PARIS.

DESSEIN

National Westminster Bank s.a.

Premier groupe bancaire britannique, nous sommes présents dans 36 pays et bénéficions d'une grande notoriété dans le monde de la finance internationale.
En France, notre stratégie de croissance répond à une forte ambition (500 personnes, 10 succursales actuellement). Nous recherchons pour

T O U L O U S E

ASSISTANT CHARGE DE CLIENTELE

— Grandes Entreprises —

Au sein du département Entreprises, véritable bras droit des chargés de clientèle, vous les aiderez à suivre la clientèle Grandes Entreprises. Vous entreprendrez toutes investigations préalables à la prospection, vous rédigerez les analyses et les demandes de crédit, en relation permanente avec notre siège à Londres.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po Eco-Fi, ESC, Maîtrise de Gestion), âgé d'environ 25 ans, vous avez acquis une première expérience pratique de l'analyse de bilans et des techniques de crédits au sein d'une direction des engagements, et vous souhaitez évoluer dans l'environnement de la finance internationale.

L'ANGLAIS COURANT EST INDISPENSABLE.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, c.v., photo, niveau actuel de rémunération) sous référence 89.10/M à M. Hubert de Rigaud, Directeur des Ressources Humaines, **National Westinster Bank s.a.**, 18 place Vendôme, 75021 Paris Cedex 01.

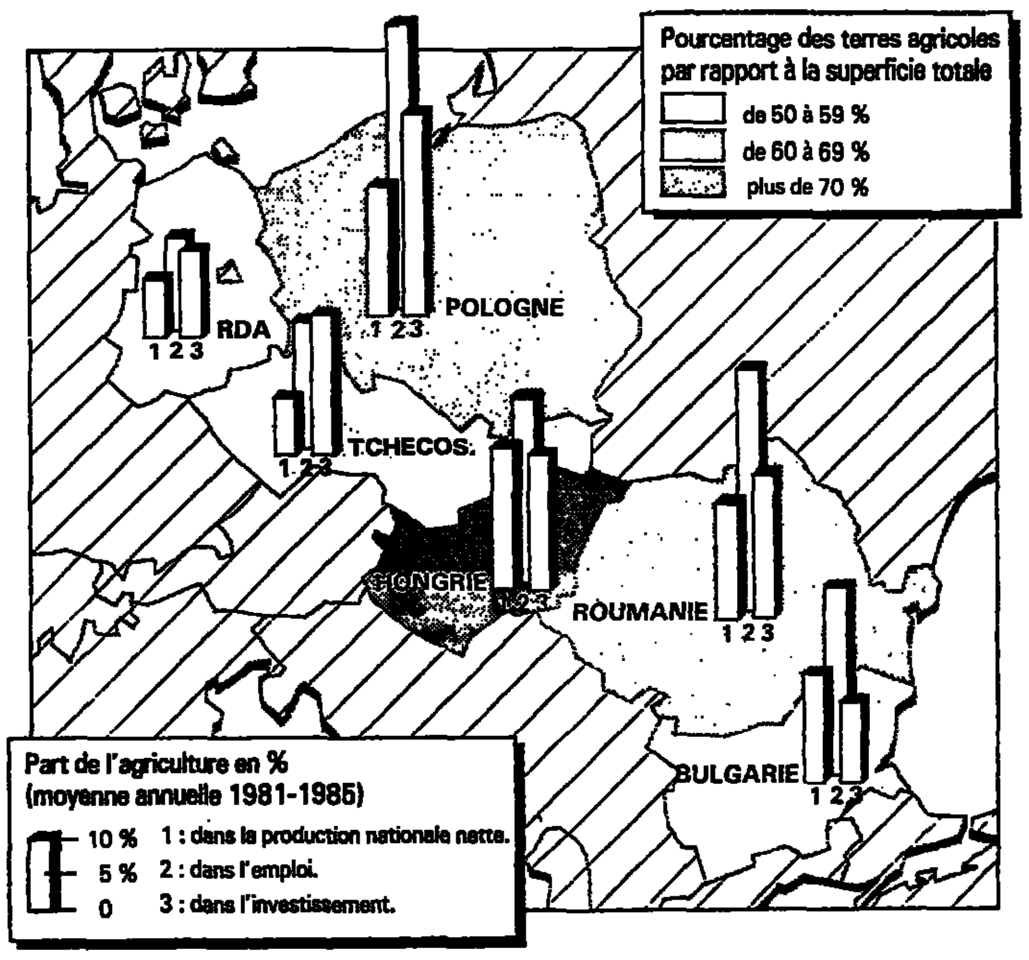
هكذا من الأصل

JR FINANCIEF
SOLIDEZ E
DE BANQUE PRIVEE
NSABLE DE LA
NCE DES RISQUES
Mutuel
minster Bank s.a.
HARGE DE CLIENTELE

Le Monde
ÉCONOMIE

Est : à la recherche du paysan perdu

La collectivisation ayant anesthésié les agriculteurs, les dirigeants est-européens jouent leur va-tout sur le privé en allégeant la tutelle du plan.



ORGANISEE pour l'essentiel autour d'exploitations collectives, l'agriculture roumaine dégage chaque année des excédents qu'elle écoule vers l'Union soviétique, dont elle est le premier fournisseur en viande et le *troisième en fruits et légumes.* Collectivisée elle aussi, et fortement mécanisée, l'agriculture est-allemande reste incapable de résorber le déficit de ses échanges « verts ».

En déduire que le modèle roumain est le plus performant serait tomber dans le piège des statistiques agricoles propres aux pays de l'Est. Les exportations du régime de Bucarest se font au prix d'un rationnement des populations, sans parler de la mobilisation générale (paysans, mais aussi fonctionnaires et étudiants) à l'époque des récoltes.

Les colonnes de chiffres ne saisissent pas ces privations humaines, pas plus qu'elles ne rendent compte de la destruction des villages entreprise par le président Ceausescu, en vue, officiellement, de récupérer 350 000 hectares de terre arable. Terrible aveu de l'incapacité à créer une agriculture intensive.

Depuis 1980, les pays de l'Est ont sensiblement réduit leurs importations agricoles et alimentaires en provenance de l'Occident. De 12,2 millions de tonnes (en moyenne) sur la période 1976-1980, leurs achats nets de grain sont revenus à 5,9 millions en 1981-1985. Le déficit agricole du bloc communiste – URSS exclue – n'atteignait plus en 1987 que 1,1 milliard de dollars, contre 3,6 milliards en 1981.

Le sevrage forcé

Progrès ? Les chiffres, une fois encore, sont trompeurs. La crise financière des années 80 a imposé aux pays de l'Est un sevrage forcé en intrants agricoles et biens de consommation venus de l'Ouest, sans que l'autosuffisance alimentaire ait, pour autant, été atteinte.

Importer moins ne signifiait pas qu'on mangeait mieux, mais qu'on allait manger plus mal. Plutôt que d'importer du fourrage, on a abattu des troupeaux maigres en Pologne, où la consommation de viande par *habitant* a *diminué* au cours des dix dernières années.

Les accidents climatiques n'ont pas non plus épargné l'Europe de l'Est, qui s'étend de la Baltique, au nord, à l'Adriatique et à la mer Noire, au sud. Les sécheresses ont frappé à répétition les pays des Balkans (Roumanie, Bulgarie) et la Hongrie en 1983, 1985 et 1987, faisant surgir de graves difficultés – *et déficiences* – dans l'irrigation. Les ouragans au sud du bassin du Danube, la sévérité de l'hiver polonais en 1987, l'érosion des collines hongroises et la salinité des terres roumaines se sont ligués pour abaisser parfois sensiblement le niveau des récoltes.

Au cours de la période 1981-1985, les productions céréalières des pays des l'Est ont cependant progressé de 11 %. Le cap des 100 millions de tonnes a été franchi en 1982, et le record de 119 millions établi en 1986. La production de viande (porc, bœuf, volaille) s'est accrue de façon plus nette encore que les cultures végétales, signe du désir exprimé des planificateurs – et de la pression des populations – d'offrir une alimentation plus riche en protéines animales.

« Les flux nets de grains vers les pays de l'Est ne dépassent pas 2 ou 3 millions de tonnes par an. Ils compteni peu pour nous, souligne Ferdinand Couba, expert agricole à l'OCDE. *On ne meurt pas de faim en Pologne, la RDA est championne mondiale pour la consommation de beurre et les Tchèques connaissent des problèmes d'obésité car ils mangent trop de graisses. »*

Toutefois, au-delà des apparences ou des chiffres en trompe-l'œil, le degré de compétitivité des agricultures de l'Est apparaît à la fois peu élevé et, ce qui est pire, déclinant. *« Le taux de croissance de la production agricole n'a cessé de se ralentir à partir de 1975 »*, note Edith Lhomel dans *le Courrier des pays de l'Est* (1). La crise financière des années 80 a aggravé cet essoufflement.

Ainsi, en Pologne, où la production agricole *totale avait augmenté* de 2,2 % l'an entre 1971 et 1975, la croissance est devenue négative (– 0,5 %) entre 1981 et 1985. Dans le même temps, elle a perdu un point en Hongrie (de 3 % à 2 % par an), dont l'agriculture est pourtant réputée pour ses succès et sa diversité. Le manque de motivation des paysans n'est pas directement en cause, même si l'agriculteur est-allemand produit trois fois plus que le polonais ou le roumain.

De 1975 à 1987, ajoute Edith Lhomel, *« la production agricole par unité de travail a augmenté en moyenne de 31 % »*. Mais, *« si l'on compare ce que les agricultures à l'Est exigent encore comme main-d'œuvre, comparée à celle des différents pays occidentaux, les différences deviennent considérables (...) et posent le problème de la faiblesse de productivité du capital »*.

Mis à part la RDA et la Tchécoslovaquie, où les paysans n'excèdent pas 12 % des actifs, les pays de l'Est se singularisent en effet par des *agricultures nombreuses* qui occupent entre 20 % et 30 % de la population au travail. Sur l'échiquier agricole mondial, l'Est se place à mi-chemin entre le Nord développé et le Sud en voie de *développement.*

En dépit d'une relance au début de la décennie, les pays situés derrière le rideau de fer ont peu investi dans leurs agricultures respectives. La priorité donnée à l'industrie s'est traduite par une *sous-capitalisation du monde agricole.* Le défaut d'engrais, de semences, de produits phytosanitaires, de machines et d'outils de qualité a fait le lit de pénuries alimentaires qui frappent régulièrement *la plupart des économies* d'Europe orientale.

Cependant, cet état de manque n'explique pas tout. L'agriculture est-allemande est surmécanisée et elle a tant épandu de produits chimiques que les sols sont pollués et fatigués. Avant la deuxième guerre mondiale, les terres fertiles de l'actuelle Allemagne de l'Est produisaient davantage que les parcelles à l'Ouest. Les engrais n'ont pas empêché la situation de s'inverser.

Un frein puissant

Les structures agraires collectivisées mises en place dans les années 50 restent un frein puissant à l'émancipation économique des agricultures de l'Est. Leurs performances sont liées à la volonté de leurs dirigeants d'infléchir ou non le modèle étatisé légué par Staline.

Le mot d'ordre de la collectivisation a, il est vrai, *été* suivi avec moins d'empressement qu'en URSS. Il recouvre à présent des réalités fort distinctes. En Pologne, 76 % des terres sont exploitées par de petits agriculteurs privés, contre 2,8 % en Tchécoslovaquie, 5 % en RDA, 12 % en Bulgarie et en Hon*grie, et 15 % en Roumanie.*

Caractéristique commune : les paysans « libres » fournissent une part de production supérieure à leur poids numérique, témoignant ainsi de leur extrême vitalité. Ils assurent la moitié des livraisons d'œufs en RDA, 35 % de l'offre agricole en Hongrie, l'essentiel des récoltes de fruits et légumes des pays de l'Est. Si la Bulgarie a pu accroître sa production de viande entre 1981 et 1985, elle le doit exclusivement aux petits paysans privés.

Paradoxalement, c'est en Pologne, où ils sont les plus nombreux qu'ils s'avèrent les moins productifs. Et pour cause ! Pendant trop longtemps, leur existence a été seulement tolérée, sur des parcelles excédant rarement 3 hectares. Jusqu'aux années 80, le pouvoir n'a eu de cesse de les réduire (moins brutalement qu'en Roumanie). Privée d'aides publiques, écartée des distributions de tracteurs au profit des terres d'Etat, l'agriculture familiale a fait jouer ses « cercles » de *solidarité pour repousser* la collectivisation, survivre en dehors et montrer, enfin, sa nécessité.

Partout où elle s'est appliquée, avec vigueur (Roumanie, RDA, Tchécoslovaquie, Bulgarie) ou souplesse (Hongrie), la gestion centralisée de l'agriculture a multiplié les points de blocage. A force de considérer comme stratégique le moindre produit de première nécessité, les planificateurs de l'Est, justifiant aussi leur contrôle abusif des prix, ont tué dans l'œuf l'esprit d'initiative et d'entreprise.

Les livraisons obligatoires à l'Etat, selon des tarifs fixes et préétablis, ont anesthésié les agriculteurs quand il fallait les stimuler. On a acheté la paix sociale des *villes en pesant sur le revenu des* campagnes. Etonnant système qui déclenche des émeutes à chaque augmentation des prix alimentaires (le cas est récurrent en Pologne) et table sur la modernisation de l'agriculture pour mettre fin aux pénuries.

Mécanisation vétuste, liberté de manœuvre quasi inexistante sur le choix et la vente des productions, confrontation permanente aux objectifs du plan, pouvoir d'achat inférieur à celui des citadins (souvent thésaurisé en raison de l'absence de biens de consommation à acheter dans les campagnes), l'agriculture des pays de l'Est fait figure d'épouvantail. Elle ne retient plus les jeunes, qui trouvent des emplois dans l'industrie. La main-d'œuvre agricole vieillit et se féminise, au risque de perdre en productivité.

Des lopins privés

Si la Roumanie, par la voix de son président, reste convaincue de la supériorité de l'agriculture socialiste, les autres Etats du bloc ressentent, avec plus ou moins d'acuité, le besoin d'une ouverture sur l'économie de marché. Impressionnés par la « duplicité » des paysans – admirables d'efficacité sur leurs lopins de terre, démotivés sur l'exploitation d'Etat, – les dirigeants de l'Est jouent leur va-tout sur le privé en allégeant, au moins partiellement et parfois beaucoup, la tutelle du plan.

L'audace est d'autant mieux admise que l'exemple vient de haut. La recommandation faite aux agriculteurs soviétiques de louer des terres, ou la perspective d'échanger une partie des récoltes contre des devises, montre jusqu'où les tenants de la réforme libérale peuvent « aller trop loin ».

Pionnière de ce changement en profondeur, bien avant la perestroïka – les premières réformes remontent à 1960, – la Hongrie a aboli une à une les pesanteurs de la collectivisation. Un chercheur de l'INRA, Alain Pouliquen, relève aussi *« la suppression formelle de toute planification quantitative des coopératives de l'Etat. La réalisation du plan central est recherchée exclusivement par l'utilisation de leviers économiques indirects comme les prix, les crédits et, le moins possible, les subventions »*. Les livraisons obligatoires ont cédé la place à des contrats *« librement négociés »* avec le commerce et l'industrie d'Etat.

Budapest a franchi en 1988 une étape supplémentaire en signant avec la CEE un accord commercial de dix ans lui garantissant le libre accès (sans quotas) de ses produits alimentaires dans le Marché commun. Seul pays de l'Est membre de l'hyper-libéral groupe de Cairns (2) qui prône l'abolition de toutes les subventions dans les échanges agricoles, la Hongrie a longtemps passé pour « déviante ». Elle s'impose désormais comme le modèle à suivre, même de loin.

La décentralisation administrative et l'aide financière aux agriculteurs privés est à l'ordre du jour en Bulgarie. La Tchécoslovaquie renforce l'autonomie de ses coopératives et reconnaît officiellement depuis 1985 l'apport « bénéfique » des lopins privés. L'Allemagne de l'Est, pourtant peu encline à la réforme, mesure les inconvénients du gigantisme des exploitations industrielles ou du travail agricole posté. Les « combinats » goûtent à la gestion décentralisée, les agriculteurs individuels ont droit de cité et sont mieux rémunérés.

La Pologne, d'où partent beaucoup d'espoirs et autant de craintes, envisage d'éliminer les monopoles d'Etat, qui paralysent et désorganisent la distribution des produits agricoles, des tracteurs et des semences. Depuis les années 70, les paysans polonais ne sont plus astreints aux livraisons obligatoires.

Toutefois, l'extrême fragmentation des parcelles, le recours exagéré au cheval ou le ramassage du lait en voiture attelée donnent à l'agriculture polonaise des allures primitives. L'accord passé, l'été dernier, entre Bruxelles et Varsovie pourrait accélérer sa modernisation si les paysans bénéficient de prix incitatifs qui les poussent à vendre, donc à produire davantage.

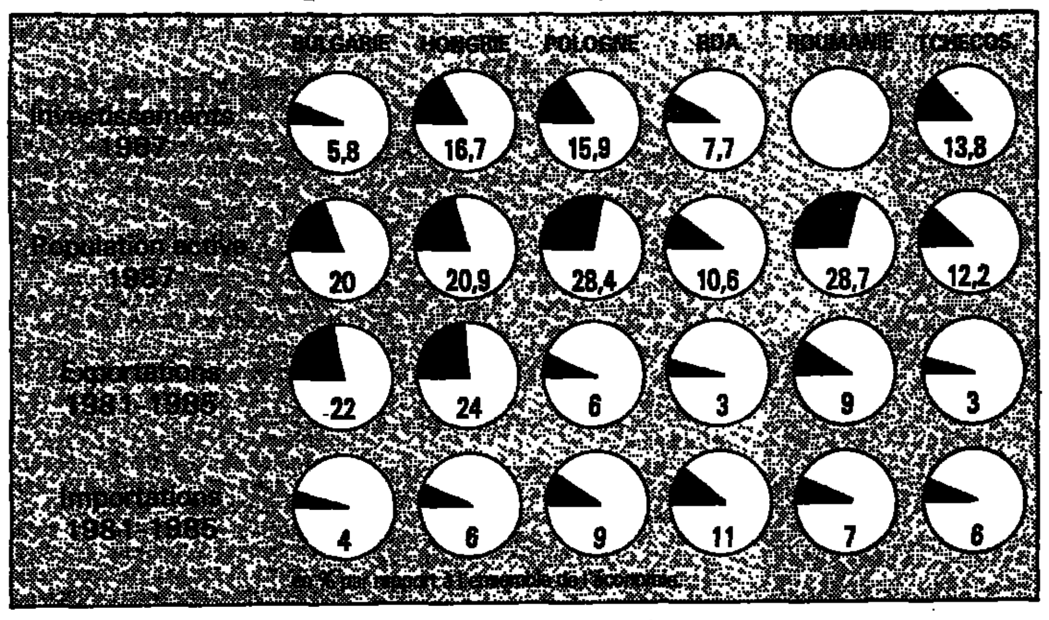
Trente ans après la frénésie industrielle de l'après-guerre, les économies de l'Est cherchent à rallumer le moteur agricole. La collectivisation sert de leçon et de repoussoir. Le modèle à actionner sera plus léger, plus autonome, plus tributaire de la main et de l'esprit de l'homme. A condition que le fonctionnaire étatisé de l'agriculture retrouve à temps, s'il les a gardés, ses réflexes de paysan.

ERIC FOTTORINO

Lire la semaine prochaine une enquête sur l'agriculture polonaise.

(1) La Documentation française, janvier 1989, n° 336, 48 francs.
(2) Le groupe formé en 1986 comprend treize pays, dont l'Australie, le Brésil, le Canada.

La place de l'agriculture

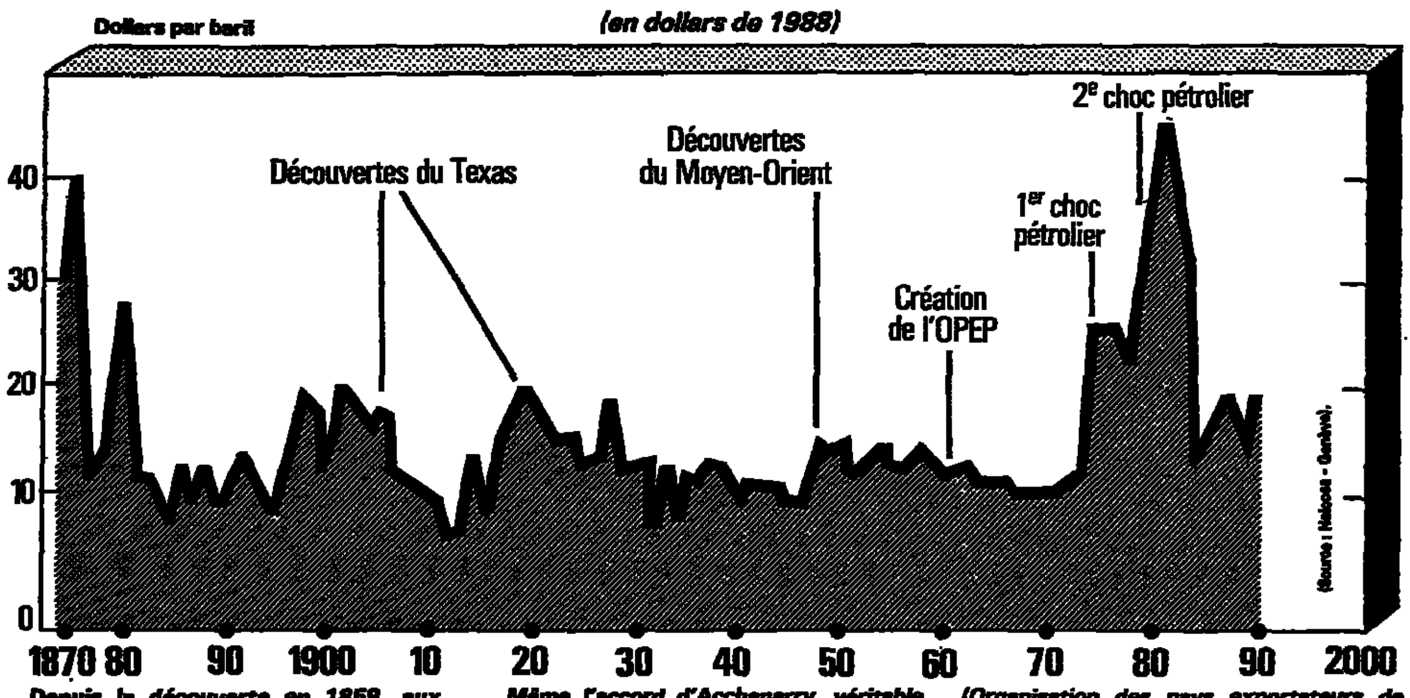


Source : le Courrier des pays de l'Est (31, quai Voltaire, 75300 Paris), n° 336.

DYNASTEURS
LE MENSUEL DES ECHOS
Débat
1990
la récession
Et aussi
• Faut-il vendre la Seita ?
• L'art de la compensation
• Le trafic des antiquités
• L'après-Boulez a commencé
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

BALISE

LE PRIX MOYEN DU PÉTROLE AUX ÉTATS-UNIS



Depuis la découverte en 1859, aux États-Unis par le colonel Drake, du pétrole lampant, l'instabilité des cours du brut a été la règle et la stabilité l'exception. Le contrôle absolu des grandes compagnies, les majors, sur toute la chaîne pétrolière jusqu'à la fin des années 60 n'a pas empêché les à-coups.

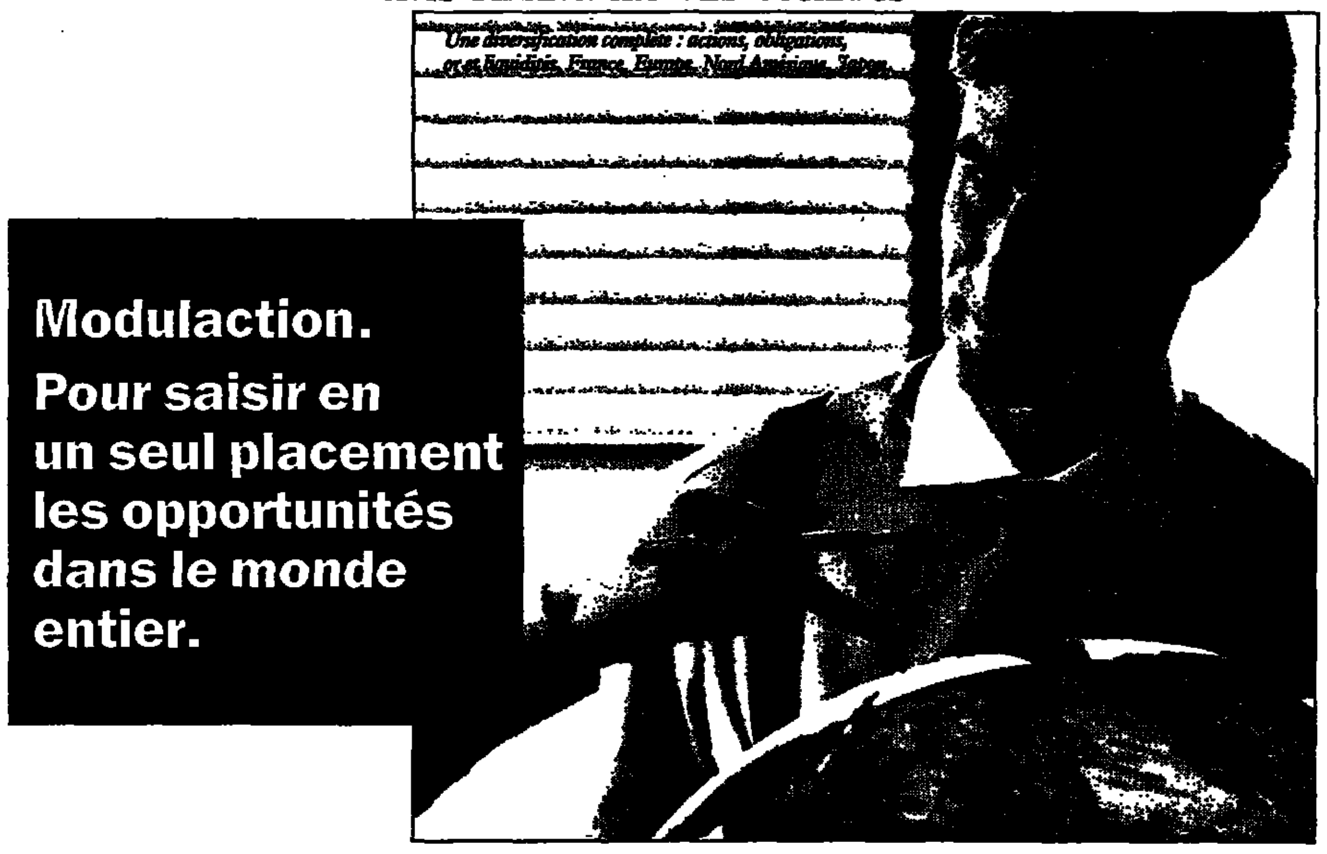
A-coup en 1911 lorsque le démantèlement de l'empire Rockefeller, après les premières découvertes au Texas, fait éclore une poignée de nouvelles compagnies, avides de conquérir leur place. A-coup encore dans les années 20 lorsque les majors, Shell et Exxon, se disputent le contrôle des gisements et des marchés en Extrême-Orient et en Europe.

Même l'accord d'Acchanarry, véritable entente conclue en 1928 par les majors pour mettre fin à la guerre des prix et se répartir gisements et marchés, ne permet pas d'éviter une nouvelle rechute en 1930, suite, en pleine dépression, à la découverte de champs géants au Texas. Il faudra attendre l'exploitation des très larges réserves du Moyen-Orient, et l'expansion de l'après-guerre pour que l'ordre favorable aux majors s'établisse.

Toutefois, de 1950 au début des années 70 les prix — toujours en valeur réelle — ne cesseront de s'éroder lentement, préparant la réaction des producteurs, regroupés dès 1960 au sein de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole). La « crise » pétrolière, déclenchée en 1973 après la guerre du Kippour et relancée en 1979 par la révolution iranienne, coïncide avec l'effondrement de l'ordre des majors. Il s'agit d'une exception par l'ampleur inégalée de la hausse des prix et la rechute sera tout aussi brutale.

Depuis le « contre-choc » de 1986, les cours ont retrouvé un niveau réel en ligne avec la moyenne historique. Inférieurs de moitié aux niveaux excessifs atteints en 1981, les prix de l'« or noir » restent néanmoins supérieurs d'environ 50 % à ceux de 1970. Ils sont proches de ceux de la « belle époque » et des « années folles ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Pour investir sur les marchés mondiaux et nationaux, repérer les opportunités, arbitrer entre elles, les négocier, et cela tous les jours, il faut de grands moyens.

C'est pourquoi le Crédit Agricole, premier gestionnaire d'Europe, vous propose Modulaction dont il assure la gestion. Modulaction est un compte composé de parts de Fonds Communs de Placement gérés par Ségespar-Titres, filiale spécialisée du Crédit Agricole.

En un seul placement, il présente l'avantage d'une diversification complète: actions et obligations, or et liquidités, France, Europe, Nord Amérique, Japon. Cette assise multiple, combinée à notre mobilité et à nos capacités d'anticipation, offre de larges possibilités d'optimisation de vos résultats à moyen terme.

Un choix entre cinq stratégies

Avec l'aide du conseiller financier de votre Caisse Régionale de Crédit Agricole ou de votre agence, vous profitez de la compétence de Ségespar-Titres et vous pouvez choisir, en fonction de vos objectifs personnels, entre cinq stratégies de gestion différentes:

"Expansion" et "Equilibre", pour investir selon les marchés spécialisés dans les registres soit offensif, soit de valorisation ; "Dynamisme", "Harmonie" et "Fertilité", pour investir selon les types de valeurs, en privilégiant soit les actions, soit les obligations, soit l'équilibre entre les deux.

Profitez de la compétence mondiale de Ségespar-Titres auprès des Caisses de Crédit Agricole ou de leurs 10 000 agences.

SEGESPAR TITRES

P R E M I E R   G E S T I O N N A I R E   D ' E U R O P E

LIVRES

« L'Economie au défi de l'éthique » d'Hugues Puel

Expliquer ou changer le monde ?

C'est la dernière mode. Aux Etats-Unis, l'éthique des affaires devient une discipline à part entière dans nombre d'universités. Les scandales des manipulateurs de *junk bonds* (obligations pourries), la rapacité et le cynisme des *golden boys* faisant feu de tout bois pour énerver la Bourse, le lancement d'OPA sauvages, etc. posent des questions à une société qui renie de moins en moins ses ancêtres puritains.

La France a l'air de suivre en introduisant ici et là, dans des écoles de commerce, des chaires d'éthique, ou en organisant des colloques sur ce thème. Illusion ! Il y a beau temps que des hommes ont cherché dans notre pays à donner à cette *« science lugubre »*, comme Carlyle avait baptisé l'économie, une dimension plus éclairante.

Pour ne parler que de notre siècle, rappelons qu'au début des années 40, le dominicain Louis-Joseph Lebret créait la revue *Economie et Humanisme* qui poursuit aujourd'hui son chemin. Un dominicain aussi, Hugues Puel, qui, avec d'autres, a repris le flambeau, nous présente aujourd'hui un essai d'éthique économique.

Ceux qui attendent des recettes morales pour résoudre les problèmes posés par leur entreprise ou leur administration seront déçus. Notre auteur n'est pas du genre de ceux qui proposent les *« dix conseils pour payer le moins d'impôts en restant dans la légalité »*. Son propos est d'éveiller les consciences, de montrer qu'il n'y a pas deux mondes antagonistes, celui du savoir-faire et celui du savoir-vivre.

Un ordre plus juste

« Dans une société qui érige la science en norme de la connaissance parce qu'elle est efficace et se veut objective », la question du sens ne doit pas être renvoyée à la périphérie où elle dépérit. Oui, il y a des valeurs dans l'action économique, qui ne peut être coupée de la culture et de la société, et ne peut rester neutre devant les exigences d'un ordre mondial plus juste. On rejoint là le précepte bien connu de Marx : *« Il ne suffit pas d'expliquer le monde, il faut le changer »*.

Hugues Puel trace quelques axes à partir des trois facteurs de production : la terre, le travail, le capital et de la *« catégorie structurante »* de la société : l'Etat-nation. Il recherche à propos de la propriété les interprétations possibles de la fameuse phrase de Brecht : *« Les choses appartiennent à ceux qui les rendent meilleures. »*

Pour l'auteur, l'Etat ne doit pas être au-dessus de la nation et le concept de souveraineté est à rejeter. Si l'Etat-nation est aujourd'hui le lieu essentiel de la solidarité, il doit s'ouvrir également à la société internationale, car il en est responsable, et chercher avec d'autres l'émergence d'un nouvel ordre économique mondial.

L'acte éthique engage la responsabilité de tous les acteurs économiques, et Hugues Puel s'interroge sur la nature exacte des *« intérêts »* qui, selon Adam Smith, sous-tendent l'action de l'*« homo oeconomicus »*. Il regarde ensuite de près la notion de besoins et écrit : *« Le capitalisme transforme tout en marchandise et réduit sans cesse la sphère du non-marchand. Est-ce pour la meilleure satisfaction des besoins ? »*

Les buts et les valeurs

Sur le chapitre de la prise de décision, il part de la célèbre distinction de Max Weber entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité. Il estime comme lui que ces deux notions peuvent être source de déchirements chez l'homme du pouvoir, mais restent complémentaires car on ne peut gérer sans oublier les buts et les valeurs.

Elevant le débat et proposant avec une grande prudence quelques *« chemins »*, Hugues Puel s'interroge enfin sur les systèmes et le savoir économiques. La doctrine sociale de l'Eglise catholique — sa paroisse — reste très générale : engagement pour la justice, amour préférentiel pour les pauvres, destination universelle des biens. C'est leur mise en œuvre qui fait difficulté.

Il paraît indispensable d'avoir un *« projet de société »*, un idéal historique concret, faute de quoi les questions reviendront sous forme de mouvements extrémistes. Quant au *« savoir économique »*, notre auteur estime qu'il touche à l'éthique de plusieurs façons : effort de discernement des dérives idéologiques, lutte contre la confusion des moyens et des fins, lucidité critique sur les pratiques professionnelles.

Hugues Puel rejoint le philosophe américain John Rawls lorsqu'il dégage ces principes de base qui ont valeur éthique, politique, économique et juridique : *« La reconnaissance de l'égalité des chances pour tous et l'acceptation des seules inégalités fécondes pour la dynamique collective »*. Un petit livre clair et courageux qui sera sûrement lu de près par tous ceux qui cherchent des points d'ancrage dans une société qui va de plus en plus vite on ne sait où.

PIERRE DROUIN

▶ « L'Economie au défi de l'éthique », d'Hugues Puel. Ed. Cujas-Cerf., 152 p., 76 F.

Jean-Marie Chauvier
URSS :
Une société en mouvement
Un regard libre sur un peuple en quête de libertés
Claude JULIEN, Dir. Monde Diplomatique (in préface)
Un livre riche et un excellent travail
François SCHLOSSER, Le Nouvel Observateur
éditions de l'aube

Cours par correspondance
cours oraux et conférences à Paris
Sessions de formation
ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE
ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1953
Contrôle de l'Éducation Nationale
12, villa Saint-Pierre
94220 CHARENTON
Tél. : (1) 43-76-72-01
Préparation à la profession de graphologue
Conventions de formation continue
Inscriptions reçues toute l'année
Documentation gratuite
(11) Consultez l'annuaire électronique
Analyses, sélections, bilans de personnalité

(Publicité)
Sauna Plus
1er FABRICANT FRANÇAIS DE SAUNA
Vous êtes cadre, sportif, profession libérale, enseignant, mère de famille, chef d'entreprise, etc.
Vous devez être PERFORMANT toute l'année, donc être en forme et en bonne santé.
Pour 500 F à 1 000 F par mois
FAITES installer votre sauna sur mesures à domicile et vous serez en forme toute l'année.
Sauna Plus vous attend sur le stand nº 5, zone équipement, MAG. 1 SAMARITAINE, rue de Rivoli, Salon de la forme en beauté jusqu'au 14 octobre 1989.
Nous recherchons aussi agents et distributeurs France-étranger. - Tél. : stand (1) 40-41-21-35. - Tél. : usine : 84-29-07-14. - Télex : 360963 FRANCE.
Expo permanente
151, rue A.-France, 93130 Noisy-le-Sec

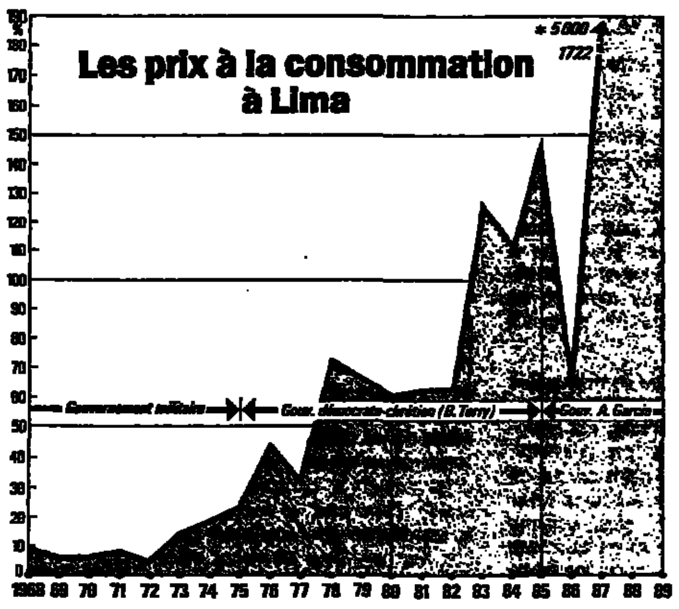
Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

ÉCONOMIE

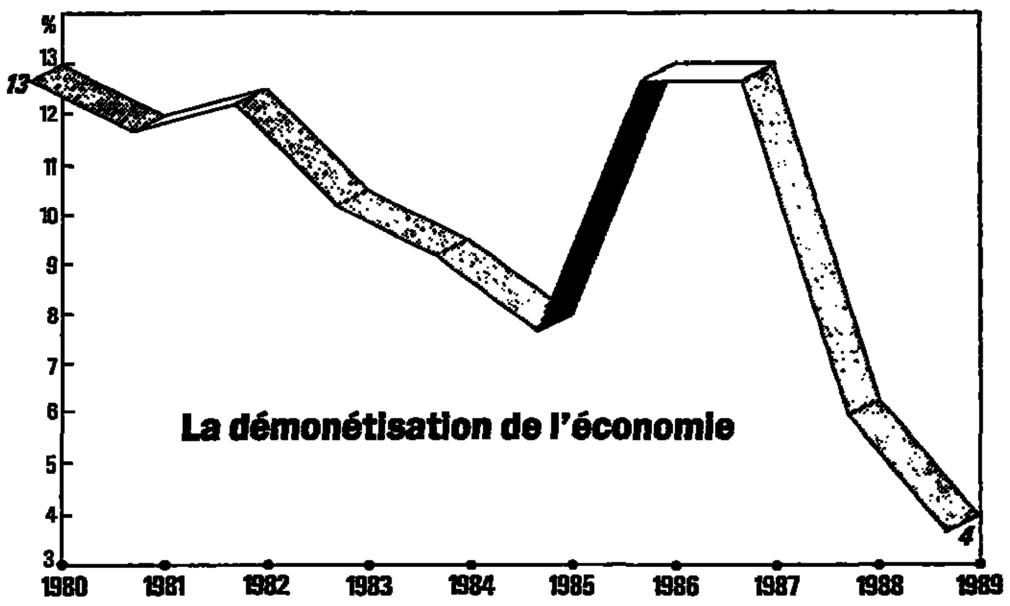
Le Pérou, l'hyperinflation et la récession

Pauvreté rurale, misère urbaine... la hausse des prix qui en 1989 dépassera 5 000 % ruine le travail, anéantit l'investissement et démonétise l'économie

par Bernard Maris



Source : Banque centrale de réserve.



Source : Banque centrale de réserve.

▲ ***La masse monétaire, qui représentait treize fois le produit intérieur brut en 1980, n'en est plus que le quadruple en 1989. Son rythme d'émission ne suit plus le taux d'inflation, la monnaie nationale est rejetée, le volume des échanges rétrécit et la sphère réelle se réduit.***

TERRORISME, narcotiques, hyperinflation, récession : quatre cavaliers dans un Pérou ravagé. De la pauvreté rurale à l'effrayante misère urbaine se joue le mauvais film du sous-développement. Et dans la dernière scène, tout s'accélère.

L'hyperinflation dépassera officiellement les 5 000 % en 1989, le produit intérieur brut chutera de 20 %, le revenu réel des salariés de 50 %. Le terrorisme (15 000 victimes en huit ans) aura coûté 10 milliards de dollars, soit les deux tiers de la dette.

En 1968, après la prise du pouvoir par le général Alvasco Velardo, les militaires progressistes s'engagent dans la réforme agraire et l'industrialisation. L'Etat rassemble un gros secteur public tourné vers l'exportation : les mines, le pétrole, la pêche, le textile.

Comme il faut à tout prix des devises pour financer l'accumulation du capital, on privilégie aussi les produits agricoles exportables. Quelques pétrodollars en mal de recyclage pour jeter de la poudre aux yeux financière, et le tour est joué.

On se retrouve avec un secteur public déficitaire, et sans agriculture. Ou du moins sans agriculture susceptible de satisfaire les besoins nationaux. Paupérisation, exode, bidonvilles (huit cents bidonvilles autour de Lima) : la mégapolis va dominer la vie politique et économique.

Une fatale inexpérience

De 1968 à 1975, les dépenses publiques passent de 9 % à 32 % du PIB. Les libéraux qui, de 1976 à 1980, succèdent aux militaires, n'inverseront pas la tendance. L'endettement auprès de l'étranger et la dépendance technologique s'accroissent, comme la structure oligopolistique de l'économie. Entreprises publiques et importations restent largement subventionnées. Les dépenses publiques augmentent de 34 % à 36 % du PIB, tandis que l'investissement public diminue.

De 1981 à 1985 (deuxième gouvernement libéral), les dépenses courantes gonflent au détriment de l'investissement (65 % du PIB de 1968 à 1975; 75 % de 1975 à 1980, et 86 % de 1981 à 1985) et le déficit public atteint 6,5 % du PIB. Chiffre colossal.

Le Pérou est en effet un pays sans ressources fiscales *(voir encadré)*. L'émission monétaire et l'endettement financeront ce déficit. Enfin, le terrorisme, les dépenses militaires, et surtout le service de la dette commencent à peser de tout leur poids. Le décor est planté pour l'hyperinflation.

Avec le jeune président Alan Garcia revient l'APRA (parti populaire et socialisant qui le soutient), écarté du pouvoir pendant soixante ans par les militaires. Inexpérience fatale dans un pays affligé d'une logorrhée réglementaire. Revirements, colmatage et maniaquerie du contrôle épuisent une économie dont la moitié de la production se fait hors circuits légaux.

Entre deux moments de prostration, les coups de menton et de balcon – les *balconazos*, harangues depuis le palais Pizarre – du président tiennent lieu de doctrine économique. « *Que m'écoutent les économistes !* », dit volontiers celui qui adore les exposés *ex cathedra*, et vient de publier un livre au titre édifiant (1). Durant le premier semestre 1989, quatre ministres de l'économie se succèdent.

Pourtant, tout n'avait pas mal commencé. En 1985 et 1986, après une politique de relance par les salaires, la demande publique et la création d'emplois, les plus pauvres connaissent un accroissement de revenu de plus de 30 % en termes réels (40 % à 80 % pour les journaliers et les domestiques).

Pour la première fois depuis trente-cinq ans, les termes de l'échange s'inversèrent en faveur de la campagne. Cette réactivation est financée par les devises accumulées par le précédent gouvernement et celles économisées par la spectaculaire décision de ne rembourser la dette qu'à concurrence de 10 % des exportations.

L'existence d'une forte capacité productive inemployée entretient ce feu de paille. L'inflation ne dépasse pas les deux chiffres, en raison d'un contrôle des prix efficace la première année, mais surtout des subventions aux produits alimentaires. Il faut nourrir, bien sûr, cette population qui vient au balcon.

Epuisement des devises, fin des crédits étrangers, subventions aux importations, à l'essence, aux fertilisants, crédits bonifiés et taux de changes préférentiels à l'exportation : le financement repose de plus en plus sur le crédit interne, en clair l'émission monétaire. Fin 1987, le déficit public dépasse les 8,5 % du PIB. C'est le moment choisi pour annoncer l'étatisation totale d'un système bancaire déjà nationalisé à 80 %.

On annonce également une libération des prix... pour dix jours seulement. Après quoi les prix seront recongelés. Message entendu. L'hyperinflation démarre, avec une pointe de 110 % mensuels en septembre 1988, et un taux annuel de 1722 %. Pour 1989, les pessimistes attendent un taux « *bolivien* » de 10 000 ou plus. L'investissement s'effondre. Fin 1988, le PIB a diminué de 9 % et le revenu par tête retrouvé son niveau de 1971.

La spéculation est attisée par l'existence d'un gros marché parallèle du dollar (5 milliards de dollars dont 1 milliard issu du narcotrafic). A l'hyperinflation, répond la pusillanimité économique du gouvernement, comme en témoigne la politique des changes.

Durant le premier semestre 1987, on procède à des dévaluations mensuelles de 2,1 %, annoncées pour un an. Comme l'inflation redouble, on supprime le marché en juillet, remplacé par un système de changes multiples, accompagné d'une succession de dévaluations. Puis on déclare qu'en 1988 le taux de change suivra l'indice des prix du mois précédent. Mais la mesure n'est finalement pas appliquée.

En juin 1989, on annonce un système de mini-dévaluations, quotidien désormais. On précise même le taux : 1 %. En juillet, on annonce 0,66 %. En fait, on répond au coup par coup aux fluctuations du dollar sur le marché noir, tout en évitant de pénaliser les exportateurs et les importateurs de produits alimentaires. L'effet est désastreux sur l'agriculture nationale : en 1988 elle a enregistré un « droit de douane interne » estimé à 55 %.

Le poids du narcotrafic

Côté prix, même indécision. Début 1988, on annonce un contrôle de 220 jours, aussitôt abandonné. On décrète l'indexation des salaires, puis une indexation *sucia* (sale) à 80 %, puis un blocage à 90 jours. Politique erratique du taux d'intérêt : en septembre 1989 on baisse les taux d'intervention et les coefficients de réserve.

L'inflation explose et on adopte en hâte des mesures opposées. Dans un pays où l'économie parallèle représente 50 % du PIB, où le *tiers des capitaux quitte régulièrement* le pays, où le narcotrafic alimente en devises les entrepreneurs lorsque les caisses des banques sont vides, la stratégie keynésienne est un peu illusoire, et la macroéconomie de l'escarpolette catastrophique.

Pendant ce temps, l'hyperinflation fait son travail. Elle paupérise les catégories sociales éloignées de l'information ou des moyens de spéculation. Elle enrichit ceux qui anticipent les dévaluations en monnaie nationale, laquelle a perdu sa fonction de réserve, puis peu à peu sa fonction d'échange. Elle démonétise l'économie, ruine le travail, anéantit l'investissement.

Lorsqu'on regarde du côté des exemples récents (Argentine, Bolivie, Brésil, Israël), ou classiques d'hyperinflation (Allemagne, Autriche, Hongrie, Pologne, Grèce, Italie), mis à part le cas de la Russie et de la Chine d'après-guerre ou du Nicaragua aujourd'hui, embourbés dans des guerres civiles, on ne peut qu'être frappé par des similitudes.

Tous ces pays connurent de fortes contraintes extérieures (endettement, réparations de guerre) ou un effort lié à des dépenses improductives (Israël, Argentine). Le déficit public était considérable et le système de recouvrement fiscal totalement inefficace. En Allemagne en 1923, l'impôt ne représentait que 29 % des dépenses publiques.

Partout l'hyperinflation dura un an, sauf en Allemagne où elle fut de 17 mois (de juillet 1922 à novembre 1923) et en Bolivie de 18 mois (d'avril 1984 à septembre 1985). Partout elle s'arrêta d'un coup. Ainsi le rentenmark créé en 1923 (futur reichmark et deutschemark) garde sa valeur jusqu'à aujourd'hui.

L'hyperinflation cesse lorsque, après avoir ruiné le pays, elle s'apprête à ruiner les derniers qui en profitaient. Au moment des comptes, les surprises sont grandes. Mais il y a toujours un gagnant. En Allemagne, ce fut la grosse industrie, qui absorba au passage la banque.

Au Pérou, les choses sont plus compliquées. Mais le secteur oligopolistique exportateur, sempiternellement protégé, est à une charnière. Associé aux banques, bénéficiant de changes favorables, de subventions et de crédits bonifiés, il a tout intérêt à parier sur l'endettement.

Tout indique que l'hyperinflation péruvienne jette ses derniers feux. La pénurie alimentaire à Lima aujourd'hui ressemble à celle de Berlin en 1923, lorsque la campagne répugnait à approvisionner la ville. Une forme de revanche, alors que la monnaie perd jusqu'à sa fonction de transaction.

Au pis, l'hyperinflation s'arrêtera après les élections de mars 1990, lorsque le futur président acceptera sans doute une flottaison des changes, comme en Bolivie. Elle aura duré 17 mois. Peut-être découvrira-t-on enfin que l'économie ne se confond pas avec la macroéconomie, ni le Pérou avec Lima.

(1) *Le Désarmement financier. Peuple et dette en Amérique latine.* Lima, 1989.

▶ **Maître de conférences à l'université Toulouse-I et membre du groupe de recherches sur l'Amérique latine (CNRS).**

Vingt ans durant

Octobre 1968-1975 : gouvernement militaire (qui remplace le régime du démocrate-chrétien Belaunde Terry). « Socialisme péruvien » : nationalisation du pétrole, d'ITT, des banques ; établissement du code minier ; grands travaux ; ébauche d'autogestion ; réforme agraire.

1976-1980 : 2ᵉ gouvernement Belaunde Terry. Libéralisme tempéré, croissance de la dépense publique. **1981-1985 :** 3ᵉ gouvernement Belaunde Terry. Effort de libéralisation des changes, politique monétaire et fiscale restrictive, reconstitution des réserves de change.

1985-1989 : gouvernement Alan Garcia. Phase de réactivation keynésienne (1985-1986), décision de ne rembourser la dette qu'à concurrence de 10 % des exportations et expropriation de la compagnie pétrolière Belco (septembre 1986). Décision d'étatiser le système bancaire (septembre 1987), finalement abandonnée. Reprise des contacts avec le FMI (janvier 1989). Renégociation de la dette avec la Midland Bank, la Chase Manhattan et les gouvernements allemand et italien (mars 1989).

Pauvreté absolue

Le Pérou compte 21 millions d'habitants, la moitié à Lima, dont 40 % dans les bidonvilles. 10 millions sont en état de « pauvreté absolue » au sens de la Banque mondiale. 20 % de la population seulement satisfont au minimum nutritif journalier (2 400 calories et 65 grammes de protéines).

Les 20 % les plus pauvres détiennent 3 % du revenu national. Les salariés en représentent 15 % contre 64 % pour les propriétaires. Le chômage ou le sous-emploi atteint 3,7 millions de Péruviens. Les analphabètes sont au nombre de 1,5 million.

Marché noir

Il n'y a que 300 000 contribuables. 1,5 % de la population paye un impôt sur le revenu, 0,7 % un impôt sur les ventes. En 1988, 80 % des personnes qui achetèrent un véhicule neuf n'acquittèrent aucun impôt.

Le marché noir est évalué à 50 % de la production, à 60 % des heures de travail. 12,5 milliards de dollars sont brassés par la *banque parallèle,* soit trois fois la valeur gérée par le système officiel. On compte par an 1,6 milliard de dollars en billets sur le marché noir d'Oroña.

La dette s'élevait fin 1988 à 16,3 milliards de dollars, dont 13 milliards de dette publique. Le service de la dette prévu pour 1989 représente 2 milliards de dollars (1,4 d'amortissement, 0,6 pour les intérêts). Les exportations ont totalisé, en 1988, 2,4 milliards de dollars.

L 2305

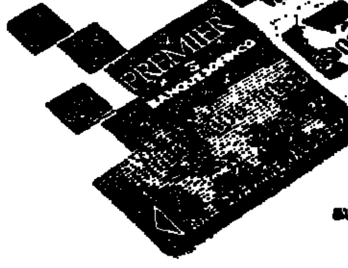
Le Prêt à la Carte Premier :
c'est Sofinco. CREDISUEZ

De 50000 à 150000 F en 48 heures

– sans changer de banque
– un compte à part
– un découvert permanent "revolving"
– un taux privilégié 13,56%*

* TEG à la date d'édition, perceptions forfaitaires et assurance non obligatoire en sus. Sous réserve d'acceptation de votre dossier.

Service Premier
Mme Barbara Mechin
91038 Évry Cedex
Tél. (1) 60 79 49 98



Prix de la Carte Premier : 660 F au 30/09/89

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Justice fiscale et « lutte contre les inégalités »

DE l'exposé très circonstancié fait par Jean-Claude Casanova au colloque qu'avait organisé la semaine dernière à Paris l'Association pour le libéralisme populaire d'Edouard Balladur sur le thème « Baisse des impôts, efficacité et justice », je retiendrai d'abord ceci : *« Il n'y a pas de malédiction française du poids de l'Etat. »* Selon un préjugé bien établi, la France, depuis Colbert (pour ne pas remonter plus loin), en passant par Robespierre, puis Napoléon jusqu'à nos jours marquée par l'œuvre centralisatrice des Républiques successives, serait, de tous les pays d'Europe occidentale, celui où la puissance publique, par une tradition plusieurs fois séculaire, disposerait des moyens les plus puissants pour exercer son emprise. De cette idée reçue, le professeur de l'Institut d'études politiques de Paris, chroniqueur de *l'Express*, fait justice en citant à l'appui de sa démonstration quelques chiffres.

S'il est vrai qu'aujourd'hui la pression fiscale (impôts plus cotisations sociales, le critère étant ici le caractère obligatoire de la recette) est, en gros, supérieure de cinq points à ce qu'elle est en Grande-Bretagne et en Allemagne, et s'établit, avec un pourcentage d'environ 44 % du revenu national, nettement au-dessus de la moyenne des pays de la CEE, située autour de 40 %, il n'en a pas toujours été ainsi. Jusqu'en 1914, les Français payaient beaucoup moins d'impôts que les Britanniques et les Allemands. C'est que leur administration était nettement plus légère que dans les deux grandes nations voisines. Relativement à l'empire wilhelminien, le nombre des fonctionnaires était en France dans le rapport de 1 à 2 ; par rapport au Royaume-Uni, de 1 à 1,5.

Par la suite, on a constaté dans la plupart des pays européens une évolution semblable. La première guerre mondiale a été un premier et formidable accélérateur de dépenses publiques. Celles-ci sont brusquement passées d'environ 10 % à environ 20 % du revenu national. La deuxième guerre a joué le même rôle : on est passé de 20 % à environ 30 %. La troisième étape a eu lieu au cours des dernières vingt-cinq années, où l'on a grimpé jusqu'aux 40 % déjà cités. Aux Etats-Unis et au Japon, on a aussi assisté à une forte montée des dépenses publiques et à des « prélèvements » correspondants, mais un ou deux crans au-dessous. Dans ces deux pays, le poids des prélèvements obligatoires est resté inférieur à 30 %.

En ce qui concerne la singularité de la France, pays qui, par maints traits de son système fiscal, se rattache à l'Europe du Sud (principale source des recettes provenant des impôts indirects, faible taxation de l'alcool et du tabac, etc.), mais dont le taux de prélèvement se rapproche des hauts niveaux scandinaves ou néerlandais, un trait de son histoire récente mérite d'être souligné, surtout si l'on veut tirer du passé de possibles leçons pour l'avenir.

Les cinq points d'avance (si on peut appeler cet écart de ce nom) de pression fiscale par rapport au Royaume-Uni et à la RFA ne sont pas apparus au cours du dernier quart de siècle, pendant lequel le poids de l'Etat s'est à peu près alourdi dans la même proportion dans les trois plus grands pays de la Communauté. Leur origine remonte aux vingt premières années qui suivirent la fin de la guerre. Or cette période était celle où *« la philosophie égalitaire de la fiscalité »*, dont Maurice Allais a dénoncé les effets, régnait en maîtresse absolue.

PHILOSOPHIE égalitaire ne veut pas dire égalité. Tant le Prix Nobel de sciences économiques que Jean-Claude Casanova ont rappelé, chacun dans son registre et sans s'être donné le mot, que, dans son article 13, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen fait sien le principe de la proportionnalité de l'impôt. La *« contribution commune (...) doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés »*. *« En raison de »* : cette expression signifie « en proportion », et pas autre chose.

Mais, au nom de la *« lutte contre les inégalités »* dont l'actuel président de la République veut tenir haut le flambeau, on en a pris beaucoup à son aise avec la façon dont les auteurs du célèbre texte entendaient assurer l'égalité des citoyens devant l'impôt. Avec l'impôt progressif sur le revenu, institué, selon les pays, entre 1910 et 1920, on a trouvé le moyen de faire payer la contribution commune par une minorité au profit de la majorité, comme le rappelait Jean-Claude Casanova.

La France, où 5 % des contribuables acquittent à eux seuls la moitié du produit total des impôts directs, est devenue le champion de la progressivité, laquelle, même du strict point de vue de la justice distributive, ne va sans créer des effets pervers. C'est ainsi, comme l'a dit Maurice Allais, qu'en tarissant l'épargne familiale à sa source on favorise la fortune acquise au détriment de la constitution de nouveaux patrimoines. Ajoutons que, pour essayer de corriger cette conséquence, on est amené à porter les droits de succession à des niveaux de spoliation pure et simple.

De même, l'impôt de solidarité sur la fortune, au lieu de viser à mieux atteindre (sans préoccupation *a priori* de « redistribution ») la faculté contributive de chacun, est conçu comme un instrument de lutte contre les inégalités. Mais comme on en exempte les biens professionnels et les œuvres d'art, il arrive (exemple cité par Maurice Allais) que *« l'impôt frappe des contribuables dont la fortune peut être dix ou vingt fois plus faible que celle de certains contribuables totalement exonérés »*. Gageons que le ministère des finances ne commandera pas d'études statistiques sur le sujet !

Le ministre britannique du budget, M. Peter Lilley, a fait remarquer qu'une des anomalies créées par la progressivité en Grande-Bretagne était, avant les réformes introduites par Mme Thatcher, le nombre très élevé — onze — des tranches du barème de l'impôt sur les revenus. Il y en a toujours treize en France, Edouard Balladur n'ayant eu le temps que d'en supprimer une !

DANS beaucoup de pays, à commencer par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, mais aussi l'Allemagne, la Suède (gouvernée par des socialistes), les Pays-Bas, on se rapproche du vieux système de la proportionnalité, rebaptisé « neutralité de l'imposition du revenu ». La France est-elle à contre-courant ? Les termes économiques du débat, il revenait à Maurice Allais de les définir : *« Ce qui caractérise fondamentalement la politique française, c'est la contradiction éclatante entre, d'une part, la reconnaissance de la supériorité de l'économie de marché sur tout système alternatif et, d'autre part, toutes les mesures prises en vue de s'opposer à la mise en œuvre des principes essentiels qu'implique son fonctionnement, et tout particulièrement la détermination des revenus par les marchés. »*

On dira que les marchés ne se préoccupent guère de justice. Mais la supériorité d'un système de concurrence ne tient-elle pas précisément, et tout entière, dans cette vérité d'expérience : seuls les prix libres sont des prix rationnels ? Si l'économie planifiée a échoué, et ne pouvait qu'échouer, c'est parce que, par construction, elle refuse cette logique.

Qui osera prétendre qu'un système fiscal fondé sur la « neutralité » de l'impôt devant la hiérarchie des revenus issue du marché sera finalement plus injuste qu'un système « volontariste » ? Un système de ce dernier type appelle forcément toute une série d'exemptions « correctrices ». Leur effet est, ici, de maintenir des situations acquises (toujours remises en question par le libre jeu du marché) et, là, de frapper durement les contribuables que le fisc a le moins de difficultés à atteindre (le personnel d'encadrement) ou qui sont, politiquement, les moins bien placés pour se défendre.

ERRATUM. — Par suite d'un défaut de transmission, un long passage a été omis dans la précédente chronique intitulée « Pas de « fin de l'Histoire » pour la dette ». Après la sixième ligne du dernier paragraphe de la deuxième colonne, relative au « souci des banques les mieux pourvues en capital (...) de provisionner leurs créances sur les pays du tiers-monde », la phrase se continuait comme suit : *Non pas, tels de bons élèves obéissants, à hauteur du pourcentage de remise prévu à l'accord-cadre négocié au nom du plan Brady (35 % dans le cas du Mexique), mais à hauteur de la décote constatée sur le marché secondaire où sont traitées lesdites créances. Pour le Mexique, par exemple, cette décote officieuse est présentement de 57 % à 58 % contre 35 % seulement dans l'accord annoncé à grand son de trompe pour célébrer un premier résultat de la « stratégie renforcée ». L'objectif pour les banques créancières capables de se constituer d'amples provisions (qui amputent d'autant leurs bénéfices et donc leurs possibilités de distribution de dividendes) est : sortons-nous de cette affaire.*

C'est pourquoi l'accord-cadre avec les Philippines, qui ouvre plus largement que l'accord mexicain l'alternative « remise de la dette ou crédits nouveaux » (l'attrait des crédits nouveaux, car il y en a tout de même un, c'est évidemment les taux actuels d'intérêt élevés), est jugé mieux conçu et plus équilibré par un observateur aussi aigu que Paul Volcker. L'ambiguïté, à laquelle j'ai fait allusion, de l'ancienne « stratégie » dont l'ex-président de l'institut d'émission américain (« Système de réserve fédéral ») fut le principal architecte tenait tout entière à une apparente contradiction.

Le reste sans changement.

Notes de lecture

par Alfred SAUVY

BOUHOUT EL MELLOUKI RIFFI

La Politique française de coopération avec les Etats du Maghreb

Connaissant, de façon remarquable, les relations de la France avec le Maghreb, et particulièrement avec l'Algérie, ce professeur à l'université de Rabat a déjà écrit divers ouvrages sur le sujet. La description qu'il nous livre ici porte surtout sur l'Algérie et est parfois suffisamment sévère envers la France pour prendre une allure de réquisitoire, certes courtois, mais visant à obtenir des changements.

Deux sortes de problèmes, est-il loyalement annoncé : les ambiguïtés terminologiques et le caractère unilatéral de l'étude. Les scrupules portent sur le choix même des termes : *« politique »*, qui peut être mis à toutes les sauces, est ambigu. Quant à la *« stratégie »*, elle vise, à perpétuer la présence de la France au Maghreb. En fait le débat est ailleurs.

La première partie vise la politique initiale de coopération, notamment la protection des avantages acquis aux Français et à l'Etat, allant jusqu'à l'octroi d'un statut de faveur. En revanche, quelques droits spécieux sont accordés aux Algériens pour l'entrée en France. Une attention aurait dû être accordée ici à la valeur de l'homme tout fait qui quitte son pays. Cette valeur a été estimée à quatre années de travail ou de production.

Sérieusement critiquée, la sélection des talents, si largement pratiquée aussi par les Etats-Unis dans divers pays, sans être vraiment combattue. En dépit de l'amélioration de l'attitude de la France, en 1969, il reste beaucoup à faire. Quant aux contradictions intermaghrébines, elles ne sont pas contestées, mais le problème de l'unité du Maghreb n'est pas soulevé.

★ **Publisud à Paris et Toubkal à Casablanca. 22 cm. 313 p. 170 F.**

NIKOS ALEXANDRATOS (sous la direction de)

L'Agriculture mondiale : horizon 2000

Mangeront-ils ? Mangerons-nous ? Telle était la double question — plutôt le cri — posée à la fin de la guerre, d'où la délicate mission confiée à la FAO. Sont donnés ici les résultats de la conférence spéciale tenue à Rome en novembre 1987 sur la situation alimentaire dans le monde.

Dès l'avant-propos le directeur général Edouard Saouma donne le ton et formule le diagnostic, en suggérant un remède de facilité, contestable et contesté : le relèvement des prix agricoles. Plus solide, heureusement, le fond de l'ouvrage. Le nombre de bouches à nourrir en l'an 2000 sera moins élevé qu'on ne le pensait (disons qu'on ne le craignait).

La consommation alimentaire par personne et par jour, dans les pays en développement, est passée de 2 320 calories, vers 1980, à 2420, en 1983-1985, dernier chiffre connu. Ces moyennes sournoises recouvrent, cependant, d'intenses misères : le nombre de personnes gravement sous-alimentées est estimé entre 350 et 520 millions. La productivité du travail aurait augmenté de moitié (chiffre contestable), mais, trop souvent, priorité est accordée à l'industrie. Justice est rendue à la « révolution verte », si attaquée en son temps.

Un système de secours rapides a été construit pour les cas d'alerte. Dans les pays industriels les produits agricoles sont maintenus à des prix très élevés et protégés par des subventions à l'exportation.

Prudence extrême dans le pronostic : paradoxalement, le nombre des mal-nourris pourrait augmenter de 512 à 628 millions, du fait de l'inégalité sociale, dans chaque pays. Quelques vues sur les forêts, sur les pêches, sur l'écologie, mais non sur les engrais.

Le texte français souffre quelque peu d'une traduction rapide.

★ **Economica. Paris 1989. 24 cm. 399 p. 195 F.**

ALAIN ERIC GIORDAN

Exporter plus 2. Comment accueillir l'expansion de vos marchés extérieurs

C'est aux entreprises elles-mêmes que s'adresse cet expert du commerce international, auteur de plusieurs ouvrages et responsable, en 1987, de la campagne Dynamique export. Si le fond (il s'agit, en somme d'une reprise d'*Exporter plus*) ne prête pas à contestation, si la nécessité de telles stimulations peut être considérée comme permanente, il faut déplorer la forme parfois insuffisamment claire et si surchargée sans nécessité de termes anglais.

Il y a, en somme, contradiction entre le souci, combien légitime, d'exporter des produits français et l'importation, disons l'introduction, non seulement de mots, mais d'expressions étrangères. Comble d'infortune, l'orthographe elle-même est parfois malmenée. Le sens général se ressent de cet état d'esprit, par exemple quand il est question de *« ressources humaines pour l'exportation »*. Rassurons-nous : aucune vente d'esclaves n'est proposée.

Un texte rédigé de cette façon risquerait fort d'entraîner l'échec au baccalauréat. C'est en vain que le Conseil supérieur de la langue française a procédé à un travail remarquable et qu'une liste de sept cents mots ou expressions en français a été publiée, avec leur correspondance en langue anglaise. La pièce est écrite, mais les acteurs sont parfois défaillants.

★ **Economica. Paris 1989. 24 cm. 574 pages. 200 F.**

PHILIPPE J. BERNARD

Histoire du développement économique

Qui donc présentait les polytechniciens comme ne justifiant leur nom qu'en exceptant l'économie ? Après le succès retentissant de M. Maurice Allais, nous voici placés non devant une doctrine impérative, mais devant des réflexions suggérées par la découverte, quelque peu gênante, de l'attardement, dit sous-développement. Et du coup l'ancien pensionnaire de la rue Sainte-Geneviève justifie le préfixe *poly* si contesté.

Expérience maîtresse : à l'encontre de tant d'économistes, P.-J. Bernard n'oublie pas le facteur population. N'attachons, en revanche, qu'une attention indulgente à l'explication de la grande crise par l'excès d'épargne dénoncé par J. M. Keynes, grand renverseur, mais principal responsable, selon nous, de nos deux millions de chômeurs actuels.

A propos des « trente glorieuses », sous-estimation peut-être du rôle de Jean Monnet.

Nous voici à l'Est et auprès même de Gorbatchev : curieuse occasion de rappeler la loi de Zaubermann, sur la relation inverse entre la qualité des économistes et l'efficacité de l'économie ; occasion aussi de nous aventurer dans les... contrariétés de l'économie polonaise.

Tout est à lire et à méditer ici : c'est seulement sur la couverture que le lecteur trouvera, si l'on peut dire, une lacune : des ellipses, mais aucune hyperbole !

★ **Editions Marketing. Paris 1989. 26 cm. 130 F.**

JEAN-PASCAL DELAMURAZ

La Suisse et l'Europe

BENEDICT DE TSCHARNER

Quelle Europe, quelle Suisse ?

Pourquoi le pays où il est le plus question de l'Europe n'a-t-il pas signé l'accord de Bruxelles ? Parce que, presque encerclé, il redoute que le commerce se fasse tout autour de lui, à son détriment ? Il y a bien plus.

Le premier de ces opuscules est le texte du discours prononcé par le président de la Confédération, J.-P. Delamuraz, à Strasbourg, le 15 février dernier, sans susciter, dans la presse, un commentaire suffisant. *« Trop légèrement présentée comme une Suisse de chocolat, d'Alpes sublimes, de banques et de secrets bancaires, trayant vache, selon Victor Hugo, et vivant en paix. »* Et il ajoute un mot, bien naïf, de Gide : *« Tout Suisse porte en lui son glacier. »*

La grande majorité des Français ignorent ou sous-estiment l'industrie de la Suisse, si avancée cependant qu'elle reçoit un nombre important de travailleurs migrants français journaliers. Présente au Conseil de l'Europe et à l'Association européenne de libre-échange, la Suisse refuse l'isolement. Et l'auteur ajoute sans humour : *« Les Suisses veulent continuer à construire l'Europe avec vous, ensemble ! »*

L'ambiguïté de cette conclusion se retrouve dans la brochure inédite de Benedict de Tscharner. Tout en rappelant l'institution, typiquement suisse, du référendum sans la proposer explicitement, il pose cette question : *« Le retour au Saint-Empire signifie-t-il, à la fois, l'apothéose et la fin de la Suisse ? Nous y reviendrons. »* Cette dernière phrase donne vraiment le dernier mot.

★ **Ces deux brochures sont éditées par la Fondation Jean-Monnet pour l'Europe. Centre de recherches européennes. Lausanne 1989. 24 cm. 17 et 45 pages. 19 F et 12 F.**

JEAN-PIERRE ORFEUIL et DIVERS

Un milliard de déplacements par semaine. La mobilité des Français

L'avant-propos de présentation de Roger Marche, directeur du département d'économie et de sociologie des transports, est suivi de trois parties, dans l'ordre logique : les faits, les méfaits, les remèdes. Il y a, en fait, cinq parties.

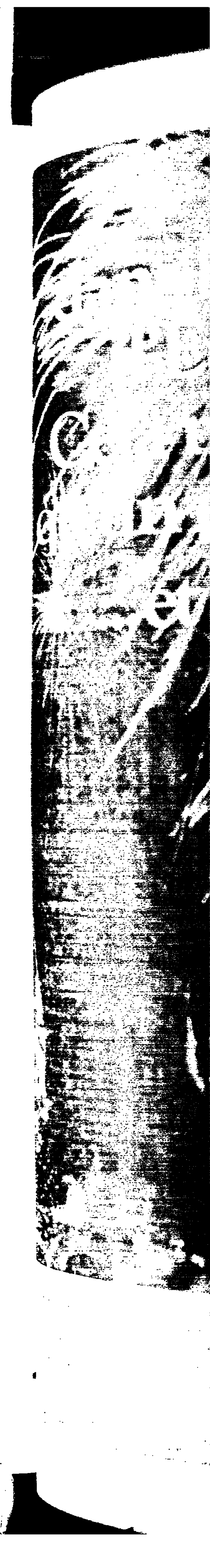
La première est consacrée à l'automobile. En dépit de la prétendue crise, ce secteur a encore progressé depuis 1970 et 1980, à l'exception de celui des deux roues. Etude minutieuse des ménages et de leur équipement, selon la catégorie sociale et les besoins. Fortes disparités entre individus, mais réduction des inégalités sociales.

La deuxième partie porte sur les déplacements usuels, tant dans les transports collectifs urbains que dans les déplacements domicile-travail, en fin de semaine. La description prime largement l'étude critique : pas d'évaluation du coût de l'encombrement, mais recommandation facile *« d'adapter la ville à l'automobile »*.

Et, de même, pas de critique ou d'étude théorique des agglomérations professionnelles et des cités d'habitation. Il est cependant précisé que 71 % des actifs sont des *« captifs de l'automobile »*. Même souci, purement descriptif, pour les déplacements de longue distance et notamment les départs en vacances.

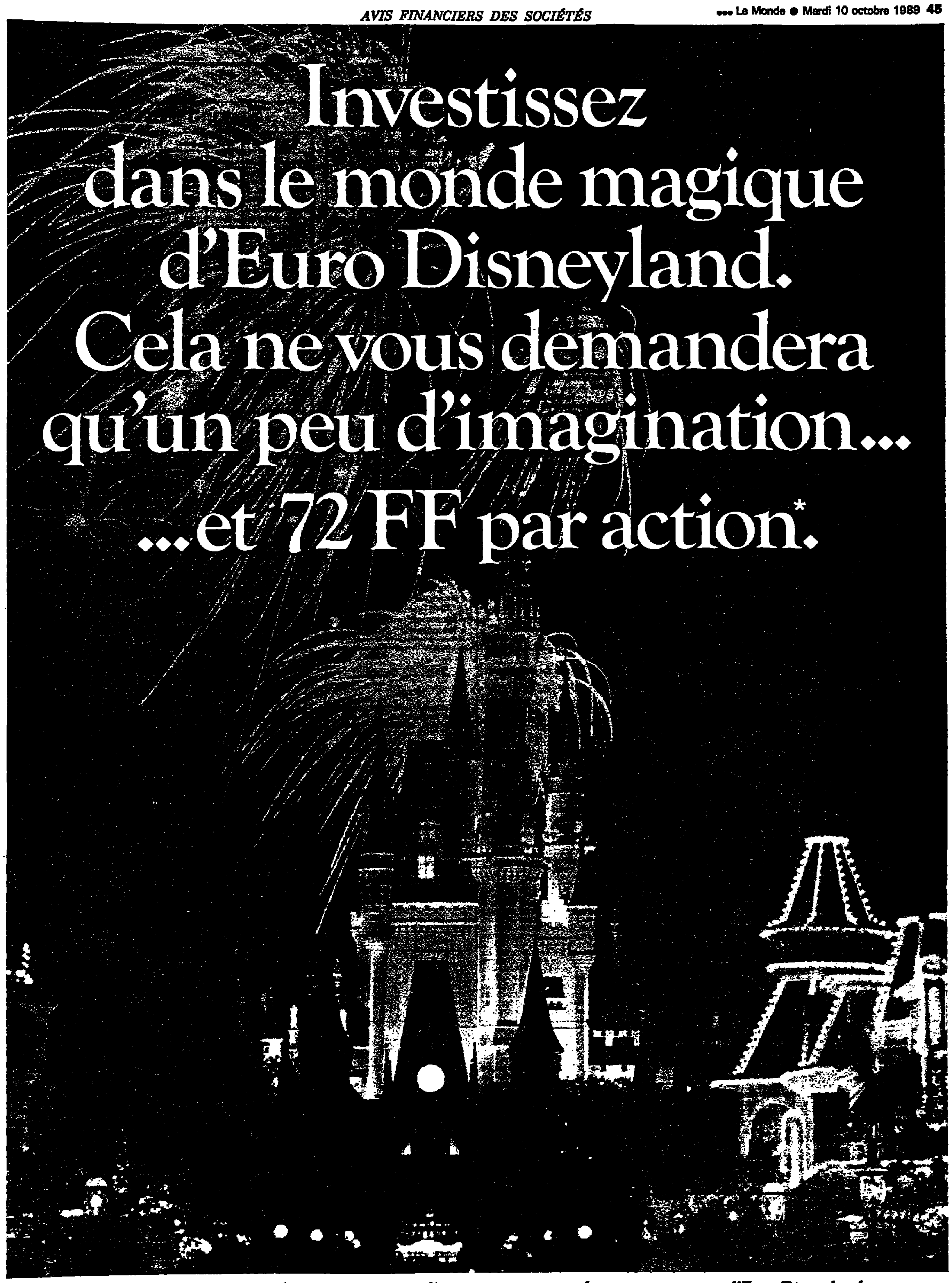
C'est sur les effets négatifs (insécurité, nuisances) que porte la quatrième partie, sans l'étude redoutable de l'optimation, dans la répartition des transports (fer, route, air, eau). Vient enfin *« le souci de l'avenir »*, avec reprise, bien classique, du passé et d'intéressantes vues sur les individus avec allusion, trop discrète, au vieillissement de la population, suivi de la présentation des dix-sept auteurs, en grande majorité ingénieurs.

★ **La Documentation française. Paris, 1989. 24 cm. 293 pages. 115 F.**



[illegible]

هكذا من الأصل



Aujourd'hui vous pouvez devenir actionnaire d'un royaume. Un royaume de joie, de rires, de découvertes, d'aventures. Un royaume d'émerveillement. Un royaume bâti près de Paris, en 1992, en plein cœur de l'Europe, au milieu de plus de 330 millions d'habitants. Aujourd'hui, vous pouvez devenir actionnaire d'Euro Disneyland.

Consultez votre banquier ou votre société de bourse (ex agent de change). Il vous confirmera qu'il ne s'agit pas d'un conte de fées. Du 9 au 20 octobre, Offre Publique de Vente d'actions Euro Disneyland.

Euro Disneyland S.C.A.

MINITEL : 3614 CODE EURODISNEY. Note d'information visée par la COB disponible auprès des intermédiaires financiers.
* Minimum d'investissement 10 actions.
© 1989 Disney. Notice légale publiée au Balo du 9 octobre 1989.

MARCHÉS FINANCIERS

Coté à la Bourse de Stuttgart avec IBM et Honda

Un soyeux ardéchois au pays de Mercedes

M. Jean-Michel Girodet, le jeune patron des tissages de soieries artificielles portant son nom, a le goût du risque. Sa société ardéchoise est entrée en Bourse, à Lyon, juste après le krach boursier de 1987. Moins de deux ans plus tard, elle vient d'obtenir, par surcroît, son premier cours sur le marché libre de la Bourse de Stuttgart, devenant ainsi la première entreprise lyonnaise cotée « en double » avec une place étrangère (1).

STUTTGART

de notre envoyé spécial

Sur le marché financier allemand, elle se trouve en bonne compagnie : M. Klaus liedje, président du « Freiverkehr » à la Bourse du Bade-Wurtemberg, rappelle fièrement que ce compartiment de la cote, moins reglementé que le marché officiel, compte parmi ses soixante pensionnaires étrangères des valeurs comme IBM, Mitsubishi, Honda et Nissan, Texas instruments ou Unisys.

Un voisinage aussi prestigieux a fait accepter aisément à Girodet la légère décote subie, le 2 octobre, par rapport au cours de clôture inscrit à Lyon (2). Durant cette première séance, les échanges ont porté sur 9060 titres, soit 1,6 % du capital de l'entreprise, indique la société de Bourse de M. Vincent Brac de la Perrière, spécialiste lyonnais.

Dans la cité mère de Mercedes-Benz, Girodet fait figure de petit Poucet. Son effectif comprend à peine soixante-dix personnes. En s'inscrivant à la cote, dans un compartiment qui doit connaître 2 milliards de deutschemarks de transactions cette année, elle a conquis d'un seul coup une notoriété excédant largement ses dimensions économiques.

L'appui d'un expert

Là était bien l'objectif pour M. Louis Thannberger, dirigeant de l'entreprise d'ingénierie financière Lyon finance et industrie (LFI), qui a bénéficié de l'appui d'un expert en communication, M. Uto Baader. Ancien *speaker* d'une station de radio, ce dernier est devenu à Stuttgart le principal artisan des entrées en Bourse d'entreprises étrangères. La presse ouest-allemande a paru déchaînée à propos des soieries ardéchoises, certes, mais aussi de M. Thannberger, rebaptisé *Louis au Lyon*, après avoir tiré le meilleur parti – linguistique – de ses origines alsaciennes.

La société Girodet avait accueilli, voici quelques jours, un charter de visiteurs ouest-allemands, afin de leur faire découvrir son usine *high-tech* et son nouvel atelier de teinture, installés aux confins des départements de l'Ardèche et de la Loire. Au retour, le recueil des commentaires ressemblait à un feu d'artifice. Le directeur de l'éxportation de Girodet, M^me Edda Kuehne, attend bien que cette bonne renommée lui vaille ceinture dorée, dans son pays d'origine. Les tissages ardéchois réalisent déjà la moitié de leur chiffre d'affaires à l'étranger.

« Montrer patte blanche »

« Nous avons déjà fait notre chemin dans la publicité, déclare M^me Kuehne, payée pour savoir qu'il faut, dans ce pays, *« montrer patte blanche trois fois avant d'obtenir la confiance »*. Ce climat est pourtant nécessaire, dans l'industrie de la haute nouveauté, entre le fournisseur et le client. Ce dernier doit être certain qu'il pourra recevoir sa livraison en quelques jours et bénéficier, sur demande, d'une exclusivité du dessin.

Le ministre de l'économie de Bade-Wurtemberg, M. Hermann Schaufler, a souhaité voir la Bourse de Stuttgart multiplier de telles expériences, soucieux que son *Land* représente, un jour prochain, une puissance financière à la mesure de son industrie et de ses exportations. Stuttgart veut s'affranchir d'une tutelle de Francfort, comme la première place de la province française a affirmé son identité depuis 1983.

Lyon prépare pour la mi-octobre un grand colloque sur l'avenir des marchés de valeurs moyennes. En inscrivant Girodet à Stuttgart, M. Thannberger a simplement pris les devants... Il a le projet de convaincre bientôt le négociant de vins Henri Maire d'emprunter bientôt la même route.

G. B.

(1) Un emprunt de la région Rhône-Alpes, émis en 1987 et libellé en écus, est également coté (en double) à Lyon et Luxembourg.

(2) Lundi 8 octobre, les tissages de soieries Girodet ont été cotées 93,50 deutschemarks au fixing de la Bourse de Stuttgart, soit un cours voisin de 317 FF. En cloture de la séance en continu de Lyon, le même jour, le titre atteignait 380 F. L'action Girodet fera l'objet d'une compensation entre la société française de conservation des valeurs mobilières (SICOVAM) et son homologue ouest-allemande.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ASTORG

COMPAGNIE D'INVESTISSEMENTS

Au cours du premier semestre 1989, ASTORG a investi 104 millions de francs, dont l'essentiel correspond à onze participations nouvelles et à l'accroissement de six participations existantes. Les cessions se sont élevées à 49 millions de francs et ont apporté 21 millions de francs de plus-values.

Le résultat net du premier semestre 1989 ressort à 35,4 millions de francs contre 19,7 millions de francs pour la même période de 1988.

Au 30 juin 1989, le portefeuille de titres immobilisés comprenait 57 valeurs, et la trésorerie s'élevait à 400 millions de francs. L'estimation de l'actif net réévalué au 30 juin 1989 ressort à 1,25 milliard de francs, soit 381 francs par action, avant déduction de l'impôt sur les plus-values latentes.

Les résultats acquis au premier semestre et les négociations de cessions en cours permettent de penser que, sauf perturbations économiques ou boursières avant la fin de 1989, le résultat de l'exercice 1989 devrait être supérieur à 75 millions de francs.

Les Conseils d' Administration des SICAV obligataires
- SECURI-TAUX (court terme régulière)
- STRATEGIE RENDEMENT (diversifiée long terme)
du Groupe Legal & General (France) et Compagnie Eurofinancière ont décidé de capitaliser leurs revenus dans les conditions prévues par la nouvelle législation.

Sous réserve de l'approbation des Assemblées Générales Extraordinaires respectives, ces mesures s'appliqueront pour la première fois à l'exercice clos le 29 septembre 1989.

Legal & General

"Investir et gagner...en sécurité"

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1988

	29 sept.	6 oct.
Valeurs franç. à rev. variable	128,8	127,8
Valeurs industrielles	127,1	126,3
Valeurs étrangères	117,5	118,1
Pétroles-Energie	142,9	140,2
Chimie	117,7	118,5
Métallurgie, mécanique	140,2	139,2
Electricité, électronique	117,7	118,8
Bâtiment et matériaux	127,1	122
Ind. de consommat. non alim.	121,1	118,4
Agro-alimentaire	138,4	131
Distribution	148,1	148,8
Transports, loisirs, services	141,4	139,1
Assurances	208,2	209,4
Crédit banque	115,3	115,3
Sicomi	104	103,9
Immobilier et foncier	117,8	118,7
Investissement et portefeuille	128,3	128,5
Base 100 : 31 décembre 1988		
Valeurs franç. à revenu fixe	97,9	97,5
Emprunts d'Etat	98,2	98
Emprunts garantis et assimilés	97,7	97,2
Sociétés	97,8	97,3
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	4 572,4	4 528,8
Valeurs étrangères	4 657,7	4 681,5
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	660	653,8
Valeurs étrangères	622,3	626,4
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. fr. à rev. fixe	119,2	118,7
Emprunt d'Etat	119,5	118,3
Emprunts garantis et assimilés	118,9	118,3
Sociétés	119	118,7

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

	29 sept.	6 oct.
Indice général	557,3	555,1
Produits de base	377,2	371,7
Construction	606,1	601
Biens d'équipement	380,4	378,8
Biens de consom. durables	662	658,2
Biens de consom. non durables	654,8	648,4
Biens de consom. alimentaires	824,2	827,4
Services	830,5	827,5
Sociétés financières	708,3	705,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	578,1	571,8
Valeurs industrielles	532	528,2

BOURSES RÉGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

	29 sept.	6 oct.
Indice général	404	408,1

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	28 septembre 1989
Total actif	678 530
dont	
Or	200 414
Disponibilités à vue à l'étranger	87 753
ECU	65 728
Avances au Fonds de stabilisation des changes	16 817
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	66 428
Concours au Trésor public	28 870
Titres d'Etat (bons et obligations)	24 005
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	310
Effets privés	135 789
Effets en cours de recouvrement	19 735
Total passif	678 530
dont	
Billets en circulation	238 966
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	69 805
Compte courant du Trésor public	13 953
Reprises de liquidités	20 038
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes – Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 931
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	66 077
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	230 678

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres .... 8,75 %
- Taux des pensions à 5 à 10 jours .... 9,50 %
- Taux d'escompte .... 9,50 %
- Taux des avances sur titres .. 10,50 %

La Belgique complète son arsenal anti-raiders

Le gouvernement belge a adopté, vendredi 6 octobre, un arrêté royal réglementant les OPA en Bourse, afin d'éviter la répétition de spéculations analogues à celles qui avaient accompagné, en 1988, la bataille belgo-franco-italienne pour le contrôle de la Société générale de Belgique. Le nouvel arrêté royal interdira, en effet, les OPA partielles à caractère spéculatif, en imposant aux raiders de lancer leurs offres d'achat sur la totalité du capital des sociétés convoitées. L'initiateur de l'OPA devra disposer, en totalité, des capitaux nécessaires à l'opération, soit en compte dans une banque, soit sous la forme d'un crédit irrévocable et inconditionnel ouvert en sa faveur. Cette disposition vise à empêcher les prises de contrôle financées sur les actifs de la société visée par l'OPA. L'arrêté royal précise, en outre, que pour être admise, l'OPA devra être assortie de conditions telles qu'elle ait une chance de réussir. En revanche, sauf exception, il interdira à la société convoitée de se défendre en augmentant son propre capital, afin de réduire l'importance relative de la participation visée par le raider. La société objet de l'OPA ne pourra recourir à ce type de défense que lorsqu'elle y aura été préalablement *habilitée par une assemblée générale.* Elle ne pourra recourir dans ce cas qu'à 10 % du capital autorisé et pour une période maximale de trois ans.

TOKYO, 9 oct. ↑

Reprise

Passablement douchée la semaine écoulée, la Bourse de Tokyo s'est redressée lundi. Amorcé dès l'ouverture matinale, le mouvement s'est prolongé une bonne partie de la journée. A la clôture, l'indice Nikkei enregistrait un gain de 167 points, dont les trois quarts avaient été acquis durant la première partie de la séance, et s'établissait à 35 376,35. Une grande partie de la perte essuyée à la veille du week-end (313,64 points) a été ainsi effacée. Pour l'essentiel, ce raffermissement a revêtu un caractère technique. Il a eu d'autant plus d'ampleur que la journée de mardi sera fériée au Japon, de nombreux opérateurs s'efforçant de reprendre des positions pour ne pas rater un éventuel train de reprise, si d'aventure le mouvement amorcé lundi se poursuivait. La demande a été particulièrement vive sur les valeurs « vedette ». Les investisseurs se sont néanmoins détournés des titres sensibles au relèvement des taux d'intérêt.

VALEURS	Cours du 6 oct.	Cours du 9 oct.
Akaï	783	782
Bridgestone	1 820	1 800
Canon	1 850	1 960
Fuji Bank	3 410	3 390
Honda Motors	1 870	1 900
Matsushita Electric	2 280	2 400
Mitsubishi Heavy	1 060	1 030
Sony Corp.	8 610	9 380
Toyota Motors	2 440	2 610

FAITS ET RÉSULTATS

□ **La première caisse d'épargne espagnole prend le contrôle de Socrédit.** – La Caja de Pensiones, première caisse d'épargne espagnole, a pris le contrôle de Socrédit, composé de la Société de crédit et de la Banque de Monaco, établissement monégasque fondé en 1953, au capital de 120 millions de francs, et de sa filiale parisienne. Cette acquisition s'inscrit dans la politique de développement international de la Caixa de Pensiones dans l'optique du grand marché européen. Cette caisse, présidée par M. Juan-Antonio Samaranch (également président du Comité international olympique), classée au troisième rang des caisses d'épargne européennes, a déjà pris le contrôle de la Caisse générale de l'immobilier et du bâtiment (CGIB).

□ **Accor : + 40 % de bénéfice net au premier semestre.** – Le chiffre d'affaires du groupe hôtelier français Accor a atteint 7,176 milliards de francs au premier semestre, soit 12,9 % de plus qu'au premier semestre 1988. Le résultat net s'est élevé à 220,6 millions de francs, soit 40,2 % de plus qu'au premier semestre 1988. Selon le groupe, la progression est due en particulier *« aux bonnes performances de l'hôtellerie en Europe »* ainsi qu'à la reprise en Polynésie, au Moyen-Orient et en Afrique, *« à la croissance des résultats de la restauration publique en France et en Espagne, notamment sur les autoroutes et dans les centres commerciaux, à la progression de 22 % en un an du nombre d'utilisateurs de titres de service ».*

□ **Pirelli : prochaine augmentation de capital.** – Le conseil d'administration de la Société internationale Pirelli (SIP) à Bâle a décidé de soumettre à l'assemblée générale du 2 novembre prochain un projet d'augmentation de capital. Cette opération permettra aux actionnaires et aux détenteurs de bons de participation d'acquérir une nouvelle action pour six actions détenues à un prix unitaire de 310 francs suisses (près de 1 240 F) l'action, chacune avec bon de jouissance au 1er juillet 1989. Chaque action nouvelle émise comprendra une option : six options donneront droit à la souscription d'une action ultérieure au prix de 380 francs suisses, ce droit pouvant être exercé jusqu'au 31 décembre 1990. Le nouveau capital ainsi recueilli est destiné en premier lieu à la souscription de l'augmentation du capital annoncée par Pirelli SPA, société basée à Milan, pour la quote-part revenant à la Société internationale Pirelli SA tout en permettant de maintenir un niveau élevé de disponibilités liquides. Le conseil d'administration a constaté que la souscription à l'opération proposée par Pirelli SPA, vu les conditions favorables d'émission, devra améliorer le rendement d'ensemble du portefeuille de participations de la Société internationale Pirelli SA et remarque que les perspectives sont encourageantes. Société internationale Pirelli à Bâle regroupe les actifs financiers du groupe de pneumatiques italien Pirelli. Son bénéfice pour le bilan 1988-1989 (clos le 30 juin dernier) a été de 68,5 millions de francs suisses, soit une progression de 36 % sur l'exercice précédent.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	408	Loca Investissement	....	280
Asystel	....	200	Locamic	....	151
B.A.C.	....	300	Matraforg. Mielles	....	280
B. Demachy & Assoc.	....	600	Métroservice	....	186
Banque Tarneaud	186	187 90	Métroservice (bons)	14 60	17 20
B.I.C.M.	....	840	Molex	230	231
Boiron	....	430	Navale-Delmas	....	1240
Boisset (Lyon)	....	305	Olivetti-Logabax	245	240
Câbles de Lyon	....	2547	Om. Gest.Fin.	....	490
Calberson	....	870	Pinault	....	605
Cardif	....	880	P.F.A. S.A.	....	887
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	771	Presbourg (Cie & Fin)	....	....
C.A.T.C.	....	....	Présence Assurance	....	790
C.D.M.E.	....	1880	Publicat. Filipacchi	....	871
C. Equip. Elect.	....	420	Razel	....	770
C.E.G.E.P.	....	290	Rémy & Associés	....	346 30
C.E.P.-Communication	....	580	Rhône-Alpes Écu (Ly.)	....	316
Ciments d'Origny	....	790	St-Honoré Matignon	....	258
C.N.I.M.	....	690	S.C.G.P.M.	....	850
Codetour	....	281 10	Sagis	325	330
Conforama	....	1205	Sélection Inv. (Lyon)	....	....
Creeks	....	439	S.E.P.	....	520
Dalais	....	171 60	Seribo	....	520
Dauphin	....	625	S.M.T.Goupil	....	339
Devanlay	....	1220	Sodiforg	....	672
Deville	....	581	Sopra	....	280
Dolisos	....	200	Thermador Hold. (Lyon)	....	301
Editions Belfond	....	145 80 d	TF 1	....	384
Elysées Investissem.	....	16 60	Unilog	....	186
Finacor	....	235	Union Financ. de Fr.	....	570
Gautier	....	570	Viel et Cie	....	230
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	330	Yves Saint-Laurent	....	1054
Guintoli	....	1025			
I.C.C.	....	....			
Idia	....	294			
Idianova	....	147			
IM2	....	301			
Int. Metal Service	....	1100			
La gd livre du mois	....	386 20			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 6 octobre 1989

Nombre de contrats : 23 135.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Accor	840	52	–	26	–
CGE	480	–	–	7	10,10
Elf-Aquitaine	520	27,50	–	–	–
Eurotunnel SA-PLC	60	8	12	5,40	8
Lafarge-Coppée	1 550	–	–	6,05	13,50
Michelin	200	7,20	12,60	12	–
Midi	1 400	200	–	13	20
Paribas	520	28,10	39,50	11,50	–
Peugeot	925	55	85	42	–
Saint-Gobain	680	34	–	14	–
Société générale	52	30	–	–	–
Thomson-CSF	180	12	18	10,40	–
Source Perrier	1 600	440	–	7,50	–
Suez Financière	440	5	13,50	–	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 6 octobre 1989

Nombre de contrats : 108 679.

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 89	ÉCHÉANCES Mars 90	ÉCHÉANCES Juin 90
Dernier	107,18	107,16	106,90
Précédent	106,36	106,28	106,14

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 89	OPTIONS D'ACHAT Mars 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 89	OPTIONS DE VENTE Mars 90
108	0,36	0,80	1,30	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,40 =

Le dollar était stable le lundi 9 octobre, après les remous provoqués par la hausse des taux d'intérêt européens, en fin de semaine dernière. La Banque du Japon est de nouveau intervenue pour empêcher la devise américaine de progresser. A Paris, le dollar s'échangeait à 6,40 F, le même niveau que celui de la cotation officielle de vendredi.

FRANCFORT	6 oct.	9 oct.
Dollar (en DM)	1,8935	1,8860
TOKYO	**6 oct.**	**9 oct.**
Dollar (en yens)	142,01	142,23

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (9 oct.) .... 9 1/2-9 5/8 %

New-York (6 oct.) .. 8 13/16-8 7/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)

	5 oct.	6 oct.
Valeurs françaises	128,8	
Valeurs étrangères	117	
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	550,6	555
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 918,41	1 942,42
(OMF, base 100 : 31-12-81)		
Indice OMF 50	528,89	535,59

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

Industrielles ..... 2 771,2 — 2 785,52

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

Industrielles	1 866,2	1 857,8
Mines d'or	209,2	206
Fonds d'Etat	84,14	84,61

TOKYO

	6 oct.	9 oct.
Nikkei Dow Jones	35 209,35	35 376,35
Indice général	2 659,38	2 673,56

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	6,4000	6,5000	+ 47	+ 62	+ 110	+ 135	+ 330	+ 410
$ can.	5,4422	5,5319	– 117	– 88	– 206	– 167	– 580	– 482
Yen (100)	4,4897	4,5630	+ 150	+ 182	+ 296	+ 337	+ 792	+ 942
DM	3,3898	3,4441	+ 46	+ 64	+ 103	+ 126	+ 291	+ 354
Florin	3,0012	3,0495	+ 39	+ 56	+ 87	+ 111	+ 247	+ 308
FB (100)	16,1209	16,3830	+ 112	+ 156	+ 257	+ 336	+ 782	+ 1012
FS	3,8822	3,9514	+ 66	+ 83	+ 140	+ 164	+ 377	+ 448
L (1 000)	4,6943	4,7101	– 98	– 68	– 193	– 123	– 540	– 455
£	10,1952	10,3610	– 489	– 441	– 863	– 881	– 2466	– 2323

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 11/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 11/16	8 13/16
DM	7 13/16	8 1/16	7 13/16	7 15/16	7 13/16	7 15/16	7 13/16	7 15/16
Florin	8 1/16	8 5/16	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16	7 15/16	8 1/16
F.B. (100)	9 1/8	9 5/8	9 3/16	9 1/2	9 1/4	9 9/16	9 3/16	9 1/2
F.S.	7 1/8	7 3/8	7 7/16	7 9/16	7 1/2	7 5/8	7 9/16	7 11/16
L (1 000)	11	12	11 7/8	12 3/8	12	12 3/8	12 1/4	12 5/8
£	14 3/4	15	14 7/8	15	14 7/8	15	14 3/4	14 7/8
F franç.	9 1/2	9 3/4	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 6 OCTOBRE

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel

Compen-sation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
3775	C.N.E. 3% ★	3710	3700	3710	....
1071	B.N.P. T.P.	1065	1070	1070	+ 0 47
1205	C.C.F. T.P.	1221	1221	1222	+ 0 08
1168	Créd. Lyon. T.P.	1170	1175	1175	+ 0 43
1820	Renault T.P.	1850	1890	1850	....
2080	Rhône-Poul. TP	2150	2100	2110	− 1 86
1284	St-Gobain T.P.	1265	1295	1295	+ 2 37
1269	Thomson T.P.	1260	1260	1260	....
855	Accor	940	955	968	+ 3 45
670	Air Liquide	668	680	675	+ 1 05
2130	Ala. Superm.	2350	2350	2350	....
550	A.L.S.P.I. ★	580	572	590	+ 1 72
3150	Arjom. Prioux ★	3070	3090	3079	+ 0 29
680	Avenclub-Rey ★	651	674	651	....
1090	Aux. Entrepr. ★	1089	1095	1098	+ 0 83
635	Av. Dassault ★	660	670	656	− 0 61
430	BAFIP ★	363	370	364	+ 0 28
385	Bail-Equipem. ★	388 50	387	390	+ 0 39
955	Bail Investiss. ★	975	979	970	− 0 51
420	B.N.P. C.I. ★	435	432 50	435	....
....	Bolloré Tech.	1020	1020	1009	− 1 08
630	Cie Bancaire ★	624	619	638	+ 2 24
710	Bazar H.-V. ★	791	811	830	+ 4 93
705	Béghin-Say ★	688	689	708	+ 2 91
1200	Berger (Mie)	1585	1640	1649	+ 4 04
760	Bic ★	804	800	800	− 0 50
850	B.I.P. ★	903	901	911	+ 0 89
710	B.I.S. ★	694	695	700	+ 0 86
3950	Bongrain S.A. ★	3329	3305	3350	+ 0 63
1000	Bon-Marché ★	1062	1065	1073	+ 1 04
745	Bouygues ★	770	772	769	− 0 13
143	B.P. France ★	142	141	138	− 2 82
745	B.S.N. ★	740	742	759	+ 2 57
740	Canal Plus ★	780	776	770	− 1 28
2590	Cap Gem. S. ★	2560	2500	2559	− 0 04
3500	Carrefour ★	3601	3609	3605	+ 0 11
230	Casino ★	218 70	223	222 90	+ 1 92
143	Casino A.D.P. ★	141 50	140 10	142	+ 0 35
995	Castorama D.I.	1182	1170	1180	− 0 17
131	C.C.M.C.	130	129	128	− 1 54
920	C.E.G.I.D.	885	885	881	− 0 45
255	Cetelem	250	250 10	250 10	+ 0 04
700	Chargeurs ★	670	668	671	+ 0 15
460	Cerus ★	466	468 60	471 90	+ 1 27
645	C.F.A.O. ★	652	645	650	− 0 31
495	C.G.E.	498 40	498 50	501	+ 0 52
1720	C.G.I. Informat.	1762	1760	1850	+ 4 99
1680	C.G.I.P. ★	1636	1637	1646	+ 0 61
740	C.G.P.	799	792	799	....
1230	Chargeurs S.A. ★	1180	1185	1190	+ 0 85
895	Cica	873	890	890	+ 1 95
1780	Ciments franç. ★	1799	1775	1800	+ 0 06
656	Club Méditerr. ★	653	648	646	− 1 07
785	C.M.B. Packag.	245 20	246	245	− 0 08
181	Codetel ★	176 10	176	187	+ 6 19
365	Cofimeg ★	370	377 90	380	+ 2 70
1050	Colas ★	1050	1050	1050	....
230	Cpt. Entrepr. ★	236	235	250	+ 5 93
1150	Compt. Mod. ★	1210	1224	1264	+ 4 46
....	Concept S.A.	338	348	340	+ 0 59
1060	Créd. Foncier ★	1236	1242	1272	+ 2 91
490	C. F. Immob. ★	500	498	498	− 0 40

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Obligations		
Emp. 8,80 % 77	121 20	3 279
9,80 % 78/93	101 20	2 309

SICAV (sélection) 6/10

Cote des changes

Marché libre de l'or

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde

Une élection cantonale partielle

Le PCF perd un siège

SEINE-MARITIME : canton de Dieppe-Ouest (2e tour).

Inscr., 14884 ; vot., 7365 ; abst., 50,53 % ; suffr. expr., 7100. MM. Edouard Leveau, RPR, 3581 voix (50,43 %), ÉLU ; Yves Lavieuville, PC, 3519 (49,56 %).

[Il s'agissait de remplacer Irénée Bourgois, PC, décédé en juillet dernier, qui, maire de Dieppe, était conseiller général depuis 1969. Alors que le total des voix du PS et du PC atteignait au premier tour 56,81 % des suffrages exprimés, au second tour, le candidat communiste échoue avec 49,56 % des voix. En voix, le déficit pour le candidat communiste est de trois cent vingt-cinq suffrages, par rapport à l'addition PC + PS du premier tour.

A l'inverse, le représentant du RPR a non seulement fait le plein des voix de droite et d'extrême droite du premier tour, soit deux mille six cent un suffrages, mais il a augmenté ce score de neuf cent quatre-vingts voix. Cette progression est certes due à une meilleure participation électorale, peut-être à un report conséquent des voix écologistes, mais aussi à l'évidence à des électeurs socialistes du premier tour qui ont préféré voté RPR que laisser au PC un canton qu'il détenait depuis 1964.

Au premier tour de cette élection partielle, les résultats étaient les suivants : inсс., 14887 ; vot., 6849 ; abst., 53,99 % ; suffr. expr., 6766 ; MM. Leveau, 2364 (34,93 %) ; Lalieuville, 2330 (34,43 %) ; Jean Beaufils, PS, député, 1514 (22,37 %) ; Mme Annie Lemoine, Verts, 321 (4,74 %) ; MM. Edgar Planchons, FN, 213 (3,14 %) ; René Banc, div. dr., 24 (0,35 %). Au second tour des élections cantonales de 1988, Irénée Bourgois avait été réélu avec 4429 voix (55,16 %) contre 3600 (44,83 %) à M. Leveau sur 8029 suffrages exprimés, 8283 votants (soit 45,31 % d'abstention) et 15148 inscrits.]

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Social : « Le phare Peugeot », par Henri Vacquin ; prisons : « Triste victoire, monsieur le garde ! », par Jean-Luc Sauron 2

La répression au Panama

Les fouilles des militaires rebelles dénoncent les exécutions somaires après l'échec du coup d'Etat 3

Le voyage du pape en Asie

Jean-Paul II a exprimé à Séoul son *« ardent désir »* de rencontrer les catholiques chinois 3

La conférence de Paris sur l'Antarctique

Trente-neuf pays sont réunis pour débattre de l'avenir du sixième continent 5

Le comité directeur du PS

Les courants Jospin et Fabius ont amorcé un rapprochement en vue du congrès de Rennes. Les rocardiens leur demandent qu'on en termine avec les *« clivages d'hier et d'aujourd'hui »* 8

Amnistie en Nouvelle-Calédonie

M. Rocard devait exposer lundi 9 octobre à M. Lafleur (RPCR) et MM. Burck et Jorédié (Union calédonienne) les modalités de l'amnistie générale que le gouvernement envisage en Nouvelle-Calédonie 10

McCartney chante toujours

Paul McCartney revient à Paris pour trois soirs. Il célèbre la légende du rock en rejouant sa vie sur scène, des caves de Hambourg à son dernier album, en passant – longuement – par les Beatles 19

Abbado succède à Karajan

Les cent cinquante musiciens de la Philharmonie de Berlin ont voté, le 8 octobre, pour se donner un chef. Italien de cinquante-six ans, Claudio Abbado devra quitter l'Opéra et l'Orchestre philharmonique de Vienne 19

Communication : Reporters sans frontières

Réunis à Montpellier avec une cinquantaine de leurs confrères par l'association Reporters sans frontières, un journaliste de Sibérie, un autre du Burundi, témoignent de la difficuolté d'exercer librement leur métier dans leur pays 20

SECTION B

Poussée migratoire en France

La France compte chaque année quelque cent mille immigrés de plus, déclare M. Jean-Claude Barreau, président de l'OMI (Office des migrations internationales) et de l'INED (*Institut national d'études* démographiques), dans un entretien au *Monde* .... 1 et 15

Un plan de circulation à Paris

Pour s'attaquer aux embouteillages, le maire de Paris veut réduire le nombre des automobiles en circulation. Son plan prévoit l'interdiction du stationnement sur les grandes artères et l'installation d'horodateurs sur toutes les autres voies. 14

Hippisme : triomphe de Caroll House

Caroll House, pur sang de quatre ans, appartenant à l'Italo-Suisse Antonio Balzani, entraîné par l'Anglais Michaël Jarvis et monté par l'Irlandais Michaël Kinane, a gagné le 8 octobre à Longchamp le prix de l'Arc de Triomphe 16

Vatanen fait le point

Ari Vatanen, en tête du Rallye des Pharaons, en Egypte, fait le point, dans un entretien au *Monde*, sur sa carrière de pilote 16

Jazz et tabac

En pleine campagne antitabac aux Etats-Unis, Marlboro (autrement dit Philip Morris) fait sa publicité en Europe par le biais d'une tournée de jazz. Hier Budapest, aujourd'hui le Grand Rex 19

SECTION C

Le conflit Peugeot

Le conciliateur s'informe tandis que la CGT durcit le ton 25

Développement de l'aquaculture

Un démarrage difficile mais favorisé par des subventions européennes 26

Les oubliés de la Bourse

Deux ans après le krach de 1987, près d'une société sur deux cotées sur le marché à règlement mensuel n'a pas retrouvé son niveau ... 27

ÉCONOMIE

Est : à la recherche du paysan perdu

La collectivisation ayant anesthésié les agriculteurs, les dirigeants est-européens jouent leur va-tout sur le privé en allégeant la tutelle du plan 41

Le Pérou, l'hyperinflation et la récession

Pauvreté rurale, misère urbaine... la hausse des prix, qui en 1989 dépassera 5 000 %, ruine le travail, anéantit l'investissement et démonétise l'économie 43

La chronique de Paul Fabra

« Justice fiscale » et « Lutte contre les inégalités » 44

Services

Abonnements 11
Campus 22
Carnet 22
Loto sportif 22
Marchés financiers ... 46 et 47
Météorologie 23
Mots croisés 22
Radio-Télévision 23
Spectacles 21

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
36.15 LM

Le numéro du « Monde » daté 7 octobre 1989 a été tiré à 552 558 exemplaires

URSS : le blocus de l'Arménie

Les autorités envisagent des mesures exceptionnelles pour assurer les transports

Alors que les Azéris continuaient, dimanche 8 octobre, à bloquer les transports ferroviaires à destination de l'Arménie, l'agence Tass a annoncé que des *« mesures sérieuses ont été prises »* pour assurer la sécurité du trafic sur la voie ferrée transcaucasienne.

Lors d'une d'une réunion à Bakou, un dirigeant du Front populaire d'Azerbaïdjan a justifié la décision de poursuivre le blocus par les attaques, samedi, *« d'extrémistes arméniens »* contre des trains dans la région de Mégri. Celle-ci, située en Arménie, sépare deux secteurs azerbaïdjanais de la voie ferrée menant à Erevan. Tass affirme cependant que trente-sept trains sont arrivés dans la capitale arménienne samedi et dimanche. Selon des sources concordantes, des préparatifs sont en cours pour une intervention des forces de l'ordre, afin que les convois ferroviaires roulent normalement entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Le Soviet suprême avait donné le feu vert, mardi dernier, au gouvernement soviétique pour recourir *« en cas de besoin »* à l'armée et aux troupes du ministère de l'intérieur.

D'importants mouvements d'avions et d'hélicoptères étaient signalés à l'aéroport d'Erevan, dimanche. Selon un membre du comité Karabakh, ces activités semblent indiquer que des troupes *« sont envoyées dans la République autonome azerbaïdjanaise de Nakhiitchevan »*, une enclave entre l'Arménie et l'Iran, à l'ouest de Megri.

Par ailleurs, de violents affrontements opposent quotidiennement, avec des armes à feu, Azéris et Arméniens. Toujours selon Tass, *« des gens sont tués tous les jours, des maisons incendiées et des voitures détruites »*. A Moscou, M. Antreï Sakharov a lancé samedi 7 octobre un appel à l'organisation d'un pont aérien vers l'Arménie, avec l'aide de la communauté internationale, *« pour sauver la vie de gens soumis à un blocus depuis de longs mois »*. – *(AFP.)*

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Un bon conseil

FAUT vraiment qu'il soit malade Honecker, pas de la prostate, de la pensée, pour avoir fait la connerie d'inviter Gorby à souffler les quarante bougies de son gâteau anniversaire. Enfin, c'est de la folie ! Il aurait dû célébrer ça bien peinard, dans l'intimité, entre vieux copains du parti, avec quelques amis triés sur le volet : Arafat, Ortega, Ceaucescu, Jaruzelski.

Au lieu de ça, il était pendu au téléphone : Allô, Gorby, c'est toi ? Tu viens, hein ? Tu promets ? Tu vas pas te défiler à la dernière minute sous prétexte que t'es grippé. On va faire la fête. Une fête à tout casser. Ça, ça a été réussi ! Il débarque en RDA, Gorby, et tout vole en éclats ! Dès que son avion se pose quelque part, c'est l'émeute, la révolution. Il a même pas besoin de baiser le sol des différentes patries du communisme pour que la terre tremble sous les pieds de leurs leaders. *Dans le genre superstar*, porteuse de rêves, il fait nettement plus fort que le pape ou Lady Di.

C'est pas qu'il en installe, *qu'il la ramène*, au contraire il essaye de se soustraire à l'adoration des foules. Rappelez-vous son entrée par la porte dérobée du palais du peuple place Tiananmen. A Berlin-Est pareil. A peine descendu de la passerelle, il a pris pépé Honecker dans ses bras et il lui a filé un patin devant les caméras. Après quoi, pendant que la jeunesse déchaînée l'appelait au secours, « Gorby, aide-nous », il lui a simplement conseillé la modération : Allez, sois pas vieux jeu, c'est des gamins, ils ont envie de sortir, de s'amuser, si tu veux qu'ils se tiennent tranquilles, les enferme pas à clé. Tu connais le proverbe : quand on est en retard, on est puni par la vie.

L'autre l'a très mal pris : Occupe-toi de tes fesses, sinon vous allez prendre un sacré coup de pied, toi et Walesa. Tiens, regarde cette dépêche, il a peur d'un attentat. Les Polaks exaspérés feraient péter son appart que ça l'étonnerait pas. Alors, proverbe pour proverbe, si tu veux continuer à crécher au Kremlin, rappelle-toi : comme on fait son lit...

EN BREF

□ **M. Michel Pébereau : il ne faut pas exclure les actions du PEP.** – Michel Pébereau, président directeur général du CCF, a déclaré à Roubaix, à l'occasion d'une rencontre avec les clients actionnaires, que le PEP (plan d'épargne populaire) ne doit pas être orienté *« uniquement vers les instruments de dette, vers les obligations »*. *« Au moment où la croissance et la compétition internationale rendent indispensable le renforcement des fonds propres des entreprises »*, il ne faut pas oublier les actions pour le PEP, a-t-il souligné.

□ **Air Liberté reçoit le feu vert pour l'Amérique du Nord.** – La compagnie Air Liberté a reçu des pouvoirs publics français l'autorisation d'effectuer des vols charters entre la France, les Etats-Unis et le Canada, a annoncé, le 7 octobre, M. Lotfi Belhassine, président du holding groupe A auquel appartient Air Liberté. Celle-ci exploite dix avions et a passé commande d'une trentaine d'appareils supplémentaires.

□ **Les Etats-Unis prêts à ouvrir leurs petits aéroports.** – Le secrétaire d'Etat américain aux transports, M. Samuel Skinner, propose que les compagnies aériennes étrangères soient autorisées à créer des lignes entre leur pays et des villes américaines mal desservies par des vols internationaux. Ces lignes seraient discutées entre chaque ville et le pays d'origine de la compagnie. Deux conditions ont été fixées par le secrétaire d'Etat : aucune autre compagnie ne doit desservir déjà la ligne et aucun conflit aérien ne doit opposer les Etats-Unis au pays concerné. – *(AFP.)*

□ **Usine de dessalement à Ibiza.** – Les autorités de l'île espagnole d'Ibiza (Baléares) ont signé avec la société néerlandaise Desalco SA un contrat pour la construction d'une usine de dessalement d'eau de mer. L'usine devrait produire 10 000 mètres cubes d'eau potable par jour à partir de 1991 et suffire aux besoins de l'île hors saison touristique. La *municipalité* s'est engagée à acheter la totalité de la production au prix de 167 pesetas (8,85 francs) le litre. Elle deviendra propriétaire de l'usine au bout de dix ans. La construction de cette usine est rendue nécessaire par l'accroissement de la salinité de la nappe phréatique, déjà saumâtre.

□ **Neuf spéléologues retrouvés sains et saufs dans le Doubs.** – Neuf spéléologues qui étaient bloqués depuis samedi 7 octobre par une montée des eaux provoquée par la pluie dans le réseau du Verneau, à Nans-sous-Sainte-Anne (Doubs), ont été retrouvés sains et saufs lundi matin vers 4 heures. Descendus samedi pour explorer un des plus grands réseaux souterrains d'Europe, ils avaient été coincés par une montée très rapide de l'eau, consécutive à des pluies tombées depuis plusieurs jours.

Soixante-quatorze sauveteurs du spéléo-secours français, aidés par des pompiers et des gendarmes, avaient entrepris, immédiatement, de quadriller le secteur. En bonne santé, selon les sauveteurs, les neuf spéléologues ont été ramenés à la surface dans la matinée du lundi 9 octobre.

□ **ÉCHECS : les demi-finales du Tournoi des candidats.** – Après cinq parties, dont une ajournée dans une position de nulle théorique, Timman mène toujours d'un point (2,5 à 1,5) face à Speelman. Dans la seconde demi-finale, Karpov a gagné la troisième partie sur une gaffe de Youssoupov en zeitnot, alors qu'il avait le gain assuré. La quatrième partie a été nulle et la cinquième reportée à la demande de Youssoupov, qui est donc mené 2,5 à 1,5.

LIBER

Le Monde publiera avec son numéro de mardi (daté mercredi 1 octobre) *Liber*, nouveau supplément de vingt-quatre pages, réalisé en commun avec la *FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG* (RFA), *L'INDICE* (Italie), le *TIMES LITERARY SUPPLEMENT* (Grande-Bretagne) et *EL PAIS* (Espagne), qui se propose de rendre compte de l'activité et de la production culturelles en Europe et dans le monde.

Tous les journaux participants publieront régulièrement, chacun dans sa propre langue, les mêmes articles sur des débats intellectuels, les mêmes critiques de livres avant qu'ils ne soient traduits, les smêmes enquêtes. S'adressant à plusieurs millions de lecteurs, *Liber* a l'ambition de devenir un lieu de discussion intellectuelle sans frontières pour les Européens.

▶ ***Liber* est distribué en pile séparée et sans supplément de prix en France métropolitaine avec le numéro daté mercredi 11 octobre, et sur demande pour les DOM-TOM et l'étranger.**

BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 octobre

Léger tassement

La semaine s'est ouverte lundi, rue Vivienne, sur un nouveau mais léger tassement des cours. En recul de 0,25 % à l'ouverture matinale, l'indicateur instantané s'établissait vers 11 heures à 0,3 % en dessous de son niveau précédent.

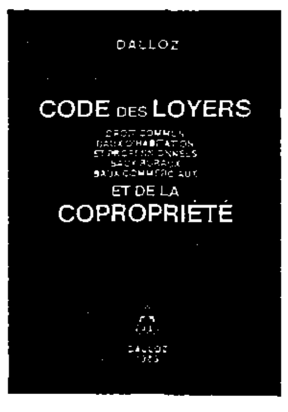
Eurotunnel a été pénalisé (– 6,5 %). Baisse de Locafrance, SEB, Radiotechnique, Hachette, Esso, Spie. Hausse de SAT, Bellon, GTM, Via Banque, CCF, CSF, Schneider.

La meilleure façon

de ne rien oublier

était

de penser à tout



Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une réactualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables

MODE : ACHETEZ
“DÉCONTRACTÉE”

Zéro pour les prix élevés
qui vous topent sur les nerfs !
On demande à la création
d'être séduisante, à la qualité
d'être "top niveau." Mais aux prix
de se faire minuscules.
Pour que la mode soit un plaisir,
il faut que le "facteur-prix"
soit presque négligeable.
Chez RODIN, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Centre d'éducation permanente
UNIVERSITE DE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE

Inscriptions en cours
43 29 75 23
40 46 27 66
Diplôme de 3e cycle (280 h)
préparé en formation continue
Horaires aménagés pour salariés

ENTREPRISE ET EUROPE

Tronc commun : Bases juridiques et économiques

4 séminaires sectoriels :
Droit de la Concurrence
Libre circulation des Marchandises
Espace Financier - Espace Fiscal Européens
Libre Etablissement - Libre Prestation de Services

Début des enseignements : Janvier 1990
Programmes sur Minitel : 36 15 P1 FORM